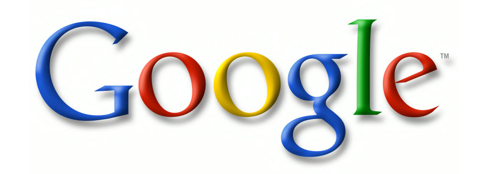
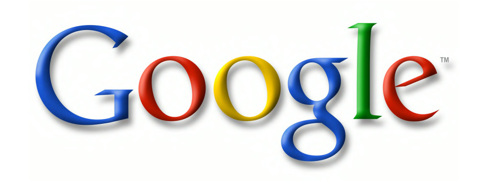



Google

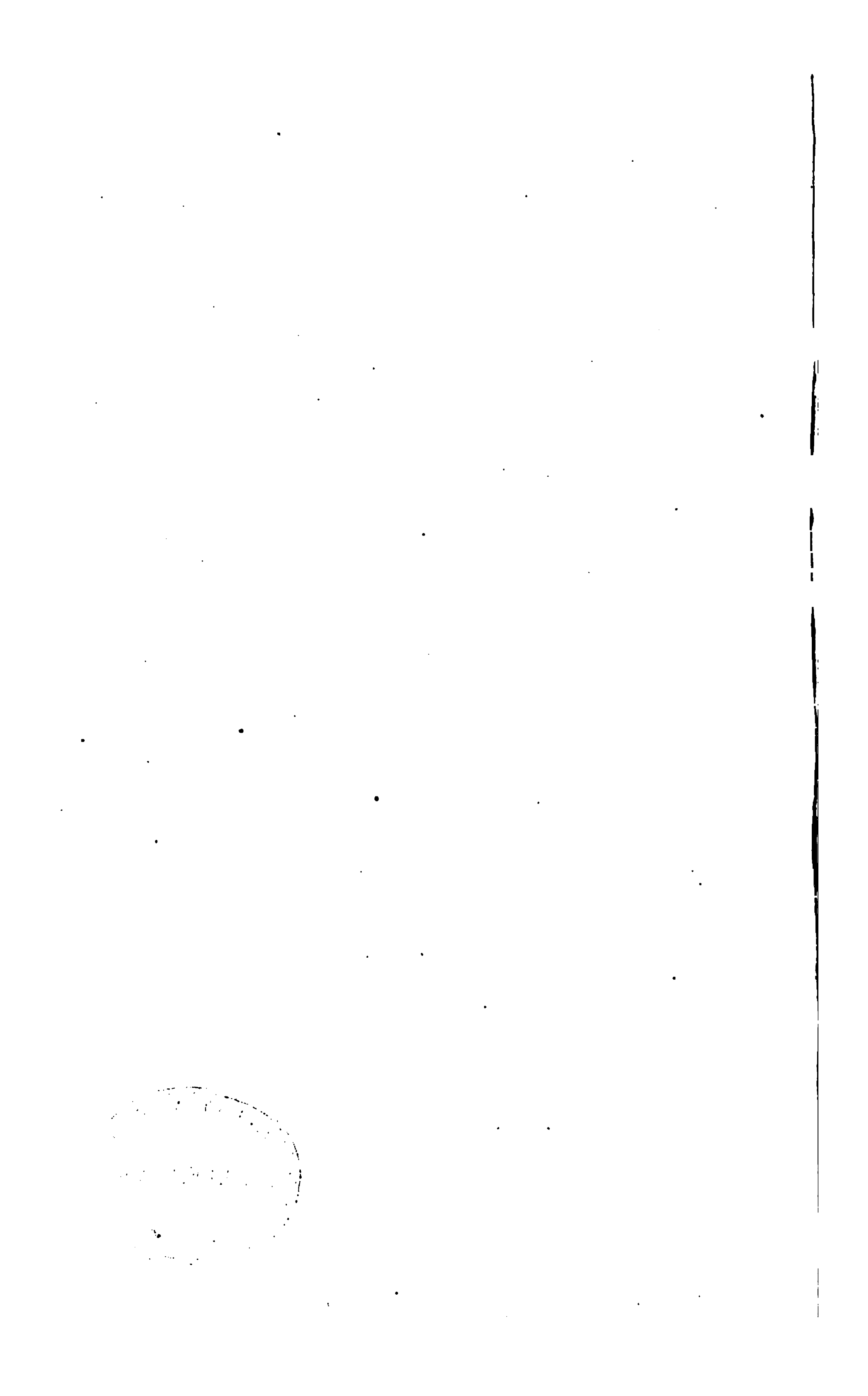




JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES.



JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES

DES

ARMÉES DE TERRE ET DE MER,

PUBLIÉ

SUR LES DOCUMENTS FOURNIS PAR LES OFFICIERS DES ARMÉES FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES,

PAR

J. CORREARD,

ANCIEN INGÉNIEUR.



TROISIÈME SÉRIE.—T. II.

16e ANNÉE.

PARIS,

J. CORREARD, DIRECTEUR DU JOURNAL,

RUE DE TOURNON, 20.

1840.



JOURNAL
DES
SCIENCES MILITAIRES.

RECUEIL
DES PRINCIPALES PIÈCES
DE LA
CORRESPONDANCE
DU FELD-MARÉCHAL
DUC DE WELLINGTON.

PUBLIÉ PAR J. CORRÉARD, ANCIEN INGÉNIEUR.

Au vicomte Castlereagh, secrétaire d'État.

Londres, 6 octobre 1808.

MYLORD,

J'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que je suis arrivé aujourd'hui à Londres, avec l'autorisation du commandant des forces en Portugal. Ayant vu une copie de la lettre de Son Excellence à V. S., datée de Cintra le 3 septembre, du sens inexact de laquelle on pouvait conclure que j'ai consenti et signé certains articles « de la suspension d'armes du 22 août, » je vous prie de me permettre d'informer V. S. que je n'ai point négocié cette convention; qu'elle a été négociée et conclue avec le général Kellermann, par Son Excellence en personne, en présence du lieutenant-général sir Harry Burrard et de moi-même. Je l'ai signée d'après le désir de Son Excellence; mais je n'ai pu en aucune façon me croire responsable ni des termes de sa rédaction ni d'aucune de ses clauses.

Toutefois, considérant ma situation en Portugal, ayant

l'arrivée de Son Excellence, il est juste d'informer V. S. que j'ai été d'accord avec le commandant des forces, pour regarder comme avantageux le 22 août, de permettre à l'armée française d'évacuer le Portugal avec armes et bagages, et de lui fournir pour cela toutes les facilités possibles.

J'ai jugé ce parti avantageux, d'après la situation respective des deux armées le 22 au soir, considérant que l'armée française avait alors repris une position formidable entre nous et Lisbonne ; qu'elle avait le moyen de rétrograder de cette position sur d'autres en avant de la ville, et en définitive de traverser le Tage, et de passer dans l'Aleutejo, pour occuper en force les forts d'Elvas, de la Lippe et éventuellement Almeida.

Le corps du lieutenant-général sir John Moore n'ayant pas occupé la position qui avait été proposée à Sautarem, il n'y avait aucun moyen d'empêcher l'armée française d'accomplir ces différents objets.

L'armée anglaise, après avoir attendu et reçu ses renforts, aurait été aussi pendant long-temps encore privée de la navigation du Tage, et comme ses approvisionnements en vivres et munitions dépendaient de ses communications avec la flotte, qui eussent été très incertaines par les côtes, à la fin d'août, elle se serait trouvée jetée dans des embarras qu'auraient amenés le manque de ressources, et qui se seraient accrus par l'augmentation de son effectif.

A ces considérations, touchant à la position immédiate de l'armée et à son existence en Portugal, s'en ajouteraient d'autres relatives à ses opérations ultérieures. Je regardais comme très important que l'armée anglaise de Portugal eût promptement la possibilité de se porter en Espagne.

Non-seulement il était impossible de prendre aucune disposition pour marcher vers l'Espagne avant d'avoir forcé es

Français à évacuer Elvas et Almeida, et avant d'avoir pris possession du Tage et du Douro; mais l'armée aurait été forcée à des siéges réguliers pour attaquer et prendre ces places avant que Sa Majesté ait pu rétablir le gouvernement de son allié, ou porter ses troupes au secours des Espagnols. Je n'ai pas besoin d'insister sur les difficultés de ces opérations, et qui se seraient augmentées en raison de l'époque de l'année à laquelle elles auraient été entreprises et du temps qu'elles auraient duré.

Ces circonstances, entravant la position, les projets et les opérations ultérieures de l'armée, devaient être attribuées à ce fait que l'ennemi occupait encore, sous le point de vue militaire, la totalité du royaume, puisqu'il avait encore entre ses mains tous les points fortifiés; que sa position, le 22 août au soir, le laissait encore à même de profiter de ces points ou de les renforcer comme il le jugerait à propos; et je pensais qu'une armée dont la retraite était encore ouverte, et qui possédait de tels avantages, avait tous les droits pour réclamer la liberté de se retirer du pays.

J'ai l'honneur d'être, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

A la suite de la campagne de Portugal, le roi d'Angleterre nomma une cour d'enquête pour examiner les conditions de la convention de Cintra, apprécier les causes et les événements qui en avaient amené la conclusion, et émettre une opinion sur la part de responsabilité qui devait peser sur le général en chef de l'armée anglaise et sur les officiers qui avaient pris part soit à la discussion, soit à la négociation de cette convention.

cour de quelques nouveaux détails sur cette partie de l'affaire.

Les questions qui ressortent de ses assertions sont celles-ci : Étais-je assez fort pour triompher de l'ennemi en rase campagne? Dans le cas de l'affirmative, ai-je employé les meilleurs moyens pour le réduire ?

Pour ce qui est de ma force comparée à celle de l'armée ennemie, je désire n'être pas jugé sur les résultats de la campagne tant que je l'ai dirigée, mais sur son début et l'époque à laquelle des mesures ont été adoptées, desquelles il n'eût pas été facile de se dégager, comme on l'a dit avec justesse, et desquelles je n'avais certainement aucune intention de me dégager.

Mes forces s'élevaient alors à environ 13,000 hommes de troupes anglaises; j'avais le secours de 6,000 hommes de troupes portugaises, et j'espérais de grands avantages de leur coopération. J'avoue que plus tard j'ai été trompé dans cette attente. Mais je le demanderai à la cour, qu'auraient dit, et dit avec justice, qu'auraient pensé de moi l'armée, le pays, et le gouvernement qui avait placé sa confiance en moi, si, avec de pareilles forces, j'avais hésité à marcher contre l'ennemi ? J'ai déjà fait connaître à la cour que je ne faisais pas monter ses forces à plus de 16 ou 18,000 hommes, dont 14,000 seulement pouvaient paraître en ligne. Le chiffre le plus élevé qui nous eût été communiqué, et qui se trouva exagéré, faisait monter les forces de l'ennemi à 20,500 hommes. En admettant même que ce chiffre fût exact, les troupes dont l'ennemi aurait pu disposer en campagne n'auraient pas égalé en nombre celles que j'avais sous mes ordres, ou qui pouvaient agir de concert avec moi.

Il paraît que je n'étais pas dans l'erreur sur ce point ; car le chiffre le plus élevé auquel on ait porté les forces fran-

çaises présentes à l'affaire du 21 août, était 16,000, et moi qui les ai vues, je ne les jugeai pas de plus de 14,000 hommes. A l'exception de la cavalerie qui demeura intacte, la totalité de ces forces fut engagée, et spécialement la réserve du général Kellermann.

Si tous ces faits sont vrais, je puis donc hardiment conclure que si l'entreprise était chanceuse et difficile, les moyens ne me manquaient pas de la mener à bonne fin.

La seconde question est de savoir si, ayant à ma disposition des ressources suffisantes, j'ai employé les mesures les plus convenables pour atteindre mon but. Sir Hew Dalrymple prétend qu'avec la ligne d'opérations que j'ai adoptée, toutes les positions fortes restaient au pouvoir de l'ennemi. Mais, je puis l'assurer qu'il lui serait très difficile de choisir en Portugal une ligne d'opérations qui ne présentât pas de fortes positions à un ennemi agissant sur la défensive. Celle que j'ai adoptée présentait cet avantage qu'elle rendait la cavalerie supérieure de l'ennemi inutile dans le cas où il aurait dû l'employer, et où il l'aurait certainement employée si j'avais choisi toute autre ligne.

Si j'avais suivi la grande route de Lisbonne au nord du Portugal par Santarem, j'aurais dû conserver mes communications avec le Mondégo, ce qui aurait affaibli mes forces actives. Après tout, l'ennemi aurait pu les inquiéter avec sa cavalerie. En adoptant la ligne du bord de la mer, et en me basant sur la flotte pour mes approvisionnements, ma ligne de communication était si courte qu'elle se défendait elle-même ; je pouvais donc conserver toutes mes forces réunies en un seul corps, et j'avais sous la main mes arsenaux et mes magasins dans les occasions où j'avais besoin de me mettre en relation avec eux.

Ayant pris moi-même cette ligne d'opération, je proposais

au général Harry Burrard celle de Santarem pour le corps de sir John Moore qui aurait pu la suivre en toute sécurité, puisque je suivais celle de la côte.

Le lieutenant-général a avancé qu'en suivant la direction que j'ai choisie, je laissais toutes les positions fortes à la disposition de l'ennemi. Je ne vois pas quelles sont les positions possédées par l'ennemi dont j'aurais pu, ou dont on aurait pu le priver, par le choix d'une autre direction de marche.

Si le mouvement s'était exécuté, comme je l'avais ordonné, le 21 au matin, la position de Torres-Vedras aurait été tournée ; et il n'y avait plus dès lors de position au pouvoir de l'ennemi, si ce n'est celle en avant de notre front, à Cabeça de Montachique, et celles qu'elle couvrait. Je dois en outre observer à la cour que si, comme je l'avais proposé, le corps de sir John Moore s'était porté à Santarem immédiatement après son débarquement dans le Mondégo, ces positions n'auraient pas offert une grande sécurité dans le cas où nous aurions pu, comme cela est arrivé, battre les Français en bataille rangée.

Je ne suivrai pas l'exemple de sir Hew Dalrymple, en discutant quels eussent été les résultats probables de l'affaire du 21 août, si on eût adopté un certain plan de bataille, parce qu'un officier que l'on croit intéressé dans cette question n'est point ici présent : je suis certain d'aillèurs que les occasions ne manqueront pas d'approfondir cette partie de l'affaire.

J'ai eu le malheur, dans ces derniers événements du Portugal, d'être accusé à la fois de témérité et d'imprudence, aussi bien que d'un excès de précaution. Mais sans invoquer les résultats obtenus au moment où j'ai quitté le commandement de l'armée, je puis l'affirmer sans crainte, quelle

que fût la difficulté de l'entreprise que j'avais tentée, les moyens existaient de la conduire à une conclusion heureuse; il n'existait aucun fondement aux craintes pour ma sûreté que si Hew Dalrymple semble avoir conçues; enfin, avec les instructions que j'avais reçues, j'aurais mérité d'être blâmé si je n'avais pas commencé mes opérations dès que j'ai pensé avoir des forces suffisantes.

Un autre point sur lequel je prendrai la liberté d'appeler l'attention de la cour, c'est la part que je suis supposé avoir prise dans la négociation de l'armistice et de la convention. Dans la partie de la question que j'ai discutée jusqu'à ce moment, je suis entièrement et seul responsable; dans ce qui va suivre, l'on me tient responsable pour les conseils que je suis supposé avoir donnés moralement, sinon personnellement et en raison de ma position (1).

Il est donc important pour moi de faire connaître quels conseils j'ai donnés en réalité, dans quelle vue je les ai donnés, et quels en eussent été les effets, si l'on avait adopté les mesures que je proposais.

J'ai conseillé et concouru à faire adopter la mesure de laisser aux Français la liberté d'évacuer le Portugal avec armes et bagages; et ici je dois observer que, dans la négociation de l'armistice, il avait été spécialement établi que par ces mots : « Propriétés de toute nature, » on entendait seulement les bagages et équipements militaires. Cette interprétation a été stipulée dans un article séparé de la con-

(1) Il est difficile de rendre la valeur des termes anglais. On peut en donner une idée par la comparaison de ces deux mots de notre langue : *officieusement* et *officiellement*.

vention, et c'est d'après ce principe qu'ont agi les commissaires chargés de l'exécution de la convention.

Lorsque l'on mit en délibération cette mesure de laisser aux Français la liberté d'évacuer le Portugal, c'est-à-dire le 22 août au soir, il était nécessaire de se rendre compte de la situation, des moyens et des ressources des deux armées, ainsi que de nos projets.

Après sa défaite du 21, l'ennemi avait réuni ses forces et était sur le point de réoccuper la position de Cabeça de Montachique, de laquelle sa retraite restait ouverte sur d'autres positions en avant de Lisbonne, et de celles-ci, par le Tage, dans l'Alentejo. Il y avait toutes facilités pour exécuter ces mouvements, et une fois à Lisbonne, la possession du Tage assurée par les forts, le secours de la flotte russe, le grand nombre de bateaux dont il aurait pu se servir, tout lui aurait permis de passer le fleuve en un seul corps couvert par la citadelle et par les hauteurs. A peine aurait-il pu perdre son arrière-garde. Dans l'Alentejo, il avait réuni d'amples provisions.

Ainsi que je l'ai dit dans la relation de mes actes depuis le 12 juillet jusqu'au 20 août, Loison avait rétabli l'autorité française dans cette province par son expédition du mois de juillet sur Elvas. Les grains de la récolte avaient été achetés pour les besoins de l'armée française. Ce fait m'est connu, non-seulement par les rapports du pays, mais aussi par des lettres des agents français dans l'Alentejo à Loison, qui ont été interceptées et qui m'ont été montrées.

En arrivant dans cette province, les Français auraient pu se porter, par la plus belle route du Portugal, sur Elvas, qui est une forteresse du second ordre parmi les forteresses de l'Europe. Ils y auraient placé en garnison une partie de leur corps, et ils auraient envoyé le reste à Almeida, par la

partie supérieure du Tage. Cette place était déjà approvisionnée jusqu'à un certain point, et le détachement que les Français auraient dirigé sur Almeida n'aurait éprouvé aucune difficulté à faire lever le faible blocus maintenu par les paysans portugais, et à faire entrer dans la place tous les approvisionnements nécessaires.

Le corps de sir John Moore avait reçu, le 20 au soir, l'ordre de rejoindre l'armée. Il avait été proposé de disposer de ce corps précisément de manière à empêcher les Français de mettre à exécution ce plan d'opération que je viens de supposer, et que certainement ils auraient adopté après leur défaite. Le corps de sir John Moore aurait pu se maintenir par lui-même à Santarem, en conservant simplement ses communications avec le Mondégo; car dans cette rivière seulement les transports et bâtiments de vivres pouvaient être en sûreté, et le pays, sur les deux rives du Mondégo, étant sous l'autorité du gouvernement d'Opporto, suffisait pour donner les moyens d'établir ces communications dans des limites convenables. Lorsque le corps de sir John Moore dut rejoindre l'armée, il ne put opérer que dans le sens de sir Harry Burrard, en soutenant immédiatement et appuyant le corps sous mes ordres. Par là il dut compter pour sa subsistance sur les ressources qui avaient été rassemblées pour l'armée. Toutes les forces attaquaient l'ennemi de front.

Après notre réunion, nos opérations eussent été celles d'une armée poursuivant dans sa retraite une autre armée inférieure en nombre. Mais rien de ce que nous aurions pu faire n'eût coupé sa ligne de retraite. L'ennemi aurait atteint Lisbonne avant nous; le Tage serait resté en son pouvoir jusqu'au dernier moment de son passage; et après cette opération, la nécessité de nous emparer des forts sur le

fleuve, les efforts de la flotte russe, le manque des bateaux que l'ennemi aurait attirés à lui, lui auraient laissé toute latitude pour arrêter ses dispositions dans l'Alentéjo avant que nos troupes eussent pu l'atteindre.

Mais pendant l'exécution de ces mouvements, nous aurions été exposés à des embarras et des privations qui auraient pu de nouveau compromettre le but de la campagne.

Les communications avec la flotte sont précaires en tout temps sur la côte de Portugal; elles le deviennent encore plus sur la fin d'août, et plus tard tout à fait impossibles. Dans le fait, plusieurs barques ont été submergées pendant la dernière semaine d'août; plusieurs bâtiments ont perdu leurs ancres, et plus d'une fois la flotte a été forcée de gagner le large. Le 22 août, il existait au camp onze jours de pain pour le nombre primitif de troupes qui avaient quitté Lavaos le 9 et le 10; celles qui avaient débarqué le 20 avaient apporté quatre jours de pain pour elles; l'approvisionnement de la totalité des troupes pouvait être de 8 ou 9 jours, et il n'existait aucun moyen d'en transporter une plus grande quantité. Il était impossible de se procurer du pain dans le pays, et comme point de fait, je crois qu'à l'exception de quelques milliers de rations de pain laissées par les Français à Alcobaça, Caldas et Torres-Vedras, et qui ont été distribuées aux troupes portugaises, le pays n'a pas fourni une seule ration de pain depuis l'époque du débarquement des troupes, jusqu'à celui de mon départ, le 20 septembre.

Il était dès lors évident que le corps de sir John Moore débarquant à Maceira et venant presque doubler la consommation de l'armée sans augmenter ses ressources, pour recueillir et transporter des vivres, il y avait à craindre que la disette ne se fît sentir.

Le corps de sir John Moore ne pouvait être débarqué et en état de commencer ses opérations avant la fin d'août.

Pendant ce temps, l'ennemi aurait fortifié sa position à Cabeça de Montachique, et celles qu'il avait en arrière de lui du côté de Lisbonne, et il eût été déraisonnable de songer à les forcer ou à les tourner en moins de dix jours. Pendant toute cette période de temps et pendant celui que le corps de sir John Moore aurait mis à débarquer, la totalité de l'armée aurait vécu sur des ressources qui avaient été calculées pour une armée moitié moins forte. Elle n'aurait pu compter sur de nouveaux approvisionnements que lorsqu'elle aurait été maîtresse du Tage de manière à y faire entrer ses transports.

Après avoir forcé l'ennemi à repasser le Tage, après nous être emparés des forts et de la flotte russe, après avoir franchi le fleuve avec l'armée anglaise, nous aurions dû nous préparer à investir Elvas pour en faire le blocus ou le siége régulier. Dans ces deux cas, l'armée aurait été exposée aux effets d'un climat pernicieux, dans la plus mauvaise saison de l'année, et de plus, dans le cas d'un siége, elle aurait eu à transporter tout le matériel de siége depuis Abrantès jusque sur le lieu de l'action, c'est-à-dire à une distance qui n'est pas moins de 60 milles.

Après avoir achevé cette opération, l'armée aurait été obligée de la recommencer pour s'emparer d'Alméida.

Je suis convaincu que nous ne nous serions rendus maîtres d'Elvas que bien avant dans le mois de décembre. Je pense qu'il est plus que probable que nous aurions été heureux de laisser aux Français la liberté d'évacuer le Portugal, à cette époque au lieu du mois d'août, si nous avions persévéré dans nos opérations après avoir perdu une grande partie de

notre armée par les maladies, et trois mois d'un temps fort précieux si on considère les opérations ultérieures.

Je pensais que les intentions de Sa Majesté et de l'Espagne étaient que l'armée anglaise prêtât son concours aux armées espagnoles.

Je jugeai que la seule manière de diriger vers le même but les opérations des corps espagnols était de donner de l'influence au gouvernement, par la coopération d'une armée anglaise; je jugeais également qu'il était très important pour la nation espagnole d'obtenir la coopération de 30,000 soldats anglais, et de retrouver l'assistance de 4,000 soldats espagnols prisonniers des Français et celle de 2,000 autres qui étaient employés en Portugal.

Je regardais ces divers objets comme assez importants pour balancer l'inconvénient de jeter sur les Pyrénées, à une époque assez rapprochée, une nouvelle force de 20,000 hommes. La nation espagnole gagnait 16,000 hommes de bonnes troupes, à n'en juger que sous le rapport du nombre; mais si je ne me trompais pas dans mes calculs politiques, elle devait acquérir une force d'union dont la puissance ne pouvait être appréciée. Cette force, je le savais, elle ne pouvait la tirer d'aucune autre source que du Portugal. L'armée anglaise pouvait seule la lui donner, car je savais que ce pays ne pouvait pas envoyer au dehors une autre armée d'une force suffisante.

J ai pu me tromper dans mes prévisions sur ce sujet; cependant, en fait, la nation espagnole au ourd'hui retire de la convention précisément les avantages dont je viens de parler, et que j'avais en vue à l'époque de la négociation de l'armistice. Elle y a gagné de plus le secours de l'armée d'Estramadure, forte de 14 à 16,000 hommes, dont une partie de cavalerie, qui étaient employés sur les frontières de

Portugal, qui ont été équipés des magasins d'Elvas, et qui sont en marche vers les frontières de la France. Cependant, pas un seul homme de l'armée française qui a évacué le Portugal n'est encore arrivé et n'arrivera de quelque temps sur les frontières d'Espagne.

Sous le rapport des résultats politiques et militaires, du moins dans ma manière de voir, la mesure de laisser aux Français la liberté d'évacuer le Portugal était donc avantageuse.

Si je me suis trompé dans l'appréciation de ses avantages, c'est une erreur que je partage avec les Espagnols eux-mêmes. Car l'armée de Dupont, dont la position la forçait réellement à se rendre, a eu la faculté d'évacuer par mer l'Andalousie, et de servir de nouveau, aux temps de la convention accordée par le général espagnol Castanos.

Toutefois, admettant les avantages de la mesure, il reste une autre question qui s'y rattache. Était-elle disgracieuse *per se*? Je ne discute point en ce moment les détails de la convention, mais seulement la mesure en elle-même.

Ceux qui raisonnent sur cette partie de l'affaire prétendent qu'on aurait dû forcer les Français à mettre bas les armes. Certainement, il est toujours fort heureux d'obliger une armée ennemie à mettre bas les armes, mais ici la question était une question de moyens. Je désirerais que ceux qui pensent qu'on aurait dû amener les Français à mettre bas les armes eussent relu l'histoire de toutes les armées qui ont été forcées d'en venir à cette extrémité, et qu'ils eussent comparé leur position à celle de l'armée française en Portugal. Toutes ces armées, invariablement, avaient été entourées par des corps supérieurs en nombre, en matériel ou en force ; elles manquaient de vivres ou couraient le plus grand danger d'en manquer totalement, et elles n'avaient

aucune espérance de secours. Je n'ai pas besoin de montrer à cette assemblée que l'armée française en Portugal n'était pas dans une telle situation, et même n'avait pas chance de s'y trouver. En réalité, elle possédait militairement parlant le Portugal, elle possédait les magasins, les forteresses, les ports : elle ne courait aucun risque de manquer de vivres; tandis que nous, qui devions la forcer à mettre bas les armes, nous étions en danger d'en manquer, tant que nous n'étions pas maîtres du Tage. Mais, ce n'est pas tout encore : que l'on compare les mesures de laisser aux Français la liberté d'évacuer le Portugal, aux autres de la même nature qui ont été non-seulement approuvées, mais (et selon moi avec justice) exaltées en Angleterre. Que l'on compare la position des garnisons du Caire, d'Alexandrie avec celle de l'armée française en Portugal. Je pense que l'on admettra que celle-ci possédait des avantages que les autres ne possédaient pas, et de plus, que les personnes appelées à décider de la mesure en Portugal savaient qu'il était pour les troupes anglaises d'autres buts à leur faire atteindre et qui n'existaient pas pour elles dans la situation de l'Europe au moment de la convention d'Égypte.

Mais si j'ai concouru à faire adopter le principe général de la mesure de l'évacuation, si je l'ai conseillée, je n'ai point approuvé tous les détails soit de l'armistice, soit de la convention.

Et d'abord, je dois informer cette assemblée que dès la première entrevue que j'eus avec sir Hew Dalrymple après son arrivée en Portugal, le 22 août au matin, moi, que l'on suppose avoir été son conseiller, et qui ne suis ici pour aucun autre crime que celui de mes conseils supposés, j'ai eu lieu de croire que je ne possédais pas sa confiance; bien plus, qu'il était prévenu contre les avis que je pouvais lui

donner. J'eus occasion de parler d'affaires avec lui ce jour-là, comme je puis le prouver; et c'est à la suite de cela que je me suis formé cette opinion. Elle a pu être erronée, mais je l'ai eue bien positivement, et si l'assemblée le désire, je le prouverai par les dépositions des personnes auxquelles j'en ai fait confidence. Du reste, je pense que les membres de la Cour seront disposés à admettre que j'avais des motifs de croire sir Hew Dalrymple prévenu contre les avis que je pourrais lui donner, lorsqu'ils se rappelleront sa propre relation, et le jugement qu'il avait porté sur les opérations que j'avais dirigées avant son débarquement.

Le général Kellermann arriva aux avant-postes de l'armée anglaise le 22, entre une heure et deux; il envoya un parlementaire pour annoncer qu'il désirait me parler, supposant naturellement que je commandais l'armée.

Il est vrai, ainsi que l'a dit sir Hew Dalrymple, qu'à son arrivée il y eut dans le camp une alerte, causée par le rapport d'un officier portugais envoyé de Lourinha par le général Freire, et qui représenta l'escorte qu'il avait vue du général Kellermann, comme étant toute l'armée française.

Le commandant général des forces devait me faire ce jour-là l'honneur de dîner avec moi; et comme il parcourait à cheval le village de Vimieiro, je lui demandai si je devais me rendre aux avant-postes et parler au général Kellermann. Il me répondit que *non*; que le général avait exprimé le désir de lui parler à lui commandant de l'armée, et qu'il le recevrait à mon quartier-général.

Le général Kellermann y fut conduit et y arriva vers les 2 heures et demie.

Peu après son arrivée, sir Hew me fit appeler dans la pièce où ils se trouvaient et me communiqua l'objet de la mission du général Kellermann. Celui-ci le répéta en ma pré-

sence et lut sur un papier l'exposé des demandes du général en chef français.

Sir Hew Dalrymple, sir Harry Burrard et moi, nous passâmes dans une chambre intérieure pour délibérer sur la proposition de Kellermann. Mais nous n'avions pas le papier : j'avais refusé de le prendre, pensant que la négociation qui s'entamait devait se réduire à une simple suspension d'armes. Lorsque nous fûmes entrés dans la chambre intérieure, je dis à sir Hew Dalrymple que je regardais comme convenable d'accorder aux Français d'évacuer le Portugal, pour des motifs sur lesquels je crains d'avoir déjà trop arrêté l'attention de la Cour. J'ajoutai que je ne voyais pas qu'il y eût dans ce moment aucune difficulté à accorder aux Français une suspension d'armes de 48 heures, dans le but de négocier une convention pour l'évacuation du Portugal. Je ne saurais me rappeler si, sur ce point, je me rangeai à l'opinion de sir Hew, ou lui à la mienne; ceci est d'ailleurs peu important : mais je sais que tous nous fûmes d'accord qu'il n'y avait pas d'objection à laisser les Français évacuer le Portugal par mer.

Je dis alors à sir Hew qu'il y avait une difficulté de forme à permettre que la négociation entamée s'étendît à d'autres objets qu'une simple suspension d'armes; que c'était pour cette raison que j'avais refusé de recevoir de Kellermann le papier qu'il nous avait lu, mais dont je lui dis que je me rappelais exactement tous les détails. Il fut d'avis que, du moment que nous étions d'accord sur le point essentiel, c'est-à-dire de laisser aux Français la faculté d'évacuer le Portugal par mer, il était inutile « de les amener au pied du mur pour un simple détail de forme. » De cette manière, l'objection fut écartée.

Après dîner, la négociation fut reprise avec Kellermann.

Le premier point qui fut discuté se rapportait aux propriétés que les Français emporteraient avec eux, et qui, d'après l'explication qu'il donna, devaient comprendre seulement les *bagages et équipements militaires*.

Le second point contesté était relatif aux Russes, il se présentait d'abord d'une autre manière qu'il ne l'est dans l'armistice. Sur ce point, je fis connaître à sir Hew Dalrymple mon opinion, que les Français ne devaient avoir en aucune façon la liberté de stipuler pour les Russes. Il ne voulut pas consentir à ce que l'article concernant les Russes restât tel qu'il avait été proposé d'abord par Kellermann, c'est-à-dire leur laissant la liberté de retourner dans la Baltique sans être inquiétés. Dans le fait, il m'a semblé que le général français consentit d'abord à abandonner l'article stipulé en faveur des Russes, par le motif que cet article regardait l'amiral. Cependant, il le mit en avant de nouveau, redigé tel qu'il l'est aujourd'hui, et le commandant des forces consentit à le laisser subsister dans le traité, sous la condition que si l'amiral ne l'acceptait pas, il serait rayé.

Lorsque le général Kellermann proposa pour la première fois l'article relatif aux Russes, tel qu'il existe aujourd'hui dans l'armistice, nous passâmes dans une autre pièce, le commandant des forces, sir Harry Burrard et moi. Là, j'informai Son Excellence de ce qui s'était passé à ce sujet entre l'amiral sir Charles Cotton et moi, lors de l'entrevue que j'avais eue avec lui à l'embouchure du Tage, le 26 et le 27 juillet.

L'amiral m'avait dit, à cette époque, qu'il avait appris que l'intention de l'amiral russe était de rester neutre dans la lutte des troupes anglaises et françaises, et de réclamer la neutralité du port de Lisbonne. Sir Charles Cotton me demanda mon opinion sur cette réclamation. Je lui répondis

que le seul moyen, selon moi, de s'en débarrasser, était d'agir avec tant de promptitude, que les Portugais n'eussent pas le temps de l'accorder avant qu'il eût attaqué la flotte russe; et que c'était un point sur lequel il fallait demander des instructions en Angleterre.

Je fis comprendre toutefois à sir Hew que c'était-là une demande qui pouvait être faite par les Russes pour leur propre compte, ou par les Portugais en faveur des Russes, mais non par les Français.

Le commandant des forces parut d'avis que, puisque le général Kellermann reconnaissait que la question devait être soumise à l'amiral, il était peu important qu'il en fût ou non question dans la convention.

Il est vrai, comme l'a dit sir Hew Dalrymple, que la plus longue discussion eut lieu sur l'article relatif aux Russes. Mais elle porta sur la demande faite par le général Kellermann que la flotte russe eût la liberté de sortir de Lisbonne, et que la flotte anglaise n'eût pas celui de la poursuivre, pendant un certain laps de temps. Le commandant des forces insista sur ce que les Russes n'auraient dans le port de Lisbonne que les droits d'une puissance neutre, et ce point fut accordé par le général Kellermann. Un autre point important fut la fixation de la durée de la suspension d'armes. Sir Hew Dalrymple reconnaît que j'ai proposé de limiter la durée de la suspension d'armes à 48 heures seulement, tandis que lui préféra la proposition du général Kellermann, que la suspension d'armes fût d'abord illimitée, et qu'elle fût suivie d'une suspension d'armes limitée à 48 heures lorsque l'un ou l'autre des deux partis voudrait la faire cesser.

J'examinerai tout à l'heure quels avantages j'accordais à une suspension d'armes limitée sur une illimitée, dans la

situation respective des deux armées. Mais je dois en ce moment examiner la chose sous un autre point de vue. Premièrement, on me qualifie de négociateur de cette transaction; et pourtant, sur ce point essentiel, le commandant des forces adopte la proposition du général français au lieu de la mienne. Secondement, on dit que j'ai conseillé la mesure; et c'est pour ce crime que je suis ici. Eh bien! quoique résigné à encourir des reproches et une punition si on trouve que je les ai mérités, je dois dire qu'il me semble que c'est un nouveau genre de punition inventé pour moi, que de me punir, moi, un officier inférieur, pour avoir conseillé des mesures que l'on n'a pas adoptées telles que je les avais conseillées.

Je dis que ce point était fort important en raison de l'état de nos ressources, de l'époque de la saison, du sens dans lequel la convention devait être négociée et surtout en raison des menaces des Français à l'égard des Russes. Si ces menaces avaient quelque fondement, ce que j'avoue avoir cru, et que les Français eussent été assistés des Russes; si l'amiral avait refusé son consentement à l'article relatif à la flotte russe, ce que j'étais certain qu'il ferait, il était très important, dans le cas où les négociations auraient été rompues et où l'on aurait notifié la cessation de l'armistice, qu'un laps de temps de 48 heures ne fût pas accordé aux Français pour équiper et préparer les Russes avant que nous pussions recommencer nos opérations.

Si nous retirions, ce que je conteste, quelques avantages en prolongeant la suspension d'armes, j'étais certain que nous pourrions toujours la prolonger.

Mais quelle qu'ait pu être l'opinion du général en chef le 22, et quelle que puisse être aujourd'hui celle de sir Hew Dalrymple, il était d'une opinion différente le 25 août. C'est

un point de fait que, lorsqu'il entama les négociations, il déclara que l'armistice cesserait 48 heures après le 26, à midi, ainsi qu'il ressort de ses instructions du 25 août au colonel Murray.

Sir Hew Dalrymple dit qu'après que l'on fut convenu des articles, le général Kellermann lui demanda qui signerait l'armistice, et qu'il répondit que ce serait lui-même; qu'il allait signer, lorsque le général Kellermann lui observa que mon nom était écrit dans le préambule, et qu'il n'était pas d'usage qu'un officier du rang de commandant en chef signât avec un officier d'un rang inférieur.

Je crains que la mémoire de sir Hew Dalrymple ne l'ait pas très bien servi dans cette occasion. Si mon nom avait été écrit dans le préambule de l'armistice, le général Kellermann n'aurait eu aucune raison de demander qui devait le signer; et si la demande du général fut faite lorsque la pièce était rédigée, et lorsque sir Hew Dalrymple se disposait à la signer, il se disposait à la signer sans l'avoir lue; car s'il l'avait lue, il aurait vu que mon nom y était inscrit.

La vérité est, que lorsque les termes eurent été généralement convenus, le général Kellermann dictait la mise au net de l'armistice aux officiers qui l'écrivaient, et avant d'écrire ou de dicter le préambule, il demanda à sir Hew Dalrymple qui la signerait? — Sir Hew répondit : lui-même. Le général Kellermann observa alors que lui (sir Hew), étant commandant en chef, ne pouvait pas signer un armistice avec un officier d'un rang inférieur, et il proposa que je signasse.

Sir Hew Dalrymple passa alors dans une autre chambre où je me trouvais. Il me dit que le général Kellermann proposait que je signasse l'armistice et me demanda si j'y

voyais quelque objection. Ma réponse fut que je signerais tous les papiers qu'il désirerait que je signasse.

Il peut ne pas être très important de savoir l'époque à laquelle sir Hew Dalrymple eut l'intention de signer la pièce, mais il est évident qu'il avait l'intention de la signer et qu'il ne l'aurait pas eue si je l'avais négociée. Et dans le fait, la simple question du général Kellermann montrait bien quel était le négociateur. Car si c'eût été moi, ou sir Harry Burrard, la question aurait été inutile. Mais comme sir Hew Dalrymple était lui-même le négociateur, et qu'il n'était pas régulier qu'un général en chef signât avec un officier d'un rang inférieur, le général Kellermann fut obligé de demander qui signerait. En point de fait, il me proposa.

Je répète que je n'étais pas dans la chambre au moment où cette conversation eut lieu entre le général Kellermann et sir Hew Dalrymple. Mais comme je suis entré plus d'une fois pendant que les officiers écrivaient la convention, et cela après qu'on m'eut proposé et que j'eus accepté de signer, je sais qu'elle a dû avoir lieu au moment où l'on rédigeait le préambule et non pas lorsque la pièce était écrite entièrement. Telle est la marche qu'a suivie cette négociation, et, je le répète, je ne me suis jamais considéré comme responsable des détails de l'armistice, ni de sa rédaction.

Il est parfaitement vrai que j'ai conseillé le principe de la mesure, que j'ai aidé le commandant en chef à discuter les divers points avec le général Kellermann, et que j'ai donné mon avis, lorsqu'il me l'a demandé ou lorsque j'ai cru convenable de le lui donner. Mais je n'étais et ne pouvais pas être le négociateur ; je n'étais pas considéré comme tel, le commandant en chef étant présent dans la chambre, décidant sur tous les points et prenant part à toutes les discussions. Si le commandant en chef m'avait en effet donné des

instructions pour négocier la convention; si je l'avais alors négociée et signée, j'aurais pu être responsable de son contenu ou tout au moins de sa rédaction; mais, dans l'état réel des choses, ma signature est une simple formalité.

Mais cette pièce dont on a tant parlé et de laquelle je viens d'importuner si longtemps la Cour, est en réalité une *lettre morte*. Elle n'a jamais été ratifiée par aucune des parties au nom desquelles elle avait été conclue. Aucun de ses articles n'a été mis à exécution, si ce n'est celui qui suspendait les hostilités.

Dès le début, mon intention avait été de séparer totalement les Russes des Français. J'ai montré que j'avais tenté d'atteindre ce but dans la négociation de l'armistice. Je vais montrer maintenant les mesures ultérieures que j'ai adoptées pour remplir le même but dans les négociations qui ont suivi.

Le 23, à trois heures du matin, l'armée se porta, sous mes ordres, à Ramalhal. Le colonel Murray avait été expédié de fort bonne heure de Vimieiro pour communiquer à l'amiral le contenu de la convention passée pour la suspension des hostilités. A mon arrivée à Ramalhal, je remis au commandant en chef une note dont voici la copie (1) :

L'objet de cette note était de dégager les Russes des mains des Français. Je pensais que peu importait l'arrangement que l'on prendrait avec eux, ou ce que deviendrait la flotte russe, pourvu qu'elle n'eût pas la faculté de retourner dans la Baltique. Je croyais et je crois encore que l'arrangement le plus convenable était de la laisser dans le port de Lisbonne, en le déclarant port neutre.

(1) Voyez page 394 de cahier du mars.

Deux événements auraient pu se présenter, qui tous deux l'auraient placée dans nos mains. Ajoutez à cela que les officiers et les marins n'auraient pas été renvoyés en Russie pour y servir dans la guerre contre la Suède.

L'un de ces événements était la déclaration de guerre de la Russie à l'Espagne et au Portugal; l'autre, la rentrée des Français en Portugal. Mais quelle que fût la nature des conditions accordées aux Russes, il me paraissait très important que les Français n'eussent rien à voir aux négociations relatives à leur flotte.

Je dois faire observer à la Cour que j'avais toujours dans la pensée qu'un des résultats matériels de la convention passée avec les Français pour l'évacuation du Portugal, devait être d'accorder aux Russes le bénéfice de la neutralité du port de Lisbonne.

La convention devait stipuler l'occupation des forts sur le Tage par les troupes anglaises, et à cette époque le pavillon portugais aurait été hissé. Il était impossible que l'amiral anglais vînt attaquer les Russes pendant que les mesures prescrites par la convention étaient en train d'exécution, et les Russes auraient eu le temps de réclamer, et les Portugais celui d'accorder la neutralité du port. La question aurait été alors soumise au gouvernement anglais et discutée entre lui et les Portugais. Je ne sais si le général sir Hew Dalrymple envoya au colonel Murray des instructions dans le sens des recommandations contenues dans la note que je viens de lire, mais je pense qu'il ne le fit pas, paraissant convaincu que l'amiral ne consentirait pas aux conditions proposées pour les Russes dans l'art. 7 de la convention pour une suspension d'armes. Le colonel Murray revint de sa mission près de l'amiral, et arriva à Ramalhal dans la nuit du 24. Il vint me voir et m'informa que l'amiral ne voulait pas con-

sentir aux conditions proposées pour les Russes. Je l'invitai à dire au général que, dans mon opinion, il devait, aussitôt que possible, prévenir le général en chef français de considérer la suspension d'armes comme cessant dans les quarante-huit heures.

Le 25 au point du jour je me rendis près de sir Hew Dalrymple avec le capitaine Malcolm de l'armée navale; en sa présence, je dis au général que, dans mon opinion, il devait faire cesser immédiatement la suspension d'armes, en se fondant sur ce que l'amiral rejetait les articles, sans spécifier lesquels; et qu'il devait laisser le général en chef français renouer les négociations pour l'évacuation du Portugal, s'il le jugeait à propos, mais que nous, nous ne devions pas tarder plus longtemps à marcher en avant.

Je fis alors remarquer à sir Hew Dalrymple l'inconvénient qui résultait en ce moment de ce qu'il avait accordé aux Français une suspension d'armes illimitée, suivie d'un temps précisé de quarante-huit heures.

Sir Hew Dalrymple me dit que, dès que le colonel Murray se serait reposé, il rédigerait un rapport de ce qui s'était passé entre lui et l'amiral, et que, sur ce rapport, il serait plus en état d'asseoir son opinion.

Dans le courant de la matinée, il me fit venir de nouveau et me montra le rapport fait par le colonel Murray. Je lui conseillai encore de faire cesser l'armistice, en se basant sur le refus de l'amiral, sans entrer dans aucun détail, et de laisser le commandant en chef français recommencer les négociations, s'il le jugeait convenable. Sir Hew Dalrymple fut toutefois d'un avis contraire; il se décida à faire connaître au général en chef français les sentiments de l'amiral sur la convention d'armistice, et cela, parce que le colonel Murray nous informa qu'en quittant l'Hibernia

avec l'aide-de-camp de Junot, celui-ci lui avait demandé s'il ne s'était rien passé du côté de l'amiral qui pût amener la rupture des négociations, ajoutant qu'il serait convenable d'en instruire Junot s'il en était ainsi. Le colonel avait répondu qu'il ne pensait pas qu'il fût rien arrivé qui pût empêcher de poursuivre les négociations.

Le commandant des forces ayant ainsi décidé qu'il ferait connaître en détail au général en chef français les sentiments de l'amiral sur l'armistice, des instructions furent rédigées pour le colonel Murray, par lesquelles il reçut l'ordre de dénoncer la cessation de l'armistice dans quarante-huit heures. Il était autorisé à négocier avec les Français une convention pour l'évacuation du Portugal aux conditions exprimées dans la note que j'avais remise au général le 23 août, et que je viens de lire à la Cour.

Ainsi donc, du 23 au 25, j'ai saisi deux occasions de tenter d'atteindre le but que je me proposais, c'est-à-dire de séparer les Russes des Français. Et je crois réellement que si le commandant des forces n'avait pas été influencé par le désir qu'il avait de tenir avec bonne foi l'engagement auquel il se croyait lié par la conversation du colonel Murray avec l'aide-de-camp de Junot, et que s'il n'avait pas fait connaître à Junot le détail des sentiments de l'amiral à l'égard des Russes, les négociations se seraient continuées avec les Français seulement, et les Russes auraient été laissés à leur propre sort.

Mais la Cour verra que, le 27, je fis un nouvel effort pour atteindre le même but, et qu'enfin il fut atteint, puisque le général donna ordre que les négociations fussent tout-à-fait rompues si ce point n'était pas accordé.

Le colonel Murray se rendit à Lisbonne le 25. Le 27 au matin, sir Hew Dalrymple me fit appeler avec sir John

Moore (et non sir Harry Burrard, ainsi que l'a déclaré sir Hew), pour nous communiquer une lettre du colonel Murray et une autre de Junot.

Le colonel Murray informait que Junot avait consenti à continuer les négociations sans tenir compte de l'article de l'armistice relatif aux Russes, et que la suspension d'armes cesserait à une certaine heure précisée, à moins que la négociation qu'il avait entamée avec le général Kellermann ne pût être amenée à une conclusion.

Le général Junot, dans sa lettre, paraissait croire que la suspension d'armes était encore illimitée et regarder la négociation d'une convention militaire comme dépendant de celle d'une convention maritime entre les amiraux anglais et russes.

J'engageai le général à donner au colonel Murray des instructions que je rédigeai pour lui, et qui se trouvent dans la collection des pièces, à la date du 27. Par ces instructions, le colonel avait ordre de se rendre chez le général Kellermann afin d'expliquer et de rétablir des points de différence existant entre son rapport ou les intentions du général, et celles exprimées dans la lettre de Junot à sir Hew Dalrymple; de rompre les négociations et de revenir dans l'espace de temps fixé pour la suspension d'armes, si les explications n'étaient pas satisfaisantes; mais dans le cas contraire de continuer les négociations. Si même un temps plus long lui était nécessaire pour les amener à une conclusion, il était autorisé à prolonger de 24 heures la suspension d'armes. Enfin le colonel Murray avait aussi mission de faire connaître au général Kellermann qu'on espérait qu'à l'avenir le général Junot se bornerait à faire passer par la voie du colonel Murray les communications qu'il aurait à faire à sir Hew Dalrymple.

Sir Hew Dalrymple dit, dans son mémoire, qu'il n'y avait que peu de différence entre la lettre du colonel Murray et celle de Junot. Je n'ai pu me procurer la lettre du colonel ; mais, autant que je puis me le rappeler, la différence était essentielle. En tous cas, il ressort de la lettre du 27, que la pensée de Junot ne s'accordait pas avec les intentions du général, qui étaient de ne pas permettre que les Français eussent rien à voir à la négociation avec les Russes. C'est ce point que l'on chargeait le colonel Murray de rétablir, dans la lettre écrite par moi.

Je n'ai jamais vu la réponse à cette lettre, et, en réalité, je n'ai rien su de la négociation jusqu'au 29. Mais la Cour pensera, je crois, que si le plan détaillé dans cette lettre avait été mis à exécution, il n'y aurait pas eu occasion de traiter avec les Français et avec les Russes réunis.

Le 28, la portion de l'armée qui, dans l'origine, avait été sous mes ordres, se porta dans les environs de Torres-Vedras, laissant au camp de Ramalhal les brigades des généraux Anstruther et Acland, ainsi qu'une portion du corps de sir John Moore qui avait débarqué.

Le 29 au matin, sir Hew Dalrymple me fit venir à Ramalhal, pour examiner une convention qui avait été consentie par les généraux Kellermann et Murray, et ratifiée par le général Junot, à la date du 28 août. Etaient présents au quartier-général, sir Harry Burrard, sir John Moore, le lieutenant-général Hope, le lieutenant-général Fraser et moi. La convention fut examinée article par article.

Elle fut changée sur plusieurs points importants.

1o L'article relatif aux propriétés fut rectifié.

Les Français n'étaient autorisés à emporter que leur équipement militaire. Ils devaient restituer les propriétés

de toute nature qui avaient été enlevées aux églises et aux habitants du Portugal.

2° Des sûretés n'étaient pas données aux personnes ayant acquis des propriétés des mains des Français.

3° Les Français devaient se procurer des transports pour leur cavalerie.

4° Le commandant des forces s'engageait à employer ses bons offices, au lieu de stipuler une indemnité en faveur des Portugais liés aux intérêts des Français, pendant le temps de leur séjour en Portugal.

5° Les Français devaient évacuer sur-le-champ les forts de la rive droite du Tage jusqu'à Belem, et Lisbonne même lors de l'embarquement de la seconde division.

J'insistai vivement auprès de sir Hew Dalrymple pour qu'il exigeât des Français d'évacuer Lisbonne et de repasser le Tage immédiatement, conformément au plan exposé dans la note que je lui avais remise le 23, afin de nous donner la possession du pont, et la navigation du fleuve. Je lui observai qu'il ne serait pas en état de faire marcher le service, ni de faire tout ce qui était nécessaire pour rétablir l'armée, s'il n'obtenait pas une libre et facile communication entre chacun des corps de l'armée et les transports. Que ce serait impossible, même avec la possession de Belem, si les Français continuaient à occuper Lisbonne, et un rayon de terrain de trois lieues; et qu'il était nécessaire d'obtenir promptement la navigation du Tage, pour faciliter les opérations ultérieures de l'armée.

Sir Hew Dalrymple écarta ma proposition et décida que l'article resterait tel que je viens de le rapporter, accordant aux Français un rayon de deux lieues, plus une lieue d'intervalle entre leurs avant-postes et les nôtres, et à nous la

possession de tous les forts de la rive droite du Tage, y compris Belem.

Je prie la cour de ne pas croire que cette réunion des lieutenants-généraux de l'armée au quartier-général de sir Hew Dalrymple, ou qu'aucune des réunions auxquelles il m'a appelé pendant le cours de ces négociations, eussent rien de l'essence des conseils de guerre. C'étaient de simples réunions d'officiers-généraux avec lesquels le commandant en chef désirait s'entretenir sur les objets alors en discussion. Mais quelle que pût être l'opinion de l'un d'eux ou de tous, il décidait par lui-même. Dans cette réunion du 29 août, il décida par lui-même sur toutes les propositions.

Je n'ai jamais su pourquoi les amendements faits à la convention dans cette réunion du 29 août n'ont pas été exécutés. Je retournai à Torres-Vedras après la réunion. Le quartier-général y fut transporté le lendemain 30, mais je ne vis pas le commandant en chef, et je me portai sur Sobrac avec ma division, le 31 au matin.

Lorsque j'étais près de Sobrac, je reçus un message du commandant en chef, m'informant que la convention était arrivée signée par le général Kellermann et le colonel Murray, et qu'il désirait me voir. Mais j'étais si loin de Torres-Vedras, que je jugeai que je ne pourrais pas y arriver à temps, et je n'y fus point. La cour verra que mon nom ne se trouve pas sur la liste des officiers présents à cette réunion, tels que l'a lue sir Hew Dalrymple.

Je vois que le commandant en chef ratifia ce jour-là la convention, sans aucun des changements arrêtés dans la réunion des officiers-généraux du 29 août. Et en réalité je n'ai plus revu cette convention que depuis mon retour en Angleterre.

J'ai donc exposé à la cour tout ce que j'avais eu à faire

avec les traités, et les avis que j'ai donnés aux commandants en chef, aux diverses époques des négociations. Je crois en vérité que si la convention avait été conclue aux conditions que sir Hew Dalrymple reconnaît que je lui ai conseillées le 23 et d'après lesquelles il a donné au colonel Murray ses instructions du 25 août, le pays eût été satisfait.

Mais il est un article de la convention que l'on désapprouve plus spécialement en Angleterre, et que j'ai approuvé, quoiqu'il ne soit pas contenu dans la note que j'ai remise le 23 au commandant en chef.

Il se rapporte aux prisonniers espagnols, qui, certainement, à l'époque de la convention, étaient entièrement et complétement au pouvoir des Français. La cour observera que le principe sur lequel je pensais qu'une convention devait être conclue avec les Français, était qu'ils possédaient militairement le pays; que leur retraite était ouverte sur Elvas et sur Alméida ; qu'ils pouvaient disposer à leur gré de leurs prisonniers espagnols. Je pensai donc qu'ils avaient droit de stipuler pour eux dans la négociation L'échange de ces Espagnols pour les Français pris en Espagne en dehors des opérations militaires ne me paraissait pas un arrangement déraisonnable. C'était un plan auquel j'avais lieu de croire que la junte de Galice au moins ne ferait pas d'objection. La seule objection que je pouvais faire à cet article, c'était que le général s'engageait à obtenir la liberté des Français, au lieu de s'engager à employer ses bons offices pour l'obtenir, et il paraît que, par sa lettre du 29 août au colonel Murray que je viens d'entendre lire à la cour, il avait ordonné qu'un changement fût fait à cet article.

. . . .

RELATION

DE LA

BATAILLE DE LEIPZIG,

(16, 17, 18 ET 19 OCTOBRE 1813.)

AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR.

La bataille de Leipzig a été une des affaires les plus importantes et les plus décisives des guerres de l'empire. Napoléon avait devant lui les forces réunies de presque toute l'Europe; son armée ne montait pas, pour le nombre, à la moitié de celle des alliés.

Au lieu de se retirer près du Rhin et de s'appuyer sur les places fortes de ses frontières, il s'obstina à rester sans appui dans la Saxe, et osa livrer bataille avec moins de 150,000 hommes à une armée d'environ 300,000.

La lutte fut acharnée, le sort de la bataille se montra plusieurs fois incertain. Il est même probable que la victoire se

serait déclarée pour les Français, si les Saxons et les Wurtembergeois étaient restés fidèles à leurs engagements et n'avaient pas tourné leurs feux contre les Français pour se joindre aux alliés.

La seule grande faute commise par l'empereur Napoléon dans ces circonstances fut d'être resté dans la Saxe qu'il ne pouvait plus défendre, et d'avoir consenti à livrer bataille dans une plaine ouverte, où l'ennemi par sa grande supériorité numérique pouvait l'envelopper. Mais dans les manœuvres de détail, Napoléon se montra admirable suivant l'aveu même de ses ennemis. La défection seule fut la cause des funestes résultats de cette grande bataille qui détruisit l'influence de la France sur l'Allemagne et fit disparaître la confédération du Rhin.

RELATION

DE

LA BATAILLE DE LEIPZIG.

Quels riches matériaux ces journées mémorables n'offrent-elles pas aux études militaires! Elles ne complètent pas seulement l'histoire des guerres, elles sont encore une belle page à ajouter aux annales de l'humanité. La plus grande partie de l'Europe a en effet marché à ce sanglant combat; des armées immenses, et telles qu'on n'en avait jamais vues auparavant, se sont heurtées dans ce choc épouvantable. Ici brillent des exemples de la plus grande valeur et du plus ardent patriotisme; là on est forcé d'admirer les efforts inouïs de grandes nations et le généreux dévouement de nobles princes pour soutenir les droits de l'humanité et assurer le bonheur de leurs sujets. Quelle plume assez éloquente pourra nous retracer d'aussi belles actions! Puisse bientôt un digne fils de l'Allemagne, inspiré comme le fut Schiller dans le récit de la guerre de 30 ans, peindre celle de l'indépendance, et nous décrire la bataille de Leipzig avec les couleurs du grand maître!

Les corps de troupes des armées alliées arrivent et forment un grand demi-cercle autour du point de réunion de l'ennemi.

Le champ de bataille était incontestablement mal choisi et ne pouvait donner la victoire à l'armée française. La ville de Leipzig est presque entièrement située dans un marais et dans la partie la plus basse de la contrée. Toutes les pentes de l'Erzgebirg depuis Altenbourg et Grimma viennent s'aplanir près de Leipzig; il en est de même des pentes de Wurzen et de Düben jusqu'aux bords de la Mulde. Vers l'ouest et le nord-ouest la Pleisse et la Partha se réunissent sous les murs de Leipzig, et entre la Pleisse et l'Elster de vastes marais et des prés s'étendent jusqu'à Mersebourg près la Saale. Le côté de l'est, celui du nord s'élèvent insensiblement jusqu'à Probstheyda, Liebertwolkwitz, Holzhausen, Wiederitsch, Lindenthal et Breitenfeld. Le côté sud seul se trouve, jusqu'à Connewitz, Dohlitz, Losnig et Marck-Kleeberg, à peu près à la même hauteur que la ville.

L'empereur Napoléon tentait l'impossible : il voulait battre en bataille rangée les armées alliées qui lui étaient infiniment supérieures en nombre et qui l'entouraient. Il pensait encore à pousser sur Berlin, à marcher sur la Bohême et à poursuivre le plan d'attaque qu'il avait conçu dès l'ouverture de la campagne. Telles semblaient être du moins ses intentions, car il ne paraissait nullement douter de la victoire : il ne s'était occupé ni de ses moyens de retraite, ni des ponts, ni des rivières qu'il laissait derrière lui ; c'est aussi contrairement à toutes les règles de la guerre, qu'il se porta sur les pentes des montagnes ayant sur ses derrières trois rivières (l'Elster, la Pleisse et la Luppe) avec leurs bords marécageux, et la ville de Leipzig avec ses rues étroites! Il ne lui était donné aucune autre ligne de retraite.

Armée principale de Bohême.

Le feld-maréchal prince Schwartzenberg ordonna pour l'attaque les dispositions suivantes :

« D'après ce qui a été convenu, l'armée du général Blücher partira à 7 heures de Skeudiz pour marcher sur Leipzig.

« Le troisième corps, général Gyulai, se réunira à 6 heures à la première division légère du prince Maurice de Lichtenstein et au général Thielmann près de Marck-Ranstadt, et la colonne du général Saint-Priest de l'armée de Blücher, se dirigeant probablement par la même route, reçoit ordre de se réunir dans le même but au troisième corps. Mais dans tous les cas le général Gyulay, quittant Ranstadt à 7 heures, devra attaquer l'ennemi qui est devant lui et marcher sur Leipzig. La destination particulière de cette colonne est de maintenir la communication entre l'armée principale et l'armée de Blücher, de faciliter par son attaque partielle de Leipzig, celles des autres colonnes.

Par conséquent, en sortant de Lindenau, elle devra, dès que la chose sera praticable, tourner à droite pour appuyer l'attaque de la colonne Meerfeld sur Connewitz. Dans le cas où celle du général Gyulai serait repoussée par des forces supérieures, elle se retirerait à Molsen, et de là à Zeitz, et si elle était obligée d'évacuer Molsen, les deux bataillons qui sont à Weissenfels, les deux qui sont à Naumbourg en seraient prévenus, afin qu'ils pussent également se porter sur Zeitz.

« Le deuxième corps, général Meerfeld, se formera à 6 heures en colonnes d'attaque à Zwenkau ; une batterie de 12 sera à sa suite. Immédiatement après ce corps, marcheront les divisions Nostiz et Bianchy, l'artillerie de réserve et

enfin la division Weissenwolf. A 7 heures, cette colonne partira sous le commandement du prince de Hesse-Hombourg et se portera sur Connewitz, s'emparera du pont, de la ville, et, après une entière réussite, marchera en masses par bataillons, de manière à ce que le corps de Meerfeld forme la première ligne, la division Bianchy la seconde et la division Weissenwolf la troisième.

« Pendant la marche de la colonne, la cavalerie du général Nostiz a ordre de se tenir autant que possible sur la droite, et Connewitz pris, ce général devra faire tous ses efforts pour atteindre l'aile droite du corps de Meerfeld, et ensuite il marchera en colonnes serrées à demi-distance de la largeur de demi-divisions formées en échiquier.

« Pour soutenir l'attaque sur Connewitz, les deux bataillons de la division Bianchy quitteront Wiedrau à 7 heures du matin, avec leur cavalerie, et se porteront sur Knautheim et sur Klein-Zsocher; de là, en prenant à droite par le bois, ils se dirigeront par la route de Zwenkau sur Leipzig. Si, à leur arrivée, Connewitz se trouve encore occupé par l'ennemi, ils devront l'attaquer par derrière.

« Le général Meerfeld recevra la moitié d'une compagnie de pionniers pour mettre en état le pont de Connewitz.

« Toutes les réserves d'infanterie et de cavalerie russe, ainsi que les gardes russe et prussienne, déboucheront à 4 heures de leurs positions respectives et marcheront par Pulger sur Rotha. Là, passant la Pleisse, et se formant en colonnes sur la rive droite, elles deviennent en même temps les réserves du général Wittgenstein et du prince de Hesse-Hombourg. La cavalerie de ce corps se placera en masses, en échiquier, sur l'aile droite de l'infanterie, et le général en chef Barklay prendra le commandement de toutes les colonnes sur la rive droite de la Pleisse.

« A 7 heures précises, le général Wittgenstein attaquant avec son corps et ceux de Klenau et de Kleist, l'ennemi qui lui fait face, devra le rejeter sur Leipzig. Il aura principalement pour réserve à son aile droite le corps des grenadiers et la division de cuirassiers russes, qui cependant ne devront donner qu'à toute extrémité.

« Pendant l'attaque, il est expressément recommandé à l'infanterie et à la cavalerie de se tenir en masses par bataillon et par régiment en échiquier. L'artillerie devra marcher également en échiquier en avant et en arrière.

« En cas de retraite :

« La colonne du prince de Hesse-Hombourg se dirigera sur Zeitz par Pegau

« La colonne de la réserve russe se dirigera, suivant les circonstances, soit sur Zeitz, soit sur Altenbourg.

« Le premier corps du comte Colloredo poussera en avant de Borna aussi loin que possible, sur la route de Leipzig; il formera la réserve du général Klenau, et son point de retraite sera Chemnitz.

« L'armée du général Benningsen arrivera à Colditz et se portera jusqu'à Grimma et Würzen.

« Deux bataillons de la garde russe resteront à Pegau et garderont le pont sur l'Elster.

« La réserve de l'artillerie autrichienne restera jusqu'à nouvel ordre à Pegau.

« Tous les équipages, sans exception, retourneront à Zeitz, et se placeront derrière sur la route de Gera.

« Il est défendu qu'aucune voiture ne stationne près des colonnes.

« Dès le commencement de l'affaire, je me tiendrai en personne à la tête de la colonne du prince de Hesse-Hombourg, et me rendrai plus tard près les corps de réserve russes.

« Le point de ralliement pour l'aile gauche est Zwenkau. Pendant la bataille, les commandants des corps d'armée, sans exception, m'enverront leur rapport d'heure en heure.

« Quartier-général de Pegau, le 14 octobre 1813.

Signé : SCHWARTZENBERG. »

Après ces dispositions, le prince de Schwartzenberg adressa à son armée l'ordre du jour suivant :

« Braves soldats !

« Nous touchons à l'époque la plus importante de la guerre sacrée ; l'heure décisive va sonner, préparez-vous au combat. Le lien qui unit pour un même but de puissantes nations, se resserrera encore davantage sur le champ de bataille. Russes ! Prussiens ! Autrichiens ! vous combattez tous pour la même cause, pour l'indépendance de votre patrie, pour l'immortalité de vos noms !

« Tous pour chacun, chacun pour tous ! C'est avec ce cri mâle et sublime qu'il faut ouvrir la lutte sacrée ; restez fidèles à cette devise et la victoire est à vous.

« *Signé* : le feld-maréchal Charles

PRINCE DE SCHWARTZENBERG. »

L'armée principale de Bohême, prête à combattre dès le matin, était répartie comme il suit :

A Naumbourg : le major Gutterbourg avec cinq compagnies du régiment archiduc Louis, et avec un détachement de cavalerie.

A Weissenfels et à Kosen ainsi que dans les environs de la Saale, la division Murray du troisième corps autrichien.

Le troisième corps autrichien (Gyulay) la première division légère autrichienne (prince Lichtenstein) et le corps

du général Thielmann sur la rive gauche de l'Elster près Klein-Zoscher.

Le deuxième corps autrichien (Meerfeldt) sur la rive gauche de la Pleisse près Zwenkau.

La réserve autrichienne (prince de Hesse-Hombourg) entre la Pleisse et l'Elster près Zobiger et Predel.

Rive gauche de l'Elster : commandant en chef, le général d'infanterie Barklay de Tolly.

1° Première ligne.—Le général comte de Wittgenstein.

L'aile gauche sous les ordres du gén. Kleist près de Grobern.	La 12e brigade prussienne (prince Auguste). La 14e division d'infanterie russe (Helfreich). La brigade du général Lewaschef de la 3e division de cuirassiers et le régim. de hussards (Lubny).
Le centre, sous les ordres du prince de Wurtemberg à Gossa et à Stormthal.	Le 2e corps d'infanterie russe (prince de Wurtemberg) près Gossa. La 9e brigade prussienne (Klüx) comme seconde ligne. Le général Pahlen avec la cavalerie. La 5e div. d'infanterie russe (prince Gotschakow) à Stormthal. La 10e brigade prussienne (Pirch) comme seconde ligne. Le 4e corps autrichien (Klenau) à Gross-Posna. La 11e brigade prussienne (Ziethen) comme seconde ligne. La cavalerie de réserve prussienne (Roder). Le corps de cosaques (Platow) près Dieffartshayn.

2° Deuxième ligne commandée par le gén. comte Rajewsky.

Le corps de grenadiers (Rajewsky).

La deuxième division de cuirassiers (Kretow) derrière le centre.

3° La réserve, sous le commandement en chef du grand duc Constantin et du général comte Milleradowitsch, à Magdeborn.

Le corps d'infanterie de la garde russe (Jermelow).

La brigade d'infanterie de la garde prussienne (Alvensleben).

Prince Gallizin.	La 1re division de cuirassiers russes (Depreradowitsch). La brigade de cavalerie de la garde prussienne (Laroche de Starkenfels). La division de cavalerie de la garde russe (Schawitsch). L'artillerie de réserve russe (Suchasanett).

L'attention du prince de Schwartzenberg se porta principalement, le 16 octobre, sur Connewitz ; car si on eût pu opérer sur ce pont le passage dû fleuve avec des forces considérables, on eût non-seulement tourné l'aile droite des Français, mais en se portant par le chemin le plus court sur Leipzig, leur aile gauche même eût été infailliblement culbutée. On avait d'abord l'intention de poster sur ce même point les gardes russe et prussienne avec les réserves, et c'est dans ce but qu'on les fit marcher la veille sur Pegau; mais cet ordre fut changé très heureusement, et ces troupes furent dirigées sur la rive gauche de l'Elster à Magdeborn par Rotha, mouvement d'une haute importance, car les difficultés du terrain, jointes à la brillante valeur des Polonais qui se trouvaient sur l'autre rive, eussent totalement dé-

concerté un projet semblable, et alors il eût été impossible aux troupes alliées de se former et de développer leurs forces.

L'aile droite des Français avait un point d'appui très fort sur l'Elster. Elle avait également une position très avantageuse sur des hauteurs de peu d'étendue ; en avant de son front se trouvaient des accidents de terrain faciles à défendre, c'étaient les villages de Dolitz, Mark-Kleeberg et de Wachau avec son bois qui devait coûter beaucoup de monde aux assaillants, et tous ces lieux se trouvaient sous la protection même de la position principale de l'ennemi. Mais il n'en était pas ainsi de son aile gauche qui restait sans point d'appui. C'était la partie la plus faible de sa position. En attaquant avec vigueur cette aile, et en la tournant, on prenait l'ennemi à dos et on le poussait sur Leipzig. C'est aussi là que, d'après le plan, devait avoir lieu l'attaque principale. Cependant, dans les différentes phases de la bataille, on n'a pas poursuivi avec assez de persévérance et de vigueur le but que l'on voulait atteindre.

Voici quelles étaient les forces respectives des armées alliées :

Armée principale du feld-maréchal prince de Schwarzenberg.

Les quatre corps d'armée autrichiens, la réserve et la première division légère,	70,000 hom.
Le deuxième corps d'armée prussien (Kleist). (716 officiers et 5182 chevaux).	23,535 »
à reporter :	93,535 hom.

d'autre part.	93,535 hom.
Le corps d'armée russe (Wittgenstein).	18,000 »
Le corps de réserve du grand duc Constantin.	25,000 »
	136,535 hom.

Armée de Silésie du général de cavalerie Blücher.

Le premier corps prussien (York).	21,429 hom.
Le corps russe (Langeron).	25,000 »
Le corps russe (Sacken).	10,000 »
	56,429 hom.

Armée du Nord du prince royal de Suède.

L'armée suédoise (comte Stedingk).	18,000 hom.
Le corps russe du général Winzingerode.	25,000 »
Le troisième corps prussien (Bulow).	25,000 »
	68,000 hom.

Armée de Pologne du général de cavalerie Benningsen.

L'avant-garde (Stroganof).	4,000 hom.

d'autre part.	4,000 hom.
L'infanterie commandée par le gén. Dochterow.	23,000 »
La division de cavalerie (Tschaplitz).	5,000 »
Le corps de cosaques du général Platow.	1,500 »
La deuxième division légère (Bubna).	8,000 »
	41,500 hom.

Récapitulation.

Armée principale de Bohême.	136,535 hom.
Armée de Silésie.	56,429 »
Armée du Nord.	68,000 »
Armée de Pologne.	41,500 »
Total.	302,464 hom.

L'effectif de l'armée française à la bataille de Leipzig était de :

Vieille garde.	4,000 hom.
Jeune garde.	15,000 »
Cavalerie de la garde.	5,000 »
	24,000 hom.

Le deuxième corps (Victor).	15,000 hom.
Le troisième corps (Ney).	20,000 »
Le quatrième corps (Bertrand).	14,000 »
Le cinquième corps (Lauriston).	10,000 »
Le sixième corps (Marmont).	20,000 »
à reporter :	103,000 hom

D'autre part.	103,000 hom.
Le septième corps (Regnier).	12,000 »
Le huitième corps (Poniatowsky).	10,000 »
Le onzième corps (Macdonald).	14,000 »
La réserve du maréchal Augereau.	10,000 »
Le premier corps de cavalerie du général Latour-Maubourg.	6,000 »
Le deuxième corps de cavalerie du général Sébastiani.	5,000 »
Le troisième corps de cavalerie du duc de Padoue.	3,000 »
Le quatrième corps de cavalerie du comte de Valmy.	4,000 »
Le cinquième corps de cavalerie du général Milhaud.	4,000 »
Total.	171,000 hom.

L'attaque de l'armée de Bohême s'opérait par trois colonnes principales, c'est-à-dire :

1° Celle du général Gyulay sur Lindenau.

2° Celle du prince de Hesse-Hombourg sur Connewitz.

3° Celle du comte Wittgenstein sur Grobern, Gosse et Liebertwolkwitz.

Le champ de bataille, par sa situation naturelle, se partageait en trois parties, et donnait lieu à autant de combats principaux; un corps empiétait souvent sur le terrain d'un autre, mais la lutte était divisée en trois parties distinctes, savoir :

1° Le combat de Lindenau.

Entre le comte Gyulay et le quatrième corps français (Bertrand).

2° Le combat entre la Pleisse et l'Elster.

Entre a. le troisième corps autrichien (Meerfeld) prince de Hesse-Hombourg,

b. La réserve autrichienne,

et a. le huitième corps (Poniatowsky),

b. La garde française,

c. Une nombreuse cavalerie.

3o Le combat sur la rive gauche de l'Elster,

Entre a. le corps de Wittgenstein,

b. Le deuxième corps prussien (Kleist),

c. Le quatrième corps autrichien (Klenau),

d. La réserve autrichienne, aile gauche du prince de Hesse-Hombourg,

Et a. le deuxième corps français (Victor),

b. Le cinquième corps id. (Lauriston. } roi de Naples.

Une nombreuse cavalerie.

Le dernier combat, étant le plus important, fut désigné par le nom de bataille de Wachau. C'est par cette position que nous commencerons la description de la bataille en général.

1o Combat de Wachau.

Le général Wittgenstein prescrivit les dispositions suivantes :

« A 7 heures, le général Pahlen attaquera l'ennemi sur les hauteurs de Liebertwolkwitz et Wachau avec la cavalerie et l'infanterie et la cavalerie légère, ayant les cuirassiers en réserve ; le général Klenau, appuyé par le prince Gots-

chakow, s'emparera de Liebertwolkwitz, et l'aile gauche du prince de Wurtemberg cherchera à tourner et à prendre le village et le bois de Wachau. Le général Helfreich, appuyant cette attaque, marchera dans la direction de Leipzig, laissant Wachau à droite.

« Les brigades du corps du général Kleist suivront les troupes russes, derrière lesquelles elles sont formées en deuxième ligne; d'après le développement du terrain, et si le cas l'exige, elles serviront de soutien à la première ligne. Le corps de grenadiers marchera comme réserve près la deuxième ligne; viendront ensuite les gardes russe et prussienne.

« On n'enverra en général que peu de tirailleurs en avant; il vaut mieux agir par les masses et par l'artillerie, et c'est principalement de cette dernière qu'il faudra se servir aussitôt qu'on aura enlevé les hauteurs entre Liebertwolkwitz et Wachau.

« Le général Pahlen commande toute la cavalerie; le général Klenau l'aile droite; le général Kleist l'aile gauche; le prince de Wurtemberg commande le centre; et le corps du général Gotschakow forme la jonction avec le général Klenau et le reste de l'armée.

« Les bagages monteront derrière Espenhayn sur la chaussée, afin de pouvoir plus tard être dirigés sur Borna où les blessés seront également envoyés par Espenhayn.

« Je me tiendrai sur les hauteurs de Gossa entre la première et la deuxième ligne.

« *Signé* : Comte WITTGENSTEIN. »

Ainsi le général Wittgenstein ordonna que les troupes sous son commandement fussent formées en quatre colonnes.

La première colonne, sous les ordres du général Kleist, était composée de la douzième brigade prussienne (prince Auguste), de la quatorzième division russe (Helfreich), de la deuxième brigade de la troisième division de cuirassiers russes (Lewaschof), et du régiment de hussards (Lubny).

La deuxième colonne, sous les ordres du prince de Wurtemberg, comprenait la deuxième brigade du corps d'infanterie russe et la neuvième brigade prussienne.

La troisième colonne, sous les ordres du prince Gotschakow, comprenait la cinquième division d'infanterie russe (Pischnitzky) et la dixième brigade d'infanterie prussienne (Pirch).

La quatrième colonne, sous les ordres du général Klenau, était formée du quatrième corps autrichien, de la onzième brigade prussienne (Ziethen) et de la brigade de cavalerie de réserve (Roder).

Le général Pahlen fut chargé de maintenir la jonction entre la deuxième et la troisième colonne avec la cavalerie russe et prussienne.

Il était 6 heures du matin, lorsque les troupes prirent les armes sur les différents points, et à 8 heures, les quatre colonnes s'ébranlèrent pour l'attaque.

La première colonne se dirigea sur Mark-Kleeberg en longeant l'Elster.

La deuxième sur Wachau.

La troisième, en sortant du bois de l'Université sur Liebertwolkwitz.

La quatrième de Neuhoff et de Thrana sur Liebertwolkwitz.

1o La première colonne du général Kleist marcha par les villages de Grabern et de Crostewitz sur Mark-Kleberg, et vers les 8 heures, les chasseurs et l'artillerie de la quator-

zième division d'infanterie russe commencèrent le combat. Le lieutenant-colonel de Loebel, qui fut détaché de ce côté avec le deuxième bataillon du 6e et le deuxième bataillon du 11e régiment de réserve de la neuvième brigade et qui avait occupé le village de Grobern, se porta vers Crostewitz pour suivre les mouvements de l'aile gauche russe. Le général Helfreich reçut en même temps l'ordre de gagner les hauteurs entre Wachau et Mark-Kleeberg, et le colonel Loebel eut à occuper ce dernier village dont l'inégalité du terrain rendait la situation très importante.

Le feu devint de plus en plus vif, et les Français furent peu à peu repoussés jusqu'aux hauteurs derrière Mark-Kleeberg; mais là de nouveaux ravins mirent obstacle à des progrès ultérieurs Le lieutenant-colonel Loebel occupait Mark-Kleeberg.

Comme le général Kleist avait remarqué un grand vide entre les troupes qui marchaient sur Wachau et la douzième brigade, il ordonna au lieutenant-colonel de Schwichow d'aller avec quelques bataillons remplir cet intervalle.

L'ennemi renouvela ses attaques contre Mark-Kleeberg et contre la position emportée par la douzième brigade qu'il canonna dans le flanc gauche avec une forte batterie; mais le village de Mark-Kleeberg, ainsi que la position, furent maintenus, et rien ne put ébranler le courage des braves alliés. Plusieurs charges de cavalerie furent également repoussées. Le régiment de hussards (Lubny) commandé par le colonel Dawydow se distingua particulièrement dans cette circonstance; il fut vigoureusement soutenu par la brigade de cuirassiers (Lewachof). Le détachement du colonel Schwichow essuya un feu meurtrier d'artillerie et de mousqueterie entre Mark-Kleeberg et Wachau; mais la résignation des troupes, malgré leurs nombreuses pertes, fut

admirable. Le premier bataillon du 11e régiment de réserve tenta d'emporter à la baïonnette le village de Wachau, et quoique l'attaque fût exécutée avec une brillante valeur, les forces supérieures des Français sur ce point, jointes à l'irrégularité du terrain, s'opposaient au succès. Le colonel Schwichow, voulant éviter le feu de flanc des Français, céda un peu de terrain, mais il se maintint dans sa dernière position jusqu'à ce qu'il fût relevé par les Autrichiens.

En ce moment, l'ennemi ayant de nouveau fait avancer des masses considérables vers Mark-Kleeberg, le colonel Loebel et le détachement de la douzième brigade furent forcés d'abandonner le village; car les pertes qu'ils avaient éprouvées les avaient tellement affaiblis, qu'ils pouvaient à peine remplir la cinquième partie du terrain sur lequel ils combattaient.

Dès que les Français firent mine d'évacuer, le bataillon de fusiliers du 2e régiment de Silésie fut détaché pour soutenir le colonel Loebel. Alors un nouveau combat s'engage; le village de Mark-Kleeberg est emporté pour la quatrième fois par le deuxième bataillon du 1er régiment de réserve, et les Prussiens parviennent enfin à s'y maintenir jusqu'à ce que la division Bianchy arrive à leur secours.

2° La deuxième colonne ou centre, sous les ordres du prince de Wurtemberg, marcha sur les hauteurs de Wachau, par Gossa, vers l'ennemi qui occupait le village et le bois de Wachau, et qui avait en même temps jeté de la cavalerie sur les hauteurs de Liebertwolkwitz. L'aile droite de cette colonne était précédée de 24 pièces de 12 et suivie par la cavalerie du général Pahlen. Deux bataillons de la neuvième brigade prussienne, sous les ordres du major Gayl, s'avancèrent sur Wachau au soutien de deux autres bataillons d'infanterie russe; mais ces derniers, ne trouvant, con-

tre leur attente, qu'une faible résistance dans le bouquet de bois en avant de Wachau, entrèrent dans le village, et les deux bataillons prussiens les suivirent à une certaine distance, quand tout à coup les Français se précipitèrent avec des forces considérables dans le village et tout à l'entour. Les bataillons prussiens arrivèrent; le combat devint très vif, et la neuvième brigade s'avança par la gauche pour appuyer Wachau.

De son côté, l'ennemi fit arriver sur les hauteurs une formidable artillerie, et dirigea son feu sur l'infanterie prussienne. Alors le prince de Wurtemberg ordonna de renforcer les 24 pièces de 12, par la batterie russe nº 6 et par les 2 batteries des brigades prussiennes, ce qui forma en tout un supplément de 28 pièces. En même temps, les Français portèrent de l'infanterie sur Wachau, et les bataillons prussiens, contraints de céder à la supériorité de leurs adversaires, évacuèrent le village. Le général Klux envoya les chasseurs au-devant de ces bataillons, et son artillerie fit un feu si actif sur l'infanterie française, qu'elle se replia dans le village. Cependant l'artillerie de l'ennemi eut le dessus; plusieurs pièces russes et 3 canons prussiens furent démontés, et on se vit obligé de faire rétrograder les batteries. Le combat devint de plus en plus opiniâtre; la perte était immense: des attaques vives et renouvelées sans cesse, avaient presque épuisé les forces des alliés, et le prince de Wurtemberg fut contraint de se replier sur Gülden-Gossa.

3º La troisième colonne du prince Gotschakow déboucha un peu plus tard que les deux autres colonnes du bois de l'Université vers le Lichtenwald (forêt en clairière) et vers Liebertwolkwitz. A sa droite, le général Klenau, qui ne s'était pas encore réuni à elle, s'avança à la même hauteur. Dans ces circonstances, le général Gotschakow, ne pouvant

pousser plus en avant. fut enveloppé dans le Lichtenwald. Une lutte acharnée s'engagea autour de lui; l'artillerie de l'ennemi l'accabla, et lorsque ce dernier marcha sur Gossa, le prince Gotschakow, qui, d'après sa destination, devait maintenir la jonction entre l'aile droite et le centre, fut forcé de se retirer avec ses troupes sous un feu terrible de mousqueterie. La cinquième division d'infanterie russe et la dixième brigade prussienne firent preuve dans cette retraite périlleuse d'une grande résolution et de beaucoup de sang-froid. Elles tinrent plusieurs fois tête à l'ennemi, et se formèrent enfin entre le bois de l'Université de Leipzig et Gossa. Elles avaient ordre d'occuper ces deux points par un bataillon prussien qui devait s'y maintenir à tout prix.

Vu l'importance de ces deux points, le troisième bataillon du 7e régiment de réserve, commandé par le major Winskowsky, fut renforcé plus tard par la cinquième division russe, et le général Pirch occupa préalablement le village de Gossa, avec 3 bataillons. Alors, pour protéger l'entrée du village, on y plaça une batterie légère russe de 6 (capitaine Dawydow), et la dixième brigade eut ordre de maintenir, conjointement avec les autres troupes, le village de Gossa, dès que les Français se mettraient en mouvement.

La cavalerie du général Pahlen fut destinée à remplir le grand intervalle entre le prince Gotschakow et le prince de Wurtemberg. Le feu de l'artillerie légère inquiéta et contint quelque temps l'ennemi; mais la cavalerie des alliés, exposée sans cesse à son feu bien nourri, éprouva des pertes considérables, et le général Pahlen fut enfin contraint d'évacuer les hauteurs de Lieberwolkwitz et de battre en retraite.

4o La quatrième colonne du général Klenau, partant à 9 heures de Gross-Posna, marcha sur Liebertwolkwitz, en traversant la forêt *des Corneilles* située à l'est de ce village,

et prit position sur la hauteur située vers la droite. La brigade du général Schaefer, occupa, avec un bataillon et trois canons, la hauteur dite le Kolenberg, en avant Gross-Posna, et prit de flanc la position ennemie près de Liebertwolkwitz. Ce point était très important, car il dominait les environs ainsi que la route de Grimma. Aussi les Français s'en aperçurent-ils bientôt, et le corps de Macdonald s'avança de Liebertwolkwitz avec des forces très supérieures aux alliés en infanterie et en artillerie ; on combattit long-temps dans la forêt des Corneilles avec des succès variés. Une vive canonnade s'engagea. La onzième brigade (Ziethen) poussa de Belgershayn sur Kohra et Thrana jusque auprès de Gross-Posna, où elle se forma en réserve sur la montagne des moulins à vent derrière la division Meyer. L'avant-garde autrichienne (Mohr) se battit avec acharnement pour occuper le Kolenberg, qui fut à la fin abandonné à la division française (Charpentier), ainsi que le bois de Gross-Posna. Le général Mohr et le général Spleny furent blessés dans cette affaire. Sur les 3 heures, l'ennemi, traînant à sa suite beaucoup d'artillerie, canonna les troupes alliées avec un plein succès. Le maréchal Mortier emporta avec deux divisions de la jeune garde la forêt des Corneilles ; les Français marchèrent aussi sur Seiffartshayn, ce qui engagea le général Klenau à se replier sur la position entre Gross-Posna et Fuchshayn, près la forêt de l'Université.

Outre ce combat des quatre colonnes du général Wittgenstein, une attaque sur Connewitz opérée par la deuxième colonne de l'armée principale de Bohême, sous les ordres du prince de Hesse-Hombourg, et par son extrême aile droite avait lieu à l'extrémité de l'aile gauche des Français.

Combat de Connewitz.

Le deuxième corps autrichien (général Meerfeld), engagea le combat, et longeant la rive de la Pleisse, il s'avança par Gautsch sur Connewitz, afin de prendre à dos l'aile droite des Français. Il trouva le pont sur le premier bras de la Pleisse détruit. L'attaque de front sur Connewitz et sur le pont n'était pas praticable, attendu que l'ennemi défendait le pont et la chaussée avec une nombreuse artillerie. La rive est très élevée sur ce point, et la Pleisse était alors assez haute à cause des pluies continuelles tombées depuis un mois. Cette colonne ne pouvait donc avancer que sur la grande route qui conduit à travers le bois de Connewitz à Leipzig, et qui se trouve des deux côtés garnie d'épaisses broussailles et de grands chênes. L'ennemi entretenait toujours un feu meurtrier d'artillerie et de mousqueterie. Le général Meerfeld chercha un passage, en remontant la rivière; mais comme tout était couvert de bois, de marais, et qu'on n'apercevait que çà et là quelques prairies, il ne put effectuer son passage à Losnig.

A Dolitz, village coupé par la Pleisse, se trouve, sur la rive gauche le château que les Autrichiens avaient occupé dès 8 heures du matin. Un combat terrible s'y engagea; le moulin et le village étaient remplis de troupes polonaises qui gardaient la rivière et empêchaient qu'aucun passage ne s'effectuât. Les Autrichiens incendièrent le moulin avec des grenades; mais ce fut en vain que les Français cherchèrent à mettre le feu au château.

Le général Meerfeld reçut ordre de continuer de fausses

attaques sur Connewitz, et d'exécuter, coûte que coûte, le passage à Dolitz. Le combat devint de plus en plus sanglant. La bataille, commencée le matin, n'avait encore rien perdu de son acharnement, et à midi il ne restait à l'armée de Bohême que bien peu d'espérance d'obtenir la victoire. A 9 heures, des lignes formidables se trouvaient en présence; plus de mille canons vomissaient la mort dans les rangs opposés. On ne tirait que par salves, et l'on n'entendait plus de coups isolés. Mais ce fut principalement à 10 heures que le feu devint le plus violent. Enfin, vers les 11 heures, l'infanterie attaqua à la baïonnette, et la cavalerie enfonça sur plusieurs points les carrés des Français. Les obus renversèrent les murs transformés en parapets, des villages de Dolitz, Wachau, et Liebertwolkwitz, qui furent emportés d'assaut.

L'empereur Napoléon, qui se tenait sur une hauteur derrière Wachau, ordonna à la garde, formée en colonnes serrées près Probstheida, d'avancer, et, afin de couvrir davantage son aile gauche, il fit partir le onzième corps (Macdonald) de Stotteritz vers Holshausen, avec ordre de se former obliquement à l'extrémité de l'aile gauche, soit pour tourner ensuite par une conversion l'aile droite des alliés, soit pour empêcher qu'il ne fût tourné lui-même par ces derniers. Le maréchal Mortier fut également envoyé à cette aile avec deux divisions de la jeune garde, et le général Sébastiani avec le deuxième corps de cavalerie.

L'Empereur, pour soutenir le maréchal Victor, fit ensuite marcher sur Wachau deux divisions de la jeune garde commandées par le maréchal Oudinot, 150 pièces d'artillerie de réserve sous les ordres du général Drouot, et le premier corps de cavalerie (Latour-Maubourg). Lui-même se tint sur ce point depuis le matin jusqu'à 3 heures de l'après-midi.

Alors le tumulte de la bataille croissait également sur tous les points ; la résistance se montrait aussi terrible que l'attaque, et des incidents nouveaux et imprévus se présentaient à chaque instant. Cependant l'affaire était encore loin de son dénouement. Tout dépendait de la possession des villages désignés plus haut ; les alliés le sentaient aussi bien que les Français ; aussi, de part et d'autre, on combattait avec une égale valeur et l'acharnement du désespoir.

Alors les Français firent un mouvement en avant, et le général Barklay envoya au secours du prince de Wurtemberg les deux divisions de grenadiers, et la deuxième division de cuirassiers sous les ordres du général Rajewsky. La première division de grenadiers se forma immédiatement derrière la ferme d'Auenhayn, et une brigade de cuirassiers marcha sur ses flancs.

Le prince Schwartzenberg, informé que le corps de Wittgeinstein était vivement pressé par un ennemi supérieur en nombre, et que Napoléon avait dirigé toutes ses forces vers Wachau et Liebertwolkwitz dans l'intention de tourner l'aile gauche des alliés et de se faire jour à travers leur centre, ordonna aussitôt au corps de réserve du prince de Hesse-Hombourg, de quitter sa position de Zobrig pour se porter par Gaschwitz et Deuben sur la rive droite de la Pleisse, et se former en avant de Grobern. Il était une heure de l'après midi, lorsque la tête de la cavalerie autrichienne arriva à Grobern, et dans le même temps une masse considérable de cavalerie française (c'étaient les Polonais et les dragons de la garde impériale, sous les ordres du général Letort), pénétra jusque près de Grobern ; elle était suivie par l'infanterie. Alors le général Nostiz se précipita sur elle, la culbuta, enfonça plusieurs carrés de la garde française et la força à la retraite. Les régiments de cuirassiers grand

duc Constantin, Sommariva et Albert se distinguèrent particulièrement dans cette charge brillante. Le général Nostiz fut blessé. La division Bianchy s'avança ensuite sur deux colonnes, de Grobern jusqu'à Mark-Kleeberg, et y releva les troupes du général Kleist qui, pendant un combat opiniâtre de 9 heures, s'étaient glorieusement maintenues contre un ennemi infiniment supérieur, et qui avaient repris Mark-Kleeberg ainsi que la hauteur située entre ce village et Wachau.

Le général Bianchy fit canonner le flanc de la ligne française venant de Wachau, et il la repoussa.

Pendant que les Autrichiens étaient à la poursuite des Français, ils trouvèrent cinq pièces en partie démontées, qui avaient été prises par les Prussiens. Les Autrichiens enlevèrent eux-mêmes trois autres pièces.

L'ennemi, se trouvant dans l'impossibilité d'entamer l'aile gauche des alliés, dirigea toutes ses forces vers leur centre. Après avoir refusé d'abord l'attaque sur Wachau, il se mit à poursuivre à outrance les assaillants, traînant à sa suite l'artillerie de réserve.

Le roi de Naples se plaça en personne à la tête du premier et du cinquième corps de cavalerie de réserve. L'infanterie française était bien supérieure à celle du prince de Wurtemberg, et les alliés n'avaient sur ce point que dix escadrons ; aussi la cavalerie française fit une attaque avec plein succès : elle déboucha à l'improviste du petit bois de Wachau, et laissant le village à droite, elle se porta sur Gossa ; une partie de cette cavalerie parvint à se faire jour à travers l'aile gauche du deuxième corps d'infanterie russe ; cette charge précipitée fut exécutée avec une hardiesse incroyable ; cependant l'infanterie russe et la neuvième brigade prussienne se formèrent en carrés, et conservèrent

leur position. La division de cavalerie légère de la garde russe, commandée par le général Schwawitsch se disposait à se porter en avant; mais l'attaque inopinée de l'ennemi ne lui donnant pas le temps de se former, elle fut culbutée et se précipita en désordre sur le côté, et pêle-mêle avec la cavalerie française, laissant Gossa sur la gauche. Il était trois heures après midi; le centre était enfoncé, le danger imminent! La bataille paraissait déjà perdue sur ce point par les alliés, mais la providence en décida autrement.

La cavalerie légère ennemie n'était plus qu'à une petite distance de la hauteur où l'empereur de Russie et le roi de Prusse s'étaient placés pour observer la bataille. L'étang marécageux près Gossa la séparait seule des deux souverains; ainsi, de ce côté, le danger n'était pas moins grand. L'empereur de Russie envoya aussitôt contre l'ennemi, sous les ordres du général Orlow-Denissons, le régiment des cosaques de la garde, qui ordinairement forme l'escorte de S. M.; et le prince de Schwartzenberg, qui dirigeait de ce point la bataille, supplia les monarques de ne pas exposer plus long-temps leurs personnes à un danger certain, et de se retirer sur les derrières. Pour lui, jugeant le moment très critique, et comprenant qu'il était de son devoir de général en chef de rétablir l'ordre, il mit aussitôt l'épée à la main, et se porta au galop vers la ligne de bataille. De son côté, le comte Orlow exécuta avec les braves cosaques de la garde une charge brillante contre la cavalerie française; il la repoussa et lui reprit 24 pièces sur 26 qu'elle avait déjà enlevées; la division de cavalerie légère russe suivit ce mouvement, et le général Pahlen fit avancer le régiment de cuirassiers de Silésie et le régiment de dragons de Neumark sur la gauche de Gossa; ces troupes, après avoir combattu avec valeur, contribuèrent à repousser la cavalerie ennemie.

Dans cette affaire, le général français Latour-Maubourg eut la cuisse emportée d'un boulet de canon, et le général russe Schawitsch fut tué.

Le danger était passé, car la cavalerie française n'avait pas su profiter de ses immenses avantages, et n'étant pas soutenue par des troupes de réserve, elle avait perdu heureusement ses moments les plus précieux ; ce qui n'empêcha pas que l'empereur Napoléon n'envoyât faire savoir au roi de Saxe que la bataille était gagnée; des courriers furent expédiés à Leipzig pour y annoncer la victoire ; on sonna les cloches, et un *Te Deum* fut chanté dans la chapelle catholique.

L'attaque hardie des Français eut les résultats les plus favorables pour les armées alliées ; on prit alors les dispositions qu'on eût dû prendre dès le commencement du combat : la réserve autrichienne reçut ordre de se former sur plusieurs lignes à Mark-Kleeberg ; les grenadiers russes se portèrent sur Wachau pour soutenir le prince de Wurtemberg, les gardes russe et prussienne marchèrent vers les hauteurs qui s'étendent derrière Gossa, et que la nature semble avoir créées pour la position d'une réserve; et celle de l'artillerie russe, forte de 80 pièces, fut parquée à gauche, en avant de Gossa.

L'ennemi, gagnant de plus en plus du terrain au centre, se rendit maître de la ferme d'*Auenhayn*. Il s'avança ensuite vers les grenadiers russes qui occupaient cette position ; mais ceux-ci ne lui cédèrent pas un pouce de terrain. Bientôt même, conduits par le général Rajewsky, ils tombèrent à la baïonnette sur les Français, et les repoussèrent sans tirer un coup de fusil. Enfin la ferme d'Auenhayn, attaquée avec beauboup de valeur, fut reprise après une

perte considérable, par le régiment d'infanterie (Simbschen) et par le bataillon de grenadiers (Cale).

Les Français occupèrent aussi les hauteurs près de Gossa; ils se préparèrent à l'attaque de ce village, et elle eut lieu avec une grande impétuosité. Les 3 bataillons prussiens, accablés par le nombre, perdirent un peu de terrain et furent rejetés jusqu'au centre de Gossa; mais le colonel Jagow, accourant avec le premier bataillon du 2e régiment de la Prusse occidentale, ces bataillons, ainsi soutenus, tinrent de nouveau tête à l'ennemi et le chassèrent du village. Cependant, comme l'occupation de Gossa était pour les Français d'une trop haute importance pour qu'ils ne cherchassent pas à s'en rendre maîtres de nouveau, le général Pirch envoya, dans cette prévision, demander de prompts secours, attendu qu'il ne lui restait plus que 2 bataillons.

Bientôt, en effet, l'ennemi dirigea un feu très vif sur Gossa, et fit avancer ses pièces pour soutenir une nouvelle attaque. En ce moment arrivèrent 2 bataillons des chasseurs de la garde russe; ils se formèrent en colonnes de soutien derrière le village; le deuxième bataillon du 7e de réserve fut posté à droite, et les bataillons de fusiliers du 2e régiment de la Prusse occidentale occupèrent la gauche. L'ennemi, malgré ses attaques vives, impétueuses et renouvellées sans cesse avec des troupes fraîches, n'eut plus aucun succès. Les dispositions, au contraire, prises par les alliés réussirent si bien dans leur ensemble, qu'il fut à la fin culbuté, et si le général Pirch eût disposé alors de quelque cavalerie, il eût indubitablement fait plusieurs milliers de prisonniers, car les colonnes françaises, entièrement défaites, rétrogradèrent dans le plus grand désordre. Les chasseurs prussiens, ainsi que les 2 bataillons de la garde russe,

les poursuivirent jusqu'au pied des hauteurs, et les bataillons de chasseurs de la garde russe, formés derrière le village, le traversant au pas de charge, vinrent encore à leur aide. La nuit commençait à arriver.

Le général Pahlen, posté entre l'ennemi et Gossa, avait placé son artillerie sur les hauteurs qui dominent la forêt de l'*Université*, et de cette position il put prendre en flanc les Français marchant sur Gossa. Dans la soirée, la deuxième division de cuirassiers (Kretow), détachée pour soutenir le général Pahlen, se forma en avant de Stormthal.

Le prince Gotschakow se maintint dans la forêt de l'Université.

Le général Klénau fit tous ses efforts pour conserver sa position de Gross-Posna et de Fuschshayn. Les Français s'avancèrent de Klein-Posna à gauche, par la route de Grimma, traversant le bois situé sur la hauteur et le Thranengraben, avec l'intention de tourner les Autrichiens et de les prendre à dos à Fuchshayn ; mais à peine furent-ils arrivés du Kohlenberg au Konigsbach, qu'ils furent repoussés par les cosaques de Platow.

Dans le même temps, un détachement du onzième corps français, s'étant approché de *Seiffertshayn*, parvint à 5 heures du soir, malgré les efforts de la division autrichienne (prince de Hohenlohe-Bartenstein), à pénétrer dans le village à travers les retranchements. Un combat opiniâtre d'une heure s'engagea autour de Seiffertshayn, enfin le général Schaeffer l'emporta d'assaut avec le régiment d'infanterie (Zach), et il s'y maintint. Les régiments de chevau-légers (Hohenzollern et Oreilly) repoussèrent de même, et en un clin d'œil, la cavalerie française.

La onzième brigade prussienne (Ziethen) formant l'aile gauche, occupait la montagne des moulins à vent près de

Gross-Posna, au moment où l'ennemi, après s'être rendu maître de Sieffertshayn, attaquait avec vigueur le bouquet de bois entre Gross-Posna et Leibertwolkwitz, qui n'était que faiblement défendu par des troupes autrichiennes.

Le général Ziethen envoya aussitôt sur ce point deux compagnies de chasseurs, et le premier bataillon du 1er régiment de Silésie, et il fit occuper le bois de l'Université par le deuxième bataillon.

Les colonnes françaises n'avancèrent que lentement vers la ligne de bataille, et lorsque le général Klénau fit exécuter un mouvement en avant, elles se retirèrent de suite. Cependant l'ennemi, muni d'une artillerie considérable, canonna avec succès la montagne des moulins à vent jusqu'à l'arrivée de l'artillerie autrichienne qui lui imposa silence.

A l'aile droite, la division (Hohenlohe-Bartenstein) fut contrainte d'évacuer les hauteurs en avant du village de Seiffertshayn; elle était déjà en pleine retraite; déjà la cavalerie française avait rejeté la cavalerie autrichienne derrière son infanterie, et elle était prête encore à enfoncer les carrés des Autrichiens, lorsque le colonel de Wrangel, accourant avec sa brigade composée des régiments de cuirassiers de la Prusse orientale et de Brandebourg, attaqua vivement l'ennemi, le repoussa jusqu'à ses batteries, et resta ainsi exposé à son feu, jusqu'à ce que les Autrichiens, parvenus à se rallier, eussent opéré leur retraite. Cette brigade vint ensuite couvrir l'aile droite du corps de Klénau près Klein-Posna; et ce corps se posta aussitôt sur les hauteurs entre Gros-Posna et Fuchshayn, le général Mohr occupant le premier de ces lieux, et le général Ziethen le second. Quant au village de Seiffertshayn, il resta au pouvoir de la division (Hohenlohe-Bartenstein), et la brigade de cavalerie de réserve (Roeder) fut placée à côté de Fuchs-

hayn, derrière le centre de la position. Cette journée se termina par une vive canonnade, ainsi que par une attaque sans succès que firent les Français sur Seiffertshayn et sur le bois de l'Université, et ce fut aussi dans cette position que le général Klénau passa la nuit.

Maintenant, reportons-nous sur la rive gauche de la Pleisse, à l'attaque de Connewitz par le deuxième corps d'armée autrichien, sous les ordres du général Meerfeld.

En vain le général Lederer et le prince Aloys de Lichtenstein cherchèrent-ils à jeter des ponts dont un entre Connewitz et Lossnig, et un autre près de Dolitz. L'attaque de Connewitz néanmoins étant inexécutable, le général Meerfeld tenta de franchir sans retard la Pleisse près de Dolitz et Lossnig, afin de pouvoir prendre l'ennemi à dos. Sur le soir, ce général réussit enfin, après un combat des plus opiniâtres, à forcer le passage; il traversa la rivière à gué près de Dolitz à la tête d'un bataillon du régiment d'infanterie (Strauch) sous les ordres du major Voley : mais à peine ce bataillon fut-il formé au-delà de la Pleisse qu'il fut attaqué et repoussé par la division de la garde française (Curial). Le général Meerfeld, qui s'était trop avancé pour reconnaître la position de l'ennemi, tomba lui-même dans une embuscade : il eut son cheval tué sous lui, il fut légèrement blessé et fait prisonnier par les Français.

Le prince Aloys de Lichtenstein prit alors le commandement de ce corps. Un bataillon du régiment d'infanterie (Colloredo) passa à gué, près de Losnig, le premier bras de la Pleisse ; mais il ne put atteindre la rive opposée vu la profondeur de l'eau et sa nature marécageuse. La brigade Longueville continua le combat près le pont de Connewitz.

Combat de Lindenau.

Le troisième corps, général Gyulay, la première division légère du prince Maurice de Lichtenstein, et le corps de cavalerie légère du général Thielmann, arrivant de Markranstadt sur trois colonnes, attaquèrent sur la rive gauche de l'Elster, le quatrième corps français (Bertrand) qui avait occupé les villages de Lindenau, Plagwitz et Lautsch. Lindenau était défendu par quatre retranchements garnis chacun de 10 pièces de canon, formant demi-cercle, et à égale distance. La première batterie était placée en rase campagne, à un quart de lieue de Lindenau, sur la droite et près de la route qui conduit à Klein-Zoscher; les deux autres étaient également en rase campagne, et la quatrième près la route de Mersebourg; elles dominaient chaque approche vers Lindenau, et elles entretinrent pendant toute la journée un feu bien nourri. Les Autrichiens ne purent avancer que du côté du nord, par le bois de Lautsch.

Le général Gyulay marcha à l'attaque sur trois colonnes: la première, celle de l'aile gauche, commandée par le prince de Hesse-Hombourg, se porta vers le village de Lautsch et l'enleva. Les Autrichiens repoussèrent ensuite les Français à travers le bois et les prairies jusqu'à Lindenau; mais ceux-ci se jetèrent tout à coup dans un jardin dont les murs étaient comme pourvus d'embrasures, et ils se maintinrent dans cette position, que les Autrichiens cherchèrent deux fois à emporter, et dont ils furent deux fois repoussés

avec perte. Le village de Lindenau était en flammes. Alors le général Bertrand, faisant longer les étangs à un grand nombre de pièces d'artillerie, les dirigea contre les flancs des Autrichiens, qui furent ainsi contraints de renoncer à leur attaque et battirent en retraite. Les arquebusiers continuèrent pendant toute la journée le combat, tant sur ce point que près de la Luppe et dans le bois de Lautsch.

La deuxième colonne, commandée par le général Czollich, marcha de Klein-Zsocher vers les Français qui formaient depuis l'Elster, au-dessus de Plagwitz et à travers les champs, un demi-cercle qui s'étendait jusqu'au côté ouest de Lindenau. Une vive canonnade s'engagea, les chasseurs combattirent avec une infatigable ardeur dans les prés de l'Elster, et la cavalerie exécuta différentes charges. Après un combat acharné, les Français se virent contraints d'abandonner vers une heure le village, de Plagwitz et à deux heures la partie antérieure du village de Lindenau. Le deuxième bataillon de chasseurs autrichiens, et le premier bataillon du régiment d'infanterie Mariassy entrèrent au pas de charge dans Lindenau et y enlevèrent deux canons.

Alors, le général Bertrand fit rétrogarder son corps jusque derrière le Kuhturn (Tour des vaches) et la Tuilerie; là, il fit former ses troupes en grands carrés et canonna vigoureusement le corps de Gyulay posté sur la rive gauche de la Luppe près Lindenau.

Dans ce moment, l'empereur Napoléon envoya au quatrième corps l'ordre positif de marcher de nouveau sur Lindenau, et aussitôt le général Bertrand s'avança et reprit le village.

La possession de Lindenau, malgré tous les sacrifices qu'elle coûta aux Français, ne fut pas achetée trop chère-

ment par eux ; car si les Autrichiens eussent pu s'y maintenir, on se demande de quel côté il eût été possible à l'ennemi vaincu d'opérer sa retraite.

Une vive canonnade, alimentée des deux côtés par plus de 100 pièces, continua jusqu'à la fin du jour. Les pertes réciproques furent considérables. Dans la même soirée, l'ennemi tenta deux fois de se porter en avant, dans la direction de Klein-Zsocher, où le corps de Gyulai s'était retiré ; mais une charge de cavalerie légère dirigée par les colonels russes Orlow et Bok déconcerta ses projets.

La troisième colonne, formée par les troupes du prince Maurice de Lichtenstein et du général Thielemann, manœuvra sur le flanc gauche du village de Lindenau. Elle était chargée de maintenir la communication du corps de Gyulai avec l'armée de Silésie, ce qui, dans les circonstances présentes, ne laissait pas que d'être très difficile.

Les prairies, qui s'étendent depuis la Lauer jusqu'à Leipzig, étaient couvertes de troupes légères autrichiennes de la division Lederer. Partout, sur les chemins, sur les rives de la Pleisse et de l'Elster, on voyait combattre des chasseurs. La ferme de Schleussig, ainsi que toute la rive droite de l'Elster jusqu'à Plagwitz, avaient été, dès le matin, occupées par des troupes légères qui maintenaient les communications entre les deuxième et troisième corps autrichiens. On avait joint à ces troupes un bataillon de *Gradiscaner* et un bataillon du régiment de Kaunitz; d'autres troupes étaient campées dans les pâturages qui s'étendent le long de la petite chaussée. Il paraît qu'ici le général autrichien n'avait qu'une connaissance très imparfaite du pays; autrement les Français, n'ayant pas détruit le pont dit Sauweidenbrucke sur la vieille Pleisse, on eût pu, en rétablissant à la hâte le pont dit Heiligenbrucke, s'avancer sans obstacle sur la route de Lindenau.

Réflexions sur ces premiers combats.

D'après la description succincte que nous venons de faire de la bataille livrée sur les deux rives de l'Elster et de la Pleisse par l'armée principale de Bohême, on voit que le combat est resté indécis, et que les deux armées se maintinrent respectivement sur le champ de bataille. La nuit fit cesser le combat.

Dans cette journée, les résultats partiels furent souvent peu favorables à l'armée de Bohême ; il n'en pouvait être autrement, car elle n'aurait pas dû attaquer avant le 17 octobre, époque où toutes les forces des alliées devaient se trouver réunies ; il manquait au combat le premier corps d'armée autrichien (Colloredo), le corps de Pologne et l'armée du nord du prince royal de Suède ; de sorte que le cercle qui entourait Leipzig n'était pas encore formé depuis la Partha jusqu'à Seiffertshayn. Mais on marcha à l'ennemi dans la pensée que, d'après les conventions, l'armée de Silésie attaquerait de son côté. Outre cela, il était fortement à craindre que, vu sa grande proximité des deux armées alliées, l'empereur Napoléon ne se jetât à l'improviste sur l'une ou sur l'autre. L'avis général fut aussi qu'il devait avoir l'intention de quitter Leipzig, et qu'il importait de l'attaquer pour l'y contenir.

Cependant, si l'on fût resté fidèle au premier plan, la bataille eût été certainement gagnée. Il fallait pour cela sur-

monter à tout prix les grandes difficultés que présentait l'attaque de Connewitz; diriger vers ce point masses sur masses et forcer le passage qui formait la clef de la position. Si de nombreuses colonnes eussent pu pénétrer jusqu'à Leipzig, cette position eût été infailliblement tournée, et l'ennemi forcé à la retraite.

Quant à la position de Wachau, on devait, en tournant également l'ennemi, l'attaquer avec vigueur sur son flanc gauche près de Liebertwolkwitz, car c'est là seulement qu'il était vulnérable, et les alliés avaient alors beaucoup de troupes disponibles. Mais, de quelle utilité pouvaient être de simples démonstrations? Enfin, dès que les circonstances ne permettaient pas cette attaque, il fallait la suspendre sur tous les points, et non se jeter avec de faibles forces dans un centre où l'ennemi avait réuni ses masses principales.

Et, après que le général Gyulai eut emporté Lindenau, il fallait qu'il conservât à tout prix un point aussi important et qui coupait toute retraite à l'armée française. Ce général eût dû placer d'abord son artillerie sur la chaussée, brûler ensuite les ponts et faire occuper les passages par toutes ses forces disponibles. Le désespoir seul pouvait alors ouvrir la grande route aux Français (1).

(1) Afin de mieux fixer les idées du lecteur sur l'importante bataille de Leipzig, et lui donner les moyens de connaître tous les détails par des récits comparatifs, nous avons cru qu'il était convenable d'ajouter à l'écrit de M. le colonel prussien Charles de Plotho la relation particulière du combat de Lindenau par le général autrichien Frédéric de Seidel, qui, dans cette affaire, était le premier aide-de-camp du général Gyulay. L'action ue

Position de l'armée alliée dans la nuit du 16 au 17 octobre.

L'armée principale de Bohême était, pendant la nuit, répartie comme il suit :

Le troisième corps autrichien, la première division légère autrichienne et l'avant-garde du général Thielemann, sous les ordres du comte Gyulai, à Klein-Zsocher.

Le deuxième corps autrichien (prince Aloyse de Lichtenstein), près Connewitz, Baschwitz et Setsch.

La réserve autrichienne (prince de Hesse-Hombourg) à Mark-Kleeberg, et le général Kleist avec la douzième brigade prussienne et la quatorzième division russe, comme seconde ligne, à Grobern.

Le corps de grenadiers russe, le deuxième corps d'infanterie russe et la neuvième brigade prussienne (de Klux) derrière l'étang à gauche de Gossa.

La dixième brigade prussienne (Pirch) occupait le village

Lindenau a eu une très grande influence sur les résultats de la bataille de Leipzig. Le général Seidel s'attache principalement à réfuter les erreurs contenues dans l'ouvrage du général prussien baron de Muffling intitulé : *Considérations sur les grandes opérations militaires et sur les batailles des campagnes de* 1813 et 1814.

(*Note du traducteur*).

de Gossa, les chasseurs formaient une chaîne serrée en avant; d'autres troupes légères étaient placées sur la lisière des broussailles environnantes, et, pour soutenir ces troupes, on détacha trois bataillons de réserve.

Le château était occupé par deux bataillons; deux autres étaient postés sur le chemin qui coupe le village dans sa largeur, et un bataillon de fusiliers était placé à la droite. Les troupes russes sous les ordres du général Bistrum formaient la réserve derrière ce même village : elle était composée de deux bataillons de chasseurs de la garde, de deux bataillons de chasseurs finlandais et de deux bataillons du régiment des gardes Paulowsky.

Le prince de Gortschakow se tenait dans le bois de l'Université avec la cinquième division d'infanterie russe.

Le corps du général Pahlen et la deuxième division de cuirassiers (Kretow) étaient sur la droite de Gossa.

Le quatrième corps autrichien, la onzième brigade prussienne (Ziethen) et la brigade de réserve prussienne (Roeder) couvraient l'espace entre Gross-Posna, Fuchshayn et Seiffertshayn.

Les cosaques de Platow étaient à Klein-Posna.

Les gardes à pied russe et prussienne, la première division de cuirassiers russes, la brigade de cavalerie de la garde prussienne et l'artillerie de réserve russe campaient sur les hauteurs derrière Gossa, et, au milieu du bivouac de ces troupes, le général en chef Barklay de Tolly avait établi son quartier général.

Le premier corps autrichien (comte Colloredo) ne s'était porté que jusqu'à Borna, où il campa au-delà de la ville.

Le quartier-général de l'empereur de Russie et du prince de Schwarzenberg était établi à Rotha.

Celui du roi de Prusse à Borna.

L'empereur d'Autriche séjournait à Pégau.

Armée de Pologne.

(16 octobre.)

Le général Benningsen reçut ordre de s'avancer à marches forcées pour prendre part à la bataille de Leipzig. L'avant-garde du comte Stroganow et le quartier-général de Benningsen n'arrivèrent qu'à minuit à Grimma.

Le corps du général Dochtorow, après avoir marché la nuit, ne fit son entrée à Grimma que le 17 octobre à 6 heures du matin.

Le général Kreutz attaqua l'ennemi à Wurzen, et se rendit maître de cette place après une vive résistance.

Armée de Silésie.

(16 octobre.)

Le général en chef Blücher avait prescrit les dispositions ci-après :

« Le 16 octobre, à 6 heures du matin, la cavalerie de ré-

serve des trois corps et l'artillerie légère se mettront en marche ainsi qu'il suit :

« La cavalerie de réserve du corps d'York, sur la grande route de Leipzig ; dès qu'elle aura atteint la cavalerie de l'avant-garde, celle-ci prendra la tête et se dirigera sur Leipzig.

« La cavalerie de réserve du corps de Langeron marchera par Radefeld et Lindenthal, et la cavalerie de l'avant-garde prendra également la tête.

« Cependant, avant le départ de cette cavalerie, il faut qu'on ait reçu préalablement des rapports indiquant la position de l'ennemi près Duben, et s'il occupe Dolitz.

« La cavalerie de réserve et de l'avant-garde, ainsi que l'artillerie légère du corps de Sacken, suivront la cavalerie du corps d'York, se dirigeant par Skeuditz sur Leipzig.

« Je me tiendrai à la tête de cette cavalerie.

« S'il arrivait que l'ennemi n'eût point pris position en-deçà de la Partha, la cavalerie de réserve du corps d'York se formera entre Mokern et Gohlis, la cavalerie de réserve du corps de Langeron en-deçà de Wetterisch, et l'avant-garde marchera à la découverte de l'ennemi. On me fera connaître sa position, soit derrière la Partha, soit sur la route de Duben.

« L'infanterie fera la soupe demain de très bonne heure, afin de pouvoir partir à 10 heures. Un officier d'ordonnance de chaque corps me suivra pour transmettre les ordres aux commandants des corps respectifs. »

Signé : Blucher.

Vers les 8 heures du matin, le général Blücher arriva sur les hauteurs de Litschena, et il apprit que l'ennemi occupait Lindenau avec environ 1,200 chevaux et de l'infanterie, mais qu'on ne pouvait connaître précisément sa force, attendu qu'il était masqué par la forêt.

Alors le général Blücher poussa lui-même une reconnaissance : il lui fut rapporté que l'ennemi occupait depuis plusieurs jours avec de l'infanterie le village de Moeckern sur la grande route de Leipzig, et que, toutes les fois que les alliés approchaient, il quittait ce village et se retirait sur Gohlis. On attendit donc, avant de pousser plus avant, la cavalerie du général Langeron; mais celle-ci envoya dire qu'elle ne pouvait avancer, attendu que la position du village de Radenfeld était occupée par toutes les forces des Français.

Cet état de choses suggéra au général Blücher les réflexions suivantes :

Entre l'Ober et l'arc de la Mulde, depuis Jessnitz jusqu'à Wurtzen, est située la grande plaine de Breitenfeld, où Gustave-Adolphe battit, le 17 septembre 1631, le général Tilly. Cette plaine offre des avantages assez grands à l'ennemi pour qu'il y accepte la bataille. Son aile droite se trouve couverte par l'Ober et par les défilés de Bitterfeld et de Dolitsch, son aile gauche est appuyée à la Partha et au défilé de Tauche; le village de Radefeld domine toute la plaine; on peut de ce point distinguer à une grande distance les clochers des nombreux villages jusque près de Wittenberg. Cette hauteur s'étend à droite jusqu'à la Partha, petite rivière qui coule à travers des bas fonds garnis de saules, tandis qu'à gauche elle s'étend jusqu'à Moeckern sur l'Elster, et n'est coupée que par trois passages très étroits, savoir : les routes de Eutritsch, de Lindenthal et de Moeckern.

L'ennemi, ayant donc occupé le terrain qui domine Radenfeld et abandonné l'armée de Silésie, la route de Leipzig jusqu'au-delà de Litchena, ainsi que la hauteur qui s'étend vers Lindenthal (ce qui approche cette armée plus près de Leipzig que ne l'étaient les troupes françaises postées à Radefeld), le général Blücher en conclut que les forces princi-

pales des Français devaient occuper la grande plaine indiquée ci-dessus, et qu'il y accepterait indubitablement la bataille.

D'après toutes ces considérations, il était d'une extrême importance qu'on s'assurât avant tout du terrain qui domine Radefeld, pour donner de là à l'armée de Silésie la di rection qui offrait le plus d'avantage pour commencer le combat.

Des corps Français, savoir : le sixième (Marmont), le septième (Regnier) et le troisième (Ney), étaient postés près des villages de Moeckern et d'Eutrisch, entre l'Elster et la Partha ; leur avant-garde seule avait occupé les villages de Lindenthal et de Radenfeld ; mais comme de ce côté aucun mouvement hostile n'avait encore eu lieu à 10 heures du matin, le troisième corps (Ney), qui formait l'aile droite, partit pour soutenir Connewitz.

Le général Blücher donna les ordres suivants au corps d'armée de Silésie :

« L'infanterie se mettra de suite en marche.

« Le corps du général Langeron attaquera Frienroda, et ensuite Radefeld.

« Le corps de Sacken le suivra comme réserve.

« Le corps d'York se portera sur Leipzig, et tournera à gauche près de Litschena pour l'attaque de Lindenthal. L'infanterie de l'avant-garde d'York restera sur la grande route de Leipzig.

« Le général Saint-Priest viendra se réunir au corps de Langeron et le suivra immédiatement.

« Je me tiendrai moi-même sur les hauteurs de Litschena et de Radefeld. »

Signé : BLUCHER.

L'infanterie des trois corps de l'armée de Silésie se mit en

mouvement, et le premier corps prussien reçut du général York les ordres suivants :

« Le premier corps se dirigera à gauche ; aussitôt qu'il sera arrivé au point où la grande route décrit une courbe, à gauche, la huitième brigade formera l'aile droite pour l'attaque de Lindenthal. Le général Hunerbein dirigera l'attaque suivant les circonstances, et, si le terrain le permet, elle devra s'exécuter par trois bataillons, et principalement sur les flancs du village ; deux autres bataillons de la brigade serviront d'appui.

« La septième brigade exécutera le même mouvement que la huitième, et suivra en échelons l'attaque du général Hunerbein. La deuxième brigade se formera en arrière de ces deux brigades d'attaque, pour leur servir de soutien au besoin.

« La première brigade, n'étant composée que de troupes de ligne, deviendra la dernière réserve. Toutes ensemble se formeront en colonnes par bataillons en échiquier, de manière à présenter deux lignes.

« Le gros du corps se mettra aussitôt en marche de sa position derrière Skeudiz. L'avant-garde, sous les ordres du colonel Katzler, et la réserve de cavalerie, sous ceux du colonel Jurgass, sont déjà arrivées à Litschna et sur les hauteurs de Lindenthal. »

Signé : YORK.

Le premier corps d'armée comptait, d'après le rapport de ce jour, 21, 429 hommes sous les armes.

Le corps du général Langeron marcha à l'ennemi, le chassa de Freirode et de Radefeld, et se dirigea ensuite sur la grande route, qui conduit de Landsberg à Leipzig. Les Français avaient dressé une batterie près le bois de Linden-

thal; mais bientôt, atteints par le feu d'une artillerie supérieure, ils furent contraints de se retirer.

Le général Langeron marcha par Breitenfeld vers Gross-Wetterisch, et de leur côté les Français, abandonnant le bois de Lindenthal, se replièrent, contre toute attente, sur le village. Le général Blücher, prévoyant bien alors que l'ennemi ne chercherait pas à se maintenir à Lindenthal, ordonna au général Langeron de le poursuivre avec toutes ses forces à travers la forêt, et au général Sacken de continuer à occuper avec son infanterie la hauteur de Radefeld, point principal de tous les mouvements qui s'exécutaient, tandis que sa cavalerie irait joindre le général York.

Il s'agissait alors de savoir si les environs de Podelwitz ne se trouveraient pas occupés par des forces ennemies qui, en s'avançant à l'improviste, pourraient attaquer et tourner facilement l'aile gauche de l'armée de Silésie. Dans ce cas, la réserve du général Sacken avait ordre de contenir les Français et de prendre connaissance des environs de Hohenossig et Podelwitz.

Lorsque la colonne du général Langeron se fut avancée par Breitenfed, des détachements ennemis se montrèrent dans la direction de Leipzig, et les villages de Gross et de Klein-Wetterisch étaient aussi occupés par une nombreuse infanterie française; alors le général Langeron ordonna à sa cavalerie et à l'artillerie légère de se porter en avant pour contenir ces détachements, tandis qu'il attaquerait lui même avec son infanterie, les villages de Gross et de Klein-Wetterisch. Mais, par une méprise inconcevable, la cavalerie de Saken suivit l'aile gauche au lieu de l'aile droite, et elle laissa à sa gauche Lindenthal et le ruisseau qui serpente jusqu'à Wetterisch.

L'avant-garde du premier corps prussien, commandée par

le colonel Katzler, attaqua les avant-postes de l'ennemi placés tant devant Lindenthal que sur la lisière du bois, et elle parvint à les repousser. Après un échange de quelques coups de canon, les Français abandonnèrent le village tout à fait et le bois, et se replièrent sur les hauteurs, entre Lindenthal et Wahren, où ils avaient élevé quelques retranchements. Un feu d'artillerie, de courte durée à la vérité, mais dirigé avec vigueur par les Prussiens, leur ayant fait encore quitter cette position, ils concentrèrent toutes leurs forces sur les hauteurs, entre Eutritsch et Moeckern, de manière que ce dernier village couvrit leur aile gauche. En même temps, le major de Hiller s'avança par la grande route de Litschena jusqu'auprès de Wahren avec huit bataillons d'infanterie de l'avant-garde, et, après un léger combat, l'ennemi, chassé de ce dernier village, se replia sur Moeckern qui était occupé, comme point d'appui de son aile gauche, par une infanterie considérable, et derrière lequel encore de nombreuses colonnes, formées en masses serrées, se trouvaient prêtes à agir, tant le point semblait important. L'infanterie d'York marcha sur la grande route de Skeuditz à Leipzig, elle la quitta ensuite près de la tuilerie de Litschena, et, prenant à gauche, poussa sur Lindental; la huitième et la septième brigades firent leurs dispositions d'attaque de Lindenthal, et la deuxième et la première furent chargées d'appuyer le mouvement. L'ennemi ne tint pas, il évacua presque aussitôt la position et fut suivi par le premier corps prussien qui, se dirigeant plus sur la droite, aborda l'infanterie de son avant-garde, dont l'aile droite s'appuyait sur l'Elster. Ce mouvement, à droite du premier corps, forma un grand intervalle entre lui et le corps du général Langeron, près Wetteritsch. Dès que le général Blücher s'en fut aperçu, il envoya d'abord la ca-

valerie de réserve du général Wassilschikow du corps de Sacken, et il ordonna en même temps au huitième corps d'infanterie russe (comte Saint-Priest) de passer le ruisseau qui coule de Lindenthal à Wetteritsch; de s'avancer sur la grande route de Lindenthal à Leipzig, et d'attaquer les Français dans leur position entre Eutrisch et l'Elster, avec un feu d'artillerie bien nourri. On estimait les forces de l'ennemi à 25,000 hommes avec 80 pièces d'artillerie.

Les batteries de la septième et de la huitième brigade, soutenues par une batterie de réserve, dirigèrent leur feu sur l'artillerie de l'aile droite de l'ennemi, et l'infanterie de l'avant-garde, sous les ordres du major Hiller, attaqua le village de Moeckern; le combat devint très vif et très sanglant, car le général York sentit que le sort de la bataille dépendait de la possession de Moeckern et des hauteurs voisines, et que si les Français parvenaient à s'avancer sur ce point, la bataille serait infailliblement perdue.

La deuxième brigade du major Hiller fut donc envoyée à droite vers la grande route de Leipzig, et la première brigade se plaça en réserve derrière la deuxième. Les septième e huitième brigades reçurent ordre de se tenir toujours sur la droite en avançant, et de rester, en attaquant, constamment liées à l'aile droite. Le lieutenant-colonel Schmidt les appuya par deux batteries de 12, et l'artillerie fut placée sur une hauteur très avantageuse et d'où elle pouvait balayer une partie de la position française.

Les bataillons de l'avant-garde combattirent avec une brillante valeur pour la possession de Moeckern, le village fut deux fois pris et repris, la perte était considérable des deux côtés. Enfin, l'ennemi, cédant à une troisième attaque exécutée par les bataillons de grenadiers, abandonna le village après l'avoir incendié; mais les bataillons prussiens, déjà

très affaiblis, y furent accueillis par une grêle de balles si terrible qu'ils ne purent pénétrer au-delà. Les Français traînaient encore à la suite de leur aile gauche une batterie de 50 pièces.

Le combat qui eut lieu sur l'aile gauche du corps prussien n'était pas, à beaucoup près, si acharné. On se bornait à un échange de quelques coups de canon assez vifs. Le général York ne pouvait porter cette aile plus en avant, attendu que le corps de Langeron avec lequel il devait rester lié sur la gauche, étant encore très en arrière, il eût été imprudent de compter sur son appui ; l'aile gauche ne pouvait avancer qu'après que les Français auraient été complétement battus à Moeckern.

Mais, de son côté, l'ennemi, qui pouvait très bien observer de la hauteur où il était placé les mouvements de l'armée de Silésie, réunit toutes ses forces derrière Moeckern, fit avancer de Gohlis toutes ses réserves, et commença un feu d'artillerie de plus de 50 pièces, tandis que sa nombreuse infanterie marcha en colonnes sur le village.

La perte des bataillons prussiens était immense ; le major Hiller et tous les commandants de bataillon étaient blessés, la terre était jonchée de morts et de mourants, une batterie de l'avant-garde ne put résister au feu meurtrier de l'ennemi. Ce fut dans ce moment critique que le prince Charles de Mecklembourg-Strélitz parut avec sa brigade. Faisant aussitôt croiser la baïonnette, il marcha aux Français avec une grande bravoure, que le lieutenant-colonel Schmidt seconda encore très efficacement en dirigeant sur eux le feu de l'artillerie de réserve.

Déjà l'ennemi avait pénétré dans le village, sans pouvoir cependant parvenir à en expulser entièrement les troupes prussiennes ; on combattit des deux côtés avec un

égal acharnement. Les Français furent arrêtés par la deuxième brigade : le feu était roulant ; le prince Charles de Mecklembourg, le lieutenant-colonel de Lobenthal, ainsi que tous les officiers supérieurs de la deuxième brigade furent blessés ; néanmoins, ces vaillants bataillons, quoique réduits à une poignée d'hommes, continuèrent courageusement à tenir tête à l'ennemi.

Tandis que la bataille, malgré le sang qu'elle avait coûté, restait encore indécise, la septième et la huitième brigades se portèrent en avant sur l'aile gauche ; mais, sur ce point comme sur les autres, les Français étaient en présence et répondaient par un feu de mousqueterie bien nourri. Ils renouvelèrent ensuite leur attaque sur Moeckern. La position du premier corps prussien devint alors extrêmement critique. Toutes les troupes, la première brigade exceptée, se trouvaient engagées, et il ne restait que l'alternative ou de faire marcher cette brigade au combat, ou de prendre la fuite.

Le général Yorck, voulant tenter un dernier effort, fit avancer la première brigade du colonel Steinmetz, et envoya demander en même temps du secours au général Blücher. Celui-ci, auquel le général Emmanuel avait mandé récemment qu'on ne découvrait plus aucun ennemi ni à Podelwitz ni à Hohenossig, ni sur la route de Düben, n'hésita pas, d'après cela, à ordonner au général Sacken de se porter sur Moekern, quoiqu'il fût cependant hors de toute probabilité que ce général y pût arriver avant la décision de l'affaire.

Le colonel Steinmetz avança au pas de charge ; il arrêta les progrès de l'ennemi, et les bataillons de l'avant-garde, exténués de fatigue, obtinrent quelques instants de repos. La balance du combat fut même rétablie, mais il recom-

mença bientôt avec une nouvelle ardeur, et comme les Français avaient continué d'occuper une partie du village de Moeckern, ils firent, des maisons et des murs derrière lesquels ils s'étaient retranchés, un feu terrible sur la première brigade prussienne qui essuya une grande perte.

Le colonel Steinmetz fut blessé, et ses efforts pour gagner la hauteur échouèrent contre le courage inébranlable de ses adversaires. Ce fut alors que le major Sohr, se précipitant à la tête du régiment de hussards de Brandebourg, avec autant d'audace que d'à-propos, sur l'infanterie française, mit, par cette attaque imprévue et subite, le désordre dans ses premiers rangs. Le moment critique était arrivé, il ne fallait pas laisser à l'ennemi le temps de se remettre de sa frayeur.

Aussi, le général Yorck fit avancer de suite toute la cavalerie, et donna à l'infanterie ses ordres pour l'attaque générale : en un clin d'œil, toutes les troupes se précipitèrent sur les Français qui, en cédant à cette vigoureuse attaque, traînèrent leur artillerie dans le plus grand désordre à Schleppthan où elle leur fut bientôt enlevée. Dans le même temps, leur aile droite, attaquée à la baïonnette par les généraux Hünerbein et Horn, fut également culbutée de ce côté et forcée à la retraite. Les soldats de marine de la garde française, formés en carrés, cherchèrent seuls à se maintenir. Tout ce qui, dans ce désordre, ne fut pas sabré par la cavalerie, fut poursuivi à la baïonnette par l'infanterie et fait prisonnier. Enfin la déroute de l'ennemi était complète lorsqu'il se retira sur les villages de Gohlis et d'Eutrisch ; la victoire était donc restée sans contredit aux Prussiens, mais la nuit jointe à l'épuisement des troupes arrêta leurs poursuites ultérieures.

Dans cette affaire la perte des Français fut considérable :

trois drapeaux (dont un de la garde), 53 pièces de canon, un grand nombre de chariots de munitions et plus de 2000 prisonniers restèrent au pouvoir des Prussiens.

Le maréchal Marmont, les généraux Compans, Frédérich et plusieurs autres furent blessés.

Cette sanglante victoire avait coûté au premier corps prussien, tant en tués qu'en blessés, 172 officiers et 5,508 sous-officiers et soldats; on ne comprend pas dans ce nombre ceux qui, légèrement blessés, étaient restés dans les rangs.

O ma patrie! daigne jeter un regard sur les nobles victimes qui ont combattu pour ton indépendance! Et que ta mémoire reconnaissante conserve avec amour le nom des héros qui sont tombés, comme celui de ceux qui vivent encore!

Le corps du général Langeron avait aussi honorablement rempli sa mission : son infanterie emporta les villages de Gross et de Klein-Wetterisch; sa cavalerie inquiéta aussi vivement, durant ces mêmes attaques, les détachements français, marchant de Düben sur Leipzig, et par plusieurs charges bien exécutées, elle les empêcha de se réunir au sixième corps (Marmont) qui combattait à Moeckern. Ce fut avec le septième corps (Regnier) que Langeron en vint aux mains; il lui enleva 11 canons et lui fit beaucoup de prisonniers. Ce corps aurait pu appuyer celui d'Yorck, mais son chef avait trop à craindre d'être tourné sur son flanc gauche.

Le corps du général Sacken, bien qu'il accourut de Radefeld avec toute la diligence possible, n'arriva cependant à Moeckern qu'après l'issue de l'affaire.

Vers le soir, l'armée de Silésie prit la position suivante : le quartier-général de Blücher s'établit à Gross-Wetterisch

le corps d'Yorck resta sur le champ de bataille de Moeckern; le corps de Sacken forma derrière lui la seconde ligne et la réserve;

Le corps de Langeron occupa la position près Wetterisch.

Ce fut aussi vers le soir que le maréchal Ney, après avoir perdu toute la journée en marches et contre-marches inutiles, se dirigea avec le troisième corps français sur l'aile droite du sixième; mais ce fut trop tard, car le combat était terminé. Ces deux corps passèrent dans la soirée la Partha, près de Schoenfeld; les maréchaux Ney et Marmont établirent leur quartier-général au château de Schonfeld, et les villages de Gohlis, Entritsch et Moeckern ne restèrent que faiblement occupés. La cavalerie du duc de Padoue et du général Dombrowsky s'était retirée jusqu'à Plaffendorf et jusqu'à la maison de l'exécuteur des hautes œuvres, non loin de la porte de Leipzig dite Garber-thor.

Armée du Nord.

Le 16 octobre, le prince royal de Suède quitta les environs de Halle et s'avança jusqu'à Landsberg; cependant il ne partit que très tard dans l'après-midi, et après s'être bien assuré qu'aucun corps français ne se trouvait plus ni à Wittemberg ni à Dessau. L'armée du Nord s'était ainsi placée en seconde ligne, probablement pour être plus à même, en cas de revers, de soutenir l'armée de Silésie.

17 octobre.

Armée principale de Bohême.

Dès le grand matin, cette armée se forma en ordre de bataille. Les avant-postes ennemis n'étaient, dans plusieurs endroits, éloignés les uns des autres que d'une portée de fusil. Au point du jour, en entendit battre la générale au camp français, et immédiatement après on vit paraître sur les hauteurs de Gossa des masses considérables d'infanterie et une ligne formidable de cavalerie, près Liebertwolkwitz.

Il y avait tout lieu de croire que l'on voulait tenter une nouvelle attaque sur le village de Gossa.

En conséquence, le général en chef Barklay fit marcher la douzième brigade prussienne sur Gossa, où elle réunit la dixième dont quelques bataillons avaient quitté le village pour se former à droite. La neuvième brigade était placée en réserve derrière le deuxième corps d'infanterie russe, entre Gossa et Magdeborn ; la onzième brigade occupait le village de Gross-Posna avec deux bataillons ; la brigade de cavalerie de réserve était en position entre Stormthal et Gossa, et le général Kleist établit son quartier-général à Gossa.

Mais, contre toute attente, les troupes françaises n'attaquèrent pas, et l'empereur de Russie, le roi de Prusse et le

prince Schwartzenberg, qui se trouvaient sur le champ de bataille depuis la pointe du jour, ordonnèrent que de leur côté on suspendît également l'attaque jusque dans l'après-midi, temps présumé de l'arrivée du premier corps autrichien (Colloredo), et du corps de Pologne aux ordres du général Benningsen. Ce retard était d'autant mieux motivé, que les souverains n'avaient encore reçu aucune nouvelle du succès remporté la veille par le général Blücher, ni de la marche de l'armée du Nord.

Le premier corps autrichien (Colloredo) arriva en effet à 11 heures du matin ; il se plaça en première ligne entre Mark-Kleeberg et Dolitz, et étendit son aile gauche jusqu'à la Pleisse. Les grenadiers autrichiens, ainsi que la division Bianchy et plusieurs lignes de cavalerie, vinrent se former en réserve à quelque distance en arrière.

A 3 h. de l'après midi, le feld-maréchal prince de Schwartzenberg fit appeler près de lui sur la hauteur de Gossa les différents commandants des corps sous ses ordres, et leur communiqua en présence des monarques; les dispositions qu'il avait prises pour une attaque sur trois colonnes principales; mais ses généraux ne s'étaient pas encore séparés, lorsque le colonel Goltz, aide-de-camp du général Blücher, arriva, apportant au roi de Prusse la nouvelle de la glorieuse victoire remportée par le premier corps prussien sous le commandement du général Yorck ; cet officier supérieur annonça également la présence du prince royal de Suède à Breitenfeld, et dans le même temps encore un message du général Benningsen informait l'empereur de Russie de son arrivée à Fuchshayn avec 4,000 hommes de l'avant-garde du général Stroganof, ajoutant que le gros de son armée, quoique encore en arrière, et exténué de fatigue, se trouvait cependant prêt à combattre avec les troupes de vant-garde.

D'après cela, on renonça à toute attaque pour la journée, et on la différa jusqu'au lendemain 7 heures, et avec tous les corps alliés réunis.

Le nombre des combattants s'augmenta dans cette journée de plus de 100,000 hommes; les troupes qui avaient donné la veille reprirent des forces dans quelques heures de repos. On remplaça les munitions, et tout fut prêt enfin pour la grande bataille dans laquelle la cause des peuples allait se décider.

L'armée principale de Bohême resta dans sa position.

L'empereur de Russie et le prince de Schwartzenberg retournèrent sur le soir à Rotha, où arriva aussi l'empereur d'Autriche; le roi de Prusse retourna à Borne, et le général Barklay établit son quartier-général au village de Stormthal.

Armée de Pologne.

Les troupes de l'avant-garde du général Stroganof continuèrent de bonne heure leur marche de Grimma; le détachement russe du général Kreuz se réunit à lui, et quelques heures après, la deuxième division autrichienne (Bubna) en fit autant auprès de Moeckern avec le corps du général Dochtorow. Vers midi, le général en chef Benningsen arriva avec son avant-garde à Fuchshayn sur l'aile droite de l'armée, et son premier soin fut de reconnaître la position de l'ennemi. Il reçut d'abord ordre d'attaquer à 2 heures de l'après-midi; mais cette attaque ayant été remise au

lendemain à 7 heures, l'empereur de Russie lui fit dire : « C'est demain l'anniversaire de Tarontino, où le général Benningsen a augmenté sa réputation militaire ; c'est un heureux présage pour les hauts faits d'armes qu'on doit attendre de lui dans cette journée décisive. »

La cavalerie du général Stroganof se forma entre Seyfertshayn et Fuchshayn, et le détachement du général Kreutz se plaça en avant de ce dernier village.

Le corps de Dochtorow était posté entre Fuchshayn et Naunhof. La deuxième division légère autrichienne (comte Bubna) arrivée à Moeckern, reçut ordre de marcher le lendemain à la pointe du jour par Brandeis et Bichau, afin de se réunir pour l'attaque à l'armée de Pologne.

Les officiers d'état-major étaient chargés d'indiquer les routes, et de veiller à ce qu'elles se trouvassent praticables autant que possible.

Armée de Silésie.

Dès la pointe du jour, le général Blücher se rendit aux avant-postes dans la direction de Leipzig.

Le corps de Sacken entra en première ligne à Moeckern.

Le corps d'Yorck, destiné à former la réserve, rétrograda jusqu'au camp de Wahren, tant pour se procurer quelque repos que pour se reformer et réparer les pertes de la journée précédente.

De deux bataillons, à peine en avait-on pu former un

seul, et de quatre brigades, deux divisions; la première et la huitième brigade composèrent la première division aux ordres du général Hunerbein ; la deuxième et la septième brigade, la deuxième division sous ceux du général Horn.

Les Français occupaient encore les villages d'Eutritsch et de Gohlis, ainsi que le ruisseau qui coule entre ces deux villages. Le général Blücher fit avancer une partie du corps de Langeron, et, durant le combat qui s'engagea entre des troupes légères, le village d'Eutritsch fut tourné du côté de Wetteritsch.

Alors l'ennemi abandonna Eutritsch et prit position, son aile droite vers Schoenfeld, et son aile gauche vers Gohlis. Il éleva des retranchements entre ces villages et Leipzig. Le général Blücher fit attaquer Gohlis par l'infanterie de Sacken et la deuxième division de hussards russes, ainsi que les cosaques de Wassilschikow, chargèrent la cavalerie du duc de Padoue à l'aile droite des Français. Cette attaque eut lieu entre Eutritsch et Schoenfeld, et la cavalerie des alliés fut accueillie par un feu roulant. Mais dès que le général Wassilschikow fut à portée, il se précipita avec deux régiments de hussards sur la cavalerie française qui s'enfuit à toute bride derrière la ligne de son infanterie et de son artillerie vers un faubourg de Leipzig. Les hussards la poursuivirent au galop, l'atteignirent non loin de la ville, la sabrèrent, lui firent éprouver une grande perte en hommes tués, blessés et prisonniers, et lui enlevèrent 5 pièces de canon. La ligne d'infanterie française derrière laquelle cette charge fut exécutée, s'étant formée en carrés, dirigea le feu de son artillerie sur tous les points. Mais les hussards russes firent marcher au milieu d'eux leurs prisonniers et les pièces qu'ils avaient conquises, et se replièrent, malgré la fusillade de l'infanterie française, sur leur corps principal. Cette bril-

lante charge, exécutée avec une audace sans pareille, est peut-être un des plus beaux faits d'armes de cette campagne.

L'ennemi défendit Gohlis avec une opiniâtreté telle, que le général Yorck fut contraint de faire avancer de nouveau une partie de son infanterie en réserve près Wahren; cependant, à la fin, les Français furent chassés de Gohlis et rejetés jusque dans les faubourgs de Leipzig.

En ce moment, le général Blücher ayant reçu avis que l'armée de Bohême ne recommencerait l'attaque que le lendemain, et que l'armée du Nord allait enfin avancer, il jugea nécessaire d'interrompre le combat livré par l'armée de Silésie, et de remettre toutes les attaques projetées au lendemain. Ce retard était d'autant plus sage que les Français avaient déjà entièrement évacué la rive droite de la Partha, excepté cependant quelques maisons et quelques retranchements élevés près la porte dite de Halle à Leipzig. D'ailleurs la continuation de l'attaque aurait commandé d'autres dispositions, et il eût fallu nécessairement forcer le passage sur la Partha dont la rive gauche, depuis Taucha jusqu'à Leipzig, était encore occupée par les Français. Tout près de Leipzig ce passage offrait de grandes difficultés, attendu que l'ennemi avait concentré toutes ses forces sur ce point. Auprès de Taucha, il semblait beaucoup plus praticable, et alors l'ennemi, contraint de retirer son aile droite, aurait tout à fait abandonné les rives de la Partha.

L'armée de Silésie resta dans sa position.

Armée du Nord.

A deux heures du matin, d'après les ordres du prince royal de Suède, l'armée du Nord partit de Landsberg, dans l'attente que la bataille livrée près de Leipzig allait recommencer dans la journée.

Déjà, à huit heures du matin, elle était arrivée sur les hauteurs entre Breitenfeld et Klein Podelwitz, où elle entra dans le camp. Quelques heures avant, le général Winzingerode étant arrivé avec une avant-garde de 4 à 500 chevaux, et s'étant porté sur la Taucha, enleva ce village et y fit prisonniers 3 officiers et 400 hommes. Mais, quelques heures après, une partie du septième corps français (Regnier) reprit Taucha qui fut occupé par de l'infanterie saxonne. Le prince royal de Suède établit son quartier-général à Milkou.

Lorsque ce prince reçut la veille (16 octobre) la double nouvelle de la victoire remportée à Moeckern et celle du combat livré par l'armée de Bohême à Connewitz et à Wachau, il se détermina enfin à avancer, et il manifesta au général Blücher le désir d'entrer dans l'ordre de bataille arrêté primitivement, d'après lequel l'armée du Nord devait tenir la droite.

Le 10 octobre, le général Blücher, malgré les grands obstacles qu'il avait à surmonter, avait cédé au désir du prince de Suède qui lui demandait à le remplacer et à occuper avec son corps l'aile droite de l'armée. Cette condescendance permit au général de s'approcher plus près de l'ennemi. Ce

mouvement doit être regardé comme très heureux, et comme ayant puissamment contribué au succès de la campagne; car autrement les forces ennemies, entièrement détruites au combat de Moeckern, ne l'eussent peut-être pas été, et Leipzig, par la même raison, ne se fût pas trouvé aussi étroitement cerné. Mais, pour le présent, le général Blücher, considérant un pareil remplacement dans la position entre la Partha et la Pleisse comme une pure perte de temps, et comme n'ayant aucun but; jugeant d'ailleurs cette position très serrée, plus propre à l'armée de Silésie, composée de 50,000 hommes, qu'à l'armée du Nord, forte de 80,000, refusa de céder aux prétentions du prince et lui déclara que, dans l'intérêt général, il fallait absolument que l'armée du Nord passât la Partha à Taucha, que l'armée de Silésie appuierait ensuite cette attaque de toutes ses forces.

L'armée française avait également conservé sa position; cependant, lorsqu'on vit, dans l'après-midi, des masses considérables d'infanterie se retirer par la gauche du bois et du village de Wachau, on fut porté à croire que l'ennemi allait opérer une retraite générale.

Ce qu'on n'a jamais pu comprendre dans cette journée, c'est le motif pour lequel l'empereur Napoléon n'entreprit pas sa retraite par Weissenfels derrière la Saale, ou n'attaqua pas l'armée principale des alliés. Instruit qu'il était de l'arrivée prochaine des forces considérables du prince royal de Suède, de Benningsen et de Colloredo, pouvait-il raisonnablement compter pour le lendemain sur une victoire qu'il n'avait pas pu remporter la veille, et avant que les alliés eussent reçu leurs renforts de 100,000 hommes?

On prétend que ses maréchaux lui avaient, à l'unanimité et à différentes reprises, donné le conseil de livrer bataille dans la journée même ou de se retirer, mais que Napoléon

avait constamment soutenu avec opiniâtreté que son armée avait besoin de repos, qu'il fallait reformer les corps qui avaient le plus souffert, remplacer les munitions et reconnaître de plus près les points d'attaque et la position des adversaires. C'est à l'histoire qu'il appartient de faire cesser un jour toute incertitude à cet égard.

Dans la nuit du 17 au 18 octobre, Leipzig vit plus de 500,000 guerriers campés dans ses plaines. Jamais pareil spectacle n'avait frappé nos ancêtres. Le ciel était rougi par les feux des bivouacs innombrables qui couvraient la terre ; toute la chaîne des riants villages et des jardins pittoresques qui entourent Leipzig était détruite et remplacée par un cercle de fer au milieu duquel le sort de l'Europe allait être décidé par des flots de sang. La nuit fut courte et pluvieuse. On la passa généralement en jetant un regard sur le passé, et en envisageant l'avenir, la mort même avec le calme que donnent l'espérance et la confiance en Dieu et dans une bonne cause !

(La suite au prochain numéro.)

DE
LA COLONISATION
EN ALGÉRIE,

ET

DES FORTIFICATIONS

PROPRES A GARANTIR LES COLONS DES INVASIONS
DES TRIBUS AFRICAINES;

PAR LE GÉNÉRAL ROGNIAT (1).

Ce qui s'est passé récemment en Algérie nous a fait enfin reconnaître notre trop grande confiance dans ce pays encore sauvage, et nous a cruellement démontré que des traités de paix ne suffisent pas pour s'y garantir des déprédations des populations de cette contrée.

La nécessité d'opposer à ces hordes barbares des bar-

(1) Brochure in-8°. Paris, 1840. Chez Gaultier-Laguionie, imprimeur-libraire, rue et passage Dauphine, 36.

rières continues est l'opinion qui, sans nul doute, prévaudra sur tout autre moyen, car celui-ci ressort de la nature même des choses ; mais aussi il conduit forcément à l'occupation restreinte qui, à la vérité, est le vœu de tous les hommes sages.

La brochure du général Rogniat sur ce sujet important se fait particulièrement remarquer par sa clarté et sa précision. Elle est, nous le croyons, le premier ouvrage qui jusqu'à présent ait donné une juste idée de notre conquête de l'Algérie, et une véritable solution des graves questions soulevées depuis dix ans par notre occupation de cette contrée africaine.

L'auteur, en officier-général expérimenté et en économiste éclairé, traite à fond, quoique brièvement, et le mode d'occupation et les moyens de défense de la colonie, et il se prononce franchement sur ces deux points capitaux.

Il fait, avant tout, connaître nos ennemis et les peuplades africaines auxquelles nous avons affaire : d'abord les Arabes, qui parcourent les plaines, les plateaux, les collines dans l'état nomade ; ensuite les Kabayles qui se cantonnent au milieu des montagnes dans l'état de barbarie, enfin les Maures qui se renferment dans les villes dans un état de civilisation imparfaite. Il peint leurs mœurs, leur fanatisme religieux et la manière de combattre et de faire la guerre de ces peuples barbares.

Il démontre que les deux premières classes, les Arabes surtout, ne sont nullement susceptibles de civilisation.

Comme il importe non-seulement de faire connaître les vues de l'auteur, mais aussi les raisons qui ont amené ses convictions, nous ne pourrions mieux faire pour cela que de le citer textuellement, car, au surplus, une

analyse ne serait qu'une sèche énumération de principes, et les principes, dans ce cas, ne tirent leur valeur que du raisonnement. Nous laisserons donc parler l'auteur lui-même : d'ailleurs les lecteurs du journal nous en sauront gré.

« Après la chute d'Alger, les attaques isolées et les déprédations des Arabes nous apprirent bientôt, à nos dépents, à ne nous avancer dans le pays qu'avec précaution. On chercha d'abord à assurer la tranquillité dans le Sahel, ce joli groupe de collines qui s'avance jusqu'à trois ou quatre lieues autour d'Alger, par des postes qu'on fut obligé de mettre en sûreté dans des blockhaus et des redoutes contre les surprises des Arabes ; et ces postes, on crut prudent de les soutenir par des camps retranchés. On arriva ainsi au bord de la Mitidja ; c'est une plaine d'environ vingt-cinq lieues de long sur trois à quatre de large, qui se déroule jusqu'au pied de l'Atlas. Son voisinage et sa fertilité dûrent naturellement fixer notre attention ; on s'assura de l'entrée de cette plaine toujours par des blockhaus et des camps ; ensuite, on se hasarda à aller établir le camp de Bouffarick, au-delà des marais qui encombrent ses bas-fonds. Enfin, on s'empara sur la rive gauche du Masafran de la petite ville de Kolléah, ville sainte formée d'une mosquée et de quelques maisons ; ensuite, de la ville plus considérable de Blida, munie d'un mur d'enceinte, entourée de jardins d'orangers dans une situation délicieuse au pied de l'Atlas; on avança les camps vers l'est jusqu'à l'Oued Kadarah, et dans le courant de 1838, notre occupation s'étendit sur tout le territoire que nous avait réservé le traité de la Tafna, moins quelques montagnes au sud, et le pays contesté à l'est. Les camps furent multipliés ainsi que les postes retranchés pour assurer ce territoire d'environ cent lieues carrées ; on établit de nou-

veaux camps au-dessus de Kolléah, autour de Blida, dans les gorges de l'Arrach et du Kamise, et sur la rive gauche de l'Oued Kadarah ; et en général on n'abandonna pas les anciens, qui devinrent par l'extension de l'occupation des camps intérieurs.

« Je vois sur les états de situation des troupes, publiés par le gouvernement en 1839, que ce territoire avait vingt-deux mille hommes de troupes européennes consacrés à sa défense ; plus sept cents hommes de troupes indigènes, sans parler des cinq bataillons de la milice de la ville d'Alger.

« L'on voudra bien remarquer que la moitié de son pourtour étant garanti par la mer, ce n'était plus qu'une frontière de vingt-cinq lieues de développement qu'il s'agissait de garder. Du moins ces dispositifs formidables ont-ils été suffisants en temps de paix ; car l'on sait que nous avons été entourés de prétendus amis durant toute l'année de 1838. Je cite le compte-rendu de la situation du territoire d'Alger en 1838, publié par le gouvernement en 1839 : « On signalait de temps à autre, dit ce rapport, « quelques attentats isolés, œuvre de quelques malfaiteurs, « qui parvenaient à se glisser dans l'intérieur de nos pos- « tes à la faveur de la nuit. » Et plus loin : « Tous les co- « lons sont unanimes pour assurer que l'industrie de l'en- « grais des bestiaux leur donnerait des profits considé- « rables, si l'état du pays leur permettait de s'y livrer « en toute sécurité. Il est vrai, en effet, que les Arabes « déploient dans le vol des troupeaux une audace et une « habileté toute particulière. » Il est d'ailleurs de notoriété publique, que vingt-trois mille hommes bien retranchés n'ont pas suffi à faire la police d'un petit territoire de manière à rassurer les colons contre les déprédations des

Arabes en temps de paix. Tout le monde conçoit, en effet, que les Arabes, les plus hardis et les plus subtils voleurs du monde, passent à la faveur de la nuit entre des postes fortifiés, fussent-ils à portée de fusil les uns des autres, aillent piller, égorger des fermiers, et s'échappent aussitôt de toute la vitesse de leurs chevaux sur un autre point, pour aller cacher leur proie dans les plis du désert.

«Tout cela est encore plus insuffisant en temps de guerre. Dernièrement Abd-el-Kader a fait une incursion à la tête de plusieurs milliers d'Africains, incursion à laquelle on devait s'attendre, puisqu'un chef d'Arabes, de cette même main dont il vient de signer un traité, vous coupe la tête, s'il en trouve l'occasion; à quoi nous ont servi et nos vingt-trois mille hommes et nos groupes de camps et de postes retranchés! Quelques colons commençaient à travailler, à élever des établissements, à prendre confiance, et on les a laissés piller, brûler, égorger. Triste vérité! Après dix ans d'occupation, lorsque nous avons bientôt soixante mille hommes en Afrique, nous ne possédons pas encore une lieue carrée de terrain où un colon puisse dire ; *je suis en sûreté*.

« Je n'accuse personne, ni les troupes, ni les généraux, ni les ministres : tout le monde a fait son devoir ; je n'accuse que l'insuffisance du système défensif suivi jusqu'à présent, ou plutôt ce sont les faits qui l'accusent. Ces groupes de postes isolés ont pu être convenables peut-être pour s'avancer et occuper le territoire ; mais ils sont insuffisants pour le préserver. En effet, qu'on soit en paix avec une tribu, peu importe ! Quelques guerriers s'en détachent la nuit, pénètrent furtivement entre deux postes, font leur coup de main en s'enfuyant aussitôt. Veut-on les poursuivre dans le désert; si c'est avec peu de monde, on

se livre à la foi punique des tribus; si c'est avec un fort détachement, on ne les atteint pas. Leur tribu consent-elle à les livrer, ils se font recevoir dans une autre.

« Dans un discours en 1837, à la Chambre des Pairs, j'avais cherché à établir la nécessité d'une ligne défensive continue pour couvrir le territoire d'Alger. Les idées neuves sont, en général, froidement accueillies; il est si commode de ne pas examiner! Celle-ci eut le sort des idées neuves, quoique aussi ancienne que la muraille de la Chine. J'insiste de nouveau sur cette idée fondamentale d'une enceinte continue, sauf à la modifier et à l'améliorer dans ses détails. J'avais pensé que les escarpements de la Chiffa et du Mazafran pouvaient suffire sur certains points; que sur la plupart des autres un fossé bordé d'un parapet pouvait arrêter les Arabes, et qu'on ne serait obligé d'élever de mur que sur un petit nombre de points. Le général Daullé, inspecteur-général des fortifications d'Afrique en 1839, qui a examiné le projet d'une enceinte continue sur les lieux, et qui pense, comme moi, que c'est le meilleur moyen de prévenir les incursions des Arabes, m'a fait observer que les escarpements et le fossé seraient trop souvent dégradés; qu'ils exigeraient des réparations continuelles; que les cavaliers arabes trouveraient quelquefois le moyen de franchir cette barrière; qu'un mur continu n'exigeant que des réparations fort rares, ne serait pas plus cher. Ces raisons paraissent fort bonnes; aussi, je n'hésite point à adopter son mur flanqué de tours, tel qu'il en a fait faire le projet sur les lieux par son aide-de-camp, le capitaine du génie Bazin.

« Ce mur, construit suivant l'usage d'Afrique en maçonnerie de mortier de terre, ou en pisé sur les points où

l'on manquera de pierre, a 3 mètr. 50 cent. de haut sur o mètr. 60 cent. d'épaisseur, ce qui suffit au rôle qu'il est destiné à jouer. Il est flanqué de petites tours rondes ou carrées, de la capacité de huit à dix hommes, espacées entre elles à 500 mètres de distance ; elles ont un rez-de-chaussée sans porte et un premier étage avec une porte, qu'on atteindra avec une échelle mobile, qu'après être monté on retirera dans l'intérieur, où elle servira à communiquer du premier au rez-de-chaussée (1). Le premier étage, muni de créneaux, et armé de cinq ou six fusils de rempart, servira de corps-de-garde ; le rez-de-chaussée, formant magasin, recevrait une provision d'eau, de vivres, de munitions.

« Figurez-vous un mur de parc, flanqué de tours, rien de plus ; tel serait le mur dont nous voudrions envelopper le territoire d'Alger de la manière suivante : En partant de la mer de l'ouest, perpendiculairement à la côte, sur la rive gauche du Masafran, il irait passer cette rivière près du confluent de la Chiffa ; de là il suivrait la route droite de la Chiffa jusqu'aux hauteurs de Blida, d'où, embrassant cette ville, il couronnerait les derniers contre-forts

(1) Nous pensons que cette disposition serait peu commode : l'échelle mobile pourrait d'abord occasionner de graves accidents : placée en dehors, elle pourrait, par une cause quelconque, glisser soit sur le côté, soit sur son pied. Dans ce cas, les hommes pressés de sortir, ne pourraient le faire qu'en se précipitant du premier étage. Nous préférerions avoir l'entrée au rez-de-chaussée avec une bonne porte.

(*Rédacteur.*)

de l'Atlas où il en suivrait le pied selon les exigences du terrain, jusqu'au camp de Kara Moustapha, près de l'Oued-Khadara, dont il accompagnerait la rive gauche jusqu'à la mer de l'est. L'on renfermerait ainsi, entre la mer et un mur d'enceinte de vingt-cinq lieues de développement, flanqué de deux cents tours, le territoire que nous nous étions réservé par le traité de la Tafna, moins les montagnes, surface de près de cent lieues carrées, chacune de 1,600 hectares, en tout 160,000 hectares. Bien entendu que ceci n'est qu'une indication, dont les détails seraient rectifiés sur le terrain par des officiers intelligents: peut-être pourrait-on se tenir toujours sur les montagnes, et se contenter sur quelques points de l'escarpement infranchissable des ravins. L'idée fondamentale une fois admise, on ferait des reconnaissances.

« Je voudrais soutenir l'intérieur de cette enceinte de six camps retranchés, espacés entre eux d'environ quatre lieues, et situés sur les points les plus sains et les plus favorables. Plusieurs existent déjà, qu'on pourrait peut-être faire servir à cet objet; tels que celui de Colléah, le camp supérieur de Blida, celui de la gorge de l'Arach, celui de Kara-Moustapha. C'est sur les lieux qu'on pourra prendre un parti en connaissance de cause; d'ici, on ne peut qu'indiquer l'ensemble du système, et non pas les détails. Le mur d'enceinte de la ville de Blida serait rasé, et le réduit qu'on a fait serait conservé pour n'avoir rien à craindre des habitants.

« Voici maintenant quels seraient la répartition et le nombre des troupes nécessaires à la garde et à la défense de ce dispositif. Dans chaque tour, servant de corps-de-garde, un poste de cinq hommes; ce qui exige mille fantassins pour deux cents tours; dans chaque camp retranché,

quatre cents cavaliers; en tout, y compris les postes des tours, quatre mille combattants. Le rôle de chaque poste des tours est de fournir une sentinelle, aux aguets du haut de la tour de ce qui se passe dans la campagne. Aperçoit-on des ennemis, chaque homme braque son fusil de rempart, et tire. Le rôle des fantassins des camps est de relever les postes des tours ordinairement tous les trois jours, quelquefois toutes les vingt-quatre heures dans les endroits malsains, dans la saison malsaine; de doubler la force des postes des tours, lorsque l'ennemi se montre en force, de surveiller les portes de l'enceinte, et de fournir des travailleurs toujours nécessaires dans une colonie naissante, où l'on ne peut guère compter que sur les bras militaires pour y exécuter les travaux indispensables. Celui des cavaliers est de faire des rondes fréquentes, surtout la nuit, le long du mur d'enceinte. S'aperçoit-on qu'un parti arabe porte l'audace jusqu'à essayer clandestinement de percer le mur ou de l'escalader, les troupes du camp voisin sont averties; elles accourent, elles interdisent le retour au trou d'introduction; et bientôt le sabre des cavaliers aura fait justice des téméraires qui ont pénétré. Quatre mille combattants obtiendraient d'une manière certaine de ce dispositif, ce que trente mille hommes ne peuvent obtenir du dispositif actuel, la sécurité intérieure contre les incursions des partis arabes.

« Ce qui est suffisant contre des partis peut ne pas l'être même contre une armée africaine. Cette armée peut avoir du canon pour battre en brèche, et de l'infanterie pour soutenir ce canon; témoin celle d'Abd-el-Kader assiégeant dernièrement nos camps de Blida. A une armée, il est nécessaire d'opposer une armée; car ce ne sont plus des surprises de voleurs, c'est la guerre. Je regarde comme indispensa-

ble d'avoir une division en réserve de cinq mille combattants, composée des trois armes pour lui faire jouer ce rôle. Cette armée au petit pied, munie de deux à trois batteries d'artillerie bien attelées, camperait habituellement à Bouffarick, ou à Douéra, ou sur tout autre point central, et resterait tout entière disponible dans son camp sous la main du gouverneur. Une armée africaine s'avance-t-elle avec ses trois ou quatre mauvaises pièces d'artillerie, et ses deux ou trois bataillons organisés, méchantes parodies de nos bataillons ; car je remarquerai en passant qu'elle ne peut avoir que quelques mauvais canons, mal montés, mal attelés, mal approvisionnés et mal servis, la bonne artillerie exigeant des connaissances et des ressources que n'ont pas les Arabes, et que quelques détestables bataillons, les officiers instruits ne pouvant pas s'improviser chez des peuplades barbares ; le général a le choix, ou de sortir de l'enceinte et de marcher à l'ennemi qui devient saisissable par la nécessité de défendre son canon ; ou bien de l'attendre dans l'intérieur en le laissant faire brèche (1). Dans tous les cas, il suivra son inspiration : quel que soit le parti qu'il prenne, il est bien sûr d'obtenir un prompt et facile succès. Est-il une armée africaine qui puisse ré-

(1) Nous pensons, nous, que les Arabes ne tenteraient jamais de pénétrer dans cette enceinte, par la crainte de s'y trouver renfermés, et par suite tués ou pris. Ce serait même là un piége à leur tendre d'où ils ne se tireraient pas. Mais, nous le répétons, les Arabes fuiraient notre enceinte au lieu de l'attaquer.

(*Rédacteur.*)

sister à nos colonnes d'attaque, soutenues par le feu de bataille de 24 pièces bien servies ? Toute cette cohue ne serait-elle pas dispersée en un clin d'œil ? S'il sort, il faut seulement qu'il ait la prudence de ne pas trop s'avancer afin de ne pas user inutilement les forces de ses soldats dans le désert. S'il attend dans l'enceinte, il obtiendra, n'en doutons pas, de plus beaux résultats, en s'imposant la patience de laisser pénétrer par la brèche une partie de l'armée africaine obligée de défiler en colonne ; de ses 24 pièces il la criblera à mitraille en même temps qu'il la chargera dans ce défilé. Tout ce qui aura pénétré sera tué ou pris.

« Que si nous voulons faire servir notre artillerie de l'intérieur à l'extérieur contre l'armée arabe et ses canons en batterie, ce sera chose facile. Nos canonniers n'auront qu'à percer des trous en forme d'embrasure dans le mur, sur les points d'où ils jugeront à propos d'ouvrir leur feu ; ce sera le travail d'un quart-d'heure.

« Il est superflu de faire observer que cinq mille combattants pour notre petite armée, n'est pas un nombre inflexible. Je pense qu'il suffit ; d'autres peuvent penser différemment et grossir ce chiffre ; le système reste toujours le même quel que soit le nombre, seulement il coûte plus cher. Quant à moi, je crois inutile d'acheter un excès de de sûreté avec un excès d'argent.

« Il est temps de répondre aux objections que j'ai entendu faire jusqu'à présent contre une enceinte continue.

« Première objection. *Mais la construction de votre enceinte munie de ses tours, coûtera des sommes immenses, et exigera un temps infini.* Elle coûtera de un million à 1,400,000 de fr., y compris ses deux cents corps-de-garde en forme de tour. Le capitaine du génie Bazin en a fait sur

les lieux l'état estimatif, d'après les prix du pays. Le devis de cet officier ne monte qu'à un million, savoir :

Le mur de 25 lieues de développement. .	665,000 fr.
Les deux cents tours.	320,000
Total. . . .	985,000

ou un million en nombre rond.

« Quelque attention et quelque franchise que puisse apporter un officier du génie à la rédaction d'un devis de travaux qui doivent s'étendre sur un vaste terrain peu connu, il est possible qu'il se trompe et qu'il reste au-dessous de la vérité. Les accidents imprévus des fondations et un plus grand développement viennent ordinairement augmenter la dépense. Laissons une large part à l'imprévu, j'y consens, de la moitié en sus, par exemple, et portons l'évaluation de la dépense à 1,500,000 fr. (1).

Toutes ces constructions exigeront environ deux ans, de six cents jours de travail, avec seize à dix-huit cents travailleurs par jour. Ce nombre n'est pas au-dessus de ce que pourront fournir la division et les camps dans les moments de repos. On pourrait, d'ailleurs, envoyer de France, un ou deux bataillons d'ouvriers en pierre, tirés momentanément des régiments. Les seize lieues de mur de la Chiffa à l'Oued-Kadarah, devant être élevés dans une contrée constamment saine au pied de l'Atlas, les tra-

(1) La dépense prévue serait de trois millions et même plus qu'il n'y aurait pas pour cela à balancer, car les avantages qu'elle doit procurer ne sont point douteux, et ces avantages sont immenses.

(*Rédacteur*).

vaux seraient exécutés durant les exhalaisons des marais qui ne peuvent les atteindre ; sauf à les interrompre durant la saison saine pour employer les travailleurs aux neuf lieues de mur qui longeraient les marais sur les rives de la Chiffa et de l'Oued-Kadarah. Tout cela peut s'arranger de manière qu'il n'y ait pas de temps perdu.

« 2ᵉ Objection. *Quoi! vous voulez donc la muraille de la Chine?* Je prends au sérieux cette agréable plaisanterie, et je réponds : oui, c'est la muraille de la Chine que je veux, moins sa hauteur et sa largeur, qui nécessaires, je n'en sais rien, contre des Tartares, seraient superflues, j'en suis sûr, contre des Arabes. Je veux me garantir des déprédations des nomades par une ligne défensive continue à l'exemple des Chinois, qui élevèrent contre les Tartares, il y a plus de deux mille ans, une longue muraille de cinq cents lieues, appuyée d'un côté à la mer, de l'autre aux montagnes inaccessibles du Thibet ; et qui plus tard, lorsque leur population croissante les obligea de chercher de nouvelles terres au-delà de la grande muraille, enveloppèrent d'un retranchement continu leur nouvelle province de Leio-Ton ; à l'exemple des empereurs Antonin et Adrien, qui, dans le nord de la Bretagne, tirèrent, d'une mer à l'autre, deux retranchements continus contre les Pictes ; à l'exemple du Bas-Empire, qui construisit au travers du Caucase un mur du Pont-Euxin à la mer Caspienne, pour préserver l'Asie méridionale des ravages de ces nomades redoutables, connus successivement sous le noms de Scythes, de Huns, et enfin de Tartares. Ce qui ne serait que ridicule contre des armées européennes est à sa place contre des Arabes.

« 3ᵉ Objection. *Mais les Romains ne se renfermèrent pas dans des enceintes pour coloniser l'Afrique.* Cela est

vrai; toutefois l'érudition de mes critiques, qui leur a appris que les Romains n'eurent pas recours à ce moyen, ne peut leur avoir laissé ignorer que ce peuple, sans parler de sa constance à l'épreuve des siècles, avait deux grands avantages sur nous. D'abord, celui d'adopter les dieux des peuples vaincus, admis à Rome dans un temple dédié aux dieux inconnus ; lorsqu'on a soi-même plusieurs milliers de dieux, il en coûte peu d'accorder le droit de cité à des dieux étrangers, et l'on évite par cette condescendance les guerres de religion. En second lieu, et c'est ici un immense avantage, le droit des gens leur permettant de réduire en esclavage les prisonniers de guerre, et les habitants d'un pays subjugué par la force des armes, l'Africain qu'ils avaient désarmé, loin de risquer de le rencontrer un jour les armes à la main sur un nouveau champ de bataille, ils en faisaient à jamais un utile instrument de travail. La république, les colons italiens et les vétérans se servaient de ces esclaves pour cultiver et construire. Néanmoins, quelque grands que fussent ces avantages, les Romains mirent plusieurs siècles à subjuguer et à policer le nord de l'Afrique.

« Qu'on ne m'accuse point de faire l'apologie de l'affreux droit d'esclavage, qui régissait le monde avant l'heureux établissement du christianisme ; je cite et je ne justifie pas.

« 4° Objection. *Votre frêle enceinte ne pourra pas résister à l'empereur de Maroc, dont les armées renforceront sans doute Abd-el-Kader.* Je crois être certain que le chef de barbares que nous nommons l'empereur de Maroc, n'a pas des armées bien redoutables, que son artillerie de campagne est fort mauvaise ; que les esclaves nègres qui forment sa garde sont assez mal organisés ; du moins, tel

était l'état des choses lorsque le capitaine du génie Burel, envoyé par l'empereur Napoléon, ostensiblement pour lui porter une lettre, secrètement pour étudier le pays, fut admis à baiser sa botte dans son camp, au milieu d'un désert. Sans doute que des armées consistantes peuvent nous menacer un jour; notre frêle enceinte n'est point faite pour leur résister; à chaque chose son rôle. Il faudra alors se hâter d'ajouter de nouvelles forces à notre division disponible, de la transformer en une armée, qui sortira de l'enceinte et ira au-devant de l'ennemi, de quelque côté qu'il vienne; l'on fera ce qu'on fait toujours en pareil cas, on opposera de nouvelles forces à un nouvel ennemi. Cependant l'enceinte, durant ces opérations extérieures, continuera à jouer son rôle, de garantir nos établissements coloniaux des incursions des Arabes.

« 5e Objection. *Vous voulez donc obliger nos troupes à se morfondre honteusement derrière un mur, tandis que l'ennemi frappera à nos portes et nous insultera du dehors?* En vérité, telle n'est pas ma pensée. J'organise au contraire une division active de toutes armes, forte de cinq mille combattants sur neuf mille; sorte d'armée au petit pied, laissée continuellement à la disposition et à la prudence du gouverneur. Qu'elle sorte, qu'elle se précipite sur l'ennemi, qu'elle le poursuive, qu'elle soutienne nos alliés; tout est bien, tout est mal suivant les circonstances. Durant ces courtes expéditions, quatre mille combattants suffisent à la garde de l'enceinte contre les partis africains; et les hommes laissés à ce service obscur, seront à leur tour appelés à la division active en échange des hommes fatigués. Qu'on se rassure, il y aura de la gloire et des grades pour tout le monde. Ne trouve-t-on point cette division active assez nombreuse, qu'on en double, qu'on

en triple la force, si l'on veut; ce n'est pas moi qui me plaindrai de ce luxe ; c'est le budget.

« 6e Objection. *Qu'avons-nous besoin de votre honteuse enceinte? Exterminons les Arabes; ce sera bien plus glorieux.* Voilà ce qui s'appelle trancher le nœud gordien. Toutefois, ces pourfendeurs me permettront de leur opposer un petit calcul. Sans avoir les éléments nécessaires à l'estimation, même approximative, de la population arabe, dans un vaste pays en proie à l'anarchie, cependant à en juger d'après les tribus que nous connaissons et l'espace qu'elles occupent, la force de toutes les tribus ne peut pas s'élever à moins de cent mille guerriers ; c'est l'évaluation la plus modérée. Or, l'expérience prouve que dans la poursuite de ces cavaliers, au travers du désert, nous perdons beaucoup plus qu'eux, par les maladies et la misère, si ce n'est par le fer, peut-être dix Français pour un Arabe ; donc, pour exterminer cent mille Arabes..... je n'achève pas le calcul.

« 7e Objection. *Qu'avons-nous besoin de votre inutile enceinte? Nous civiliserons les Arabes.* A la bonne heure; c'est du moins un moyen honnête de se tirer d'embarras ; je n'ai qu'une crainte ; c'est qu'il soit tout simplement impossible. Si nous consultons l'histoire, elle nous montre les Arabes menant la même vie pastorale et guerrière depuis trois à quatre mille ans. Si nous consultons le sol qu'ils parcourent, il nous étale son aridité, en nous faisant observer que, lorsque l'eau manque sur un point, il faut bien l'aller chercher sur un autre. Or, lorsqu'on est obligé de changer de lieux, il faut vivre sous la tente, renoncer aux biens immeubles, n'avoir que peu d'effets mobiliers, facilement transportables; en un mot, être et rester pauvre

et mener par conséquent une vie oisive. Lorsqu'on est pauvre, on convoite naturellement les richesses des peuples sédentaires ; lorsqu'on n'a rien à perdre et tout à gagner à la guerre, il est assez naturel de l'aimer afin de piller les riches, et aussi afin de rompre l'uniformité d'une vie oisive. Voyez comme tout s'enchaîne; voyez aussi la chimère de ceux qui croient pouvoir civiliser les Arabes.

« Voilà les seules objections que j'aie entendu faire contre l'enceinte continue. Si on veut bien en faire d'autres, je suis prêt à y répondre.

« Il faut deux ans, avons-nous dit, pour élever notre enceinte : il est évident que, durant ce temps de travail, la colonisation restera stationnaire, puisque la sécurité ne serait pas complète. L'enceinte terminée, la sûreté du territoire d'Alger étant bien établie contre les déprédations partielles ainsi que contre les attaques générales des Arabes, le temps seul peuplerait sans doute à la longue la colonie. Quelques agriculteurs s'établiraient et s'établissent déjà au milieu des jolies collines du Sahel, rafraîchies par de fréquentes sources ; d'autres, en plus grand nombre, attirés par la bonté du climat, la fertilité des terres et la facilité des irrigations, grâce aux eaux abondantes qui découlent de l'Atlas, d'un grand nombre de ruisseaux et de sources, s'empresseraient de cultiver le pied des montagnes. Plus tard, lorsque les pays sains commenceraient à se peupler, on songerait à dessécher la basse plaine qui se couvre d'eau croupissante dans la saison des pluies. Mais tout cela serait lent sans l'aide du gouvernement. Il lui importe de faire marcher rapidement la colonisation, d'abord afin de recueillir sur les lieux mêmes de quoi entretenir et nourrir économiquement ses troupes; ensuite, afin d'obtenir, dans un avenir peu éloigné, une population compacte de co-

lons, qui augmente ses revenus, accroisse son influence dans le pays, et puisse substituer à ses troupes une milice capable de garder l'enceinte. Or, pour faire marcher rapidement la colonisation, il faut qu'il achève et qu'il complète, dans l'intérêt des colons, ce réseau de routes commencées avec raison, dans l'intérêt militaire, sur le territoire d'Alger ; il faut qu'il ouvre un écoulement facile aux eaux pluviales de la basse plaine, qui forment des marais dans des bas-fonds ; marais infects, qui, se desséchant en été, causent, par l'exhalaison des miasmes pestilentiels engendrés par la décomposition des cadavres des insectes et des végétaux, des fièvres putrides dont les indigènes eux-mêmes ne sont pas exempts. En creusant, en élargissant, en redressant le lit de deux petits ruisseaux, le Bouffarick et le Chabeck, qui coulent en sens contraire, l'un dans le Mazafran et l'autre dans l'Arrach, les grandes eaux trouvant une issue facile, la culture achèverait d'assainir les bas-fonds par le labourage, et par le creusement et l'entretien des petites rigoles ; viendrait ensuite le desséchement des rives de l'Arrach. Il faut qu'il vienne en aide aux familles des agriculteurs laborieux qui désireraient passer en Algérie, en les transportant gratuitement, en leur distribuant des terres moyennant une légère redevance, en leur faisant des avances de bestiaux et d'instruments aratoires. Si à ces soins matériels le gouvernement joint des lois équitables, nul doute qu'en peu d'années le fertile territoire d'Alger ne se couvre d'une population dense de colons européens, qui trouveront quelques secours pour les travaux agricoles dans l'emploi des Kabayles que la faim chassera momentanément de leurs montagnes. On doit même espérer que plusieurs de ces sauvages, adoucis par la fréquentation des Européens, finiraient par s'établir, avec leur famille, dans la plaine, au service permanent des colons.

« Notre territoire, de 160,000 hectares de surface, combien d'habitants pourrait-il entretenir et nourrir? On sait qu'en France, un hectare de bonnes terres, bien cultivées, suffit à la nourriture et à l'entretien de trois personnes. Le sol de la Mitidja, engraissé des cadavres des insectes et du détritus des végétaux que les eaux roulent des montagnes, est bien plus riche qu'aucune terre de France ; les parties arrosées surtout seront d'une abondance surprenante (1) ; les personnes qui connaissent les *huertas* de l'Espagne méridionale, ce pays quasi-africain, la multitude d'habitants qui y fourmille, et les riches récoltes qui s'y succèdent sans interruption plusieurs fois l'an, peuvent seules se représenter les miracles opérés par

(1) Voici comment William Schaler, le consul-général des États-Unis à Alger, parlait de cette vallée quelques années avant la conquête de ce pays par nos troupes.

« La plaine de la Mitidja, dont la partie Est touche à la ville, « est probablement une des plus belles étendues de terrain qui « existent sur notre globe, à la considérer sous le rapport de sa « température, de sa fertilité et de sa position. Une foule de « sources et plusieurs ruisseaux qui descendent des montagnes « environnantes, l'arrosent de leurs eaux, et relativement à son « développement, il n'y a pas de contrée qui soit capable de « nourrir une population plus nombreuse, si ce malheureux « pays pouvait, par l'enchaînement des choses, jouir encore une « fois des bienfaits de la civilisation. Alger, aidé des seules ressources de la plaine de la Mitidja, deviendrait une des villes « les plus florissantes des côtes de la Méditerranée. »

(*Rédacteur.*)

l'irrigation des terres dans un pays chaud. Toutefois, les premiers colons, aimant l'espace et cultivant mal les terres, calculons leur nombre à un habitant seulement par hectare : ce sera 160,000 colons que nous aurons en peu d'années sur la surface de notre territoire, non compris la population d'Alger.

« Une population compacte de 160,000 âmes comprend 30,000 hommes en état de porter les armes, qui, organisés en milice, se chargeront de fournir les quatre mille hommes nécessaires à la garde de l'enceinte ; et le gouvernement ne sera plus obligé d'entretenir et de solder que les cinq mille combattants de la division active d'expédition. Une population de 160,000 âmes, assimilée pour les revenus publics à une population du même nombre en France, paierait 4,800,000 francs au trésor, sans compter les revenus de la ville et des douanes d'Alger. Voilà donc notre colonie bientôt en état de se suffire à elle-même, en hommes pour sa garde, en argent pour sa dépense.

« Notre première enceinte étant peuplée, il est facile de s'avancer par une nouvelle enceinte, accolée à la première, d'abord vers l'ouest, au-delà du Mazafran, où les terres sont très fertiles, jusqu'au port de Scherschel (l'ancienne Césarée), ensuite vers l'est au-delà de l'Iser, et peut-être du Bouberach. avancés qui fourniraient de l'espace à une nouvelle population de cent soixante mille âmes. Ces terres, voisines d'un noyau de colonie, seraient naturellement très recherchées ; le gouvernement, en les vendant au lieu de les distribuer, rentrerait aisément dans ses frais d'enceinte et autres. Alors les colons organisés en milice, assez nombreux pour se faire respecter, assez riches pour entretenir leur état naissant, verraient eux-mêmes ce qu'ils auraient de mieux à faire ou de se porter sur les monta-

finiront par laisser tranquilles des voisins qui ne leur offrent aucune prise, et ils retourneront à leurs habitudes anarchiques et à leurs dissensions intestines. Alors, notre politique, en contractant des alliances, en prenant le parti du faible contre le fort, en le secourant de vivres, d'armes, de munitions, si ce n'est de nos troupes, réussira aisément à nous procurer d'utiles amis. Les tribus les plus faibles, obligées de fuir la poursuite des tribus les plus fortes, viendront naturellement chercher secours, protection et refuge sous le feu de notre enceinte. Elles formeront autour de nous un cordon d'alliés soumis, qui, toujours prêts à passer à notre solde toutes les fois qu'il nous conviendra de les employer, augmenteront notre puissance.

« Je vois d'autres avantages dans l'extension de notre commerce et de notre agriculture. Toutefois, ne nous berçons pas à cet égard d'espérances exagérées. On ne s'enrichit par le commerce qu'avec des riches ; or, les populations africaines sont pauvres, et leur oisiveté les maintiendra dans la pauvreté. N'ayant presque rien à nous donner en échange de nos marchandises, le commerce avec elles sera nécessairement renfermé dans des limites assez étroites. Mais il s'étendra avec les colons en raison des

sont loin de les mépriser, ils les craignent. Ils ont encore aujourd'hui l'exemple de MAZAGRAN. Pourquoi ont-ils attaqué ce faible réduit? C'est évidemment parce qu'ils savaient qu'en le forçant il serait à eux, et qu'ils auraient beau jeu de sa petite garnison. En serait-il de même de notre grande enceinte? Fussent-ils douze mille et même plus, ils savent bien que non.

(*Rédacteur.*)

progrès de leur population et de leur industrie. En agriculture, l'olivier, l'oranger, le mûrier, par l'abondance de leurs produits et la facilité de leur croissance, présenteront sans doute de beaux bénéfices aux colons. Quant au coton, plusieurs personnes espèrent l'y voir cultiver en grand avec succès, quoique les chaleurs de la Mitidja soient fort tempérées par le voisinage des montagnes et de la mer. J'en accepte l'augure, ce serait une grande source de prospérités pour les colons et pour la France. Celle-ci, maîtresse des deux rives du beau lac qui unit l'Afrique à l'Europe par une navigation facile, obtenant en abondance, dans l'une ou l'autre partie du monde, la plupart des plantes utiles du globe, échangerait de l'une à l'autre les produits du Midi et ceux du Nord.

« Je vois encore un autre avantage dans la possession, à notre porte, d'une terre fertile, où trouverait à s'écouler l'exubérance de population de quelques-unes de nos provinces, gage de tranquillité pour l'avenir de notre patrie.

« L'utilité d'une station militaire sur les côtes d'Afrique avait déjà frappé l'esprit clairvoyant de Louis XIV. Grâce à notre occupation, l'exécution de cet utile projet devient facile.

« N'est-ce donc rien, enfin, que la gloire d'extirper à jamais des côtes africaines cette piraterie odieuse qui fit si long-temps la honte et la désolation des nations chrétiennes?

« Voilà ce que j'avais à dire du territoire d'Alger et de sa colonisation. Faut-il se restreindre, quant à présent, à ce coin de terre? Si je ne craignais de choquer l'opinion de la multitude, j'avoue franchement que je me déclarerais pour l'affirmative, avec la réserve, toutefois, de conserver

un ou deux bons ports militaires sur la côte, pour suppléer au mauvais port d'Alger. Quoi ! vous abandonneriez Constantine ? Oui, Constantine et la province de ce nom, après avoir rasé la place. Voici mes motifs, que je prie d'écouter avant de condamner :

« *La guerre doit nourrir la guerre*, disait Caton au sénat romain. Soyons moins exigeants, j'y consens, que ce vieux sénateur, dont le bon sens paraîtra bien suranné à notre prodigalité moderne, et bornons-nous à demander que la paix nourrisse la paix ; c'est bien le moins qu'on puisse exiger. Conserver à grands frais des conquêtes onéreuses en temps de paix, inutiles et même à charge en temps de guerre, serait, ce me semble, une complète duperie. Par exemple, je conçois, en Europe, que les Autrichiens conservent une partie de l'Italie ; les contributions qu'ils en retirent, non-seulement défraient leur armée d'occupation, mais de plus enrichissent leur trésor. C'est d'ailleurs une belle position militaire dans le cas de favoriser leurs guerres futures. Si le contraire avait lieu, et qu'ils s'obstinassent à garder l'Italie, n'est-il pas évident qu'ils s'affaibliraient en pure perte ? et alors, qui de nous ne les accuserait de folie ?

« Tous les rapports nous apprennent que, depuis la chute de Constantine, la portion de la province de ce nom que nous occupons est dans un état de paix tel qu'on peut l'espérer en Afrique, c'est-à-dire qu'on n'y a pas à combattre des tribus révoltées ; que, sans être en paix avec Achmet, sa faiblesse actuelle ne lui permet pas de nous faire la guerre ; qu'on n'y est attaqué par aucune armée africaine ; qu'on voyage de Constantine à Sétif, à Stora, à Bone, sous une faible escorte ; que les chefs arabes nommés par le général français sont reconnus des tribus

et obéissent à ses ordres. C'est réellement l'état de paix, tel qu'il existait sous la domination turque et sous celle d'Achmet. Or, durant tout ce temps, la paix a-t-elle nourri la paix ? Consultons les états officiels des dépenses et des recettes en 1838. Les chiffres, lorsqu'ils sont exacts, ont bien leur éloquence. J'y vois une dépense de 40,822,907 f. pour toutes nos possessions du nord de l'Afrique ; je regrette que cette dépense ne soit pas divisée par province, pour mieux connaître les sommes afférentes à la province de Constantine ; cependant, comme je vois sur l'état de situation des troupes, que, sur les 48,864 hommes de troupes régulières qui, en 1838, étaient en Afrique, 16,085 étaient dans la province de Constantine, presque toutes les dépenses étant causées par l'armée, je trouve, d'après ces bases, près de 13,500,000 fr., somme qui doit représenter, à peu de chose près, notre dépense pour l'occupation de la moitié de la province de Constantine. Quant à la recette, elle est mince ; on ne la voit figurer au profit du trésor en 1838, que pour 2,078,998 fr. pour toutes nos possessions ; encore cette faible somme n'est-elle point fournie par les indigènes ; on a exempté les Maures de toute taxe, et l'impôt prélevé sur les tribus peut bien payer, je crois, le burnous d'investiture de leurs chefs ; mais voilà tout. D'un côté, recettes à peu près nulles ; de l'autre, 13,500,000 fr. de dépense, voilà la balance dans un pays pacifié.

« Je ne veux rien exagérer ; ainsi je me hâte de reconnaître que les premières années, les contributions mal assises, dans un pays peu connu, peuvent ne pas rapporter ce qu'elles rapporteront les années suivantes. Consultons encore l'expérience, et voyons ce qu'Achmet et les Turcs en retiraient. Ce n'est pas chose facile que d'évaluer les

revenus d'un ancien beylick ; une faible partie seulement se payait en argent, car les Arabes ont peu d'argent, et le peu qu'ils en ont, ils l'enterrent; la plus forte part se composait de denrées et de troupeaux, prélevés sur les tribus à la pointe du sabre, et des avanies faites aux marchands et à tous ceux auxquels on soupçonnait quelques richesses. L'impôt le plus important, celui qui se levait le plus régulièrement, était la dîme des récoltes. Dans un registre trouvé à Alger, on voit que le produit de cet impôt s'élevait à 500,000 fr. de notre monnaie pour les provinces d'Alger et de Titteri. La province seule de Constantine étant moins pauvre que ces deux provinces réunies, il devait s'élever plus haut dans cette seule province. Une personne qui a été dans le cas de prendre des informations à Constantine, sur les revenus de toutes espèces du bey Achmet, les évalue à environ 2 millions de notre monnaie, tout compris. C'est beaucoup pour un province où les tribus arabes, dans leur oisiveté vagabonde, ne produisent presque rien, et où les Kabayles ont conservé leur indépendance. Aussi, pour obtenir ces 2 millions, que d'exactions, que de cruautés ! Le féroce Achmet ne les extorquait qu'au prix de plusieurs centaines de têtes. Plutôt mille fois renoncer à tout impôt, que d'avoir recours à ces hideuses barbaries !

« Peut-on évaluer à 3 ou 4 millions les revenus de toute nature des autres provinces ? Je le crois. Cependant il fallait payer et entretenir sept à huit mille Turcs, neuf mille Coulouglis ; aussi le dey avait-il d'autres revenus ; d'abord, l'impôt honteux qu'il prélevait sur plusieurs nations chrétiennes pour rachat de piraterie ; ensuite, la piraterie elle-même, qu'il exerçait toujours nonobstant l'impôt de rachat, sous un prétexte ou sous un autre. Et cependant,

les Turcs et surtout les Coulouglis vivaient dans un état misérable ; un soldat turc coûtait moins que ne coûte un soldat français.

Ainsi donc, la province de Constantine, la moins pauvre, la moins dépeuplée, la moins stérile et la moins sauvage des quatre provinces de la régence, nous coûte beaucoup, et ne nous rend rien ou presque rien ; que serait-ce des autres ?

« *Si le présent nous est contraire, dira-t-on, l'avenir est à nous, et nous dédommagera. Les Arabes, sous notre gouvernement paternel, vont s'attacher au sol, le cultiver, devenir laborieux, et cette contrée produira encore une fois d'abondantes récoltes.* Je partagerais cet espoir s'ils étaient attachés à la glèbe, comme les fellahs d'Égypte, ou s'ils étaient contraints de travailler sous le fouet d'un maître, comme les esclaves des Romains. Heureusement que rien de pareil ne peut exister chez nous. Nos seuls moyens sont la persuasion et non la contrainte. Les Arabes et les Kabayles se transformeront-ils à notre voix en paysans laborieux, paisibles, soumis ? Ne nous repaissons pas de chimères, et osons envisager la réalité des choses. Les charmes de la vie pastorale, cette vie oisive mêlée d'aventures guerrières, plaisent aux Arabes comme à tous les nomades ; depuis les siècles les plus reculés, ce sont les mêmes mœurs, les mêmes habitudes. Je dis plus ; dans plusieurs parties de l'ancienne régence, la nature d'un sol aride ne permet pas la vie sédentaire ; les eaux manquant dans un canton une partie de l'année, il faut bien l'abandonner pour s'établir ailleurs. Les Kabayles de leur côté préfèrent leur sauvage indépendance à toutes les douceurs de la vie civilisée; indépendance que leur féroce courage, à l'aide de l'âpreté de leurs montagnes, défend

jusqu'à la mort. Enfin, moins on a d'idées, plus on y tient, plus on est entêté; or, les Africains ont peu d'idées. Et nous espérons que des Français qui viennent s'établir chez eux les armes à la main, avec une religion que leur fanatisme abhorre, des mœurs que leurs préjugés repoussent, des opinions et des habitudes diamétralement opposées aux leurs, et un langage différent, vont les transformer à leur gré en instruments dociles de travail! qu'ils vont les refondre à leur image! En vérité, c'est se faire d'étranges illusions.

« Il est évident que nous ne tirerons pas les turbulentes populations africaines de leurs habitudes oisives et improductives, et par conséquent de leur pauvreté. Or, lorsqu'il n'y a rien à prendre, on a beau imposer de fortes contributions, rien ne rentre. On se rappelle sans doute que le gouverneur Savary avait taxé les villes de Blida et de Kolléah à payer une contribution de 1,200,000 fr. Que put-il faire rentrer à force de menaces d'incendie et d'extermination? La valeur de 12,000 fr.; c'est effectivement tout ce que ces misérables villes pouvaient fournir. Vouloir s'enrichir en levant des contributions sur les Arabes, c'est à peu près comme si l'Union américaine comptait enfler son trésor aux dépens des hordes sauvages qui entourent ses états. Si jamais nous retirons des peuplades de la régence les 5 à 6 millions qu'en extorquait la milice turque, ce ne sera, à l'exemple des Turcs, qu'à la pointe de l'épée, en exerçant une cruelle tyrannie Et cette épouvantable tyrannie à laquelle échappaient cependant le plupart des Kabayles en se faisant respecter dans leurs âpres montagnes, nous ne pourrions pas réussir comme eux à l'exercer avec dix-sept mille hommes; il en faudrait peut-être cent mille, à cause de la différence des

mœurs et de la religion, et je dirai de plus, chose qui nous fait honneur, à cause de notre inhabileté et de notre répugnance à employer des moyens violents et cruels.

« Passant à la question militaire, tout le monde comprendra qu'une station militaire, un port de refuge sur les côtes d'Afrique, soit qu'on le forme sur quelque point du golfe d'Oran, en suivant les anciennes traces des Espagnols, soit plutôt qu'on exécute le projet de Louis XIV, de l'établir vers Jigelli, prêterait une utile assistance à nos escadres de la Méditerranée et suppléerait à l'insuffisance du mauvais port d'Alger. Mais tout le monde comprendra aussi que l'occupation de l'intérieur de la régence serait loin d'accroître notre puissance. Nous avons à présent cinquante-cinq mille hommes en Afrique, pour occuper une moitié de la province de Constantine, un petit territoire autour d'Alger et sept points sur les côtes, car quarante-huit mille hommes n'ont pas suffi à cette tâche ; qui ne voit que ce sont cinquante-cinq mille hommes dont notre puissance militaire est diminuée en Europe ? On parle d'étendre notre occupation intérieure dans les provinces d'Alger, d'Oran, peut-être de Titteri ; mais alors, la nécessité de venger des échecs inévitables dans cette guerre de surprise, contre un ennemi vif, alerte, au milieu de contrées désertes, souvent entremêlées de défilés difficiles, nous obligera d'y envoyer, que sais-je ? peut-être cent mille hommes. Et voilà qu'aussitôt nous pèserons de cent mille hommes et de cent millions par an de moins dans les balances de la politique européenne.

« C'est un grand mal déjà en temps de paix ; mais en temps de guerre, le mal sera irréparable. A la première menace d'une guerre européenne, il nous faudra enlever d'Afrique la plus grande partie de ces cent mille hommes ;

car ils mourraient de faim sur cette terre de misère où nous ne pourrions plus les ravitailler par mer et les nourrir de France comme d'habitude ; d'ailleurs, ils nous feraient faute en France. De là l'obligation d'abandonner l'intérieur et de nous restreindre à quelques points des côtes. Tout cet échafaudage de conquêtes et d'occupations intérieures, fondé sur le sable d'Afrique, s'écroulerait donc à la première guerre maritime. Et remarquons bien ceci : les Anglais, nos redoutables ennemis sur mer, seraient toujours les maitres de le faire écrouler au moment où ils le voudraient, par une simple menace de guerre. Ainsi s'évanouiraient les fruits attendus, et d'un milliard peut-être répandu en Afrique, à cent millions par an, et des torrents de sang versés par nos braves soldats. Les populations africaines, animées d'une nouvelle ardeur par cette retraite, nous deviendraient plus hostiles encore, et nous serions moins avancés qu'aujourd'hui.

« J'ai entendu faire une réflexion sévère, dont assurément je ne me permettrai pas de faire l'application. La voici : « L'habileté consiste à faire beaucoup avec peu ;
« mais lorsqu'on ne fait rien, ou qu'on ne fait que peu de
« chose avec beaucoup, on s'affaiblit et on devient la risée
« des nations

« Cependant, il faut nous venger du perfide Abd-el-Kader. J'en suis d'accord. Formons une bonne division, aussi légère que possible; poursuivons ce brigand jusqu'à ce que nous lui ayons enlevé ses trois ou quatre mauvaises pièces d'artillerie, que nous ayons dispersé ses deux ou trois détestables bataillons, et que nous ayons pris et détruit ses ateliers et ses magasins à Tagdempt et autres lieux, si toutefois il a quelque chose qui ressemble à des magasins et à des ateliers ; ce sera chose facile ; mais lorsqu'il ne lui restera

plus rien de saisissable, arrêtons-nous un moment pour considérer ce qu'il y a de mieux à faire.

« Continuer à le poursuivre dans le désert! C'est une triste chose qu'un campement dans le désert, entre la faim et la soif; c'est une plus triste chose encore qu'une marche dans le désert, à la poursuite de cavaliers agiles, sobres, infatigables, qui ne font ferme nulle part; qui voltigent sans cesse sur vos flancs et vos derrières; qui surprennent et égorgent les isolés, les traînards, les malades; qui tombent à l'improviste sur les convois et les postes détachés; qui vous atteignent à la dérobée jusque dans les rangs, sans vous donner prise sur eux; qui vous coupent l'eau et les vivres, et qui finissent par vous faire perdre, soit par les maladies, soit par le fer, dix hommes contre un. Ce serait une assez pauvre manière de nous venger; et la fortune dût-elle nous favoriser d'un coup de dez assez heureux pour nous délivrer d'Abd-el-Kader, nous n'aurions nullement gain de cause; car l'hostilité des tribus ne tient pas à un homme, elle tient à leurs mœurs et à leur fanatisme religieux. A un marabout rusé et belliqueux succéderait, un peu plus tôt, un peu plus tard, un autre marabout rusé et belliqueux.

« Occuperons-nous ce petit nombre de villes, ou plutôt de mauvais villages entourés d'un mur à moitié ruiné, dont la méprisable population maure et juive n'a aucune influence sur les tribus des campagnes? De deux choses l'une : ou nous n'y laisserions qu'une petite garnison, qui, obligée de se renfermer dans la Casebah, comme le bataillon laissé à Tlemcen, n'aurait aucune action sur la campagne, et bien peu sur la ville; et pourtant il faudrait de bien grosses colonnes pour ravitailler de temps à autre ces

inutiles petites garnisons; ou bien nous y laisserions de fortes garnisons, capables de former des colonnes de plusieurs milliers d'hommes, pour battre la campagne environnante, afin de brûler les moissons des Arabes et d'empêcher l'ensemencement des terres. Je vois deux inconvénients à ce dernier parti : d'abord, l'extrême difficulté, je dirai même la presque impossibilité d'approvisionner ces grosses garnisons, ou plutôt ces camps retranchés de six à huit mille hommes, dont plusieurs seraient fort éloignés des côtes; ensuite la grande quantité de troupes qu'il exigerait pour faire des battues suffisantes dans de vastes contrées. J'accorde, au reste, qu'en ne reculant devant aucun sacrifice d'hommes et d'argent, il devienne possible. A quoi aboutira cette occupation d'extermination? car, en définitive, c'est toujours là ce qu'il faut se demander pour limiter l'étendue des sacrifices aux résultats qu'on en attend. Les tribus voisines seront obligées de faire la paix : je l'espère; mais personne n'est plus dupe d'un traité de paix fait avec un chef arabe; il le tient tant que cela lui convient; il le viole dès qu'il y trouve quelque intérêt; en sorte que nous voilà peu avancés. Et les colons européens auraient grand tort de former des établissements, et de placer leur fortune et leur vie sous la sauvegarde de pareils traités. D'ailleurs, nous avons vu que, même dans le petit territoire d'Alger, gardé par une multitude de camps au sein de la paix, les déprédations des Arabes nuisaient à la colonisation. Espère-t-on tirer plus de contributions des Arabes en les empêchant d'ensemencer leurs terres! En subsistera-t-on plus facilement soi-même? Nous irions verser notre sang, prodiguer nos trésors pour produire quoi? la famine! Ne serait-ce pas payer un peu cher le stérile avantage de rendre un désert encore plus désert?

« La seule chose raisonnable, à mon sens, ce serait de laisser Abd-el-Kader dépouillé de tout ce qui lui appartenait de saisissable, et par suite moins influent sur les tribus, et de revenir sur notre territoire d'Alger. Là, invulnérables, à l'abri de notre enceinte, nous obtiendrions bien plus facilement de la politique que des armes l'affaiblissement, si ce n'est la ruine de ce chef arabe, soit en attisant le feu de la discorde chez ses partisans, soit en lui créant des rivaux sur d'autres points. Tout cela ne nous coûterait que de bien légers sacrifices, en saisissant l'à-propos.

« Je me résume : on ne peut former de colonisation en Afrique qu'en garantissant aux colons la sûreté complète de leurs familles et de leurs propriétés ; ils ne peuvent trouver cette sûreté contre les déprédations et les ravages des Arabes, qu'à l'abri d'une ligne défensive continue ; cette ligne, formée d'un mur flanqué de tours, coûterait au plus 1,500,000 fr., pour enceindre du côté de terre les cent lieues carrées qui forment le territoire actuel d'Alger. Sa garde et sa défense contre les partis arabes et kabayles exigeraient habituellement quatre mille combattants ; il faudrait de plus, avoir un petit corps d'armée de cinq mille combattants, à opposer aux armées africaines. Lorsque cette première enceinte serait peuplée, on formerait, à l'appui de celle-ci, des enceintes avancées vers l'ouest et vers l'est. Les troupes de conquêtes et d'occupation intérieure y trouveraient un vaste réduit de sûreté, précieux par ses ressources ; mais l'occupation étendue est dangereuse, en ce qu'elle dégarnit la France de nombreuses troupes, et fonde à grands frais sur les sables d'Afrique, un échafaudage qui s'écroulerait à la première guerre maritime ; elle est ruineuse, en ce qu'elle coûte

beaucoup plus qu'on ne peut se promettre de retirer des misérables populations africaines. Il est donc prudent de borner nos efforts et nos sacrifices, quant à présent, à la colonisation d'un territoire fertile sur les côtes d'Afrique, et d'y ajouter seulement la construction d'un port militaire. »

Telles sont les vues du général Rogniat sur notre possession en Algérie.

Certainement que tous les hommes sages et prudents seront de son avis ; mais comme il le dit lui-même, il est à craindre que pour l'occupation restreinte ses raisonnements n'aient que peu d'autorité sur l'entrainement et les sympathies militaires, on peut même dire nationales.

Quant au projet d'enceindre le territoire d'Alger et la plaine de la Mitidja d'un mur ordinaire flanqué de tourelles, il a sans doute plus de chances d'adoption. Il semble même que déjà ce système de défense soit reconnu comme le seul à admettre contre les Arabes. Deux officiers d'état-major, MM. Saint-Hyppolite, chef d'escadron, et Leblanc de Prébois, capitaine, viennent de publier des projets analogues. Celui du premier pourrait être mis en concurrence avec celui du général Rogniat. Cet officier propose de faire au pied de l'Atlas un grand canal qui embrasserait toute la Mitidja et déboucherait dans la mer.

Nous avons vu que M. le général Rogniat, dans son projet, pense également à se rendre maître des eaux et à les utiliser.

C'est à l'inspection des lieux que cette grande question devra nécessairement se décider.

R...

P. S. Au moment même où nous voyons les épreuves de cet article, nous apprenons que le général Rogniat vient de mourir presque subitement. Cette perte inattendue sera d'autant plus vivement sentie que le général Rogniat, âgé seulement de 63 ans, jouissait d'une très bonne santé et promettait d'être encore long-temps utile à son pays comme chef distingué de son arme.

RENSEIGNEMENTS

SUR LE MATÉRIEL

DE L'ARTILLERIE NAVALE

DE LA GRANDE-BRETAGNE,

PAR

MM. ZÉNI ET DESHAYS,

Officiers de l'artillerie de marine, publiés avec l'agrément
du ministre de la marine et des colonies.

L'Angleterre est sans contredit de toutes les puissances maritimes celle dont l'artillerie est la plus utile à connaître; et comme tout ce qui vient de ce pays a été généralement accueilli avec une prévention favorable plus ou moins fondée, les objets relatifs à la science militaire et navale offrent d'autant plus d'intérêt que l'on pense qu'ils ont dû avoir une grande influence sur la puissance maritime de cet état. L'artillerie anglaise a servi de modèle, comme on le sait, à notre nouveau système d'artillerie de terre; quant à l'artillerie navale des Anglais, nous ne leur avons emprunté que les caronades, et ils ont imité davantage

les constructions nouvelles de notre artillerie de mer ; de sorte qu'il y a peu de différence dans les systèmes d'artillerie navale des deux puissances. Les différences qui existent sont néanmoins essentielles à connaître, parce qu'elles se rattachent aux nouveaux perfectionnements adoptés depuis quelques années, et qu'elles sont de nature à éclairer la question des nouveaux perfectionnements que l'on doit adopter par la suite.

La première partie de l'ouvrage traite de l'arsenal central et des arsenaux particuliers de la Grande-Bretagne ; la différence essentielle qui existe à ce sujet dans les deux pays consiste dans le mode d'approvisionnement du matériel de l'artillerie ; la partie principale du matériel de l'artillerie est fournie par le commerce ; cette partie comprend toutes les bouches à feu, affûts en fonte de fer et les projectiles, les harnais, et une partie des armes portatives et de la poudre de guerre. Quant à ce dernier article, le gouvernement possède la poudrerie de Waltham-Abbey, qui suffit en temps de paix à l'approvisionnement de l'arsenal central de Woolwich ; et quant aux armes et bouches à feu, la manufacture royale d'Enfield, qui appartient aussi au gouvernement, concourt avec le commerce aux approvisionnements généraux.

L'arsenal central de Woolwich, qui sert à la fois à l'artillerie de terre et de mer, est chargé de la confection de tout le reste du matériel tant en Europe que dans les possessions des Indes. On y fabrique tous les affûts autres que ceux en fonte pour les services de terre et de mer, ainsi que toutes les munitions et artifices de guerre y compris les fusées à la Congrève et les obus à la Shrapnells. L'arsenal de Woolwich n'est pas, comme les arsenaux de France, régi par un seul directeur ; il est divisé en plusieurs départements dont

les chefs reçoivent les ordres immédiats du département de l'*ordnance*, c'est-à-dire du conseil d'*ordnance* ou du grand-maître de l'artillerie, qui en est le président. Les trois principaux départements sont : 1° le département des approvisionnements et magasins; il est confié à un garde-magasin qui veille à la conservation des objets d'approvisionnements, et fait les achats, recettes et distributions d'après les ordres immédiats du conseil d'*ordnance*, 2° le département des affûts et voitures; il est confié à un colonel secondé par un capitaine; il fait fabriquer tous les affûts, voitures et attirails nécessaires à l'artillerie de terre et de mer, d'après les ordres et suivant les dimensions arrêtées par le conseil d'*ordnance*; 3° le département des épreuves; il est sous la direction d'un général ayant sous ses ordres un officier supérieur d'artillerie. Ce général, ainsi que le colonel chargé des affûts, disposent en outre des officiers d'artillerie de Woolwich dont ils peuvent avoir besoin; c'est actuellement le général Millar, auteur de plusieurs améliorations dans la construction des canons et des affûts; c'est dans ce département que sont visitées et éprouvées toutes les bouches à feu et tous les projectiles des services de terre et de mer, et il est chargé aussi de la conservation, de l'arrangement et du classement des bouches à feu et projectiles; et l'on s'y occupe quelquefois de recherches relatives à la balistique.

La réception, la visite et les épreuves des bouches à feu ont lieu comme en France en vertu d'un réglement particulier. Ces épreuves ne diffèrent essentiellement de celles usitées en France qu'en ce que la charge est plus forte : pour les calibres de 24, 30 et 42, le poids de la charge est les 3/4 de celui du boulet; pour les calibres de 18, les 5/6; pour les obusiers de 8°, 8 livres de poudre. On place sur la

poudre un bouchon en vieux cordage goudronné qu'on fait entrer de force et qu'on refoule dans la pièce; toute la commande est rebutée s'il éclate plus d'un canon sur 10.

On rebute aussi la commande si la pesanteur spécifique est inférieure à 7,200; cette pesanteur spécifique se mesure au moyen d'un cube d'un pouce de tôle exécuté avec soin avec la fonte des bouches à feu; et comme un pied cube d'eau pèse 1,000 onces anglaises, on obtient la densité en multipliant le poids obtenu par 1,728, ce qui donne le poids d'un pied cube de fonte en multipliant le produit par 0,016.

Les dimensions intérieures et extérieures des bouches à feu sont vérifiées par des instruments qui, quoique différents des nôtres, sont fondés sur les mêmes principes; leur instrument vérificateur de l'âme est néanmoins beaucoup plus compliqué que notre étoile mobile; mais leur pantographe qui sert à vérifier la courbure de l'âme et la forme des chambres présente quelques avantages.

Après la vérification, les pièces sont éprouvées par le tir, comme en France, avec cette différence que les pièces sont posées à terre la volée un peu élevée, mode qui ne vaut pas celui qu'on emploie en France où les pièces sont placées sur des affûts-traîneaux.

Les pièces, après leur recette ou leur rentrée à l'arsenal, sont grattées et nettoyées avec soin; après quoi on les peint intérieurement et extérieurement avec un enduit composé de minium, d'huile de lin et d'un graphite noir qu'on appelle noir de Grant. Cette composition sert aussi à peindre les projectiles.

La deuxième partie de l'ouvrage comprend la description sommaire des objets composant le matériel de l'artillerie et l'armement des vaisseaux; quant aux pièces de

canon, à l'exception du vent, qui est plus considérable dans les pièces anglaises, parce que, par un principe vicieux contre lequel le général Howard-Douglas a depuis longtemps réclamé, ce vent a été réglé proportionnellement aux calibres, les dimensions générales diffèrent peu de celles des canons français, comme on peut le voir par le tableau comparatif suivant des calibres à peu près semblables.

Désignation des pièces.	Calibre de l'âme.	Calibre du boulet.	Recul moy.	Long. de l'âme.	Poids de la pièce.	Poids du boulet	Rapport de poids.
	m.	m.	mm.	m.			
30 long, français.	0, 1647	0, 1596	5, 1	2, 461	3035 k	15k 10	201
32 long, anglais.	0, 1628	0, 1569	5, 9	2, 720	2844	14 28	199, 25
Id. nouv. modèle.	Id.	Id.	Id.	2, 900	3199	Id.	224
24 long, français.	0, 1525	3, 1474	5, 1	2, 587	2506	11 85	211, 25
24 long, anglais.	0, 1479	0, 1425	5, 4	2, 728	2564	10 71	239, 5

Nous n'avons pas mentionné dans ce tableau les épaisseurs des canons ni les poids des charges, qui sont à peu près comme en France, les charges au tiers, ni les pièces de diverses longueurs des Anglais des calibres de 30 et de 24; car les Anglais ont quatre canons courts de 32 et quatre de 24. Les canons longs, ci-dessus mentionnés, ont 9 pieds 6 pouces de longueur, et le canon de 32 de nouveau modèle

9 pieds 7 pouces ; l'ancien canon court de 32, qui correspond à notre canon de 30 court, a le même calibre que les canons longs, 8 pieds de longueur et 2 m. 311 de longueur d'âme ; les autres canons courts de 24 et de 30 ont les dimensions suivantes :

Canons de 32.	Longueur de la pièce	7 p. 6 po. — 6 p. 6 po. — 6 p.
	Longueur de l'ame	2 m, 177. — 1 m, 195. — 1,7455.
	Calibre de l'ame	0, 1,618. — 0, 0666. — 0,1606.
Canons de 24.	Longueur de la pièce	9 p. — 8 p. — 7 p. 6 po. — 6 p. 6 po.
	Longueur de l'ame	2 m, 577. — 2 m, 273. — 2 m, 152. — 1 m, 823.
	Même calibre que le canon long.	

On voit d'après ce tableau comparatif que les canons anglais ont généralement, par rapport au poids du boulet, une pesanteur relative plus considérable que les canons français et que pour les pièces de 32 ; et que dans les trois derniers canons courts de nouveau modèle que le général Millar a fait adopter, on a diminué le calibre, et par suite le vent trop considérable de ces pièces.

Quant aux projectiles, les Anglais renoncent comme nous aux boulets ramés. Ils ont comme nous renoncé aux anciens valets massifs de cordage, et emploient pour leurs boulets des valets estropes, et des valets erseaux avec des sabots pour leurs obus ou boulets creux de 10 et de 8 pouces.

Leurs gargousses sont toutes en flanelle ou espèce de serge d'une qualité telle que l'on n'a pas à craindre le tamisage de la poudre.

Leurs caisses à poudre sont toutes en bois de sapin garnies intérieurement de cuivre étamé ; elles sont meilleures que nos caisses en cuivre ou nos caisses en bois doublé en plomb, parce que la poudre s'y conserve mieux et qu'elles ne sont pas susceptibles d'être faussées.

Quant à leurs amorces fulminantes, ils ont fini comme nous par adopter les étoupilles en plume à godet; mais au lieu d'employer le cyanate de mercure, ils emploient maintenant le chlorate de potasse.

Leurs affûts marins diffèrent peu des nôtres; ils sont seulement rendus plus légers par la suppression de la sole et du coussin qui est remplacé par un boulon transversal et par une petite banquette; ils ont en outre un affût pour canons à bombes du général Millar, qui n'a que deux roues de devant, et dont la partie postérieure frotte sur le pont; un affût à frottement du même général, qui n'a ni essieux ni roues et qui se compose de deux flasques réunies par une entretoise de volée et une entretoise de mire; l'affût est placé sur un châssis à pivot sur lequel il est fixé à frottement au moyen d'un écrou, afin d'amortir la force du recul; ces deux affûts, qui présentent des avantages et des inconvénients, ne sont pas encore définitivement adoptés pour remplacer l'affût marin ordinaire qui, en Angleterre comme en France, est toujours employé pour les gros calibres. Les Anglais emploient sur leurs bateaux à vapeur, pour les canons à bombe de 10 et 8 pouces, un autre affût à pivot, placé sur un châssis dont la partie postérieure peut se mouvoir au moyen de roulettes sur une circulaire en fer forgé, ce qui donne à chaque pièce, placée l'une sur l'avant, l'autre sur l'arrière du bâtiment, la facilité de tirer alternativement des deux bords et dans le sens de la quille.

L'ancien système d'armement des Anglais, ainsi que leur nouveau système, ressemble assez aux nôtres relativement à l'emploi des gros calibres; dans leur nouveau système, le calibre de 32 est devenu le calibre principal, comme chez nous le canon de 30: aux pièces de ce calibre, dont les plus

longues sont placées dans la première batterie, et les plus courtes dans les batteries supérieures, on a ajouté sur les vaisseaux de premier et de second rang deux canons à bombes de 8 pouces, et sur les gaillards quelques canons de 18 longs, des caronades de 32 et des canons très courts de 32.

Les Anglais ont en rade de Portsmouth un vaisseau destiné à servir d'école d'artillerie, comme le vaisseau de l'École navale de Brest l'*Orion*. C'est une caserne flottante; et, comme les corvettes-écoles des ports de Brest et de Toulon, c'est un bâtiment commandé par un capitaine de vaisseau ayant sous ses ordres sept lieutenants de vaisseau, qui, pendant un an, à l'exception du second, font un cours pratique d'artillerie à vingt élèves de marine qui ont passé leur examen pour le grade de lieutenants de vaisseau, et servent en même temps d'instructeurs aux marins; les exercices à feu que l'on fait faire aux élèves et aux marins ont lieu à bord d'un petit ponton, d'où l'on tire sur un but peu éloigné.

La troisième partie de l'ouvrage de MM. Zéni et Deshays traite de la fabrication des bouches à feu en fonte de fer, et des usines qui fabriquent pour la marine. Ces divers procédés de fabrication, quoique ne présentant pas des différences extraordinaires avec ceux employés en France, sont néanmoins curieux à connaître tant pour la perfection que pour la simplicité des machines qui y sont employées et dont il faut lire la description détaillée dans l'ouvrage accompagné d'un grand atlas in-folio (1).

(1) Ces fours, que nous avons désignés sous le nom de fours à double voûte, et qu'on désigne en Angleterre sous le nom de

La fabrication des bouches à feu en Angleterre est à peu près la même qu'en France, sauf quelques modifications; mais la confection de leurs boulets présente une

double air furnaces, sont représentés pl. XVI. Nous avons vu qu'on n'y fondait pas aussi rapidement que dans les fours à simple voûte; mais, d'autre part, il est à remarquer qu'on y fond à la fois une plus grande quantité de métal que dans les autres, et que la disposition de la charge et du creuset est telle, que celui-ci doit nécessairement s'échauffer beaucoup, ainsi que la sole, avant que les premières gouttes de fonte n'y descendent, puisque la charge étant placée devant la portière, près de la cheminée, ne gêne pas, comme dans les autres fours, le courant de la flamme et de calorique qui s'étend de la grille au rampant. De plus, le bain n'étant pas, comme dans l'autre cas, sous la cheminée, est moins exposé à être refroidi par les contre-courants d'air froid qui existent parfois dans les cheminées du four à réverbère à simple voûte. Toutefois, il est à propos de remarquer que ces fours à double voûte occasionnent une grande dépense de combustible, et qu'ils ont l'inconvénient d'occasionner de très longues fusions. Quoi qu'il en soit, ces fours méritent quelque attention, et il ne serait pas impossible que l'on ne retirât quelque avantage de leur emploi avec certaines qualités de houille, et dans quelques localités où l'espace destiné aux fours à réverbère à simple voûte serait trop resserré.

Nous avons remarqué qu'une petite ouverture est laissée dans la paroi de la cheminée, à la hauteur environ du rampant, et que, pendant tout le temps qu'on chauffe, elle fournit constamment à la colonne de flamme un courant d'air froid, sans doute destiné à brûler la fumée. Cette remarque s'est trouvée d'accord avec celle que nous avions faite précédemment à *Carron*.

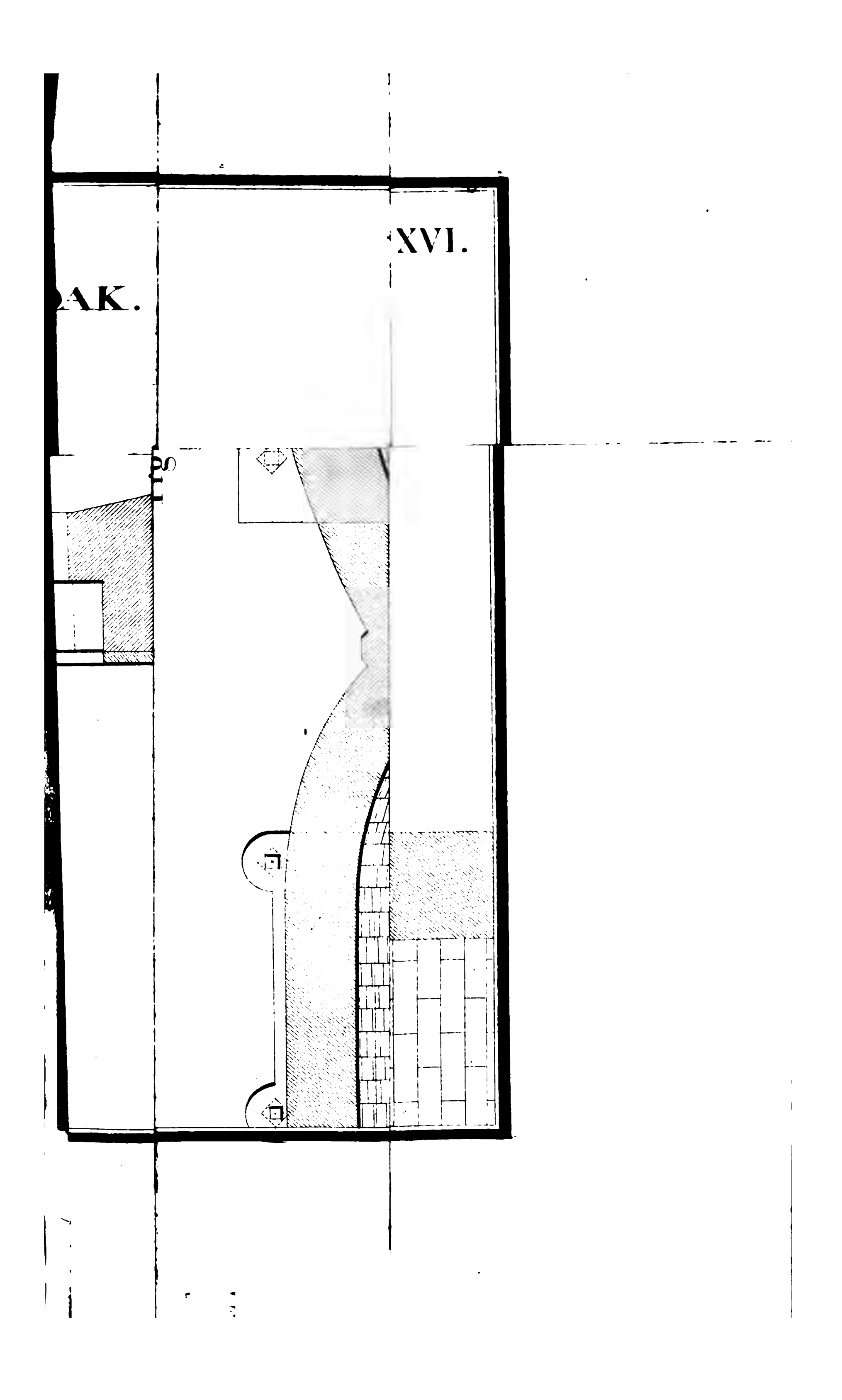
différence remarquable. Les boulets anglais ne sont pas rebattus comme les nôtres; après être sortis du moule, et refroidis lentement, on coupe les bavures des jets, et on les lisse à froid dans un tonneau en fonte mu par une machine à vapeur. Ce système est plus économique que celui du rebattage, mais il est douteux qu'il soit meilleur; les Anglais pensent que le rebattage diminue la force de cohésion de la fonte; cet effet est, je pense, inappréciable; le rebattage rend les boulets plus pesants et plus unis, et, sous ce rapport, doit diminuer l'effet de la résistance de l'air.

La fabrication de la poudre en Angleterre est remarquable par l'emploi exclusif du charbon distillé et le mode de trituration au moyen de meules en marbre noir. Ce mode de fabrication, qui a été essayé depuis quelques années en France et surtout à Esquerdes, a présenté des avantages sous le rapport de la poudre, et des inconvénients relativement à la qualité brisante. L'exemple de l'Angleterre semble prouver que l'emploi des meules et de la presse, moins long et plus simple que celui des pilons, ne doit pas être rejeté, mais perfectionné. Les armes portatives fabriquées en Angleterre sont mieux exécutées dans la manufacture du gouvernement que dans celles du commerce; les canons de leurs fusils et de leurs pistolets sont noircis à la corne; les haches et les piques sont peintes en noir, et leurs sabres de marine ont des lames droites de 2 pieds 3 pouces ou 73 centimètres de longueur.

L'ouvrage est terminé par un appendice où l'on donne la description du chargement des cartouches d'infanterie, des hauts-fourneaux, des fonderies et foreries de Carron, de Clyde et de Gospel-Oak, il faut lire dans l'ouvrage ces

détails intéressants ainsi que tous ceux qui sont relatifs aux bouches à feu et aux affûts de l'artillerie navale des Anglais ; cette connaissance utile sera appréciée par tous les officiers de l'artillerie, et l'ouvrage de MM. Zéni et Deshays occupera une place honorable dans toutes les bibliothèques militaires.

Roche,
Professeur de l'artillerie navale.



XVI.
AK.
Fig

JOURNAL
DES
SCIENCES MILITAIRES.

RECUEIL DES PRINCIPALES PIÈCES
DE LA CORRESPONDANCE

DU DUC DE WELLINGTON.

PUBLIÉ PAR J. CORRÉARD, ANCIEN INGÉNIEUR.

Le lieutenant-général sir A. Wellesley au chevalier de Souza Couttinho.

Portsmouth, 13 avril 1809.

MON CHER MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 9 courant, et suis très flatté du regret que vous exprimez de n'avoir pu me voir samedi dernier. Mais je regardais comme très important de ne pas retarder mon départ d'un instant, après avoir reçu mes instructions des ministres de Sa Majesté, et j'avais pris toutes les dispositions que je croyais nécessaire de prendre avant de quitter l'Angleterre. Si j'avais soupçonné que je serais retenu ici jusqu'à ce jour par les vents contraires, j'aurais eu grand plaisir à me présenter chez vous.

Je suis également très flatté de la satisfaction que vous m'exprimez au sujet de ma nomination au commandement de l'armée de Portugal. J'espère seulement pouvoir arriver

à temps pour rendre quelque service, et vous pouvez être assuré que je ferai tous les efforts que m'inspirera mon zèle pour la nation portugaise et pour l'honneur des armes de Sa Majesté.

J'appliquerai mon attention aux divers objets dont vous me parlez dans votre lettre. Je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour satisfaire, à leur égard, le gouvernement et le peuple du Portugal, et pour me concilier en général leurs bonnes dispositions.

Je vous recommande de faire connaître vos désirs à M. Canning, afin qu'une partie des armes et des munitions destinées au Portugal puissent être envoyées à Oporto, et que celles-ci y soient envoyées toutes confectionnées. M. Canning sera plus à même que moi de faire faire les changements que vous désirez.

Je crains, toutefois, que cet envoi à Oporto d'une partie des armes et des munitions destinées au Portugal, ne soit en opposition avec un plan projeté par M. Canning de faire de Lisbonne un dépôt général de tous les approvisionnements que la Grande-Bretagne a le projet d'employer au service des alliés de Sa Majesté dans la Péninsule.

J'ai l'honneur d'être, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

Au lieutenant-général sir John Cradock.

Lisbonne, 23 avril 1809.

MON CHER CRADOCK,

M. Villiers vous aura appris que suis arrivé ici hier, et que mon opinion s'accorde avec la vôtre au sujet de nos mouvements ultérieurs vers le Nord.

·férerais ce dernier plan, si Soult n'était pas la ville d'Oporto et d'une portion du pays très ·ı ressources, et si je ne devais pas perdre, à con- ouvements avec le général Cuesta, un temps ·mployé à agir contre Soult.

pas probable que Soult reste en Portugal ·i passé le Mondégo. S'il le fait, je l'attaque- je suis convaincu qu'il sera très avantageux ne que nous restions sur la défensive dans ıl, et que nous agissions vigoureusement ·oncert avec Cuesta.

:s pas que, seuls, nous soyons aussi forts ·ı Galice; et je suis convaincu qu'un .pes anglaises dans cette province, en ·s à réunir leurs forces, ferait cesser ·e guerre de paysans qui a été jus- ·ıneste à l'ennemi, et qui, dans le fait, le mal que sa position le mettrait à

·'ictor présenterait les avantages sui- . elle dégagerait complétement Sé- ·s le cas où la tournure des affaires ·s du roi de faire un nouvel effort ·pagne, le corps sous mes ordres tellement éloigné du théâtre des ıtion fût rendue impossible. Nous ·ir le résultat d'un effort général ·ıées réunies.

· et les autres points qui pour- ·ous dispersions davantage nos · quelque temps au pouvoir de ·appeler que le salut de la Galice



A l'honorable M. J.-H. Frère (1).

Lisbonne, 24 avril 1809.

MON CHER MONSIEUR,

Je suis arrivé ici avant-hier, et je me propose de prendre le commandement de l'armée dès que je me serai mis en rapport avec sir J. Cradock. Je pense que sir John vous a tenu au courant des mouvements des Français dans le nord du Portugal. Il ne me paraît pas qu'il y ait eu depuis quelque temps de changements essentiels dans leur position. Au sud, ils n'ont pas passé le Vouga, et ils ne se sont pas étendus dans Tra os Montes, depuis la perte de Chaves; mais ils ont fait quelques mouvements vers la Tamaga, qui sépare les provinces de Tra os Montes et de Minho. Il est à croire qu'ils veulent se ménager une ligne de retraite en Espagne par Tra os Montes, dans le cas où ils seraient poussés par les troupes anglaises.

J'ai le projet de marcher contre Soult et de l'attaquer, si je puis prendre dans les environs d'Abrantès quelques dispositions qui garantissent la sûreté de cette place pendant que je serai absent vers le Nord.

Je ne suis pas très sûr, toutefois, que je ne rendrais pas à la cause générale un service plus efficace, en concertant avec le général Cuesta une opération contre Victor. Je crois

(1) M. Frère était ambassadeur à la cour d'Espagne, et accompagnait en cette qualité la junte centrale partout où elle s'établissait.

que je préférerais ce dernier plan, si Soult n'était pas maître de la ville d'Oporto et d'une portion du pays très abondante en ressources, et si je ne devais pas perdre, à concerter mes mouvements avec le général Cuesta, un temps qui peut être employé à agir contre Soult.

Je ne crois pas probable que Soult reste en Portugal après que j'aurai passé le Mondégo. S'il le fait, je l'attaquerai. S'il se retire, je suis convaincu qu'il sera très avantageux à la cause commune que nous restions sur la défensive dans le nord du Portugal, et que nous agissions vigoureusement contre Victor, de concert avec Cuesta.

D'abord, je ne vois pas que, seuls, nous soyons aussi forts que les Français en Galice; et je suis convaincu qu'un mouvement des troupes anglaises dans cette province, en obligeant les Français à réunir leurs forces, ferait cesser pour le moment cette guerre de paysans qui a été jusqu'ici si heureuse, si funeste à l'ennemi, et qui, dans le fait, l'empêche de faire tout le mal que sa position le mettrait à même de faire.

Une opération contre Victor présenterait les avantages suivants : si elle réussissait, elle dégagerait complétement Séville et Lisbonne. Et, dans le cas où la tournure des affaires permettrait aux ministres du roi de faire un nouvel effort puissant en faveur de l'Espagne, le corps sous mes ordres en Portugal ne serait pas tellement éloigné du théâtre des opérations, que sa coopération fût rendue impossible. Nous pourrions alors espérer voir le résultat d'un effort général tenté par les forces combinées réunies.

Il est vrai que la Galice et les autres points qui pourraient être dégagés, si nous dispersions davantage nos forces, resteraient encore quelque temps au pouvoir de l'ennemi ; mais il faut se rappeler que le salut de la Galice

serait certain si cet effort général réussissait. Et il est probable que de cette manière il serait durable.

Je suis convaincu que les Français ne seront sérieusement en danger en Espagne, que lorsque de grandes forces pourront être rassemblées contre eux, qui les forceront à réunir leurs troupes. Cette réunion pour une même opération des forces de ce pays avec celles du général Cuetsa, pourrait être la base de mesures ultérieures de la même nature ou d'une nature plus étendue.

Je vous serai très obligé de me communiquer les renseignements que vous pouvez avoir sur la force de la position des divers corps français actuellement en Espagne.

Croyez-moi, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

Au vicomte Castlereagh, secrétaire d'État.

Lisbonne, 24 avril 1809.

MON CHER LORD,

Ayant appris que l'amiral faisait partir le Statira demain matin de bonne heure pour l'Angleterre, je ne laisserai pas passer cette occasion de vous écrire, bien que j'aie peu de chose à vous apprendre.

Je suis arrivé ici samedi, et j'ai trouvé que sir John Cradock et Beresford avaient marché vers le nord avec les troupes sous leurs ordres respectifs, le premier à Leyria et le second à Thomar. Sir John Cradock ne paraît pas, toutefois,

avoir eu l'intention formelle de se porter plus loin. Il paraît au contraire, d'après ses lettres à M. Villiers, qu'il ne comptait pas marcher en avant qu'il n'eût appris que les mouvements de Victor étaient décidés. Je regarde donc que l'état des affaires en ce pays est exactement celui dans lequel l'intention des ministres du roi était que je prisse le commandement de l'armée. Je me propose donc de le prendre aussitôt que j'aurai vu sir John Cradock. Je lui ai écrit, ainsi qu'au général Beresford, pour leur dire que je croyais qu'il serait très avantageux de nous réunir ici. Je les attends tous deux aussitôt que possible.

Pour ce qui est de l'ennemi, Soult est toujours à Oporto, et il n'a pas poussé ses postes vers le sud plus loin que le Vouga. Il n'a personne dans Tra os Montes, depuis la perte de Chaves, dont vous avez été probablement informé ; mais il a quelques postes sur la Tamaga, qui sépare les provinces de Tra os Montes et de Minho. On suppose qu'il désire se ménager la possibilité de se retirer en Espagne par Tra os Montes, s'il le jugeait nécessaire.

Le général Silveira est dans Tra os Montes avec un corps portugais ; mais je ne connais ni sa force, ni sa composition.

Le général Lapisse, qui commande le corps que l'on supposait, à mon départ d'Angleterre, marcher de Salamanque sur le Portugal, a tourné sur sa gauche, et s'est dirigé le long des frontières du Portugal sur Alcantara, où il a passé le Tage. De là, il est venu à Mérida sur le Guadiana où il se trouve en communication avec l'armée de Victor, dont je puis même dire qu'il fait partie. Il a un poste avancé à Montijo, plus près que Mérida de la frontière de Portugal. Victor s'est maintenu à Medellin depuis son affaire avec Cuesta. Il se fortifie sur ce point, on y établit un camp re-

tranché. Cuesta est à Llerenna, réunissant un corps qui sera bientôt, dit-on, de 25,000 hommes d'infanterie et 6,000 de cavalerie, dont une partie sont de bonnes troupes. Je ne sais rien du marquis de la Romana, ni de ce qui se passe au nord du Portugal.

J'ai le projet de marcher contre Soult dès que j'aurai pu prendre quelques dispositions sur lesquelles je puisse m'en réposer pour défendre le Tage et pour arrêter ou retarder les progrès de Victor, dans le cas où il pénétrerait dans le pays pendant mon absence.

Je préférerais attaquer Victor de concert avec Cuesta, si Soult ne possédait pas une province fertile de ce royaume et la place favorite d'Oporto, dont il est à désirer que nous le dépossédions, et s'il ne fallait pas, pour concerter avec Cuesta une opération contre Victor, un temps qui peut être employé à déloger Soult du nord du Portugal, et porter ensuite l'armée anglaise sur la frontière de l'est.

Si la brigade légère n'avait pas quitté l'Angleterre quand vous recevrez cette lettre, je compte que vous voudrez bien l'envoyer sans perdre de temps. Je vous prie de recommander à l'officier qui la conduira de prendre langue sur les divers points de la côte, particulièrement à Aveiro et à l'embouchure du Mondégo. Je désire qu'il attende des ordres à ce dernier point, dans le cas où il trouverait l'armée engagée dans des opérations vers le nord, et où il n'aurait pas déjà reçu des ordres à Aveiro.

Le 23e léger de dragons pourrait recevoir des instructions de la même nature. Les hussards seront, je pense, partis avant cette époque.

Nous manquons beaucoup ici de transports, au moment où nous allons faire une expédition vers le nord. Des convois constants seront nécessaires, et l'amiral ne paraît pas

avoir les moyens de répondre aux divers besoins. Le 24e régiment est arrivé aujourd'hui.

Croyez-moi, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

Au vicomte Castlereagh, secrétaire d'État.

Lisbonne, 27 avril 1809.

MYLORD,

Je suis arrivé ici le 22 du courant, et après m'être entendu avec le lieutenant-général sir John Cradock pour qu'il me mît à l'ordre du 25, j'ai pris le commandement de l'armée.

La totalité de l'armée anglaise de Portugal est réunie à Leyria et Alcobaça, à l'exception du deuxième bataillon du 30e régiment, en garnison à Lisbonne; du 16e léger de dragons, en marche pour rejoindre l'armée; du deuxième bataillon du 24e régiment; du 3e dragons des gardes, et du 4 dragons qui viennent de débarquer.

Le corps du maréchal Soult est toujours dans le nord du Portugal, occupant la ville d'Oporto, et ayant ses avant-postes à Ovar. Il s'est engagé vers sa gauche dans une attaque contre le général Silveira sur la Tamaga, dans le but de s'ouvrir la province de Tra os Montes pour communiquer avec l'Espagne.

Le corps du général Lapisse, qui s'était avancé de Salamanque, et avait menacé d'attaquer la province de Beira, a marché le long des frontières du Portugal sur Alcantara, où

il a passé le Tage : il est maintenant réuni au corps du maréchal Victor, à Mérida, sur la Guadiana.

Depuis la défaite de l'armée espagnole du général Cuesta, le corps du maréchal Victor s'est maintenu sur la Guadiana : ses avant-postes sont au sud de cette rivière.

Le général Cuesta est à Llerenna ; il me paraît, d'après un rapport de M. Frère au secrétaire d'État, dont copie a été envoyée ici, que le gouvernement espagnol prend des mesures pour renforcer le général Cuesta ; et que celui-ci entrerait en Portugal si le maréchal Victor voulait profiter de l'absence de l'armée anglaise engagée dans une expédition au nord du Portugal.

Dans ces circonstances, j'ai résolu de me porter immédiatement vers le nord. Je me propose de prendre avec moi 6,000 Anglais actuellement en Portugal, à l'exception du deuxième bataillon du 30e régiment, du deuxième bataillon du 24e régiment, de la brigade d'infanterie du major-général Mackensie, du 8e dragons des gardes, et du 4e dragons.

Ces troupes, avec environ 7,000 hommes d'infanterie et de cavalerie portugaise, seront laissées sur le Tage pour surveiller les mouvements de l'ennemi vers la frontière, et pour garder les passages du fleuve entre Abrantès et Santarem.

Aussitôt que l'ennemi aura évacué le nord du Portugal, mon intention est de revenir sur la frontière Est de ce royaume et d'agir de concert avec le général Cuesta, contre l'armée du maréchal Victor.

J'ai l'honneur d'être, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

Au vicomte Castlereagh, secrétaire d'État.

Lisbonne, 27 avril 1809.

MYLORD,

En arrivant ici, le 25 du courant, le général Beresford m'informa que, par l'entremise de M.*** à Oporto, il avait eu avec un officier français quelques rapports qui témoignaient d'une disposition parmi les officiers du corps de Soult à se révolter, et à s'emparer de Soult et des principaux officiers de l'armée.

Avant-hier soir, un officier français du nom de *** arriva ici accompagné du major Douglas, que le général Beresford avait envoyé aux avant-postes français pour conférer avec lui. J'ai eu hier une entrevue avec cet officier.

Il m'informa qu'un grand esprit de mécontentement et d'improbation des mesures de Bonaparte régnait dans toute l'armée française et surtout dans le corps de Soult, qui avait éprouvé et éprouvait encore la plus grande détresse; que ce mécontentement existait pour plusieurs motifs, surtout à cause de la conscription; mais qu'il s'était considérablement accru par le sentiment des mesures injustes adoptées contre l'Espagne, et par l'enlèvement de son roi; qu'un grand nombre des officiers de l'armée de Soult étaient déterminés à se révolter, et à s'emparer du général et des autres principaux officiers de l'armée qu'on supposait plus particulièrement attachés aux intérêts de Bonaparte, surtout si cette armée se trouvait pressée par mes troupes, et que Soult fût obligé de la concentrer dans des positions, choisies plutôt dans un but de défense que par des considérations de subsistances.

M.*** ayant rejoint le major Douglas entre les avant-postes des deux armées, et ses communications ayant paru au major d'une nature si importante qu'il lui semblait nécessaire que M*** vît le général Beresford, il lui proposa de se rendre à Lisbonne. J'appelle l'attention de votre seigneurie sur ce fait, parce qu'il écarte les soupçons qui autrement pourraient s'attacher à toute cette affaire.

Le but de ces communications paraît être d'abord de nous engager à pousser vivement le corps de Soult, et ensuite de me demander pour M*** et deux autres capitaines de l'armée française des passeports pour se rendre en France.

Pour ce qui est du premier de ces deux objets, votre seigneurie sait que j'avais adopté un plan d'opérations qui devait le remplir. Je dois ajouter que, dans ses divers entretiens avec le major Douglas, le général Beresford et moi, M*** en appuyant sur l'exécution de ce plan, nous engageait à surveiller les mouvements de l'ennemi à la gauche du Tage, pendant que nous serions engagés dans notre expédition vers le nord. Il ignorait d'ailleurs entièrement quelle était la position de Victor et celles de tous les autres corps français en Espagne, excepté celui de Ney. Pour ce qui est du second objet, j'ai demandé spécialement à M*** les raisons qu'il avait pour désirer de se rendre en France, et celles qu'il avait de vouloir y aller avant que les coups ne fussent frappés. Il m'a répondu que c'était afin de communiquer aux généraux ..... et autres, mécontents de l'ordre de choses actuel, les mesures que les officiers de l'armée de Soult avaient concertées, et qui certainement seraient adoptées si l'armée étaient vivement pressée ; qu'il désirait partir promptement, parce qu'il était certain qu'aussitôt que Bonaparte aurait connaissance des événements, il ferait saisir tous les individus soupçonnés de lui être

hostiles, et qu'il arrêterait ainsi des mesures que l'on espérait voir généralement adoptées dans l'armée française.

Dans la situation actuelle des affaires en Portugal, j'ai jugé à propos de refuser de donner suite à ces communications. J'ai donc prié l'amiral de délivrer à M. *** et à deux autres capitaines de l'armée française des passeports pour se rendre en France par mer. M. *** dit que ce projet ne rencontrera pas de difficultés, parce que Soult permet aux bâtiments de toutes les nations de sortir d'Oporto, et parce que les officiers commandant les corps auxquels ils appartiennent sont associés au plan de révolte, et désirent avoir le moyen de leur permettre de partir.

Je ne me suis pas engagé davantage. J'ai insisté auprès du général Beresford pour que, en délivrant ses passeports à M. ***, il exigeât de lui, de dire à ses amis dans l'armée française, qu'il ne m'avait demandé et qu'il n'avait obtenu de moi que des passeports pour se rendre en France; que je souhaitais le succès de leurs projets, mais que la ligne de conduite que je prendrais dépendrait de la situation dans laquelle se trouverait l'armée française au moment où les officiers s'empareraient de leur général.

J'avoue que je n'ai aucune espérance de pouvoir faire plus dans le nord que d'obliger Soult à évacuer le Portugal. Si les circonstances me permettaient de faire davantage, il deviendrait plus difficile de décider si les opérations contre l'armée française devraient être poussées à outrance, ou si l'on devrait lui laisser la faculté de s'emparer de son général et de se mettre sous notre protection. Je désire, si cela est possible, avoir sur cette question l'opinion du gouvernement de Sa Majesté.

Votre Seigneurie observera que je n'ai pas jugé à propos de paralyser les dispositions qui paraissent prévaloir parmi

les officiers français; et qu'en même temps, j'ai pris soin, non-seulement de ne pas m'engager à telle ou telle ligne de conduite, mais de faire que les intéressés comprissent bien que je ne me considérais pas comme engagé par rien de ce qui s'était passé.

Le succès d'une révolte dans l'armée française pourrait avoir les conséquences les plus étendues et les plus importantes, tandis que sa défaite, ou ce qui est plus improbable, sa soumission, n'influeraient que sur des objets et des intérêts locaux. Il est vrai que l'un ou l'autre de ces événements ajouteraient à la réputation des armes de Sa Majesté.

L'examen et la solution de cette question dépendront beaucoup de circonstances de détail relatives à la situation dans laquelle se trouveront les deux armées au moment de l'événement; mais je crois de mon devoir d'en donner l'avis le plus prompt aux ministres de Sa Majesté, afin de pouvoir consulter leur opinion et les ordres de Sa Majesté avant de décider quelle ligne de conduite je devrai adopter.

J'ai l'honneur d'être, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

Au vicomte Castlereagh, secrétaire d'État.

Lisbonne, 27 avril 1809.

MON CHER LORD,

Je n'ai que peu de choses à ajouter à ma dépêche officielle de ce jour. Je crois entièrement à l'intention des officiers français de se révolter. La réalité de ces dispositions m'est

confirmée par le souvenir de ce que laissaient échapper presque tous les individus de l'armée française avec lesquels j'ai causé lorsque j'étais dans ce pays-ci l'année dernière. Je doute, toutefois, qu'il leur soit aussi facile que leur émissaire paraît le croire, d'amener leurs projets à une fin heureuse. Je doute aussi qu'il soit de conséquence nécessaire, comme le pensent généralement ceux avec qui j'en ai causé ici, que le succès de la révolte du corps de Soult fût immédiatement suivi de la révolte d'autres corps. Je suis convaincu que les moyens d'exécution proposés par M. ***, et qui vous seront expliqués par le colonel Bayley, ne rempliraient pas cet objet. Il est certain, toutefois, que le succès d'une révolte dans l'armée française produirait un grand effet, surtout dans cette partie du monde. Elle ferait probablement plus pour l'Espagne, que l'Espagne ne peut faire pour elle-même.

Si j'en trouve l'occasion, je n'attendrai pas une révolte, et j'essaierai de mes propres ressources pour réduire Soult.

Dans le cas où cette armée se révolterait, et dans le fait, à tout événement, je vous recommande instamment de mettre à l'œuvre tous vos émissaires en France. Je ne doute pas de la haine des habitants de ce pays contre Bonaparte. Il y a un garçon intelligent en rapport avec M. ***, qui pourrait vous être très utile.

Je vous serai très obligé de faire mettre dans la *Gazette* les officiers qui ont été proposés pour de l'avancement, comme servant dans l'armée portugaise. Je partirai demain matin pour l'armée.

Croyez-moi, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

Au lieutenant-général Sherbrooke.

Lisbonne, 27 avril 1809.

MON CHER SHERBROOKE,

J'ai reçu votre lettre du 25, et je vous assure que je suis très aise de renouer les liens de notre vieille amitié. Je suis convaincu que je retirerai les plus grands avantages de vos avis et de votre concours.

Mon intention est de marcher immédiatement contre Soult. En conséquence, je vous prie, aussitôt que vous aurez reçu cette lettre, d'envoyer un officier à l'état-major général à Coimbre, pour y préparer le logement de toute l'armée anglaise que vous avez avec vous, y compris le 16e léger de dragons qui a reçu l'ordre de se porter en avant, et à l'exception de la brigade du major-général Mackensie, dont vous verrez, dans la suite de cette lettre, qu'il a été disposé d'une autre manière. Cet officier prendra des mesures à Coimbre, pour recevoir non-seulement les troupes anglaises, mais encore environ 6,000 hommes de troupes portugaises, dont 350 de cavalerie.

Vous vous mettrez ensuite en marche dans l'ordre suivant :

Le 29, le corps du général Hill et la cavalerie du général Cotton à Condexa ; les gardes, la brigade Stewart, les dragons légers allemands et une brigade d'artillerie de Leyria à Pombal ; les troupes d'Alcobaça à Leyria, et les troupes de Caldas à Alcobaça.

Le 30, le corps du général Hill et la cavalerie du général Cotton à Coïmbre ; les gardes, la brigade Stewart, la cavalerie et l'artillerie à Condexa ; les brigades d'infanterie Tilson et

Campbell, et une brigade d'artillerie à Pombal; les brigades des généraux Murray et Sontag s'arrêtant à Leyria; la brigade du général Caméron, d'Alcobaça à Leyria.

Le 1er mai, les gardes, etc., la cavalerie et l'artillerie à Coïmbre; les brigades Tilson et Campbell et l'artillerie, de Pombal à Condexa; les brigades des généraux Murray et Sontag et l'artillerie, de Leyria à Pombal; la brigade du général Cameron s'arrêtant à Leyria.

Le 2 mai, les brigades Tilson et Campbell et l'artillerie à Coïmbre; les brigades des généraux Murray et Sontag et l'artillerie de Pombal à Condexa; la brigade du général Caméron de Leyria à Pombal.

Le 3 mai, les brigades des généraux Murray et Sontag et l'artillerie à Coïmbre; celle du général Caméron de Pombal à Condexa.

Le 4 mai, la brigade du général Caméron à Coïmbre. La brigade du général Mackenzie et une brigade d'artillerie de 6 se porteront le 29 à Ourem où elles s'arrêteront jusqu'à ce que les troupes portugaises aient dépassé ce point dans leur marche de Thomar à Coïmbre. Le général se portera ensuite sur Thomar. Il recevra de moi des instructions ultérieures pour se diriger.

Depuis que je vous ai écrit les détails ci-dessus, j'ai reçu votre lettre du 26. J'ai ordonné au 16e léger de dragons de se porter à Leyria, ayant pris des mesures pour l'approvisionnement de fourrages à Rio-Major, et ayant enjoint à l'officier commandant ce corps de faire porter par ses chevaux pour trois jours de fourrage. Lorsqu'il arrivera à Leyria, je vous prie de le mettre avec une des divisions d'infanterie à laquelle vous enleverez une brigade pour la joindre à celle du général Caméron qui marchera la dernière.

Le général Caméron étant arrivé à Alcobaça, n'a pas be-

soin de rien changer à ces dispositions. Il peut se porter le 29 d'Alçobaça à Leyria, séjourner là le 30 avril et le 1er mai, et marcher le 2, suivant l'ordre adopté.

Je me propose de quitter Lisbonne demain; je serai le 29, si cela est possible, et au plus tard le 30 à Leyria, d'où je me rendrai ensuite à Coïmbre.

Un commissaire adjoint doit suivre le général Mackenzie à Ourem, et il devrait prendre avec lui, si cela est possible, pour trois jours de vivres. Les troupes qui marchent en avant devraient aussi, si cela est possible, porter avec elles trois jours de vivres. Si cela ne se pouvait pas, des mesures devraient être prises, soit pour les faire suivre par cette quantité de vivres, soit pour les leur distribuer sur la route de Coïmbre. Un commissaire devrait également être envoyé à Coïmbre pour y préparer la réception des troupes.

Croyez-moi, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

Aux membres de la junte de l'Estramadure espagnole.

Lisbonne, 28 avril 1809.

MESSIEURS,

J'ai eu l'honneur de recevoir hier les représentations que vous m'avez adressées, et je vous assure que je ne suis pas indifférent aux dangers qui menacent les provinces du sud de l'Espagne et le royaume de Portugal Quoique disposé de toute manière à affronter et à détourner ces dangers, j'ai le regret de vous dire qu'il n'est pas en mon pouvoir de faire

tout ce que je voudrais. La sûreté du royaume de Portugal étant le principal objet qui m'ait été confié, je ne saurais en distraire les forces qui seraient nécessaires pour remplir les divers autres objets sur lesquels vous avez appelé mon attention.

Vous devez savoir que les forces de ce royaume sont encore dans l'enfance, en ce qui regarde leur organisation, leur discipline et leur équipement. Ce n'est pas sur des troupes dans cet état qu'on peut raisonnablement fonder l'espoir d'un succès contre les vieilles troupes aguerries de la France ; bien que j'aie toute confiance dans le courage, le zèle et la loyauté des troupes portugaises.

La sûreté du Portugal doit donc reposer sur les efforts des troupes de Sa Majesté. Je ne puis hasarder de les employer hors de ce royaume (bien que ce fût dans l'avenir pour son avantage, sa sécurité et pour l'avantage général), avant que l'ennemi, qui a envahi le Portugal, n'en ait été éloigné.

Il est cependant quelques points de votre mémoire auxquels je puis prêter attention immédiatement.

1° Un corps de la garnison d'Elvas a reçu l'ordre de se mettre en campagne et d'agir comme corps d'observation, de concert avec un corps pareil de la garnison de Badajoz.

2° Le corps de sir Robert Wilson n'est plus dans le voisinage d'Alcantara ; mais il a passé le Mondégo et s'est approché du Douro Je ne sais si le corps du colonel Lecor est assez fort pour occuper Alcantara ; mais je m'en informerai, et serai heureux de pouvoir en cela complaire à vos désirs

3° Pour le dernier point, je dois vous reporter au commencement de ma lettre. Je désire et j'espère pouvoir bientôt concerter avec le général Cuesta un plan d'opérations, et

je serai heureux qu'il remplisse les vues de la junte d'Estramadure.

J'ai l'honneur d'être, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

A l'honorable M. Frère.

Villa Franca, 29 avril 1809.

MON CHER MONSIEUR,

J'ai reçu hier votre lettre du 21 courant, en même temps qu'une du général Cuesta et une de don Martin de Garay. Je vous envoie la copie de la réponse que j'ai faite au premier et ma réponse au second. Suivant mes instructions, je pense que je ne dois avoir de rapport avec le gouvernement espagnol que par votre intermédiaire. Si vous pensez de même, je vous prie de dire à don Martin de Garay que je ne correspondrai plus que par vous avec lui, et de lui faire connaître mes sentiments que j'exprime dans la lettre ci-jointe.

J'espère que les Espagnols suivront leur détermination de rester sur la défensive jusqu'à ce que je puisse revenir vers l'Est. Ils devraient renforcer Cuesta aussitôt que possible. Il n'a que 19,000 hommes d'infanterie et 15,000 de cavalerie, d'après ce qu'il me dit dans sa lettre du 23.

Il est à désirer aussi que Cuesta observe les mouvements des Français s'ils pénétraient dans l'Alentéjo, et qu'il les suive s'ils ont le projet d'envahir le Portugal, ce qui toutefois est très invraisemblable. En tous cas, s'ils envahissaient le Portugal, nous ne serions pas sans avoir des forces

sur le Tage et dans les passages des montagnes entre Alcantara et Abrantès.

J'insiste pour que Cuesta observe les mouvements de Victor dans l'Alentéjo, car il n'est pas impossible qu'il veuille entrer dans cette province avec le projet d'envahir l'Andalousie. Il est, toutefois, très peu probable que, dans l'état actuel des forces françaises en Espagne, il fasse aucun mouvement jusqu'à ce qu'il ait entendu parler de Soult.

Croyez-moi, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

P.-S. Pour ce qui est du 40e régiment, il est certain que je dois l'avoir ; mais, dans la situation actuelle des choses, je pense qu'il est mieux qu'il reste à Séville jusqu'à ce que je puisse lui désigner une route sûre.

A son excellence don Gregorio Cuesta.

Villa Franca, 29 avril 1809.

MONSIEUR,

J'ai eu l'honneur de recevoir hier la lettre de votre excellence, du 23 avril, et je l'assure du plaisir que j'aurai à concourir avec elle, autant qu'il sera en mon pouvoir, à défaire les forces ennemies qui menacent les villes de Séville et de Lisbonne.

Votre excellence doit connaître l'état de l'armée portugaise. Ce n'est que depuis peu qu'on a commencé à l'organiser et à l'instruire. Bien que j'aie la plus grande confiance dans la valeur, le zèle et la fidélité des troupes portugaises, je ne puis les considérer comme dans un état d'instruction

qui me permette de confier à leurs efforts la sûreté du Portugal, spécialement commise à mes soins, lorsque cette sûreté peut encore être menacée par les troupes aguerries de la France, qui ont déjà envahi et possèdent une portion importante de ce royaume.

Dans de telles circonstances, j'ai dû nécessairement songer d'abord à éloigner du Portugal les malheurs dont le maréchal Soult menace à la fois l'Espagne et le Portugal. La plus grande partie de l'armée sous mes ordres est maintenant en marche pour atteindre ce but. Un petit détachement de troupes anglaises, joint à un détachement de troupes portugaises, restera sur le Tage pour surveiller les mouvements de l'ennemi et pour garder les passages du fleuve, dans le cas où l'ennemi dirigerait une attaque contre ce pays.

Si je réussis à éloigner le maréchal Soult du nord du Portugal, mon projet est de marcher immédiatement avec toutes les troupes sous mes ordres (environ 25,000 hommes, dont 4,000 de cavalerie, à cette époque) vers la frontière Est du Portugal, dans les environs d'Elvas. Je serai heureux alors de concourir avec vous à l'exécution de tel plan d'opérations dont nous conviendrons pour attaquer le maréchal Victor.

En même temps, un détachement de la garnison d'Elvas a reçu l'ordre de se mettre en campagne, de concert avec un détachement de la garnison de Badajoz, pour agir comme corps d'observation dans cette partie du pays. Je ne puis laisser passer cette occasion d'insister pour que ce corps ne soit pas exposé à être attaqué ou coupé des garnisons auxquelles ses éléments appartiennent.

Dans la situation actuelle des choses, tout ce que nous pouvons demander, c'est de gagner du temps, de ne pas

perdre nos hommes et de conserver les positions importantes que nous possédons encore. Dans peu de temps nous serons à même de concourir à une attaque vigoureuse contre l'ennemi. Jusque là, il importe peu qu'il s'étende un peu plus sur les parties ouvertes du terrain, pourvu que nous ne perdions pas les hommes qui sont destinés à défendre les points forts et les positions qui sont dans nos mains.

Votre Excellence se trompe sur la position du corps de sir Robert Wilson. Il a été ramené dans le voisinage du Douro, pour se maintenir sur ce point. Je regarde toutefois la position d'Alcantara comme si importante en ce moment, soit pour la défense du Portugal, soit pour l'exécution de nos projets ultérieurs contre le maréchal Victor, que je donnerai des ordres pour qu'il soit occupé par un corps portugais, s'il est possible d'en former un capable de remplir cette mission. Je serais obligé à Votre Excellence qu'elle voulût bien donner des ordres pour qu'on reçoive à Alcantara tout corps anglais ou portugais qui se présenterait pour y entrer.

J'ai écrit à Votre Excellence une longue lettre en anglais, étant informé que vous avez sous vos ordres des officiers de confiance qui pourront vous l'expliquer. J'ai pris la liberté d'y exposer mes opinions avec la plus grande franchise. J'espère que vous voudrez bien les accueillir, comme l'expression de mon désir sincère de vous être utile autant que cela est actuellement en mon pouvoir. J'espère, et je crois, d'après la situation de l'ennemi, avoir, avant qu'il soit peu de temps, de meilleures occasions de vous le prouver.

J'ai l'honneur d'être, etc

ARTHUR WELLESLEY.

Au major-général Mackenzie :

Leyria, 1er mai 1809.

MONSIEUR,

Le corps de troupes placé sous votre commandement, est destiné à observer les mouvements de l'ennemi sur la frontière Est du Portugal, et à garder les passages donnant accès dans ce pays sur la droite du Tage, pendant le temps que le principal corps de l'armée anglaise, sous mes ordres, sera employé sur le Douro. Votre corps sera formé, outre la brigade d'infanterie et l'artillerie qui sont partis d'ici avec vous, du deuxième bataillon du vingt-quatrième régiment, actuellement en marche de Lisbonne sur Santarem, et des troisième dragons-gardes et quatrième dragons, arrivés dernièrement d'Angleterre. Ces corps commenceront demain leur mouvement sur Santarem et Galegao.

Outre ces troupes, celles dont suit l'énumération ont été placées sous vos ordres par le feld-maréchal Beresford.

Un bataillon du 1er régiment.
Un — du 3e —
Deux — du 4e —
Deux — du 13e —
Un — du 15e —
Deux escadrons de cavalerie à Galegao.
Deux — à Abrantès.
Deux régiments de milice à Abrantès.
Deux régiments de chasseurs à Abrantès et Villa Velha, sous le colonel Lecor.

800 yagers.

350 hommes de la dernière garnison d'Oporto.

Les forces ennemies sont rassemblées sur la Guadiana, le quartier-général à Mérida. Elles sont estimées d'environ 30,000 hommes.

Elles ont en face d'elles une armée espagnole, sous le général Cuesta à Llerenna. Cette armée a été battue dans le mois de mars, et elle s'est renforcée depuis jusqu'à un effectif de 20,000 hommes. De ce que l'ennemi n'a pas poursuivi ses avantages dans cette circonstance, et du contenu de plusieurs lettres interceptées, je juge qu'il ne se regarde pas comme assez fort pour s'aventurer à pénétrer dans la province d'Andalousie, jusqu'à ce qu'il puisse obtenir la coopération du maréchal Soult. D'un autre côté, je doute qu'il soit assez fort pour faire un détachement en Portugal dans le but d'essayer de communiquer avec Soult.

Par cette démarche, il s'exposerait à être attaqué, et il serait attaqué par Cuesta qui reçoit des renforts.

Quoi qu'il en soit, l'objet du corps placé sous vos ordres est d'empêcher cette tentative, possible, bien qu'elle ne soit pas très probable; je vais actuellement vous faire part de mes idées sur la ligne d'attaque probable de l'ennemi, et vous indiquer les différents points de votre ligne de défense.

Si l'ennemi envahit le Portugal, ce sera soit entre le Tage et la Guadiana, soit au nord du Tage par Alcantara, soit par ces deux lignes d'attaque.

S'il dirige son attaque entre le Tage et la Guadiana, il peut essayer de passer le Tage à Villa Velha, à Abrantès, à Santarem, ou même plus bas à Salvaterra.

Il paraît que, d'ici à un mois, le fleuve ne sera guéable sur aucun point; l'ennemi devrait donc chercher à s'emparer

des bateaux sur le fleuve, s'il voulait faire actuellement son attaque par la ligne que je suppose.

Le gouvernement civil sera prié de donner des ordres pour qu'à la première alerte ses agents s'emploient à réunir les bateaux, surtout dans la partie du fleuve au-dessous d'Abrantès; et vous ferez tout ce qui sera en votre pouvoir pour les aider.

Si l'ennemi réussissait à passer le fleuve au-dessus de Punhete, vous défendriez, aussi longtemps que vous le pourriez, les positions sur le Zezere; si vous aperceviez qu'il tente le passage plus bas, et qu'il a des chances de pouvoir l'effectuer, vous laisseriez la défense des ponts supérieurs du Tage et des positions sur le Zezere aux troupes légères et à la milice portugaises, et vous auriez soin d'occuper avec les troupes anglaises une position telle, par rapport à l'ennemi, que vous puissiez conserver vos communications ouvertes sur Lisbonne.

Si vous étiez dans la nécessité de vous retirer, vous le feriez pas à pas, en défendant toutes les positions qui peuvent être défendues, surtout Villa Franca et Bucellas, Lumiar et Sacavem, etc., etc., et vous prendriez tous les moyens en en votre pouvoir pour gagner du temps, afin que je puisse venir à votre secours.

Si l'ennemi ne faisait son attaque que par la ligne d'Alcantara, il serait nécessaire de réunir toutes vos forces dans les montagnes entre Castello Branco et Abrantès, où il paraît que le colonel Lecor se trouve en ce moment avec ses chasseurs et ses yagers. Vous trouverez les positions de ces montagnes très fortes. Mais elles sont tournées par la nouvelle route de Caperilsa à Cardigos; et si l'ennemi prenait cette route, vous devriez défendre le Zezere, ainsi qu'il a été dit plus haut.

Dans le but de rendre plus difficile pour l'ennemi une attaque au nord du Tage, j'ai prié le maréchal Beresford de prendre des mesures pour faire occuper Alcantara par une garnison; cette mesure, tant que dureront les hautes eaux, obligera l'ennemi à aller faire le tour par le pont d'Almaraz, et vous laissera plus de temps pour prendre vos dispositions défensives.

Comme Alcantara n'est pas un très bon poste, vous aurez soin d'en retirer la garnison dès qu'elle aura rempli son but, qui est d'obliger l'ennemi à chercher un autre point de passage.

D'après ce que je vous ai dit plus haut de l'état des forces des ennemis, il n'est pas probable qu'ils attaquent à la fois par les deux lignes qui leur sont ouvertes. S'ils le faisaient, vous leur opposeriez dans les montagnes les chasseurs, les yagers et la milice, et vous conserveriez vos troupes régulières sur la droite du Tage, d'abord pour défendre le Zezere et ensuite pour couvrir Lisbonne.

Le maréchal Beresford m'informe qu'un officier du génie est occupé à construire des ouvrages pour la défense du Tage à Abrantès. Vous presserez l'achèvement de ces ouvrages, et vous aurez la bonté de faire reconnaître le Tage, dans le but de savoir sur quels points il peut être guéable pendant les chaleurs, spécialement entre Punhete et Salvaterra. Vous ferez construire des ouvrages pour la défense du passage, sur ceux de ces points auxquels aboutissent de grandes routes sur l'autre rive.

Vous enjoindrez à votre commissaire de correspondre avec le commissaire général député à Lisbonne, au sujet des fournitures de vivres, si le pays ne pouvait pas vous en fournir en quantité suffisante. Comme vous aurez votre communication ouverte par le fleuve, vous ne pourrez être au dépourvu.

Il y a à Santarem un dépôt d'équipements militaires dont vous tirerez les approvisionnements qui vous seront nécessaires.

Les agents employés à Badajoz, Elvas et autres points par la frontière pour renseigner sur les mouvements de l'ennemi, recevront l'ordre de correspondre avec vous, et je placerai des agents sur la route entre votre quartier-général et moi, pour que nous conservions entre nous une communication constante.

A part la défense des points dont j'ai parlé, il serait fort à désirer que les troupes anglaises fussent employées, jusqu'à ce que leurs services fussent réclamés autre part d'une autre manière, à instruire les troupes régulières portugaises. Je vous invite à cantonner les régiments portugais et les régiments anglais autant que possible ensemble, et à presser les officiers de ces derniers à aider les premiers, autant qu'il est en leur pouvoir, à instruire et discipliner leurs troupes.

Je n'ai pas besoin de vous démontrer les avantages de cette manière d'employer le loisir que vont avoir les troupes, surtout celles de votre corps, si l'armée est employée vers le nord, jusqu'à ce que le Tage devienne guéable.

J'ai l'honneur d'être, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

Au nombre des troupes portugaises qui seront placées sous vos ordres, j'ai omis de faire mention de trois brigades d'artillerie à Santarem.

Si vous aviez besoin de gros calibre pour les batteries sur le Tage, écrivez en à M. Villiers, il vous en enverra par eau.

RELATION

DE LA

BATAILLE DE LEIPZIG.

(16, 17, 18 ET 19 OCTOBRE 1813.)

Bataille de Leipzig 18 octobre 1813.

(Suite.)

L'empereur Napoléon qui s'attendait à l'attaque des armées alliées dans la journée fit, pendant la nuit, ramener de Wachau et de Liebertwolkwitz, à la distance d'une lieue environ de Leipzig, les deuxième, cinquième et onzième corps. Dès deux heures du matin, toute son armée était sous les armes et dans la position suivante :

L'aile droite, commandée par le roi de Naples, et formée des huitième, deuxième et cinquième corps, était répartie comme il suit :

Le huitième corps, aux ordres du prince Poniatowsky, à Connewitz.

Le deuxième corps (Victor), à Probstheyde, et le cinquième corps (Lauriston), à Stotteritz. Le maréchal Oudinot formait à Connewitz la réserve de l'aile droite avec deux divisions de la jeune garde, dont de forts détachements étaient placés en avant de la ligne de bataille et occupaient les villages de Dolitz, Dossen, Zuckelhauser, la ferme de Meisdorf et la tuilerie sur la route de Liebertwolkwitz.

Le centre, composé du onzième corps (Macdonald), était en position près de Hobzhausen ; des détachements de ces corps avaient occupé dès le matin les villages de Klein-Posna et de Baalsdorf, et les communications avec l'aile gauche se trouvaient maintenues par Zweinauendorf et par Molkau. La garde était placée sur le Thorberg, près le moulin à tabac de Quandt, où l'empereur Napoléon se tint une grande partie de la journée. Le maréchal Mortier garda toutes les avenues de Leipzig.

Le général de brigade Bertrand, en sa qualité de commandant de Leipzig, avait la surveillance de l'intérieur de la ville.

L'aile gauche était sous les ordres du général Ney.

Le sixième corps (Marmont) était près de Schoenfeld.

Le troisième corps (Souham), à Meutsch et à Theklakirch.

Le septième corps (Regnier) à Paunsdorf; il occupait aussi Taucha.

Au côté nord de Leipzig, dans le faubourg de Halle, de-

puis la porte dite de Rosenthal jusqu'à la ferme de Plaffendorf, se développait la cavalerie du duc de Padoue et du général Dombrowsky.

Dès le matin, à trois heures, l'empereur Napoléon se rendit en personne à Lindenau vers le quatrième corps du général Bertrand, et lui ordonna de marcher sur la route de Lutzen à Weissenfels et d'occuper le pont sur la Saale, près de cette dernière ville ; il paraît que, seulement alors, l'idée lui vint qu'il pourrait bien arriver qu'il fût forcé à la retraite. De là, Napoléon vola à Reudnitz, où, depuis la veille, était établi le quartier-général du maréchal Ney, et il s'entretint avec lui pendant plus d'une heure sur les mouvements à exécuter par l'aile gauche.

A la pointe du jour, Napoléon renvoya sur parole le général Meerfeld, fait prisonnier par les Français, avec une lettre pour l'empereur d'Autriche dans laquelle, disait-on, il offrait de rendre aux souverains les places fortes sur l'Oder et la Vistule, à la condition qu'ils laisseraient eux-mêmes prendre à son armée position derrière la Saale ; il ajoutait que, dans ces entrefaites, on pourrait signer une suspension d'armes, et même entamer des négociations de paix.

De leur côté, les monarques alliés, ainsi que le prince de Schwarzenberg se rendirent également à la pointe du jour sur le champ de bataille. Toute l'armée était prête à l'attaque. Elle devait, suivant le plan arrêté, s'exécuter sur colonnes, savoir :

1° La colonne du prince de Hesse-Hombourg,
2° Celle du général russe Barklay de Tolly,
3° Celle du général russe Benningsen,
4° Celle du prince royal de Suède,
5° Celle du général prussien Blücher,
6° Celle du général autrichien Gyulay,

Ces colonnes se composaient, savoir :

1re colonne (prince de Hesse-Hombourg);

D'une division du deuxième corps d'armée autrichien (Lederer), sur la rive gauche de la Pleisse;

Du premier corps autrichien (Coloredo), Des divisions de réserve (Bianchy et Weissenwolf), De la troisième division de réserve de la cavalerie autrichienne, De la division du prince Aloyse de Lichtenstein,	sur la rive droite de la Pleisse.

Cette colonne, forte de 40,000 hommes, avait ordre d'avancer sur la rive droite de la Pleisse et sur la grande route de Mark-Kleeberg, vers Dolitz, et de se diriger avec le deuxième corps sur la rive gauche, vers Connewitz,

Deuxième colonne (Barklay de Tolly):

Du corps russe (Wittgenstein),

Du deuxième corps prussien (Kleist),

Des corps de réserve russe et prussien, aux ordres du grand-duc Constantin et du général Milleradowitsch :

Cette colonne, forte de 55,000 hommes, devait attaquer de front Wachau et Liebertwolkwitz, et s'avancer de là vers Probstheyde.

Troisième colonne (Benningsen), armée de Pologne, comprenant :

L'avant-garde russe (Stroganof),

Le corps russe (Dochterow),

La cavalerie russe (Tschaplitz),

La deuxième division légère autrichienne (Bubna),

Le quatrième corps autrichien (Klenau),

La onzième brigade prussienne (Ziethen).

Le corps des cosaques (Platow).

Cette colonne, forte de 50,000 hommes, devait tourner l'aile gauche de l'ennemi et s'avancer de Fuchshayn vers Zukelhausen, Holzhausen et Leipzig.

Quatrième colonne (prince royal de Suède) était formée :

Du troisième corps prussien (Bulow).

De l'armée suédoise (Stedingk).

Du corps russe (Winzingerode) et

Du corps russe (Langeron) de l'armée de Silésie, où le général Blücher devait se trouver en personne.

Cette colonne était forte en tout de 96 à 100,000 hommes.

Il avait été décidé que l'armée du Nord passerait la Partha à Taucha ; mais le général Blücher, prévoyant qu'il faudrait au moins toute une journée pour effectuer sur un même point le passage d'une armée si considérable, fit franchir la Partha à Mokau au corps de Langeron qui était campé à Eutritsch.

Cinquième colonne (Blücher), armée de Silésie, se composait :

Du premier corps prussien (York).

Du corps russe (Sacken).

Ces deux corps, forts encore de 25,000 hommes après le combat de Moeckern, agissaient de concert sur Leipzig.

Sixième colonne (Gyulay) était formée :

Du troisième corps autrichien (Gyulay).

De la première division légère autrichienne (prince Maurice de Lichtenstein).

Du corps de partisans russes (Thielmann).

Cette colonne, forte de 20,000 hommes, devait avancer de nouveau de Klein Zocher vers Lindenau.

La nouvelle s'était répandue que les Français se retiraient de Wachau et de Liebertwolkwitz; le prince de Schwarzenberg donna l'ordre d'attaquer à sept heures du matin.

Première colonne principale.

Cette colonne, sous les ordres du prince de Hesse-Hombourg, s'avança sur la rive droite de la Pleisse et se plaça sur la hauteur entre Dosen et Lossnig. La division Bianchy formait la première ligne, la division Weissenwolf, la deuxième; immédiatement après venaient la cavalerie, la division du prince Aloys de Lichtenstein comme réserve et le premier corps autrichien (Colloredo). Les troupes ennemies, établies à Dosen, à Dolitz et à Lossnig, furent successivement repoussées : la première colonne principale marcha à la même hauteur que celle du centre, appuyant son aile gauche sur la rive droite de la Pleisse, et réunissant son aile droite aux troupes prussiennes du général Kleist. Le combat sur cette aile gauche devint bientôt très sanglant, car les troupes françaises y déployèrent un courage opiniâtre. Le vaillant prince de Hesse fut blessé à Dolitz. Le général Colloredo prit alors le commandement. Les Autrichiens s'étaient déjà avancés jusque vers Connewitz, Dolitz, Dosen, et jusqu'à la forêt sur la droite; mais tous les efforts qu'ils firent pour passer plus en avant furent inutiles. Le combat devint de plus en plus vif, et déjà l'ennemi avait repoussé les assaillants, lorsque les divisions Wimpfen et Greth ac-

coururent pour soutenir la première ligne. Bientôt, à force de précautions et grâce à une constance admirable, la balance fut rétablie. La division Wimpfen, placée sur la droite, reprit le village de Dosen, et parvint à gagner la hauteur; malheureusement, les munitions avaient été épuisées par la vivacité et la durée du feu, et n'étaient pas encore remplacées. Mais le prince de Schwarzenberg fit avancer jusqu'à Guatsch, au secours de ces troupes, la brigade du général Czollich du corps de Gyulai. A l'arrivée de cette brigade, tout danger disparut sur ce point, et on y envoya en outre la deuxième division de la garde russe et la troisième division de cuirassiers russes.

Vers midi, le roi de Prusse, venant inspecter cette aile, y trouva l'ordre presque entièrement rétabli. Les Autrichiens purent se maintenir dans leur position, mais toutes leurs tentatives pour pousser plus avant furent inutiles, car c'était là que combattait l'élite de l'armée française: les braves Polonais et la garde impériale; le maréchal prince Poniatowsky et le maréchal Oudinot, intrépide guerrier couvert de blessures, dirigeaient les mouvements avec une rare habileté.

Deuxième colonne principale.

Cette colonne, commandée par le général Barklay de Tolly, se mit en marche de Gossa sur deux colonnes; savoir: le corps de Wittgenstein vers Liebertwolkwitz, et le corps de Kleist vers Wachau. L'ennemi, comme nous l'avons dit plus haut, avait abandonné les hauteurs de Gossa, et laissé seulement quelques avant-postes de cava-

lerie. Lorsque la deuxième colonne principale se mit en mouvement dans l'ordre d'attaque prescrit, cette cavalerie se replia ; le terrain libre fut de suite occupé, et les troupes alliées se portèrent en masse à la rencontre des Français. Les gardes à pied russe et prussienne, les grenadiers russes, la cavalerie de la garde se dirigèrent à droite de Gossa et de Wachau vers la ferme de Meysdorf. L'empereur de Russie, le roi de Prusse, le prince Schwartzenberg se trouvaient dans cette colonne entre la première ligne et la réserve, et les souverains se chargèrent personnellement du soin d'entretenir les communications des différentes colonnes qui avançaient, et de tenir les troupes de réserve toujours à portée de soutenir au besoin la première ligne.

(*Colonne du général Wittgenstein*). Les troupes du prince de Gotschakow occupèrent d'abord le bois en clairière de la forêt de l'*Université*, et marchèrent ensuite avec le deuxième corps d'infanterie russe qui s'avança de Gossa vers Liebertwolkwitz, tandis que la cavalerie du général Pahlen, renforcée par la deuxième division de cuirassiers, maintenait la jonction entre ces troupes. L'ennemi se forma d'abord sur les hauteurs de Liebertwolkwitz, mais il en fut bientôt chassé par une vive canonnade. Il se reforma alors sur une éminence près de la tuilerie entre Liebertwolkwitz et Probstheyda; mais là encore un feu bien nourri le força à se retirer. L'infanterie des alliés précédée de son artillerie, marcha au pas de charge et au son de la musique et des tambours.

Les Français occupaient Stotteritz et Probstheyda avec une nombreuse infanterie; leur artillerie était placée en avant de ce village.

Vers le même temps, le général Pahlen reçut mission de

passer entre Zuckelhausen et Stotteritz pour tomber sur l'ennemi qui se retirait de Holzhausen dans le plus grand désordre. A cet effet, la cavalerie partit aussi de devant Probstheida et Stotteritz sous une grêle de balles, mais elle ne put atteindre les fuyards dont le trajet jusqu'à Stotteritz avait été extrêmement court. Deux escadrons de hussards de Grodno se précipitèrent sur l'artillerie des Français et lui enlevèrent quelques canons. Les hussards de Grodno et de Sumz prirent à droite de Holzhausen, l'infanterie et l'artillerie avancèrent vers Probstheyda, elles furent suivies par la deuxième division de cuirassiers et par deux escadrons de hussards de Lubny.

Le village de Probstheyda était occupé par le deuxième corps français (Victor), et une cavalerie formidable, s'appuyant avec l'aile gauche contre les avenues qui conduisent de ce village à Leipzig. se développait sur les hauteurs où est situé le moulin à vent, tandis que l'artillerie, placée avec l'aile droite à Probstheyda, dirigeait son feu vers Zuckelhausen. Il y avait également beaucoup d'infanterie et de cavalerie à Stotteritz, et à l'aile gauche une division de cuirassiers se tenait en réserve. Alors des troupes légères russes s'étant trop avancées, les cuirassiers français se précipitèrent sur elles pour les sabrer; mais le général Pahlen s'en aperçut, et les chargeant bientôt à la tête de sa cavalerie, il les rejeta jusque vers leurs batteries.

Néanmoins, le coup qu'on voulait tenter sur l'artillerie française échoua complétement. Le général Pahlen eut son cheval tué dans cette rencontre, et il reçut lui-même deux fortes contusions.

La colonne du général Kleist s'avança vers le front de Wachau avec les neuvième, dixième et douzième brigades prussiennes de la cavalerie de réserve que précédaient

de suite à la baïonnette. Cette attaque ayant été vivement soutenue par le feu d'une batterie prussienne, l'ennemi fut rejeté dans le village. Alors les deux brigades prussiennes, conduites par le prince Auguste de Prusse et par le général Pirch, renouvelèrent leur attaque sur le village de Probstheyda.

La douzième brigade, à l'exemple de son illustre chef, pénétra de nouveau dans le village, et quoique chaque ferme en fût défendue avec la plus grande opiniâtreté, elle s'empara de toute la partie qui s'étend jusqu'aux maisons rouges; mais l'ennemi, déjà infiniment supérieur, recevant alors de nouveaux renforts, cette brigade hors d'état de soutenir un combat inégal, fut forcée de se replier et se reforma à cent pas environ des murs extérieurs.

La dixième brigade (Pirch), non moins valeureuse que la douzième, renouvela également son attaque contre Probstheyda et en escalada les murs; mais enfin, déconcertée par ses pertes énormes et par la vive résistance des Français, elle abandonna le village, sans pouvoir même, faute de chevaux, emmener avec elle les pièces qu'elle avait conquises.

Le deuxième corps d'infanterie russe (prince de Wurtemberg) n'ayant pas été plus heureux que les autres dans ses attaques sur Probstheyda, les souverains ordonnèrent de retirer les bataillons du feu, et on forma la ligne de bataille plus en arrière. Ce mouvement rétrograde s'exécuta dans le plus grand ordre sous la protection des tirailleurs. La cavalerie de réserve du général Roeder se plaça sur l'aile gauche pour maintenir la communication entre la colonne du comte Colloredo; venaient ensuite les neuvième, dixième et douzième brigades prussiennes, et les premier et deuxième corps d'infanterie russe. Sur l'aile droite se trou-

vaient la cavalerie du général Pahlen et la deuxième division de cuirassiers russes. L'artillerie fut placée sur un point dominant, d'où elle fit éprouver de grandes pertes aux Français. De part et d'autre, le feu dura jusqu'à la nuit, et chaque fois que les Français tentèrent une sortie du village, ils furent repoussés par un feu de mousqueterie.

Au commencement de l'obscurité, on fit rétrograder de 600 pas environ les troupes placées à quelques portées de fusil de Probstheyda; le feu de l'ennemi cessa, et il resta maître du village. Pendant la nuit, on établit tout autour une chaîne serrée d'avant-postes de troupes légères.

Troisième colonne principale (*armée de Pologne*).

Le général Benningsen ordonna pour l'attaque les dispositions suivantes:

« Mon intention étant de tourner l'ennemi sur son flanc gauche, pour seconder autant que possible l'attaque générale, et comme le village de Klein-Posna se trouve encore occupé par les Français, dont l'aile gauche s'étend même au-delà, l'avant-garde du général Stroganof et les troupes autrichiennes de la division Mohr attaqueront par la gauche la hauteur fortifiée dite la Redoute des Suédois, tandis que le corps du général Klénau l'attaquera de front et sur la droite. Le bois de l'Université sera en même temps pris et occupé. Deux compagnies de grosse artillerie russe, sous

la protection de la treizième division d'infanterie placée à Seifertshayn, bombarderont à la fois cette hauteur, et si l'attaque obtient le succès désiré, elles s'avanceront sur la grande route de Holzhausen. La division de cavalerie du général Tschaplitz formera la seconde ligne de l'avant-garde, et au besoin elle concourra à l'attaque. La douzième et la vingt-sixième divisions d'infanterie seront dirigées, par une marche de flanc, sur le village de Klein-Possna, et achèveront de tourner les Français avec la deuxième division légère autrichienne du général Bubna, et avec le corps du comte Platow. Le comte Bubna passera la Partha au village de Beicha, et le général Platow à Zwengfurth. »

Signé : Baron BENNINGSEN.

A 6 heures, les troupes de la troisième colonne principale étaient sous les armes, et les douzième et vingt-sixième divisions d'infanterie marchèrent sur Klein-Possna. A peine eut-on fait quelques pas, qu'on s'aperçut que l'ennemi avait abandonné sa position de la veille, qu'il avait retiré son aile gauche et formé sa ligne de bataille plus en arrière. Ce mouvement ne dérangea en rien les dispositions prescrites à l'aile droite pour l'attaque, si ce n'est cependant qu'on s'empara sans obstacle de la position abandonnée, et que la ligne demi-circulaire fut rétrécie.

Le général Benningsen ordonna l'attaque sur quatre colonnes ; elle commença par un feu d'artillerie très vif.

La première colonne, ou l'extrême aile gauche, se composait de la onzième brigade prussienne (Ziethen). Dès que l'ennemi eut quitté à la pointe du jour la forêt de Gross-Possna, cette brigade la fit occuper par ses tirailleurs, et Ziethen reçut ordre de maintenir, pendant le mouve-

ment général, les communications entre le corps de Klénau et celui de Wittgenstein, laissant Liebertwolkwitz à gauche. Ce général s'avance donc à l'attaque du village de Zuckelhausen et l'enlève après une vive résistance. Ensuite, courant observer les Français à Stotteritz, il se met en mesure de les en chasser; mais Probstheyda, situé sur le flanc et défendu avec énergie, l'empêcha d'exécuter son projet. Les Français se trouvaient aussi en nombre à Stotteritz, et ils avaient outre cela beaucoup d'artillerie. On fit avancer la batterie de la onzième brigade prussienne, et le village fut vivement canonné. Vers le soir, cette brigade se retira jusqu'à Zukelhausen.

La deuxième colonne, ou le quatrième corps autrichien (Klénau), marcha vers Holzhausen; ce village fut défendu avec la plus grande valeur] par le onzième corps français (Macdonald), mais l'attaque fut néanmoins si vive et si opiniâtre, que celui-ci fut enfin contraint de céder et d'abandonner aux alliés ce point important. Cependant, le général Klénau ne put s'y maintenir qu'après l'arrivée de la douzième division d'infanterie russe (Chowarsky). Le régiment d'infanterie de Narwa chargea les Français à la baïonnette, et il fut puissamment secondé dans cette circonstance par la batterie n° 45, aux ordres du colonel Begunow. Par cette vigoureuse attaque de la douzième division, par une manœuvre habile de la vingt-sixième sur le flanc gauche de l'ennemi, et par l'activité des compagnies d'artillerie, les Français furent non-seulement chassés de Holzhausen, mais encore rejetés jusque sur les hauteurs situées au-delà. On plaça à la droite de Holzhausen la vingt-sixième division d'infanterie, à la gauche la douzième, et en avant la treizième, ainsi que deux compagnies d'artillerie.

Dès que l'ennemi se fut aperçu de ces mouvements, il fit

jouer son artillerie, et bientôt après son deuxième corps de cavalerie (Sébastiani) tenta plusieurs attaques qui furent successivement repoussées par la douzième division d'infanterie. Celle-ci parvint à se maintenir malgré toutes ces attaques.

Les régiments d'infanterie de Smolensk et de Narwa se distinguèrent dans cette circonstance et enlevèrent deux pièces de canon. Un feu terrible de mousqueterie n'empêcha pas également la division de cavalerie russe (Kreutz) de s'avancer de Zweinauendorf. Le colonel de Benningsen, avec six escadrons de hulans, et le général Dochturow, avec six escadrons de hussards, poussèrent contre la cavalerie française une charge dans laquelle les trois escadrons aux ordres du colonel Besabrasow se firent honorablement remarquer. Cette cavalerie fut renversée, mais la cavalerie russe resta exposée à un feu bien nourri et qui ne cessa que lorsque le colonel Taube l'eut fait taire avec son artillerie. On plaça sur une hauteur deux bataillons d'artillerie russe, et l'ennemi, pris en flanc, fut ainsi empêché de se porter sur le corps de Dochtorow.

La troisième colonne, formée des troupes du général Stroganof, et soutenue par la division de cavalerie (Tschaplitz), s'était portée de Klein-Possna vers Klein-Baalsdorf, avec mission d'entretenir les communications entre les corps de Dochtorow et de Bubna. Après un combat très acharné, elle s'empara des villages de Baalsdorf et de Zweinauendorf, et la forêt, à droite du premier village, fut occupée par la brigade de chasseurs (Glebow). En même temps la cavalerie (Tchaplitz) exécuta plusieurs charges brillantes contre la cavalerie française (Walther), qui fut forcée de se replier au moment même où elle allait tenter un coup sur l'artillerie russe. Le colonel Klébeck, à la tête d'un régi-

ment de dragons, attaqua la cavalerie ennemie, qui, après avoir menacé la batterie n° 1 du capitaine Schischkin, et l'avoir presque enlevée, se retira tout à fait quand son chef, le général Sébastiani, eut été blessé.

La quatrième colonne, formée de la division légère autrichienne (Bubna), s'avança, malgré la plus vive résistance de l'ennemi, de Zwengfurth sur la grande route de Wurzen à Leipzig, et s'empara plus tard des villages de Molkau et de Paunsdorf. Ce dernier était défendu par une nombreuse artillerie, tandis que l'attaque des Autrichiens n'était appuyée que par 7 pièces de canon. Aussitôt que ce village fut emporté, des troupes légères l'occupèrent, et dans le même temps la cavalerie autrichienne du comte Bubna se forma sur la grande route de Wurtzen.

Le comte Platow marcha avec son corps sur la droite du général Bubna, et ouvrit le premier les communications avec l'armée du Nord du prince royal de Suède, de manière que tout le terrain entre Zuckelhausen, Zweinauendorf Molkau et Paunsdorf fut occupé par la colonne du général Benningsen. Le comte Platow réussit à déborder la brigade légère wurtembergeoise du général Normann, qui n'était formée que de deux faibles régiments, et elle passa du côté des alliés.

Les Saxons sous les ordres du général Russel (un régiment de cavalerie, 5 bataillons et 19 pièces), vivement pressés entre Zweinauendorf et la grande route de Wurzen, par les corps de Platow, Bubna et de Stroganof, en firent autant (1).

(1) Cette lâche défection est racontée ici pour ainsi dire comme un incident sans conséquence. Il semble qu'il était du devoir

Vers les trois heures après midi, le général Benningsen se rendit à son aile droite pour s'entretenir avec le prince royal de Suède relativement aux dispositions à prendre ultérieurement. Tout le danger qui menaçait le flanc droit de la colonne de ce général, s'était évanoui à l'arrivée de l'armée du Nord, et il se trouvait par conséquent à même de resserrer davantage ses forces dispersées sur une ligne de bataille très étendue, et qui dès ce moment allait devenir le centre des armées alliées réunies. Il fit donc appuyer par de la cavalerie et par de l'artillerie les attaques de l'armée du Nord sur le village de Sellerhausen.

d'un écrivain, de quelque côté qu'il fût, de la flétrir comme elle mérite de l'être. Il arrive trop souvent que la politique, les intérêts d'état font passer une puissance d'une alliance à l'autre; mais rien ne peut justifier une trahison pareille à celle des Wurtembergeois et des Saxons. Tout sentiment d'honneur se révolte à l'idée de voir sur le champ de bataille une troupe faire volte-face et tourner ses armes contre ceux-là même dans les rangs desquels elle combattait quelques instants auparavant. Ce qui ajoute encore à la lâcheté d'une pareille conduite, c'est que cette désertion a eu lieu au moment même où ces troupes se trouvaient vivement pressées par l'ennemi.

L'auteur ne fait pas non plus assez sentir combien une pareille désertion a dû contribuer à faire perdre aux Français cette immense bataille; il ne fait pas assez ressortir tout ce qu'a de terrible la position d'une armée qui voit tout d'un coup les forces de son ennemi augmentées de toutes celles qu'elle perd, et qui n'a plus à lui opposer qu'une ligne rompue et morcelée.

Le général Monfort.

Comme le jour était sur son déclin, le général Benningsen envoya par Ober-Zweinauendorf, jusqu'à la hauteur des moulins à vent, la 26e division d'infanterie (Paskiewitsch). Par ce mouvement, il était présumable que les Français qui combattaient contre le général Klénau, et se maintenaient toujours dans Stottisch, pris en flanc, quitteraient pendant la nuit ce village, ainsi que ceux de Grottendorf et d'Anger ; et d'après cela, il ne restait plus aux troupes de l'armée de Pologne, pour obtenir la victoire décisive, que d'escalader à la pointe du jour les murs de Leipzig.

Pendant la nuit, cette armée fut répartie de la manière suivante :

La onzième brigade prussienne (Ziethen), à Zuckelhausen.

Le quatrième corps autrichien (Klénau), devant Holzhausen vers Stotterit.

Le corps du général Dochtorow, en avant de Ober et Unter-Zwernauendorf.

La vingt-sixième division (Paskiewitsch), en avant de la hauteur des moulins, vers Stotteritz.

Les troupes d'avant-garde (Stroganof), à Molkau.

La division de cavalerie (Tschaplitz), plus en arrière.

Le détachement de cavalerie (Kreutz), devant Molkau, vers Stotteritz.

La deuxième division autrichienne (Bubna) et le corps de cosaques de Platow, au-delà de Paunsdorf.

Le quartier général de Benningsen était établi à Baalsdorf.

Quatrième colonne principale (armée du Nord).

Avant toute détermination, le prince royal de Suède eut le matin, non loin de Breitenfeld, un entretien avec le général Blücher. Il fut convenu que l'armée du Nord passerait la Partha, à Taucha, avec un renfort de 30,000 hommes de l'armée de Silésie. Le général consentit à y envoyer le corps russe de Langeron, et, faisant abnégation de son rang et de ses droits, il se mit en personne à la tête de ce corps. Ainsi, d'après les dispositions qui furent prises, l'armée du Nord devait passer la Partha, et se réunir ensuite sur son aile gauche à l'armée de Pologne de Benningsen, pour marcher sur Leipzig.

Il était environ huit heures du matin, lorsque l'armée du Nord quitta son camp près de Breitenfeld, et passa la Partha dans l'ordre suivant:

1° Le troisième corps prussien (Bulow) et la cavalerie russe du corps de Winzingerode, comme extrême aile gauche, près Taucha;

2° Le corps russe (Winzingerode) ainsi que l'avant-garde, commandée par le général Woronzow, près Grasdorf;

3° L'armée suédoise (comte Stedingk), près Plaussig;

4° Le corps russe (Langeron), sous les ordres du général Blücher, à Mokau.

Ainsi se trouva formée l'aile droite de l'armée du Nord.

La petite ville de Taucha continuait à être occupée par

les Français qui s'y défendaient avec le courage du désespoir; le général russe Pahlen la tourna, et secondé par le colonel Arnoldi, qui, en appuyant cette attaque avec le feu de sa batterie, eut une jambe emportée, il parvint à s'en rendre maître, et cerna en même temps un bataillon saxon du régiment Prince-Frédéric, qui fut forcé de mettre bas les armes. Le général Bulow s'avança ensuite vers le village de Paunsdorf, qui avait déjà été enlevé une fois par le comte Bubna, mais que les Français avaient repris plus tard et qu'ils occupaient alors avec de l'infanterie et de la cavalerie. Les vainqueurs de Gross-Beeren et de Dennewitz, l'héroïque landwehr s'avança au pas de charge au milieu d'une grêle de balles, et appuyée par plusieurs batteries russes et prussiennes, elle emporta le village.

Pour faciliter le passage de la Partha entre Mockau et Abt-Nauendorf, on avait fait avancer du corps de Langeron 36 pièces de 12, destinées à imposer silence à l'artillerie française, placée près de Nautsch. Le passage s'opéra ensuite sans obstacle, l'infanterie ayant de l'eau jusqu'à la ceinture.

L'ennemi se retira précipitamment vers Schœnfeld, et aussitôt que les régiments de hussards et de hulans saxons le virent poursuivi avec acharnement par la cavalerie du général Korff, ils passèrent eux-mêmes du côté des alliés. Les Français se reformèrent à Schoenfeld, où un combat de tirailleurs s'engagea et dura jusqu'au moment où le troisième corps prussien, entré en ligne de bataille, eut ouvert les communications par Paunsdorf avec l'armée de Pologne.

La position de l'ennemi derrière la Partha se trouvant par là percée sur tous les points, le maréchal Ney fut forcé de changer précipitamment la sienne, et c'est pour ce mo-

tif qu'il rassembla sur une même ligne, de Schoenfeld à Sellershausen et Stunz, les trois corps sous ses ordres.

Le septième corps français (Reynier) s'était formé à Paunsdorf sur deux lignes; des détachements de cavalerie et d'artillerie, ainsi qu'un bataillon d'infanterie saxonne, et la brigade de cavalerie wurtembergeoise aux ordres du général Normann, se trouvaient en position entre Paunsdorf et Taucha; mais ces troupes que la cavalerie russe était sur le point d'attaquer, se précipitèrent à sa rencontre et passèrent aussitôt du côté des alliés. L'infanterie saxonne de la première brigade, aux ordres du colonel Brause; la deuxième brigade, et l'artillerie sous ceux du général Ryssel, suivirent leur exemple. Toutes ces troupes rejoignirent le corps de Platow, qui envoya aussitôt quelques régiments de cosaques à la rencontre de la cavalerie française, qui s'efforçait alors de s'opposer à la marche des troupes saxonnes. Ainsi cette jonction des forces de la Confédération du Rhin à celles des alliés s'opérait au moment même où de leur côté l'armée de Pologne et l'armée du Nord se réunissaient. On a vu plus haut (armée de Pologne) quel grand résultat a eu cette jonction (1).

(1) L'influence de cette défection a été telle, que, malgré l'immense disproportion de forces entre les Français et les alliés, il est permis de croire que si les Saxons et les Wurtembergeois fussent restés fidèles, l'empereur Napoléon, s'il ne pouvait espérer la victoire, aurait du moins assez balancé le succès de cette journée du 18 pour pouvoir effectuer sa retraite tranquillement et sans les désastres dont elle a été accompagnée.

(Le général MONFORT.)

Bientôt le général Blücher, remarquant que l'ennemi envoyait de Leipzig des renforts vers Schoenfeld, fit marcher le corps de Sacken vers la porte dite de Halle de Leipzig, et attaquer en même temps les retranchements sur la rive droite de la Partha. Ce mouvement contraignit les troupes françaises, déjà en route vers Schoenfeld, à s'arrêter.

Vers deux heures, l'armée du Nord se trouvant à une égale hauteur, le corps de Langeron commença sur Schoenfeld une attaque qu'il avait fait précéder d'une vive canonnade; le village fut incendié, pris et repris alternativement.

Une heure plus tard, le maréchal Ney, voulant sans doute porter un coup décisif, fit avancer des masses considérables des villages de Sellerhausen et de Volkmannsdorf. Mais le prince royal de Suède envoya à leur rencontre la cavalerie russe qui les chargea et les rejeta dans ces villages. Dans ce choc, on enleva 4 canons, et le général russe Manteufel y fut tué.

L'attaque dirigée par les Français sur le centre ayant été repoussée, ils s'avancèrent en colonnes et avec toutes leurs forces entre Molkau et Engelsdorf, avec l'intention d'attaquer l'aile gauche de l'armée du Nord, pour tomber ensuite sur les flancs des alliés et les prendre à dos. Le comte Bubna, prévenant ce mouvement, fit avancer ses troupes et charger la ligne de front; la troisième brigade prussienne (prince de Hesse-Hombourg) de son côté marcha sur ce même point, où l'ennemi fut canonné d'une manière terrible par l'artillerie saxonne, ainsi que par les boulets à la Congrève de la batterie du capitaine Bogne. Le général Bulow avança aussi au pas de charge et emporta les

villages de Strumz et de Sellerhausen que l'ennemi avait défendus avec tant d'opiniâtreté.

Dans le même temps (et la nuit alors commençait à devenir sombre), le général Langeron, se dirigeant de nouveau avec ses masses d'infanterie sur l'aile droite et vers le village de Schoenfeld, l'enleva d'assaut, malgré la plus vive résistance. Il passa ensuite jusqu'auprès de Reudnitz qu'il avait presque atteint (se trouvant ainsi à une demi-lieue de Leipzig) quand l'empereur Napoléon accourut en personne et tenta de repousser l'aile droite. Sa garde à cheval aux ordres du général Nansouty partit au trot attaquer avec 20 pièces le flanc droit des Russes, et lui-même se précipita à la tête d'une division d'infanterie de sa garde vers Reudnitz. Les troupes du général Langeron furent vivement pressées, et comme le général Saint-Priest avait dirigé presque toute son artillerie sur d'autres points, on en manqua sur celui-ci. Le colonel suédois Cardell partit en toute hâte avec 20 pièces, et il parvint par l'efficacité de son feu à assurer le point menacé et à arrêter les progrès ultérieurs des Français. Cependant les Russes ne purent pénétrer plus avant, vu la complète obscurité de la nuit.

Cinquième colonne principale (Armée de Silésie).

Le corps du général Sacken combattit toute la journée près de Gohlis, des faubourgs de Leipzig et de Rosenthal. Les Français ne faisaient plus aucune résistance sur la rive droite de la Partha, excepté devant les retranchements de la porte de Halle.

Le premier corps prussien (York) était placé depuis 10 heures du matin, comme réserve en seconde ligne, sur les hauteurs entre Eutrisch et Gohlis; la division Horn, formant l'aile droite, et celle de Hunerbein l'aile gauche. D'après la demande du général Sacken, on envoya deux bataillons de fusiliers de l'aile droite au secours des tirailleurs russes qui se trouvaient dans Gohlis et autour de ce village. Ils le défendirent jusqu'au soir contre les attaques d'un ennemi supérieur. Le général Blücher mit sous les ordres du général York, les régiments de hussards et de hulans saxons qui avaient passé aux alliés.

Sixième colonne principale.

Les troupes du général Gyulai se bornaient à maintenir leur position. On envoya de l'infanterie et de la cavalerie légère contre le quatrième corps français (Bertrand) qui partait de Lindenau pour Lutzen, et on en vint aux mains.

Il était 6 heures du soir. L'empereur d'Autriche quitta le champ de bataille et retourna à Rotha. Les généraux Gyulai et Scheither envoyèrent dire à différentes fois que le quatrième corps français avait marché dès le matin sur Weissenfels et que ses équipages prenaient la même route.

Il était facile de concevoir que si les Français défendaient avec autant d'opiniâtreté les points de Connewitz, Probstheïda, Stotteritz et Schoenfeld, ce n'était pas pour obtenir la victoire, mais bien pour s'assurer un point de retraite;

cependant beaucoup de personnes étaient d'un avis contraire et pensaient que l'empereur Napoléon recommencerait la bataille le lendemain, et qu'il n'effectuerait sa retraite qu'à la dernière extrémité.

Vers le même temps, le prince de Schwarzenberg manda près de lui, sur la colline où se tenaient l'empereur de Russie et le roi de Prusse, tous ses lieutenants, et leur communiqua verbalement ce qu'il avait décidé pour le lendemain.

Un beau soleil couchant éclairait cette scène imposante. Autour de la vieille cité étaient rangés d'innombrables bataillons : partout on entendait le bruit du canon, et en arrière se trouvait encore une réserve de plus de 100,000 hommes qui brûlaient de combattre, et de prendre leur part à cette bataille inouïe. Des messagers annonçant une victoire remportée sur un point ou sur un autre, arrivaient de tous côtés ; et, tandis que la joie et l'espérance brillaient dans tous les yeux, les cœurs de l'auguste assemblée palpitaient de bonheur.

Les souverains ordonnèrent que les corps eussent à se tenir prêts à recommencer la bataille le lendemain au point du jour, et de la terminer d'une manière décisive.

Dans le cas de retraite de l'ennemi, il fut convenu qu'on marcherait vers Leipzig, comme on le fit dans cette journée, sur cinq colonnes, et qu'on emporterait la ville d'assaut; qu'alors et par là seulement la victoire pourrait être considérée comme certaine ; mais, quoique l'empereur de Russie désirât vivement que les grenadiers et les gardes russe et prussienne partissent de suite pour franchir l'Elster à Pégau, et tomber sur le flanc des Français pendant leur retraite, on lui représenta que les troupes étaient exténuées de fatigue, qu'elles manquaient de vivres, et on remit mal-

heureusement au lendemain ce mouvement qui devait avoir un si grand résultat. On ordonna cependant que dans la journée le troisième corps autrichien (Gyulai), la première division légère autrichienne et le corps de partisans du général Thielmann se rendraient à Pégau; que le premier corps prussien se dirigerait sur Mersebourg, que les cosaques de Platow passeraient la Pleisse à Dolitz ou à Gaschwitz pour inquiéter l'ennemi dans sa retraite, et il fut en même temps et unanimement décidé qu'aussitôt qu'elle serait commencée, les corps des alliés réunis le poursuivraient sans relâche.

A cette occasion, l'empereur Alexandre raisonnait sur les mouvements stratégiques avec une clarté et une précision admirables, et la rapidité de son coup d'œil excitait l'étonnement général. Enfin cette haute réunion se sépara à 8 heures du soir.

L'empereur de Russie et le prince de Schwarzenberg passèrent la nuit à Rotha. Le roi de Prusse la passa au village de Gruna sur la route de Borna; le général en chef Barklay au bourg de Liebertwolkwitz.

Le général Gyulai s'avança pendant la nuit de Knautheyn jusqu'à Pégau.

Le corps d'York, ayant sa cavalerie de réserve en tête, soutenue par deux régiments de cosaques du corps de Sacken, et par un bataillon de chasseurs autrichiens, partit à 7 heures du soir avec mission d'assurer les passages sur la Saale près Mersbourg et Halle. Après une marche forcée, la cavalerie de réserve et la division (Horn) arrivèrent à la pointe du jour à Halle, et la division (Hunerbein) à Boukdorf et à Liebenau.

Ainsi se termina le troisième jour de la bataille, signalé par un combat sanglant et glorieux. Cependant les armées

alliées s'avançaient déjà; elles n'étaient plus qu'à une lieue de Leipzig, et, du côté nord, elles touchaient presque aux portes de la ville.

L'empereur Napoléon, sentant à la fin qu'il ne pouvait ni obtenir la victoire, ni se maintenir, prit la résolution (résolution qui doit avoir coûté beaucoup à son caractère inflexible) d'éviter la bataille qu'on lui présentait pour le lendemain. On prétendait encore qu'il manquait de munitions. (En effet, d'après les rapports des généraux d'artillerie Sorbier et Dulauloy, l'armée française aurait tiré le 16 octobre 84,000 coups de canon et le 18, 95,000.) Il retourna le soir dans les faubourgs de Leipzig, où il passa la nuit avec le roi de Naples, à l'auberge du roi de Prusse. Pendant la nuit, les équipages, quelques pièces d'artillerie et la cavalerie se mirent en marche pour Weissenfels, comme la seule ligne de retraite qui restât alors aux Français.

Dès ce moment, le sort de l'Europe fut décidé; mais celui de Leipzig ne l'était pas encore.

19 OCTOBRE.

Après le départ du corps d'York, le général Blücher fit encore jeter pendant la nuit quelques ponts sur la Partha, afin de couvrir le terrain entre cette rivière et la Pleisse; il fit ensuite revenir le corps de Langeron sur la rive droite et le réunit entre les deux rivières à celui de Sacken. Il dépendait donc du général Blücher de suivre le corps d'York, ou de passer la Pleisse et l'Elster.

Pendant la nuit, l'armée française se retira avec ordre et sans bruit de Connewitz, Probstheida, Stotteritz, Volkmerdorf et de Reudnitz vers Leipzig, et de là par Lindenau sur Weissenfels ; de faibles avant-gardes occupaient ces villages afin de cacher la retraite, et on avait placé à Zweinauendorf, aux moulins à vent, et près les murs de Leipzig, des troupes pour les soutenir ; on avait de plus percé d'embrasures les murailles des jardins situés hors la porte de Grimma, celles du cimetière, ainsi que les portes mêmes. Dans les maisons de campagne, dans les broussailles, dans les parcs, partout on avait posté des tirailleurs ; la ville elle-même était occupée par le huitième corps (Poniatowsky) et par le onzième (Macdonald) qui avaient ordre de se défendre jusqu'à la dernière extrémité, afin que l'armée, son artillerie et ses équipages eussent le temps de se déployer et de commencer leur retraite sur cette étroite chaussée.

Les avant-postes de cavalerie des alliés reçurent ordre d'attaquer pendant la nuit et sans relâche les avant-postes français, pour s'assurer si l'ennemi commençait ou non à effectuer sa retraite. Mais on fut contraint de s'arrêter à des conjectures, car l'obscurité et les dispositions des Français ne permirent pas d'acquérir la moindre certitude à ce sujet. Enfin ce jour si long-temps désiré, le quatrième de la sanglante bataille, commença à paraître, et on se mit en mesure d'achever le grand'œuvre.

L'arrivée du jour leva tous les doutes qu'on pouvait avoir encore sur la retraite des Français, et les armées des alliés commencèrent à manœuvrer chacune suivant les dispositions qui lui avaient été prescrites. Des détachements ennemis se montraient bien çà et là sur leur passage, mais ils se trouvaient hors d'état d'opposer la moindre résistance.

Aussi occupa-t-on tous les villages et fit-on un grand nombre de prisonniers parmi les hommes restés sur les derrières. Partout on tomba sur des pièces abandonnées et sur les débris de chariots de munition que l'artillerie avait fait sauter.

Les armées alliées marchèrent donc sans s'arrêter un instant sur Leipzig, et entre 8 et 9 heures, l'ennemi fut enfin rejeté dans la ville. Le brouillard qui s'était élevé à la pointe du jour était dissipé. Après avoir visité à cheval une partie du champ de bataille de la journée précédente, l'empereur de Russie et le roi de Prusse arrivèrent derrière Probstheyda.

Ils ordonnèrent d'emporter d'assaut la ville de Leipzig. Aussitôt on fit placer tout autour des batteries de canons, de mortiers et d'obusiers, et bientôt la ville fut bombardée sur plusieurs points. L'armée principale de Bohême dut prendre d'assaut la porte dite Petersthor; l'armée de Pologne, celles de l'Hôpital, de Sand et des moulins à vent; l'armée du nord devait forcer les portes dites Hinterthor et Grimma, et l'armée de Silésie celle de Halle; ainsi ces quatre armées formaient chacune une colonne d'attaque.

Le corps des cosaques de Platow passa seulement alors la Pleisse, et le corps de la réserve russe se mit en marche sur Pégau. Le général Blücher fit traverser à la cavalerie de l'armée de Silésie, l'Elster à Skeudiz, afin qu'elle s'avançât vers Lutzen et attaquât l'ennemi sur ses derrières. Pendant ce temps la deuxième division légère autrichienne franchit la Pleisse et l'Elster pour le harceler de son côté.

Les souverains et le prince de Schwartzenberg se tenaient près des maisons qui bordent la route, d'abord sur la droite, ensuite à gauche. Bientôt des officiers saxons et français, envoyés par le roi de Saxe et le maréchal Macdonald, se

présentèrent ainsi que des députés de la ville pour entamer des négociations. Ils proposaient de rendre Leipzig, si on voulait en laisser sortir librement les troupes qui y étaient renfermées, et ils demandèrent que, dans tous les cas, on daignât épargner la cité. La réponse des monarques fut conçue en ces mots : « *Il faut que tout se rende à discrétion, sinon la ville sera emportée d'assaut, afin que les Français n'aient pas le temps d'opérer leur retraite et qu'elle leur devienne aussi funeste que possible.* » Ils ajoutèrent : « *Que le malheureux sort des habitants les touchait vivement, mais que dans le présent cas, leur devoir était de parler plus haut que la pitié.* » L'empereur de Russie et le roi de Prusse envoyèrent, le premier le général Toll, le second son aide-de-camp, le colonel Natzmer, porter cette réponse à Leipzig.

Le soleil était brillant, la malheureuse cité s'offrait de loin aux yeux des souverains et dominait la vaste plaine dans laquelle étaient rangées en bataille leurs nombreuses armées. Là aussi les vaillants Russes du corps de Wittgenstein attendaient impatiemment l'ordre de l'attaque, et, d'après un usage antique et solennel, ils avaient déjà passé la revue de leurs armes et adressé au ciel, en présence du signe révéré de la croix, une courte mais ardente prière. Tous étaient prêts à exposer de nouveau leur vie dans le combat qu'on allait livrer.

Ce fut dans ce profond recueillement que cette colonne, passant, drapeaux déployés, devant les souverains, marcha à l'assaut au son de la musique et des tambours. L'empereur de Russie s'approchant de chaque bataillon, lui adressa ces paroles : « *Mes enfants, vous avez combattu ces jours passés* « *en braves, en véritables héros; aujourd'hui, soyez magnanimes* « *envers les vaincus et les infortunés habitants de la cité; c'est*

« *votre empereur qui vous en conjure; et si vous m'aimez,* « *comme je n'en doute pas, vous exécuterez fidèlement mes or-* « *dres.* » A ces mots, les officiers et soldats vivement émus, promirent d'une voix unanime obéissance entière aux ordres de leur souverain. L'enthousiasme était à son comble, tant il est vrai que la véritable grandeur d'âme est toute puissante sur les nobles cœurs. Ah! que ma plume ne peut-elle retracer dignement ici tous les beaux sentiments qui se manifestaient alors.

L'empereur de Russie et le roi de Prusse, entourés d'un brillant cortége de généraux et d'officiers de toutes armes, se dirigèrent auprès du commandant en chef, feld-maréchal prince de Schwarzenberg, et lui remettant avec bonté les insignes de l'ordre de Saint-Georges de première classe, et la grand'croix de l'Aigle-Noire, ils le prièrent de les accepter comme un témoignage public de son mérite et de leur reconnaissance personnelle. Ils ajoutèrent que la victoire qu'il venait de remporter assurait le bonheur de toutes les nations, et rendrait le nom de SCHWARZENBERG aussi glorieux que cher à la postérité.

Le feld-maréchal répondit: « Qu'il n'avait que faiblement « contribué à la victoire; qu'elle était due aux sages dispo- « sitions des souverains dont il n'avait fait qu'exécuter lit- « téralement les ordres, ainsi qu'à la bravoure des géné- « raux et des soldats; que c'est à leurs personnes que toute « la gloire devait en revenir, et que, quant à lui, il se trou- « vait déjà beaucoup trop récompensé par la satisfaction « des monarques et par la pensée que l'Allemagne, désor- « mais libre, allait jouir enfin d'un bonheur inaltérable. »

Tous les assistants étaient saisis d'admiration à la vue de ce grand capitaine luttant de générosité et de modestie avec les augustes souverains.

Attaque de Leipzig.

Première colonne de l'armée principale de Bohême.

Avant d'abandonner le village de Probstheyda, les Français avaient brûlé 50 chariots à munitions et enfoui 12 canons qui plus tard furent découverts par les Prussiens. Le corps de Kleist, qui suivait les pas de l'ennemi, se forma d'abord près du moulin à tabac, où arriva aussi à 8 heures du matin le roi de Prusse.

Les autres corps d'armée s'étant également avancés vers le sud et très près de la ville, elle commença à être bombardée par le général d'artillerie Nikitin. Les corps de Colloredo, Wittgenstein et Kleist se tenaient tous prêts à l'attaque; mais la ville étant prise sur d'autres points, ils n'en vinrent pas aux mains.

Deuxième colonne.—Armée de Pologne.

Cette colonne se dirigea à sept heures du matin par Stotteritz sur Leipzig, et se forma à une portée de canon de la ville. Le général Klénau prit position auprès des maisons qui bordent la route, en attendant l'arrivée de l'artillerie de

réserve, car dès l'instant où les troupes s'approchaient de la ville, les batteries françaises placées sur le Galgenberg commençaient un feu roulant.

Le général Benningsen fit arriver quatre compagnies de grosse artillerie (60 pièces de canon) qui leur imposèrent bientôt silence; et après que beaucoup de chariots de munitions eurent sauté en l'air, l'artillerie des Français se retira, et leurs tirailleurs occupèrent les jardins, les murailles et toutes les maisons dominantes. L'artillerie des alliés s'avança alors, elle fut suivie de la douzième et de la treizième division d'infanterie qui marchèrent en colonnes et au pas accéléré directement sur la ville, tandis que la vingt-sixième division, avec une compagnie d'artillerie légère, s'avançait plus à gauche vers les maisons de la route. A 300 pas des murailles des jardins, on bombardait les faubourgs et les murs de la ville, mais ces derniers sans succès, attendu qu'ils étaient construits de briques; ils furent à la vérité troués en plusieurs endroits, mais on ne put réussir à les faire écrouler. Les troupes du prince royal de Suède attaquèrent sur la droite, et en même temps le général Benningsen ordonna à la douzième et à la vingt-sixième divisions d'infanterie de s'emparer du faubourg de Grimma. La compagnie de sapeurs du colonel Afanassief fut chargée de détruire les murailles des jardins environnants et de faciliter ainsi l'entrée à la treizième division. Le courage et l'énergie des assaillants aplanit toutes les difficultés; aucune des dispositions prises par l'ennemi ne put en élever d'insurmontables, et les Russes pénétrèrent jusque dans l'allée qui se prolonge entre le faubourg et la ville. Le régiment de Ladoga conquit 7 canons, celui de Pultawa 11, celui d'Orel 3, et le 5e régiment de chasseurs 8, ensemble 26 pièces. Tous ces régiments faisaient partie de la vingt-

sixième division commandée par le vaillant général Paskiewitsch. Le général ennemi Kutaschofsky fut fait prisonnier avec 15 officiers et 300 hommes, et on s'empara de 17 canons et de 27 chariots de munitions trouvés sans escorte.

Le général Benningsen envoya aussitôt un bataillon dans la ville pour servir de garde au roi de Saxe; ce bataillon fit mettre bas les armes à la garde saxonne, et il fit le service extérieur et intérieur de la maison.

Troisième colonne, ou armée du Nord.

Cette colonne, aux ordres du prince de Suède, s'avança également ayant à sa tête la troisième brigade prussienne (prince Louis de Hesse-Hombourg), soutenue par la cinquième brigade (Borstel) et par quelques bataillons suédois. Le village de Reudnitz fut emporté, et on s'avança ensuite à gauche sur la grande route de Wurzen. Le troisième bataillon de landwehr de la Prusse occidentale marchait en tête; venaient ensuite le deuxième bataillon et un bataillon de fusiliers. L'ennemi se défendait sur ce point avec une grande opiniâtreté; son feu qu'il dirigeait des jardins et des faubourgs, devenait de plus en plus actif: beaucoup de braves perdirent la vie avant qu'il fût possible aux Prussiens de pénétrer jusqu'aux portes palissadées, c'est-à-dire celles de Hinter-Thor et de Kohlgarten. Dans ce combat, qui fut long-temps indécis, le prince Louis de Hesse fut blessé, et remplacé dans le commandement par le général

Borstel. Le major d'artillerie Edenhielm reçut également une blessure grave, et le major suédois Dobeln fut tué.

Le général Borstel fit avancer sa brigade, et le prince royal de Suède lui envoya six bataillons russes et un bataillon suédois pour le soutenir. Alors toute résistance fut vaine : les Prussiens pénétrèrent par la porte dite Hinter-Thor à travers les jardins et de petites rues dans le faubourg, et ils furent précédés dans cette voie par les Poméraniens.

En même temps, le général Woronzow se dirigea avec son avant-garde composée de cinq bataillons de chasseurs russes, ayant à leur tête le 14e régiment commandé par le colonel Krassowsky, vers la porte de l'hôpital dont il s'empara, comme aussi de plusieurs pièces de canon.

Par la prise des portes de Hinter-Thor et de l'Hôpital, les autres portes se trouvaient menacées sur les derrières; bientôt les troupes qui les défendaient furent repoussées de manière que toutes les portes extérieures de la ville furent presque en même temps assaillies. Mais dans ce moment un combat terrible s'engagea dans les allées entre le faubourg et la ville intérieure. Les Français et les Polonais, qui occupaient ces lieux avec une artillerie considérable, firent un feu violent vers tous les points attaqués ; on fut contraint d'emporter au pas de charge, et les unes après les autres, presque toutes les batteries françaises, et après une lutte qui dura plus d'une heure dans les faubourgs, et dans laquelle beaucoup de monde succomba, tout fut forcé de se rendre au vainqueur.

Le combat qui eut lieu dans la ville intérieure fut presque insignifiant, en comparaison de celui-ci.

Quatrième colonne. — Armée de Silésie.

Le général en chef Blücher chargea le corps de Sacken d'attaquer la porte de Halle de Leipzig, et fit placer une batterie de 12 pour balayer le terrain entre la ville et le village de Reudnitz. Par cette disposition, l'attaque des troupes prussiennes du général Bulow fut fortement appuyée, et l'ennemi forcé de se replier jusque dans le faubourg. Comme dans ce même temps l'infanterie du corps de Langeron arrivait sur la rive droite de la Partha devant Leipzig, on tenta de la lui faire traverser, pour qu'il vînt prendre à dos la porte de Halle, encore vigoureusement défendue par de l'infanterie et de l'artillerie françaises; mais le passage fut impossible, et l'infanterie de Langeron fut contrainte de poursuivre sa marche sur la rive droite; elle atteignit enfin la porte de Halle, et y entretint le feu, de concert avec le corps de Sacken qui s'était déjà rendu maître des maisons et des retranchements établis près de cette porte. Vers midi, le feu des Français se ralentissant au pont de la Partha, l'infanterie parvint à enlever la porte de Halle avec trois pièces de canon ; elle poursuivit même les Français jusque dans les allées extérieures, où se trouvaient pêle-mêle le parc d'artillerie, les troupes, les bagages, les munitions, etc. Ici la défense de l'ennemi fut faible, il abandonna son artillerie, et se dirigea vers la porte de Ranstadt.

Voyons maintenant ce qui se passait du côté des Français : quoique leur retraite eût commencé la veille, beaucoup de leurs troupes, artillerie et bagages, restés en arrière,

se pressaient en masse dans les rues étroites de Leipzig et Lindenau : les fuyards ne trouvaient plus d'issue, tout était pêle-mêle, et, dans cet affreux désordre, chacun cherchait son propre salut. Il était 10 heures du matin, lorsque l'empereur Napoléon quitta la ville, après avoir fait visite au roi de Saxe; il voulut sortir par la porte de Ranstadt, mais ce fut en vain; il fut contraint de faire un détour pour gagner celle de Peters-Thor, et aussitôt qu'il eut traversé avec sa suite le pont à la porte extérieure de Ranstadt, on le fit immédiatement sauter derrière lui, tant il est vrai qu'ici comme ailleurs, il ne considérait que sa personne, qu'il lui sacrifiait tout le reste avec une cruelle indifférence (1). Un autre pont de communication, jeté dans le

(1) Ce récit est complétement inexact. Il appartient à un témoin oculaire de rétablir la vérité des faits et de détruire une imputation calomnieuse contre l'empereur. Dès trois heures du matin du 19, l'empereur avait donné l'ordre de préparer les moyens de faire sauter les ponts sur la chaussée de Lindenau. Les préparatifs furent longs à faire : on y travaillait encore lorsque l'empereur passa avec sa suite. Il ne donna ni ne fit donner aucun ordre pour les faire sauter. Le désordre, déjà bien grand avant le passage de l'empereur, augmenta encore après, et ne tarda pas à être à son comble. L'officier du génie chargé de l'opération, ayant à faire travailler sur plusieurs ponts, fut obligé de s'éloigner un peu du premier que l'on rencontre en sortant du faubourg. Quand il voulut y revenir, la foule était si épaisse et si serrée, qu'il lui fut impossible d'y arriver : il avait à peine commencé à s'en rapprocher qu'il l'entendit sauter. Les sapeurs qui étaient restés auprès des poudres y avaient mis le feu en voyant arriver les tirailleurs de l'ennemi. Voilà comment les choses ont

jardin de Richter, s'écroulant tout à coup sous le poids des fuyards, leur ôta toute issue, et les livra entièrement au pouvoir du vainqueur.

Les alliés avancent en masses de tous côtés, et les Français ne songent plus même à se défendre. Espérant trouver encore leur salut en traversant les jardins et les prés de Leipzig, ils se jettent dans la Pleisse et dans l'Elster; mais ce n'est que la mort que les malheureux trouvent dans les flots ou sous le feu roulant des alliés. Le maréchal Macdonald parvient à se sauver en traversant le fleuve. Le maréchal prince Poniatowsky est moins heureux : grièvement blessé, hors d'état de lutter contre le courant, il disparaît bientôt avec son cheval (1). Le général Dumoustier, chef de l'état-major du onzième corps, eut le même sort. Tout ce qui n'est pas englouti par les flots est forcé de se rendre aux armées victorieuses des alliés.

En ce moment, les monarques apprirent que leurs armées pénétraient dans la ville. Ne considérant nullement alors le

eu lieu. Il y avait long-temps que l'empereur était passé; il était alors déjà bien loin ; et il est absurde de supposer que, dans l'intérêt de sa propre sûreté, il ait donné ordre de faire sauter ces ponts dont l'existence ne pouvait compromettre en rien sa personne.

Le général MONFORT.

(1) Avant de se jeter dans l'Elster, cet infortuné prince eut un moment d'hésitation; mais le capitaine Bléchamp, excellent nageur, et qui faisait partie de son état-major, lui dit : « Jetez-vous « à l'eau, mon prince, je réponds de votre vie. » Aussitôt, Ponia-

danger qui pouvait les menacer au milieu d'une confusion qu'aucune plume ne saurait décrire, ils se précipitent au galop dans les faubourgs, et, à midi, accompagnés du prince de Schwarzenberg, ils font leur entrée à Leipzig par la porte de Grimma, aux cris d'allégresse d'une nombreuse population, à travers les rangs des vainqueurs, au bruit de la musique militaire et du tonnerre de l'artillerie qui poursuivait l'ennemi ; passant devant les troupes de la confédération, comme aussi devant beaucoup de Français, qui tous mettent bas les armes, ils se dirigèrent vers la grande place du marché. Sur un autre point on vit arriver le prince royal de Suède, les généraux Blücher, Benningsen, et immédiatement après eux tous les illustres chefs qni avaient si puissamment contribué à la victoire. La garde saxonne se tenait sous les armes près la demeure du roi de Saxe, et l'on peut dire sans exagération que jamais nos aïeux n'avaient rien vu de semblable.

towsky se précipite dans le fleuve. Son cheval est entraîné par les flots ; le prince surnage ; alors le brave Bléchamp le saisit à bras le corps, mais à l'instant même il est frappé d'une balle ; un second coup atteint le prince, et tous deux disparaissent.

Quelques jours après, le corps du prince, retrouvé par des pêcheurs, fut remis entre les mains des Polonais alors prisonniers à Leipzig. On lui rendit les derniers honneurs dus à son rang (il venait d'être nommé maréchal de France).

Sa cendre repose maintenant dans les caveaux de la cathédrale de Cracovie, près de celles de Sobieski et de Kosciuszko.

Roman-Soltyk,

(général polonais).

Cependant, on entendait encore de tous côtés battre l'alarme, et des coups de fusil isolés partaient de temps en temps. Prussiens, Russes, Autrichiens et Suédois se précipitent pêle-mêle sur le chemin pavé de Ranstadt. En dehors de la porte, la terre est jonchée de morts, de mourants et de cadavres de chevaux. L'artillerie, les équipages, des colonnes entières, vainqueurs et vaincus, restent immobiles, tous les chemins sont encombrés de troupes, et çà et là s'engagent encore quelques faibles combats. La vie des souverains eux-mêmes est menacée sur le chemin de la porte de Ranstadt; car, ne pouvant la franchir, ils furent contraints de revenir sur leurs pas, et de se diriger par le marché vers la porte de Grimma. Dans ce court trajet, qui dura plus d'une heure, ils rencontrèrent l'empereur d'Autriche qui traversa la ville à cheval, et retourna ensuite à Rotha, tandis que le roi de Prusse et l'empereur de Russie passèrent l'armée du Nord en revue.

Alors les habitants, qui, peu d'instants auparavant, entrevoyaient avec horreur le sort réservé aux villes emportées d'assaut, éprouvèrent la clémence des monarques et l'humanité de leurs vaillants soldats, car la vie des citoyens fut assurée et toutes les propriétés furent respectées. L'ordre se rétablit bientôt, et la peur et l'anxiété firent place à la joie.

Ainsi s'acheva cette œuvre de sang. Dès ce moment, la supériorité de l'Allemagne sur la France fut décidée, et on posa la pierre fondamentale du grand monument consacré à la liberté de l'Europe.

Les pertes éprouvées dans cette bataille par l'armée française furent immenses; on les évalue à 15,000 hommes tués, et à 30,000 blessés (un grand nombre de ces derniers faisant partie des 23,000 malades que l'ennemi avait laissés à Leipzig). On fit en outre 15,000 prisonniers, et 300 pièces

de canon, 900 chariots à munition ou d'équipage tombèrent entre les mains des alliés

Parmi les morts se trouvaient le prince Poniatowsky, les généraux Rochambeau, Dumoustier, Vial et autres.

Parmi les blessés, les maréchaux Ney et Marmont; les généraux Souham, Compans, Latour-Maubourg, Sébastiani, Maison, etc.

Parmi les prisonniers, le prince Émile de Hesse-Darmstadt, les généraux Lauriston, Regnier, Schaeffer, etc.

Les pertes des armées alliées, quoiqu'elles n'aient jamais été connues bien exactement, ne laissèrent cependant pas que d'être très considérables. En voici à peu près le relevé.

Armée autrichienne.

Tués. — Le général Giffing, 57 officiers et plus de 2,000 hommes.

Blessés. — Le prince de Hesse-Hombourg, les généraux Hardegg, Nostiz, Mohr, Spleny, 3,030 officiers et 5,000 hommes.

Prisonniers. — Le général Meerfeldt, 39 officiers et 1,000 hommes.

Armée russe.

1° L'armée du général Barklay de Tolly.

Tués. — Les généraux Schawitsch, Newerofsky, Manteufel, Hune, et le prince Kudaschof.

Blessés. — Les généraux Rajeswsky, Duca, Krischanofsky, Karateiof, Lewaschof et Pissaref.

110 officiers, et 2,960 hommes tués.

670 officiers, et 13,017 hommes blessés.

15 officiers, et 2,763 hommes prisonniers de guerre.

795 officiers, et 18,740 hommes.

2° Armée de Pologne ou réserve russe (Benningsen).

Tués. — Le général Lindfors. — Le nombre de tués et de blessés était de 123 officiers et de 3,000 hommes.

Armée prussienne.

Blessés. — Le prince Louis de Hesse-Hombourg et le prince Charles de Mecklembourg-Strélitz.

1er corps d'armée (York).

176 officiers et 5,568 sous-officiers et soldats, tant tués que blessés.

2e corps d'armée (Kleist).

244 officiers et 7,882 sous-officiers et soldats, tant tués que blessés.

On ignore à combien s'élevaient les pertes du troisième corps prussien aux ordres du général Bulow, mais on peut sans exagération les estimer à 100 officiers et à 1,500 sous-officiers et soldats.

La perte de l'armée suédoise fut de même inconnue, mais elle ne doit cependant s'élever qu'à 100 officiers et 300 hommes.

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

Autrichiens.	—	7 gén.	399	off.	8,000	sous.-off. et soldats.	
Russes.	—	12	»	864	»	21,740	»
Prussiens.	—	2	»	520	»	14,950	»
Suédois.	—	»	»	10	»	300	»
Total général :		21 gén.	1793	off.	44,990	sous-off. et soldats.	

La bataille livrée sous les murs de Leipzig pour la cause des peuples a, en quatre jours, consolidé peut-être pour des siècles la liberté des Allemands, et elle sera comparée dans l'histoire à ces grandes batailles de l'antiquité, qui décidèrent du salut ou de la ruine des empires. Aussi la gloire des monarques, des généraux et des soldats qui ont combattu dans ces immortelles journées, passera éternellement à la mémoire de la postérité. La bataille elle-même fut conduite des deux côtés avec tout le talent de la tactique, avec la valeur la plus soutenue, et c'est surtout au milieu du feu que l'esprit patriotique des Allemands s'est montré sublime; ainsi cette loi infaillible qui veut que des peuples d'une même race, parlant le même langage, restent constamment unis, s'est vérifiée par le passage dans les rangs des alliés, de presque tous les Allemands de la confédération.

C'est dans l'avenir que les suites de cette bataille seront encore d'une plus haute importance. Elle forme pour ainsi dire un pôle dans l'histoire du monde. D'incroyables erreurs ont fait naître de grands malheurs et donné une expérience bien cruelle; mais les droits sacrés de l'humanité sont enfin de nouveau reconnus, et tout porte à croire qu'ils ne périront jamais.

On a rarement vu livrer et gagner des batailles sans commettre plus ou moins de fautes stratégiques; aussi combien la seconde partie de la campagne de 1813 apparaît remplie de fautes de l'empereur Napoléon, et indigne de lui. Au lieu de concentrer toutes ses forces, et de veiller à ne pas être cerné par les mouvements de ses ennemis, le grand capitaine se livre entièrement à leur discrétion. Et pourquoi n'a-t-il pas livré bataille aux armées du Nord et de Silésie, depuis le 8 jusqu'au 13 octobre?

Pourquoi encore avait-il si mal choisi son champ de bataille près Leipzig? Pourquoi n'avait-il pas pris position derrière la Saale, ou tout au moins derrière la Pleisse et l'Elster au-delà de Leipzig, quand il n'était déjà plus en son pouvoir de combattre les armées alliées séparément, puisque les armées du Nord et de Silésie s'avançaient ensemble de la Mulde pour le cerner? Qui l'a empêché d'attaquer de nouveau le 17? Pourquoi n'a-t-il pas fait tous ses efforts pour déboucher à Connewitz, ou n'a-t-il pas marché sur Pégau en longeant la rive gauche de l'Elster et de la Pleisse, afin de menacer l'aile gauche et les derrières de l'armée de Bohême, et la forcer ainsi à la retraite? Et s'il ne voulait, ou ne pouvait plus rien entreprendre de décisif dans cette journée, pourquoi alors ne commençait-il pas lui-même à opérer la sienne qui lui était si nécessaire?

Comment l'empereur Napoléon et les maréchaux de France peuvent-ils se disculper de ne pas avoir fait jeter derrière eux des ponts sur les rivières pour s'assurer un moyen de retraite? et cette précaution de l'Empereur de faire sauter les ponts derrière lui, ne fut-elle pas cause que des milliers d'hommes trouvèrent la mort dans l'Elster? Oui, cet ordre cruel et sans but (nous disons sans but, car la chaussée de Lindenau était d'ailleurs tellement encombrée, qu'aucune poursuite ne pouvait plus être possible), cet ordre pèsera un jour sur sa tête, quand il paraîtra devant le tribunal suprême du Dieu de l'univers pour lui rendre compte des millions d'hommes qu'il a sacrifiés (1).

Dans ces mémorables journées, l'armée française combattait avec sa valeur accoutumée et avec une patience hé-

(1) Le simple exposé des faits, dans la note précédente, répond à cette déclamation.

Le général MONFORT.

roïque, qui ne se démentit pas même alors qu'elle eut perdu toute espérance d'obtenir la victoire; sa gloire sera immortelle. Le général Bertrand s'est acquis un beau nom dans les fastes militaires, en triomphant à Lindenau; car c'est ce fait d'armes qui seul a rendu possible à l'armée française sa retraite sur le Rhin.

Mais il y a aussi du côté des alliés des circonstances isolées qui manquent encore d'éclaircissements. Ainsi, comme on l'a vu, l'attaque de l'armée de Bohême du 16 octobre a été exécutée sans la réunion des corps de Colloredo et de Benningsen; ensuite les attaques de Connewitz et de Liebertwolkwitz n'ont pas été poussées avec assez de vigueur. Il est tout à fait présumable que, sans la victoire de Moeckern, les alliés se seraient trouvés exposés à des échecs dont on ne peut calculer les suites.

Enfin, il y avait eu négligence à ne pas détruire, pendant le peu de temps que le général Gyulay tint Lindenau sous son pouvoir, le pont qui pouvait couper toute retraite à l'armée française; mais peut-être on n'avait pas l'intention de la lui couper.

Si, après avoir emporté une partie du village de Lindenau, le général Gyulay n'a pas détruit le pont sur la Lippe et sur l'Elster; si plus tard, à une seconde attaque de l'ennemi, il n'a pas défendu ce point avec toute l'énergie possible; s'il est resté les trois jours suivants dans l'inaction, se bornant à observer l'ennemi, et si d'un autre côté on n'a envoyé sur ce point aucun renfort soit de l'armée de Silésie, soit de celle de Bohême, ne semblerait-il pas qu'alors on n'eut pas l'intention d'occuper Lindenau? ou bien n'aurait-on voulu faire qu'une tentative avec le troisième corps autrichien, afin de rendre l'empereur Napoléon plus attentif sur le danger qui le menaçait et l'engager à la retraite? Dans

cette hypothèse, qui paraît d'ailleurs assez probable, on avait raison de ne pas le pousser à toute extrémité avec ses 150,000 hommes, et de ne pas empêcher sa retraite sur sa ligne de communication, car il ne peut venir à la pensée de personne que 150,000 soldats, conduits par un chef habile et résolu, puissent jamais être ni coupés, ni cernés. Quelle est la puissance qui pourrait empêcher de telles forces de se frayer un passage! L'histoire du monde n'offre pas un pareil exemple. Ainsi les Français auraient tout entraîné avec eux, et les suites de ce choc eussent été incalculables. Et si Napoléon se fût frayé un chemin vers Magdebourg, l'Allemagne eût-elle été délivrée comme elle l'a été par la bataille de Leipzig? Non sans doute; la guerre eût pris une autre tournure, et le théâtre des combats eût été transporté du midi au nord. Aussi laissa-t-on, et avec raison, Napoléon se diriger directement sur le Rhin; on lui avait même fait un *pont d'or*, pour qu'il le franchît plus vite, puisqu'il avait fait sauter les *ponts de pierre* (1).

(1) Ce jeu de mots est ici d'autant plus insipide qu'il porte entièrement à faux. Quel serait donc le *pont d'or* qui aurait été fait à Napoléon à la bataille ou à la suite de la bataille de Leipzig? L'auteur serait, sans doute, fort embarrassé de répondre. Il est d'ailleurs inconcevable qu'il accuse Napoléon d'avoir fait sauter le pont de la porte de *Ranstadt* immédiatement après qu'il l'eut traversé. Tout le monde sait que cette déplorable précipitation vint, comme on l'a vu dans une précédente note, en l'absence accidentelle de l'officier du génie, d'un *malentendu* de la part des sapeurs chargés de l'exécution matérielle de cette mesure. Comment peut-on accuser Napoléon d'une pareille lâcheté!!! Si l'empereur des Français avait eu des craintes

pour sa personne, aurait-il différé son départ de Leipzig jusqu'à 10 heures? Il serait certainement parti dès le matin, car alors il ne pouvait plus être question de *l'inflexibilité de son caractère!* Et d'ailleurs, Napoléon n'avait-il pas été à même de juger aussi bien que l'auteur, que « *cet ordre cruel de faire sauter le pont* « *derrière lui était sans but, puisque la chaussée étroite de Lin-* « *denau était tellement encombrée, qu'aucune poursuite ne pou-* « *vait plus être possible!* »

Que l'on reproche à Napoléon son inflexibilité, son obstination à se maintenir sur le malheureux champ de bataille de Leipzig, malgré son infériorité numérique, le désavantage immense de sa position, et par suite l'absence pour lui de toute chance de succès décisifs; qu'on lui reproche enfin son imprévoyance sur ses moyens de retraite, le reproche n'est que trop fondé. Mais qu'on l'accuse de peur ignoble, honteuse, de lâcheté enfin, c'est une indigne calomnie! C'est se déclarer soi-même *haineux*, et aveuglé par la passion et l'esprit mesquin de vengeance.

(*Un officier-gén. français.*)

(La suite au prochain numéro.)

MÉMOIRE

SUR

LE PALATINAT DE PLOCK,

CONSIDÉRÉ

COMME THÉATRE DES PLUS IMPORTANTES OPÉRATIONS MILITAIRES, PENDANT LA GUERRE DE POLOGNE EN 1831,

Lu à la séance du 9 avril 1840 de la Société littéraire polonaise.

En faisant le récit des principaux événements qui préludèrent de loin en loin à la chute de Varsovie, je ne viens pas servir des ressentiments nationaux depuis long-temps assoupis, et flétrir les auteurs de nos désastres : j'ai seulement voulu donner une idée des opérations importantes qui se sont passées sous mes yeux, et décrire cette portion de terrain qui leur a servi de théâtre. Dans une campagne décisive comme la nôtre, les personnes ne sont presque rien, les résultats sont tout : ce n'est pas ma faute s'il faut leur appliquer des noms propres. Ce récit a pour but de démontrer par quelle série de déceptions il nous a fallu passer pour arriver en quelques mois des victoires de Waver

et d'Iganié aux sanglants revers d'Ostrolenka et de Varsovie. Il doit servir à expliquer au moins, sinon à justifier la fin déplorable d'une guerre commencée sous d'aussi fortunés présages ; comment une nation insurgée en masse pour le maintien de ses droits les plus sacrés a été réduite à l'impuissance par l'ineptie et le mauvais vouloir de quelques hommes. Il doit servir aussi de fil conducteur pour ceux qui auront le bonheur de recommencer la lutte nationale, tout en profitant des sévères leçons du passé.

L'histoire militaire du palatinat de Plock en 1831 est toute l'histoire de la campagne. L'expédition contre les gardes russes, la bataille d'Ostrolenka, la marche de flanc de Paskewitsch, le mouvement du général Milberg, bien conçu et fort mal exécuté, la désastreuse diversion du général Lubinski, et enfin la retraite opérée par le général Rybinski, tels sont les faits dont ce palatinat fut témoin coup sur coup depuis le mois de mai jusqu'au mois d'octobre. Mais, pour avoir une connaissance exacte de ces mouvements, il est indispensable de se faire une idée nette du terrain et des ressources qu'il offrait aux deux armées belligérantes. Comme tout le nord de la Pologne, le palatinat de Plock n'offre aucun de ces obstacles insurmontables qui garantissent à jamais un pays d'une invasion étrangère. Néanmoins, on ne peut le considérer comme entièrement découvert que du côté de la Prusse, attendu qu'il n'est séparé de ce dernier pays par aucune frontière naturelle. Il n'en est pas ainsi de sa partie orientale, qui est protégée par deux rivières considérables, le Boug et la Narew, dont la première le traverse dans presque toute sa largeur, et dont la seconde le sépare du district de Stanislavow et de la Podlaquie. Maîtres comme nous l'étions des places de Sierock au confluent de ces deux rivières, du pont de Zegrze

sur la Narew, coupant la grande route de Varsovie à Saint-Pétersbourg par Kowno, et de Modlin, tête de pont formidable, au confluent de la Narew et de la Vistule, un seul de ces passages nous permettait d'opérer soit offensivement, soit défensivement sur les deux rives; pendant que l'ennemi s'avançant de Lomza ou de Ciechanowiec, n'aurait pu se morceler sans courir le risque d'être battu par détachements. En 1808, Napoléon sut tirer parti de cette position qui couvre si bien la capitale du côté du nord; mais l'hiver et le mauvais état des routes l'empêchèrent de jouir de tous ses avantages. A ces difficultés, qui sont toutes contre l'agresseur, on doit ajouter la nature du pays enclavé entre la Narew et le Boug : en général peu habité, presque entièrement couvert de forêts de sapin, et même entre Zambrow et Lomza, assez fortement accidenté et couvert de bruyères. Les habitants sont pauvres et vivent presque exclusivement des produits de la chasse. On aurait dû mettre à profit leur adresse merveilleuse et constamment exercée, leur connaissance parfaite de tous les sentiers et conduits de ces immenses forêts, impénétrables à tout autre. . . . .

. . . .

C'est entre ces deux rivières que le grand-duc Michel cantonnait paisiblement avec la garde impériale, au risque d'être coupé de la grande armée de Dybicz, enveloppé, désarmé, lorsque le plan de cette opération, habilement conçu par le quartier-maître-général Prondzynski, échoua par la faute du généralissime. Il n'entre pas dans le cadre de cette notice de suivre la marche de l'armée polonaise

dans ses brillantes excursions contre les gardes russes. Il suffira de mentionner que plus le généralissime Skrzynecki s'écartait de Varsovie, plus il témoignait d'hésitation et de crainte dans tous ses mouvements : tâtonnant toujours, sous le prétexte d'assurer ses derrières, lorsqu'il fallait se porter franchement en avant, et désespérant tous les officiers par ses lenteurs, tandis que la marche forcée ne semblait être réservée que pour la retraite. Il ne s'était pas pénétré de ce principe si simple, que bien que la perte d'une capitale soit trop souvent un coup mortel pour l'état et l'armée qui la défend, l'ennemi ne peut s'occuper de diriger ses forces sur ce point, si une armée active et manœuvrant sur ses flancs n'est préalablement vaincue. C'est ici que nous avons à déplorer l'entêtement et la médiocrité révoltante du généralissime, qui perdait un temps précieux en pourparlers, ou bien à toujours attendre les rapports de Lubinski, détaché à Nur qui ne venaient jamais, et d'Uminski, chargé, dit-on, de couvrir Varsovie et de masquer le mouvement rétrograde de la grande armée. Grâce à leur inaction, la garde russe, surprise dans ses cantonnements par des têtes de colonnes qui l'attaquèrent mollement, ou plutôt se contentèrent de la suivre et de la saluer d'une canonnade lointaine, eut le temps de se former et de se retirer sans perte d'une position aussi dangereuse.

Skrzinecki accordait à la capitale une importance beaucoup plus grande qu'elle ne l'exigeait sous le rapport stratégique. Si, non content de talonner la garde russe, il l'eût franchement abordée, pendant que Lubinski, au lieu de rester oisif à Nur, fût tombé sur ses derrières, et rendu la retraite excentrique tout aussi impossible que sa jonction avec Dybicz, le sort de la guerre eût été résolu en 24 heures, et les vingt mille hommes qui servaient d'escorte au grand-duc

Michel eussent mis bas les armes. Supposant même que, malgré cette victoire décisive, le gros de l'armée russe se fût emparé des mêmes positions qui furent témoins de sa déroute le 31 mars, telles que Grochow et Waver, pendant que Uminski se fut réfugié sous le canon de Praga, est-il raisonnable de croire que Dybicz eût osé bloquer un faubourg de Varsovie, séparé de la ville par un fleuve débordé, en laissant sur ses derrières une armée nécessairement victorieuse? Et n'était-il pas préférable à tous égards pour l'armée polonaise de livrer bataille après avoir anéanti un corps d'un si grand poids dans la balance de nos opérations, que de lui permettre, en s'amusant à des contre-marches insensées, de se reformer sous la protection de l'armée russe, et de revenir quelques jours plus tard avec elle ? Que peuvent alléguer les plus zélés partisans de Skrzynecki pour justifier cette étrange conduite ? Rien, sinon l'ambition démesurée du généralissime, qui se trouvait plus à l'aise dans les salons dorés de Varsovie, en passant des jours entiers à lire les gazettes étrangères, qu'entouré de ses soldats et de la haute désapprobation de ses généraux. Rien, sinon que l'amour de la gloire était dominé chez lui par l'amour de la puissance : cette dernière ne pouvant lui arriver que de Varsovie, tandis que du côté de Brzesç et Kowno étaient les fatigues et les rudes travaux de la guerre. Aussi les plus grandes chances de succès ne l'ont jamais éloigné plus de quatre à cinq marches de la capitale, tandis que le moindre échec procurerait sur-le-champ à cette ville le bonheur de posséder dans ses murs le généralissime avec son nombreux et brillant état-major.

Ce sont ces dispositions du dévot général qui amenèrent des résultats si opposés aux calculs du quartier-maî-

tre Prondzynski : savoir la bataille d'Ostrolenka et la retraite de l'armée sur Varsovie.

Une inaction non interrompue donna le temps à l'ennemi, qui n'avait pas su profiter de la bataille d'Ostrolenka, et semblait vouloir nous surpasser dans nos fautes, de mûrir le projet téméraire du passage de la Vistule, et d'exécuter une marche de flanc sous le canon de Modlin, débouché facile et retraite assurée pour l'armée polonaise. Si nous jetons un coup d'œil sur la partie extrême du palatinat de Plock, nous nous apercevons que, passé la Wkra, rivière guéable sur tous les points et en toute saison, on n'y rencontre plus d'obstacle sérieux jusqu'à la Skrvia, séparant le district de Plock de celui de Lipno, si ce n'est le vaste marais de Szrensk, interposé entre cette ville et la frontière prussienne. La retraite de l'ennemi eût été désastreuse sur ce point, si pressé par nos colonnes débouchant de Modlin ou du pont que l'on aurait jeté à Plock, il eût cherché à s'adosser à la partie de la Prusse la plus rapprochée de lui, pour y chercher un dernier refuge. Passé la Skrvia, on trouve des positions dans les forêts de Skompé, appuyées sur les lacs de Lipno. Cependant l'habileté d'un chef, jointe au courage des troupes, eût pu facilement triompher de cet obstacle, soit en le tournant, soit à cause des routes nombreuses et praticables qui le traversent en tout sens. Quant aux ressources que peut offrir le palatinat de Plock sur la rive droite de la Narew, il est utile d'en dire un mot, vu que l'armée russe a pu s'assurer par expérience combien il est peu prudent de le traverser dans toute sa longueur depuis Pultusk jusqu'à Nieszawa, avec une armée compacte, et dans la saison qui précède les récoltes.

Pendant les quinze années de paix qui suivirent la chute

de Napoléon, le commerce des villes avait prospéré sur la rive gauche de la Vistule, tant par la proximité de l'Allemagne que par la préférence marquée des fabricants de tout pays et de toute industrie pour cette partie de la Pologne, qui leur présentait encore la Vistule comme dernier boulevard contre le voisinage inquiétant de la Russie. Des colonies opulentes et bien bâties s'étaient peuplées d'étrangers qu'attiraient la fertilité du sol, la douceur du climat et la facilité d'exercer des métiers lucratifs dans un pays où les préjugés nobiliaires n'avaient pas encore complétement affranchi la classe travailleuse et commerçante. Les palatinats de Mazowie et de Kalish avaient devancé tous les autres dans les améliorations rapides qui s'opéraient malgré la rivalité jalouse de la Russie : à ce point que l'étranger, arrivant de Prusse à Varsovie par une des plus belles routes ferrées qui existent en Europe, ne s'imaginait plus les quitter en entrant en Pologne, mais plutôt croyait gagner une contrée plus neuve et d'une civilisation plus fraiche et plus féconde. Le palatinat de Ploçk seul n'avait point participé à ce mouvement général, et sa population, purement et entièrement agricole, était d'autant plus éloignée de jouir des douceurs d'une aisance même médiocre, qu'une grande partie de ses villages était habitée par des laboureurs d'une haute extraction, et qui par conséquent dédaignaient les plus dures charges de leur état. Soit dit pour mémoire que ces nobles paysans, dont les ancêtres étaient seigneurs ou princes, se sont tellement multipliés, sans doute à cause de la salubrité du climat et de la fécondité du sexe, que l'on trouve des villages entiers dont tous les habitants, jusqu'au dernier manœuvre, sont princes. A Dieu ne plaise que je veuille porter atteinte à la valeur héréditaire de ces dignes jour-

naliers, si mélodieusement chantés par Mickiewicz, cultivant avec résignation le même terrain qu'avaient possédé leurs ancêtres; mais leur aversion pour le commerce fut de tout temps insurmontable. Dans une contrée qui ne vit que d'agriculture, et médiocrement fertile, une partie des blés est consacrée à la semaille, le second tiers est vendu pour le paiement des impôts, et le restant, s'il y en a, nourrit pendant une année, et jusqu'à nouvelle récolte, l'agriculteur, son cheval, sa famille et son bétail. Il se trouve cependant que, grâce à l'ingénieuse fourberie des Juifs, les provisions de l'année se trouvent consommées avant la moisson nouvelle, et les plus pauvres sont réduits à la demi-ration, en y suppléant par un usage immodéré des pommes de terre, et faute de celles-ci, par une abstinence forcée, mais complète. Le mois d'août seulement vient ramener l'abondance. Or, si avant ce temps, une armée vient à s'aventurer par masse, dans un pays si mal approvisionné, que le voisinage de l'ennemi l'empêche de prendre des cantonnements étendus; si cette armée est coupée de sa base, dépourvue de lignes d'opérations, elle risque d'être décimée par la faim, et même totalement anéantie.

Telle fut la situation de l'armée russe pendant tout le temps que dura sa marche de flanc dans le palatinat de Plock. Sans cesse exposée sur son flanc gauche par le point menaçant de Modlin; forcée à ne procéder que par masses compactes, prêtes à tout instant à repousser une attaque, qui même, malgré cette précaution, lui eût été fatale: dénuée de vivres, elle n'eût jamais tenté cette marche si hardie, et j'ose dire insensée, si l'impéritie du généralissime, retenu par des intrigues obscures dans le palais de Joseph Poniatowski, ne lui eût permis de tourner impuné-

ment notre capitale si bien protégée du côté de la Russie par la Vistule, de choisir Modlin pour pivot, et d'entrer enfin dans cette ville par la porte de France.

Il nous faut observer que, passé Racionz et Bodzanow, les Russes, par une faute impardonnable de leur chef, s'enfonçaient dans un cul-de-sac formé par la Vistule et la frontière de Prusse, qui, sous le rapport stratégique, devait être considéré comme une grande puissance neutre, rangée par les tacticiens au nombre des obstacles insurmontables. En effet, si par suite d'un échec, Paskewitch avait dû se replier pour reprendre haleine à l'abri de la frontière de Pozen, bien que les Prussiens lui eussent fait bon accueil, et il est à croire que cette violation insigne de la neutralité n'aurait pas été soufferte par la France et l'Angleterre, d'autant que la conduite de la Prusse et de l'Autriche envers les détachements polonais réfugiés sur leur territoire avait provoqué l'indignation générale.

Quoi qu'il en soit, l'armée russe ne fut pas dans la nécessité de recourir à ce moyen de salut, et Paskewitch fit tranquillement jeter trois ponts à Osiek, où la Vistule, divisée en trois branches, baigne des îles chargées de broussailles. Alors encore tous les moyens d'empêcher les Russes de passer le grand fleuve étaient entre nos mains, soit à cause de la lenteur avec laquelle s'avançaient les travaux, ou du manque de matériaux propres à la construction, ou de la profondeur et de la rapidité des eaux. La faute d'avoir laissé défiler l'armée russe presque en vue de Modlin aurait pu être réparée par une attaque au moment même du passage de la Vistule, et nous aurions pu l'exécuter indifféremment sur les deux rives, à l'aide du pont de Modlin descendu à Plock ou à Dobrzyn. Les circonstances nous auraient parfaitement servi : un corps

d'armée russe se trouvait déjà sur la rive gauche du fleuve, lorsque ses eaux courroucées rompirent le joug détestable d'une horde étrangère qui n'aurait jamais dû contempler ses rives que des prisons de Praga. Ce corps se trouva comme coupé et compromis jusqu'à la réparation du pont, ce qui dura trois à quatre jours, et ne fut encore sauvé que grâce à l'apathie du généralissime, pendant que sa perte aurait probablement suffi pour dégoûter les Russes d'une tentative aussi délicate, en présence d'un ennemi maître des deux rives par Praga, Modlin, et Plock. Au lieu d'agir par lui-même et avec la totalité de ses forces dans un moment aussi critique, Srzynecki se contenta d'envoyer le général Milberg avec 10,000 hommes dans le palatinat de Plock pour observer l'ennemi déjà en position au district de Lipno, pour intercepter ses communications avec Ostrolenka et la Russie, s'emparer des convois et des détachements encore en retard sur la route de Pultusk à Nieszawa, ainsi que de ceux qui lui arrivaient de Prusse par Mllava. Milberg, avec les forces que le généralissime avait mises à sa disposition, aurait pu facilement remplir cette mission, et, bien que trop faible pour menacer le gros de l'armée russe, il était pourtant en mesure de lui couper entièrement la communication avec Saint-Pétersbourg : et cette armée, privée de tout ressort, se fût fondue d'elle-même, à moins de s'ouvrir une grande route militaire à travers la Prusse. Le général Milberg, naturellement indolent et d'ailleurs fortement soupçonné de malveillance, se contenta de remplir à la lettre les instructions du généralissime, et blottit son corps d'armée sous Plock, le long de la Vistule, contre les ravins si dangereux qui en sillonnent la rive droite, depuis Zakroczym jusqu'à Plock, et là il se livra à une telle incurie, que son petit corps de 10,000

hommes, nullement inquiété, manqua souvent de vivres faute de soins plutôt que par la pauvreté de la contrée. Imitant le système adopté par le général en chef depuis la bataille d'Ostrolenka, de faire la guerre du fond de son cabinet, il détacha le général Milberg avec deux régiments de cavalerie et quelques compagnies d'infanterie pour observer l'arrière-garde russe et la division de cavalerie du général Witt, pendant que les Cosaques fourrageaient et pillaient le restant du district de Lipno jusqu'à Rypin et Sierpce.

Le général de brigade Miller, actif, entreprenant, rempli d'intelligence et de savoir, et d'ailleurs, soit découragement soit tout autre motif, fort peu dévoué à la cause nationale, s'empressa de remplir sa mission en vrai commandant de cavalerie légère. Possédant l'art de ménager habilement le repos à sa troupe, et de pourvoir avec la plus grande promptitude à tous ses besoins, il quitta le camp de Plock occupé par toute la cavalerie et la division sous les ordres du général Turno, et s'empara de l'excellente position de Srebrna, en face des vedettes de l'arrière-garde russe, dont un détachement stationnait à Parzen, village situé sur la rive droite de la Skrvia. A peine y fut-il arrivé qu'il envoya quelques escadrons avec l'ordre de refouler sur l'autre rive tout ce qui se trouvait encore de cavalerie russe en-deçà de la rivière ; ce qui fut exécuté ponctuellement. Un engagement de tirailleurs força les Russes à se retirer en brûlant le pont de Brudzen. Nous fûmes témoins à l'escarmouche de Parzen d'un dévouement vraiment admirable. Au milieu même d'un feu bien nourri, et tandis que nos tirailleurs occupaient déjà le village envahi depuis plusieurs semaines par les bandes dévastatrices des Cosaques, les habitants se précipitaient à notre rencontre, transportés de voir pour la première fois

dans le cours de cette campagne les soldats et les aigles polonais. Les femmes mêmes du village, malgré le sifflement des dernières balles russes, s'empressaient de nous offrir des rafraîchissements et tout ce que les Cosaques leur avaient laissé de provisions. . . . .

. . . .

Le général Miller, après avoir pris des informations très détaillées sur le gros de l'armée russe, campé dans le district de Lipno, soit au moyen des espions, soit par les déserteurs qui abandonnaient en masse les camps moscowites toutes les fois que la disette s'y faisait sentir, marcha sur Sierpce, en refoulant devant lui les postes de l'ennemi. Cette mesure aurait eu pour résultat de rendre la position de l'armée russe plus précaire encore, en lui ôtant la possibilité de fourrager sur son flanc gauche, si le général Milberg n'avait arrêté Miller au moment où il occupait la petite ville de Gozdow, avec l'ordre de rejoindre sur-le-champ le corps d'armée, en ne laissant que le colonel Walewski avec le 2e régiment de mazours, pour remplir son importante mission. Cet ordre inconcevable et motivé sur des instructions nouvelles du généralissime alors stationnant à Modlin, rendit la sécurité aux Russes, et leur permit de voiturer des munitions par Golub et Rypin pour le camp d'Osiek; car le colonel Walewski, commandant il est vrai un régiment de nouvelle formation, mais plein de zèle et de valeur, trouva bon de se replier dès le troisième jour sur Miller qui campait à Radzanow près de Plock. Celui-ci fut tout étonné de voir arriver le colonel Walewski qu'il supposait occupé à harceler les Cosaques entre Bielsk et Sierpce. Cependant le général Milberg était en train d'exécuter un mouvement rétrograde sur Wyszogrod, lorsqu'il apprit qu'une division russe de 5,000 hom-

mes, sous les ordres du général Gersztenzweig, se dirigeait en pleine sécurité de Pultusk sur Osiek, suivant les traces de Paskewitch.

Forcé pour ainsi dire par l'imprudence de l'ennemi qui avait entrepris en présence d'un corps d'armée supérieur en nombre et bien reposé cette marche de flanc si dangereuse, Milberg dut tenter une démonstration. Mais comme s'il avait donné sa parole de laisser échapper tous ses avantages, il perdit non-seulement l'occasion de faire essuyer aux Russes un échec assuré, mais il compromit sa propre cavalerie, en l'envoyant à Racionz, où n'étant pas appuyé par l'infanterie qui n'arriva que sur le soir, le général Turno fut ramené. On ne peut même pas alléguer l'imprévoyance, pour justifier en quelque sorte la conduite de Milberg : car ce dernier était informé la veille de la bataille, à dix heures du soir, du mouvement insolite de Gerstenzweig, et, sans contredit, il aurait pu se montrer en position en même temps que Turno, par une marche de nuit de Bodzanow à Racionz, qui n'en est éloigné que de quatre milles. Je cite les faits comme ils se sont passés : je laisse aux lecteurs le soin d'en apprécier les causes évidentes ou cachées.

Après ce combat, le général Milberg continua sur Plonsk, et de là traversa la Vistule à Modlin, pour se ranger en bataille avec le reste de l'armée polonaise dans la position de la Rawka, faisant face aux Russes qui déjà inondaient la Cujavie, le grenier de Pologne, et même jusqu'à Lowicz, tout le palatinat de Mazovie, son sanctuaire national. Cette situation était la conséquence d'une faute impardonnable que l'on avait commise en négligeant de jeter un pont à Plock : ce qui aurait permis de considérer la marche de l'armée russe sur Varsovie, même après son

passage de la Vistule, comme une marche de flanc aussi téméraire et mal combinée que celle de Pultusk à Osiek. Ainsi que dans la première, l'armée polonaise, en débouchant de Modlin, pouvait fondre sur la colonne de route, la couper, la détruire, de même le général Milberg aurait pu entraver la marche de Paskéwitch, en opérant de Plock à Gostynin, cette ancienne prison des Tzars moskowites, et menacer son flanc gauche pendant que Skrzynecki lui aurait opposé une ligne parallèle.

Le palatinat de Plock fut encore destiné à servir de terrain aux pacifiques opérations du général Lubinski, occupé à y poursuivre des fantômes, au moment où le sang coulait à Wola et dans les faubourgs de Varsovie. Si le président du gouvernement, le général Krukowiecki, avait reçu des instructions de Paskewitch, il n'aurait pas mieux agi dans ses intérêts qu'il n'a fait en disséminant l'armée, au moment où il aurait dû plus que jamais la concentrer sous Varsovie ; il est inconcevable aussi que la diète n'ait pas dès lors soupçonné les criminelles intentions de Krukowiecki, et n'ait pas eu le courage de révoquer ses pouvoirs. Romarino, bien à tort accusé d'exaltation patriotique, fut envoyé faire une promenade à Terespol, à cinquante lieues de la capitale, tandis que la cavalerie de Lubinski reçut l'ordre d'occuper le palatinat de Plock, pour refaire ses chevaux, et peut-être frayer un passage vers la frontière prussienne. Thomas Lubinski campa sous Gora, et s'acquitta parfaitement de sa mission, en ce qui concerne les approvisionnements au moins. Henri Lubinski, son frère, le seconda très bien dans cette opération, et prouva jusqu'à l'évidence, qu'il savait aussi bien exploiter les propriétés des autres, qu'il était bon administrateur des siennes. Président de la banque avant

la révolution de 1830, ce fonctionnaire déploya depuis une mauvaise volonté si manifeste, qu'il faillit être victime de la fureur du peuple. L'impulsion première qu'il avait communiquée à notre gouvernement fut toute favorable aux Russes : la défection de Chlopicki fut son ouvrage, et, je le dis à regret, les frères Lubinski furent, durant tout le cours de l'insurrection, les mauvais génies de la Pologne, pauvres avant, millionnaires après.

Après la nuit du 15 août, le banquier jugea à propos de se réfugier sous la protection de son frère, destiné par Krukowiecki à fourrager dans le palatinat de Plock. La petite église de Gora le vit, en costume de simple garde national de Varsovie, assister à une messe de parade que son frère faisait célébrer le jour de son entrée en campagne. L'ancien chef d'état-major de Skrzynecki, à beaucoup près meilleur comédien que général, Thomas Lubinski, ne manqua pas de s'y trouver avec tout son nombreux entourage. J'ai dit nombreux, j'aurais pu dire innombrable, composé qu'il était de l'ancien état-major de l'armée, joint aux tristes débris de celui de Skrzynecki. C'était une armée à part : l'officier payeur Thadée Ostrowski, ancien capitaine de cavalerie en 1812, se confondait en plaintes de pouvoir à peine suffire à un aussi vaste service. Il y eut beaucoup de messes en 1831. Le soldat restait parfaitement indifférent à ces pieuses exhibitions, il préférait généralement un *Te Deum* après la victoire. La dévotion des frères Lubinski ne les empêcha pas de faire une course vers Thorn, pour s'y ménager une entrevue avec les généraux prussiens, entrevue où les intérêts de la Pologne indépendante ne furent probablement pas discutés.

A la nouvelle de l'attaque prochaine de Varsovie, si Thomas Lubinski était demeuré à Gora, il est certain que

malgré les généraux Ambroise et Jean Skarzinski, et le découragement qu'ils cherchaient à répandre dans les rangs de l'armée, malgré les intrigues des frères Lubinski, le sentiment national se serait réveillé dans tous les cœurs, on aurait volé à la défense de la ville, et les opposants auraient payé cher leur mauvaise volonté. L'attaque de Varsovie ne fut pas imprévue : les Russes n'en daignaient pas même cacher le jour et l'heure, tant ils soupçonnaient les dispotions de nos chefs. Quelques jours avant cette catastrophe, Lubinski, au lieu de se rapprocher de Modlin, où il était redoutable pour l'armée assiégeante, se mit à la poursuite d'une division imaginaire de l'armée russe, nouvellement aperçue sur le chemin de Pultusk à Nowe Miasto. Il s'arrêta à Pruszkow, sur la Wkra, et, après s'être amusé tout une journée à faire préparer un pont solide au-dessus d'un gué où il n'y avait guère que deux pieds d'eau, il s'avança sur Nowe-Miasto, se garda bien d'y entrer, et, sans avoir vu l'ennemi qui n'y était plus, il repassa la rivière à pied sec, longea prudemment la rive droite, arrêta son corps d'armée à Blendow (1), et le soir, au feu du bivouac, il lui annonça mystérieusement que les Russes étaient à Varsovie. Voilà quel fut le terme des exploits du général Lubinski.

Il ne me reste plus qu'à dire un mot sur la retraite de Rybinski, dernier généralissime, qui usa de ses fonctions pour se réfugier en Prusse par le palatinat de Plock. La nature même semblait démentir les tristes prévisions du parti désespéré. Malgré le passage récent des hordes russes, la

(1) Le nom de cette ville signifie en polonais égarement : les soldats disaient que Lubinski l'avait choisie à dessein pour y faire égarer son armée.

récolte abondante de l'armée pourvoyait largement aux besoins du soldat, et la terre polonaise semblait ainsi protester elle-même avec son éloquence de moissons et de fruits, contre le scandaleux découragement de nos généraux. Cette campagne ne fut point pour nous une suite de privations, mais bien une série de déceptions et de fautes : l'habitant patriote, aussi bien que le juif terrifié, nous assuraient la possibilité de continuer une campagne d'hiver contre un ennemi encore mal assuré dans ses conquêtes. En vain le fautif échelonnement des Russes en Mazovie offrait à Rybinski la facilité de percer ce faible rideau, et de gagner les défilés du palatinat de Cracovie, cet antique foyer de nationalité, couvert par une ceinture de rochers. C'est en vain que Dembinski renouvela deux fois la tentative de se frayer avec une poignée de braves la route de sa ville natale, que Rybinski parut se résoudre à Wloclawek à rejoindre les généraux Romarino et Rozycki : la fatalité nous poussait vers la frontière prussienne. Le corps de Romarino servit d'escorte aux anciens membres de la pentarchie, pressés de gagner la frontière opposée; et lorsque les camps de Gorzno et de Brodnica furent encombrés des débris d'une armée, les Cosaques, comme des corbeaux sinistres, s'abattirent sur ses dépouilles, et dépecèrent le cadavre.

Ces pages empreintes de douleur ont, je l'espère, éclairci quelques points douteux de notre insurrection : on y voit comment la nation polonaise fut deshéritée du prix de tant de sacrifices, en expiant la faute d'avoir méconnu ce grand principe : *Que toute révolution doit, sous peine de mort, puiser en elle-même sa force et ses moyens de salut.*

Thomas OSTROWSKI,
Capitaine de cavalerie légère.

TACTIQUE

SUR

L'ARTILLERIE A CHEVAL.

SECTION III.

Dispositions pour les manœuvres.

Dans l'exemple suivant on suppose un corps d'infanterie de 25,000 hommes composé de deux divisions, chacune de 12 bataillons d'infanterie de ligne et trois d'infanterie légère; chaque bataillon est supposé avoir 720 hommes sous les armes. Ce corps doit avoir en outre 400 chasseurs, une brigade d'artillerie à pied de 4 batteries, et 2,400 chevaux de cavalerie légère. La force du corps de cavalerie qui se présente pour le combattre est connue. Le champ de bataille est envisagé sous le point de vue tactique, c'est-à-dire qu'il est supposé une plaine débarrassée d'obstacles.

Parmi le grand nombre de dispositions qu'on peut imaginer pour le corps d'infanterie dans un pareil moment où isolé, il se trouve en présence d'une masse de cavalerie imposante, nous en avons choisi deux, l'une des plus défavorables, l'autre bien préférable. La première est représentée dans la figure 5, et la deuxième dans la pl. 6. Dans l'une, il est formé en un grand carré; dans l'autre, sur deux lignes.

La première disposition a pour inconvénient qu'un emploi bien dirigé de l'artillerie à cheval de l'ennemi peut, en peu de temps, amener la reddition du corps

d'infanterie; mais elle a l'avantage de permettre à ce dernier de tenir le corps de cavalerie sur la défensive, quand ce ne serait que pour peu de temps, en opérant dans sa position un changement prompt et facile à exécuter.

Elle ne serait donc pas sans utilité si le corps d'infanterie devait, dans l'attente d'un renfort rapproché, conserver sa position. Vu la proportion assez forte de cavalerie attachée au corps d'infanterie, l'ennemi peut n'attaquer que sur un point; et, dans des circonstances favorables, attaquer en même temps sur deux tout au plus. Dans les deux cas, les côtés du carré placés latéralement conversent sur l'alignement du front et en même temps avec de l'artillerie de la réserve; le corps d'infanterie renforce les batteries qui se trouvent sur les ailes. Dès que ce mouvement est fait, les deux ailes se portent en avant par échelons pour attaquer le corps de cavalerie; elles seront appuyées dans ce mouvement par l'artillerie qui est placée derrière elles.

Dans la disposition du corps d'infanterie représentée pl. 6, trois brigades sont formées sur deux lignes. La première a une étendue de 1.800 pas; la seconde, qui est à 400 ou 500 pas en arrière, se compose de la quatrième brigade d'infanterie de ligne et de la brigade d'infanterie légère. La cavalerie et toute l'artillerie sont placées entre ces deux lignes. Dans le cas où le corps de cavalerie voudrait attaquer tout le front de la première ligne avec 24 canons et 6 régiments, et mettre sur chaque aile de cette attaque un régiment, 4 escadrons de tireurs d'élite et 4 canons comme réserve pour s'opposer aux manœuvres de la deuxième ligne, le corps d'infanterie pourrait contre cette disposition prolonger l'une de ses ailes, ou toutes les deux à la fois, au moyen d'une brigade d'infanterie et de sa cavalerie. L'artillerie peut en outre être employée soit

en masse sur une seule aile, soit répartie sur toutes les deux.

On peut alors commencer une attaque par échelons qui obligera le corps de cavalerie à une retraite momentanée. Ces dispositions seront plus avantageuses si le corps de cavalerie cherche à battre son adversaire par des attaques successives. Ainsi, la dernière disposition du corps d'infanterie est une des meilleures qui puissent être prises. Nous ne parlerons pas d'une foule d'autres dispositions intermédiaires entre les deux que nous venons de décrire, afin de n'être pas diffus.

Attaque contre la disposition n° 1 (pl. 5).

Nous poserons pour premier principe que les forces du corps de cavalerie doivent autant que possible rester réunies, attendu que l'ennemi a une cavalerie assez nombreuse. De même, pour ne pas exposer cette dernière à un revers, pour qu'elle ne soit pas battue isolément et entièrement dispersée, nous la plaçons dans l'intérieur du carré.

Le point d'attaque le plus avantageux est sur l'un des angles du carré; outre l'avantage de pouvoir par là tenir toute la cavalerie réunie, on a encore celui d'obliger l'ennemi à mettre deux fois plus de temps à exécuter la manœuvre décrite précédemment, ce qui n'a pas lieu dans une attaque parallèle à l'un des côtés. L'attaque sur l'angle favorise encore l'effet de l'artillerie, en ce que le feu d'une seule division causera dans le même temps autant de ravage sur les troupes ennemies que les 4 batteries dans une attaque de front; si l'on se porte avec 16 canons en

avant et à 400 pas de l'angle; parce qu'alors on pourra foudroyer à mitraille les deux bataillons placés latéralement à la distance de 400 pas, les deux suivants, qui seront éloignés de 500 pas, et dans la deuxième ligne les deux bataillons de l'angle, de 600 pas, ainsi que les plus voisins de ceux-ci, qui seront éloignés de 700 pas.

L'exécution de l'attaque devra avoir lieu de la manière suivante :

Une division d'artillerie à cheval et les 4 régiments de la ligne principale se porteront rapidement sur l'angle choisi *c* (pl. 5). Les régiments se seront mis en marche sur deux colonnes, chacune d'un escadron de front, à droite et à gauche des deux ailes de l'artillerie à cheval. Deux régiments de cavalerie, quatre escadrons de tireurs d'élite et une batterie suivent ce mouvement à droite et à gauche, et ils s'arrêtent au point (2) pour servir de réserve.

La division d'artillerie qui s'est portée en avant pour attaquer et qui met 60 pas de distance entre les demi-batteries, dirige ses premiers coups contre la demi-batterie, afin de l'anéantir par une seule décharge de ses 16 canons. Après le premier coup, les 4 canons du centre continuent leur feu contre les 4 bouches à feu de l'ennemi pour foudroyer en même temps les 2 bataillons de la deuxième ligne qui sont à l'angle. Les 12 autres canons dirigent leur feu sur les bataillons marqués *a*. Quand on considère que cette partie du carré reçoit à chaque décharge 1.024 balles et par conséquent 3,072 en trois décharges sur lesquelles on peut admettre, à cause de l'éloignement de l'ennemi, que le 1/3 tout au plus atteint le but, on doit convenir que ces bataillons *a* et la demi-batterie seront hors d'état

de résister (1), cependant la ligne de cavalerie ne s'ébranle pas encore; elle pourrait tomber, par le voisinage de la cavalerie ennemie, dans une mêlée désavantageuse qui empêcherait l'effet de l'artillerie à cheval; mais la division d'artillerie se porte encore en avant jusqu'à la distance de 300 pas, afin de rejeter tout-à-fait en arrière les 8 bataillons attaqués et repousser les troupes qui sont dans le carré par le feu à mitraille qui doit alors les atteindre. En même temps que ce mouvement s'exécute, les batteries (2) s'avancent pour attaquer, et quand par ces deux attaques le carré entier est ébranlé, resserré et pour ainsi dire transformé en une masse compacte, la cavalerie se met en mouvement. Cette attaque est indiquée dans le dessin par la couleur noire.

Lorsqu'il reste encore assez de temps, les batteries B et D peuvent, renforcées chacune de 4 obusiers tirés de la réserve, converser à droite et à gauche pour foudroyer l'attaque de cavalerie, et, sous leur protection, les côtés AB et AD peuvent converser jusqu'à ce qu'ils soient sur les alignements des côtés BC et CD pour attaquer par les flancs. Pour exécuter cette manœuvre, 4 canons de chaque batterie marcheront vers le point (3) pour prendre en flanc les batteries B et D et les repousser en arrière; mais les 4 autres canons resteront à portée pour empêcher le mouvement de conversion des lignes AB et AD, ou pour

(1) Le corps d'infanterie ne peut faire aucun mouvement contre les attaques directes jusqu'à présent, puisqu'un mouvement de cinq cents pas exige moins de trois minutes.

AUTEUR.

attaquer la cavalerie ennemie, si celle-ci se hasarde à sortir du carré dans le but de tomber sur le corps de cavalerie.

En attendant, le résultat sera toujours douteux, tant que le corps d'infanterie aura du temps pour cette manœuvre, et si alors on se présente pour le surprendre, on ne fait que lui donner de l'assurance. Par cette raison, le corps de cavalerie, dès qu'il sera à 1,200 ou 1,800 pas, se disposera avant l'attaque pour agir contre un point du carré autre que celui qu'il a l'intention d'attaquer, et cherchera ainsi à maintenir l'ennemi dans l'incertitude. Il se porte alors en avant tout formé pour attaquer inopinément et sans retard le point choisi. Dans toutes les entreprisses d'un corps de cavalerie, la surprise est une condition essentielle à la réussite. C'est pour cela que les mouvements dans la colonne doivent être exécutés avec célérité.

Si l'on veut attaquer l'un des côtés du carré, on fera bien de s'y prendre de la manière suivante : une division d'artillerie *d* fera une attaque en ligne ouverte, c'est-à-dire avec un intervalle de 60 pas environ entre les demi-batteries contre les 4 bataillons *b* de la première ligne, et par son feu à mitraille rejette cette dernière sur la deuxième ligne. Cette division est suivie par 3 régiments (α) de la ligne principale formés en colonne. L'aile droite en colonne par escadron a fait son mouvement par la droite, l'aile gauche l'a fait pareillement par la gauche, et le centre par demi-escadron partant du centre. Le quatrième régiment (β) de la même ligne principale reste en réserve, deux 1/2 batteries attaquant aux points (γ).

Les 2 batteries B et C sont appuyées par deux régiments 4 escadrons de tireurs d'élite et 4 canons (δ) qui

ont à remplir le même objet que les troupes latérales dans l'attaque, contre l'un des angles du carré, décrite antérieurement. Après la première attaque, toute l'artillerie s'approche ensemble de l'ennemi jusqu'à la distance de 100 pas pour renverser la masse entière du corps d'infanterie. En même temps, la cavalerie exécute sa charge. Cette attaque est indiquée sur le dessin par la couleur rouge.

Quant à ce que l'ennemi pourrait faire contre cette attaque, nous l'avons déjà indiqué précédemment; mais ici elle doit aussi être exécutée par surprise. Le corps de cavalerie doit tirer avantage de l'élément qui, selon les circonstances, établit sa supériorité, la *célérité*. Il ne serait pas à craindre que l'ennemi fît avancer toute l'artillerie qu'il tient en réserve dans les intervalles du front B C et renforçât les batteries B et C, car elle serait écrasée par les 16 canons *dd* placés de front et les batteries γ et δ.

Dans la deuxième position donnée (pl. 6), la première ligne AA consiste en trois brigades d'infanterie de ligne disposées par bataillons en masse sur deux lignes de bataille. Le front d'un bataillon en masse est de 45 pas, et sa profondeur de 12. L'intervalle entre chaque bataillon est de 102 pas; la deuxième ligne est à 150 pas de la première.

La ligne BB forme la réserve; elle consiste dans la quatrième brigade d'infanterie de ligne, dans la brigade d'infanterie légère et dans la totalité CC de la cavalerie attachée à ce corps. DD est la première division du régiment d'artillerie à pied et EE la seconde. Par la position de la réserve, la cavalerie se trouve à couvert et forme en même temps le dos de la première ligne; si l'infanterie doit prendre part au combat préliminaire, c'est la brigade de troupes

légères qui remplit ce rôle, ayant soin de laisser une brigade en réserve. Les deux ailes de la première ligne peuvent être facilement prolongées et renforcées par la brigade de réserve, leurs flancs couverts, et le terrain se trouve avantageusement occupé. L'artillerie est placée d'après les principes que nous avons posés précédemment (1); car, dans une telle disposition, elle ne peut que se présenter en masse, si elle veut porter un grand coup. On a déjà fait connaître dans le premier exemple qu'il y aurait peu d'utilité de la répartir sur toute la ligne. Cette disposition serait encore plus désavantageuse ici, car on doit croire que le corps d'infanterie ne sera attaqué que sur un seul point. S'il en est ainsi, une petite portion de l'artillerie peut faire une vigoureuse résistance, tandis que, répartie sur toute la ligne, elle peut être tenue facilement en échec et elle n'est plus disponible. La répartition symétrique de l'artillerie ne peut se prêter à aucun bon emploi.

Le corps de cavalerie exécutera son attaque de la manière suivante. Il doit dans le premier moment embrasser la position ennemie des deux côtés et la menacer sur plusieurs points, afin d'empêcher son adversaire d'entreprendre aucun mouvement offensif; ses éléments de succès sont ici la surprise et la célérité. Nous choisirons cette fois pour l'attaque la disposition en échelons, afin de mieux justifier ces dispositions par l'examen que nous en ferons.

Après que le corps de cavalerie s'est éloigné du corps d'infanterie de 1,500 à 1,800 pas, au point X, dans une position normale relative à l'éloignement qu'il a pris; qu'il

(1) Dans le système servant de base à l'artillerie de campagne.

a donné la deuxième division du régiment d'artillerie à cheval à la première ligne; qu'il a mis 12 canons de la première division avec 4 escadrons de tireurs d'élite sur l'aile droite de la ligne principale, et les 4 autres canons avec 4 escadrons de tireurs d'élite en réserve derrière cette aile droite ; il se met inopinément en marche à droite vers *z*. Arrivés ici, la ligne principale, les 4 escadrons de tireurs d'élite et les 12 canons de la première division se détachent et marchent vers les points 4 et 5 où ils se mettent en bataille comme l'indique le dessin, pour menacer et attaquer la réserve dès qu'elle voudra se mettre en marche. Pendant ce mouvement, la réserve avec 4 escadrons de tireurs d'élite et 4 canons se porte en avant du point X aux points 2 et 3. Elle couvre ainsi le corps principal et tient le corps ennemi dans l'incertitude. Pour mieux remplir cet objet, les quatre bouches à feu placées au point 3 s'avancent pour tirer sur la ligne ennemie et sur sa cavalerie ; mais comme la réserve n'a d'autre but que de menacer, entre les points 2 et 3, de résister sur chaque côté aux manœuvres du corps d'infanterie et de servir par la suite de point de ralliement pour la retraite, dès que l'attaque indiquée n° 1 a commencé, les 4 canons se retirent du feu. Dès que la ligne principale est arrivée au point 5, la deuxième division d'artillerie et les cinquième et huitième régiments de cavalerie s'avancent du point *z* au point 1 pour attaquer. Cette artillerie s'approche de l'angle A de la position ennemie, jusqu'à ce qu'elle en soit à 300 pas.

Si le corps d'infanterie est tout-à-fait surpris par cette attaque, la brigade G A sera renversée et jetée en arrière par la charge n° 1, et cela en peu de minutes. Sur ces entrefaites, la division d'artillerie avance, et s'il est possible jus-

qu'au point *bb*, afin de couvrir du feu à mitraille de son aile gauche la brigade FG, et avec celui de son centre et de son aile droite, l'artillerie placée en D E et la cavalerie placée en C. Elle pénètre ainsi profondément dans la position ennemie. En même temps que le mouvement a lieu, l'artillerie, en passant du point (5) avec 8 canons, se porte au point (7) pour battre la cavalerie ennemie, et en se portant au point (8) avec 4 canons elle attaque la brigade B. Celle qui est placée au point (3) reste stationnaire, à cause de la destination qui lui est assignée. Par cette même raison, elle ne doit point tirer parce que son feu pourrait atteindre *facilement* les troupes placées en (7) et (8), surtout lorsqu'elles pénètrent plus avant. Mais elle doit avoir la plus grande attention à attaquer spontanément tout ce qui se montre sur l'aile droite ennemie ou qui commence à se mouvoir.

Si l'on examine bien la situation des deux corps, on devra convenir que celui d'infanterie doit succomber, s'il ne survient pas quelque événement imprévu.

Si la surprise n'a pas lieu complétement et si le corps d'infanterie a assez de temps pour se disposer, il fera un mouvement oblique pour se dérober au danger qui le menace, et éviter son anéantissement en plaçant sa première ligne AA en arrière dans la direction AK, qu'il prolongera avec la brigade de JB, surtout si la ligne d'opération se trouve vers K, et en laissant avancer toute la cavalerie et la division d'artillerie DD en dehors et au-delà du point K vers le point (5). Si ce mouvement réussit sous la protection de la division EE qui converse dans la position DC et qui se porte ensuite en avant à travers l'infanterie qui revient en arrière ; le corps d'infanterie peut avec son aile gauche attaquer la droite du corps de cavalerie placée au point (5),

et, sous la protection de cette attaque, faire replier son aile droite. On doit autant que possible empêcher cette manœuvre par une attaque simultanée dans laquelle l'aile droite du corps de cavalerie (5) se porte de suite vers (7) et (8). Mais s'il n'était plus temps de tenter ce mouvement, la ligne principale de ce corps (4 et 5) se déploie alors à droite, et forte de 3,600 chevaux, charge sous la protection de 12 canons les 2,400 chevaux et les 16 canons du corps d'infanterie. La division d'artillerie DL du corps d'infanterie sera attaquée de front en même temps par la deuxième division d'artillerie à cheval et en flanc par les 4 canons placés au point (3) ; l'attaque continue ainsi avec 20 canons de 3,600 chevaux contre l'aile droite du corps d'infanterie qui est dépourvue d'artillerie et de cavalerie.

Si le chef qui commande le corps d'infanterie est un homme de résolution, il peut aller avec toute sa cavalerie et une division d'infanterie, pendant que celle-ci porte son aile gauche en arrière, vers le point (m), et dès qu'il y sera arrivé la faire déployer à droite dans la direction (m, n); de cette manière, l'aile gauche du corps de cavalerie se trouvera prise en flanc. Dans ce cas, l'artillerie à cheval placée au point (3) qui devra être renforcée de suite par la deuxième division d'artillerie qu'on placera à sa gauche, attaquera la cavalerie ennemie, pendant qu'elle se portera au point (m). Il est probable qu'elle ne pourra résister à cette attaque. Dans tous les cas, les régiments (2) et (1) gagnent du temps pour étendre l'aile gauche en arrière et faire face à la cavalerie ennemie qui est ainsi attaquée par 3,600 chevaux et 20 canons, tandis que l'aile droite (4 et 5) attaque l'aile gauche du corps d'infanterie qui bat en retraite.

Si, dès que le corps de cavalerie se place en X dans la

position normale, le corps d'infanterie voulait disposer son artillerie sur les points A, F, GA, prolonger sa ligne avec les brigades BH et SB et placer la moitié de sa cavalerie derrière chaque aile, il n'en sera que plus facilement battu. Le corps de cavalerie fera la même manœuvre, avec la différence qu'il ne mèt que 4 canons au point (5) et qu'il tient en échec tout le front de l'infanterie avec 12 canons, tandis qu'il attaque avec la première division d'artillerie à cheval. Il emploiera 6 régiments, 4 escadrons de tireurs d'élite et 28 canons pour le menacer et l'attaquer pendant qu'il s'approchera de sa ligne de retraite K avec 4 escadrons tireurs d'élite et 4 canons. Si le corps d'infanterie se retirait dès le principe, il exécuterait la première manœuvre et attaquerait d'abord ce dernier par son aile droite afin de l'arrêter et d'intercepter plus tard sa ligne d'opération.

Avant de terminer ce chapitre nous ne pouvons nous dispenser de parler du combat livré le 12 août 1812 entre *Krasnoi* et *Korytnia*, par la division d'infanterie russe *Nerwerossky* appuyée par le seul régiment de dragons *Charkof*. Il est vrai qu'à la suite de ce combat elle fit sa retraite sur *Smolensk* avec de grandes pertes, mais avec honneur; les rapports qu'on a sur ce fait d'armes, ne laissent pas de doute à cet égard. Ce combat prouve en outre d'une manière remarquable combien les forces de la cavalerie peuvent s'épuiser sans utilité lorsque dans une attaque contre des masses d'infanterie elle n'a point d'artillerie à cheval pour ouvrir le combat.

Pendant que la masse principale de l'armée russe entreprenait un mouvement offensif sur la chaussée qui de *Smolensk* passant par *Porczie* conduit à *Krasnoi*, la division *Newerossky* prit position derrière cette ville et

poussa en avant un régiment d'infanterie qui, à travers la ville, fut rejeté sur elle par la division française *Ledrus* du corps du maréchal *Ney*. Comme le général russe avait remarqué que la masse principale de la cavalerie française, forte de 30 régiments (à peu près 18,000 chevaux) avait devancé le corps du maréchal *Ney* des deux côtés, il entreprit sa retraite avec sa division forte de 6,000 hommes (1).

Le lieu où combattait la division *Newerossky* a, dans le sens de la longueur de la chaussée, environ 13,000 pas jusqu'au ruisseau qui coule de *Merlino* vers le *Dniéper* derrière lequel cette division fut ralliée par les troupes du corps du général *Raësskol.* A 300 pas environ de Krasnoi la chaussée est coupée perpendiculairement par un ruisseau regardé comme marécageux qui, à en juger par le plan de *Boutourlin*, est bordé d'un terrain accidenté. La division russe paraît avoir atteint cette première coupure avant que la grande masse de cavalerie française eût passé le défilé de *Krasnoi* et se soit formée sur le plateau ; mais arrivée sur la deuxième coupure, en poursuivant sa retraite sur deux colonnes, le régiment de dragons *Charkow* fut renversé par la cavalerie française et dispersé entre ces colonnes, pendant que la ligne de retraite était encombrée par la cavalerie légère. Les Russes, attaqués de nouveau, couvrirent leur retraite (toujours d'après Boutourlin) principalement par la double rangée d'arbres qui règne le long de la chaussée et résistèrent aux attaques de la cavalerie française sous les ordres de *Murat*, quoiqu'ils perdi-

(1) Données puisées dans l'Histoire militaire de la campagne de Russie en 1821, par le colonel *Boutourlin*.

rent 5 canons et 1,500 hommes. Cependant cette retraite s'opéra avec succès, puisque le gros de la division put exécuter son mouvement rétrograde en ordre serré jusqu'à Korytnia.

D'après le rapport d'un témoin oculaire (1), les attaques de la cavalerie française que *Murat* poussa de tous côtés sur les colonnes, eurent lieu avec un tel désordre que sa propre artillerie (dans laquelle il y avait une batterie à cheval Wurtemburgeoise) ne put agir, malgré les observations que le maréchal Ney fit sur un pareil état de choses.

Il est bien évident que le salut de la division *Newerossky* dans une plaine d'un mille d'Allemagne d'étendue, doit être attribué autant aux mauvaises dispositions de l'attaque qu'à sa propre valeur et discipline. Si cette division isolée eût été appuyée par un corps convenable de cavalerie et de l'artillerie à cheval après la défaite du régiment de dragons, elle aurait pu aisément gagner de l'avance ; mais, d'un autre côté, si on l'eût attaquée comme nous le proposons dans cet écrit avec de l'artillerie à cheval et seulement avec une portion de la masse de cavalerie qu'on avait eue sous la main, il eût été de toute impossibilité qu'elle échappât.

(1) *Livre de poche militaire*, Leipzig, 1820, Relation du combat de Smolensk.

SECTION IV.

Attaque contre la cavalerie.

La disposition ordinaire du corps de cavalerie, telle que nous l'avons expliquée précédemment, n'est pas applicable dans tous les cas à un combat contre la cavalerie, et ne peut remplir toutes les vues qu'on peut avoir à cet égard ; toutefois, qu'il nous soit permis, avant de continuer notre texte, de faire quelques remarques sur une disposition que le lieutenant-colonel *Tiedmann* a proposée dans ses leçons sur la tactique, disposition qui a été reçue avec de grands applaudissements. Cet auteur veut disposer la réserve en colonnes par section derrière les ailes de la première ligne ; pendant que cette ligne commence l'attaque au trot, les colonnes sortent également au trot et conversent en dedans contre les flancs de la cavalerie attaquée. Cherchant aussi à renverser cette troupe, 4 escadrons isolés placés devant le front précèdent l'attaque, et doivent percer la ligne ennemie par un choc violent.

Mais si, dans ce moment, nous supposons que douze escadrons de la cavalerie ennemie passent de la deuxième ligne à la première et se portent en avant dans l'ordre plein pour exécuter une charge, il arrivera que nos 4 escadrons qui marchent en avant feront volte-face, comme tout cavalier

expérimenté doit le penser, et en fuyant se jetteront sur la première ligne qui est disposée en échiquier, la mettront en désordre et la décourageront complétement; si bien que la ligne ennemie qui arrivera sur ces entrefaites, et qui débordera la nôtre de 6 escadrons, aura beau jeu pour la disperser.

Les réserves qui se trouvent derrière les deux ailes, ou ne pourront pas même sortir au trot, car la poussière et le bruit de l'attaque empêcheront le meilleur chef de saisir le moment favorable, ou elles seront attaquées au moment où elles se disposeront à prolonger les ailes. A bravoure égale des deux côtés, on en viendra à un combat à arme blanche dans lequel la cavalerie ennemie aura l'avantage, car elle présente dans le choc plus de cavaliers que les escadrons isolés qui agissent de notre côté. En admettant même que la cavalerie ennemie dût rétrograder, comme la nôtre ne peut rester étrangère à la mêlée, elle se ralliera sous la protection de 6 escadrons restés en réserve. D'après cela, notre opinion est que cette formation est trop absolue; nous la regardons même comme impraticable, surtout dans un combat où les armes à feu doivent jouer un rôle (l'artillerie à cheval).

D'après notre manière de voir, l'artillerie à cheval ne doit en aucune manière, dans toutes les occasions, préparer les charges de la cavalerie; nous croyons au contraire que cela aurait une influence nuisible sur l'esprit de cette dernière; et notre opinion est, qu'elle ne doit se présenter de cette manière que lorsque le succès de l'attaque de la cavalerie pourrait être douteux sans son concours, comme par exemple sur de grandes masses d'infanterie, ou bien lorsque sa participation peut entraîner la défaite complète de l'ennemi. Dans les combats d'un corps de cavalerie

contre de la cavalerie appuyée par une autre troupe, nous ne considérons l'artillerie à cheval que comme une réserve; car une bonne cavalerie se précipite sur un ennemi, même plus fort, sans réfléchir long-temps et sans préliminaires; l'artillerie à cheval ne se présente pour préparer le combat, que lorsque la cavalerie ennemie ne veut pas l'accepter, et que par cette raison elle se sert elle-même de son artillerie à cheval.

Nous nous sommes déjà prononcés précédemment contre la disposition de la cavalerie en ordre profond et pour l'ordre en muraille (l'ordre plein). Nous donnons dans la pl. 7 une disposition pour le combat de cavalerie; AB est la ligne principale pleine formée de 6 régiments; CD est la première réserve composée d'un régiment C de la quatrième brigade, de 4 escadrons de tireurs d'élite D, et de la première division du régiment d'artillerie à cheval. La deuxième réserve EF est composée de l'autre régiment de la quatrième brigade F, de 4 escadrons de tireurs d'élite E, et de la deuxième division du régiment d'artillerie. Les deux réserves sont placées à 300 pas latéralement et à 200 pas en arrière : le corps tout entier occupe 3,000 pas d'étendue et 700 pas de profondeur. Si le terrain ne permet pas de s'étendre autant, ou si l'on veut cacher ses réserves à l'ennemi, on peut placer ces dernières derrière les ailes, et le front n'a plus que 2,100 pas. Dans ce cas, les réserves sont très promptement portées à 300 pas sur les côtés. Il est sans doute très essentiel d'avoir, pour commander des lignes aussi étendues, des chefs habiles et très exercés; car sans ces deux qualités la cavalerie devient inutile. Pendant la guerre de 7 ans la cavalerie prussienne a souvent manœuvré et vaincu avec des lignes encore plus longues.

La disposition que nous venons d'indiquer nous paraît également bonne pour l'attaque, comme pour la défense et pour la plus longue durée du combat. Dans l'attaque, les réserves suivent le mouvement de la ligne principale en partant des positions CD et EF pour couvrir ses ailes et les mettre en état de poursuivre l'ennemi qui est à la débandade après avoir exécuté son choc ; ou bien elles s'avancent, après le choc, sur l'artillerie ennemie si celle-ci restait en position, sur un renfort qui s'approcherait, afin d'achever la défaite de l'ennemi et empêcher son ralliement. Si la ligne principale est forcée à la retraite, elle couvre son mouvement et favorise son ralliement.

Si, avant l'attaque, l'artillerie à cheval doit combattre, les deux réserves se porteront alors droit en avant pour mettre les deux ailes de l'ennemi sous un feu efficace, et jeter même le désordre jusqu'au centre de sa position. Mais dans ce cas, on ne doit employer que 12 canons sur chaque aile et un régiment de cavalerie pour les couvrir ; les tireurs d'élite et les 4 autres canons se portent vers G pour couvrir le flanc des réserves C et F qui vont en avant. Cette disposition s'applique à la défense comme à l'attaque. Si le corps de cavalerie veut refuser le combat, les réserves avancent et l'artillerie repousse l'aile de l'attaque ennemie; ou bien on réunit derrière le centre de la ligne 24 canons qu'on porte à 400 pas en passant à travers cette ligne, pour aller au moment convenable à la rencontre de l'ennemi, et dans l'instant renverser de ce point par leur feu à mitraille une étendue de 600 files, après quoi ils dirigent leur feu contre ses deux ailes, pendant que celles de la ligne se retirent un peu en arrière. Si l'on veut soutenir le combat plus long-temps, on fait manœuvrer la réserve et l'on évite le choc jusqu'au moment décisif.

Nous donnerons encore ici un autre exemple (*Voyez* pl. 8).

Deux détachements de cavalerie de chacun 4 régiments et deux batteries à cheval se trouvent en présence. L'un d'eux a mis trois régiments en ligne et le quatrième en réserve. Leur artillerie est placée par égale portion sur les deux ailes.

Le détachement ennemi, après avoir reconnu cette position, a résolu d'attaquer l'aile droite de son adversaire par échelons. 12 canons sont destinés à cette attaque et 4 à tenir en échec l'artillerie de l'aile gauche, car cette aile pourrait embrasser l'échelon et l'attaquer dans son flanc droit. Il porte en avant sa ligne principale également de 3 régiments, et la fait déployer en marchant en colonne par régiment d'un escadron de front et avec distances. Les 12 canons destinés à l'attaque sont mis en mouvement en colonne serrée, par demi-batteries à droite derrière le régiment de l'aile gauche, et les 4 autres derrière celui de l'aile droite. Le régiment qui est en réserve suit en colonne les 12 canons moins un escadron qui accompagne les 4 autres canons de l'aile droite. Par cette disposition on cache à l'ennemi ses forces et l'objet qu'on médite. Si dans ce moment l'artillerie ennemie fait feu, il en résultera pour lui ce désavantage que nos dispositions lui resteront mieux cachées, et son artillerie disséminée sera par suite d'autant moins préparée à l'attaque qui doit suivre. Notre cavalerie se déploie à la distance de 1,500 pas et s'approche de celle de l'ennemi qui est en ligne, jusqu'à 1,200 pas; l'artillerie et la cavalerie de réserve suivent en arrière des ailes. Dans ce moment, l'artillerie destinée à l'attaque fait demi-tour à gauche, continue de marcher au trot vers la gauche aussi loin que la colonne peut converser; quand

elle a fait 1/3 de conversion à droite, elle se porte 400 pas au galop dans la direction où elle se trouve. Elle se déploie à gauche et va encore en avant au galop avec la troupe qui attaque, à peu près à 600 pas. Dans cette position, son aile gauche est à environ 400 pas de la droite de l'ennemi, et sa droite de 800 pas à 1,000 de la gauche de son deuxième régiment. Elle est couverte dans cette manœuvre par le régiment de la réserve qui se forme sur son aile gauche dans la disposition prescrite précédemment. L'artillerie à cheval a besoin pour ce mouvement de deux minutes quarante-cinq secondes, et son feu commence après trois minutes sept secondes (1), temps beaucoup trop court pour que l'ennemi puisse prendre des mesures propres à déjouer ces dispositions.

(1) Par le mouvement de sortir et conserver

	—	60	pas	20	secondes
Mouvement sur le côté :					
au galop	—	400	pas	56	—
déploiement au galop	—	150	pas	21	—
Mouvement en avant :					
au galop	—	200	pas	28	—
Attaque :	—	400	pas	40	—
Total.		2 minutes		45 secondes.	
Plus depuis la halte :					
jusqu'au 1er coup de canon		—	—	22	—
Total.		3 minutes		—7 secondes	

AUTEUR.

Dans le moment où l'artillerie à cheval commence son feu, le premier échelon se porte en avant pour attaquer, le deuxième le suit, et ainsi des autres. Mais pour que cet échelon ne puisse être inquiété par l'artillerie ennemie de l'aile gauche, dans le moment où l'artillerie chargée de l'attaque se déploye et va en avant, les 4 canons de la réserve couverts par l'escadron qui les appuie se portent aussi en avant, prenant obliquement l'artillerie de l'aile gauche ennemie, et cherchent ainsi à l'empêcher de participer à l'action principale. Dans la pl. 8, A représente la position ennemie, BB les colonnes de cavalerie de notre côté pendant le mouvement en avant, CC les mêmes troupes déployées, D l'attaque de l'artillerie, E celle des 4 pièces de l'aile droite, F le premier échelon, G le deuxième de la cavalerie qui attaque.

SECTION V.

Retraite d'un corps de cavalerie.

Les retraites rentrent dans le domaine des opérations défensives, et, pour ces sortes d'opérations, la cavalerie n'a que peu d'efficacité. Elle ne peut dans ce cas effectuer sa retraite qu'en attaquant de temps en temps et à propos, et sa sûreté ne repose en outre que sur la promptitude de l'appareil qu'elle met dans ses mouvements. En partant de

ce principe, il s'ensuit que la meilleure disposition pour l'attaque est aussi la meilleure pour la retraite. Cette assertion ne peut être détruite par la considération que l'élément défensif dans la cavalerie s'accroît en raison de sa combinaison avec l'artillerie à cheval, et avec les tireurs d'élite.

Nous regardons par conséquent l'ordre de muraille comme une des meilleures dispositions pour la retraite. En échiquier, elle n'offre aucune facilité pour les coups décisifs, elle est renversée à chaque attaque que l'ennemi fait en ligne serrée, parce que les chefs qui commandent les échiquiers de la deuxième ligne se trouvent ordinairement avec ceux de la première et ne sont pas là pour donner l'impulsion et l'appui convenable, et parce que la plupart du temps ils se trouvent entraînés par ceux de la première ligne lorsqu'ils sont battus. La retraite en échiquier a encore le désavantage, comme on sait, de se faire très lentement.

L'artillerie à cheval est l'élément défensif du corps de cavalerie; sans elle il est d'usage qu'il renonce à l'offensive. Dans le mouvement de retraite la masse d'artillerie reste par conséquent toujours devant la ligne de cavalerie en présence de l'ennemi, et une petite partie seulement est en réserve.

Si la cavalerie qui combat contre de la cavalerie se retire, cela tient ou à la supériorité de l'ennemi, ou à ce que la retraite générale rend ce mouvement nécessaire. Le problème est toujours le même; il consiste à éviter l'attaque de l'ennemi. C'est ici que l'artillerie à cheval joue un rôle, en se plaçant en ligne devant sa cavalerie. Si la retraite est commencée, elle marche droit en arrière, couverte sur ses deux ailes, et elle envoie sa quatrième section

dans la ligne des flanqueurs; lorsque l'ennemi est trop pressant, l'artillerie s'arrête à la distance de 3 à 400 pas derrière la ligne principale. Par cette disposition, cette dernière se soustrait au plus grand effet du feu de l'artillerie ennemie; elle est maîtresse de ses mouvements et peut soutenir son artillerie avec toutes ses forces lorsqu'une attaque à l'arme blanche le rend nécessaire. La disposition de l'artillerie dans cette retraite est par battteries entières, mais avec de grands intervalles entre elles.

Une batterie reste près de la réserve pour profiter des fautes de l'ennemi, rendre inefficaces les mouvements qu'il pourrait tenter pour nous envelopper et nous attaquer, couvrir le terrain en arrière et faciliter la retraite au gros de la troupe. L'artillerie à cheval qui est en arrière dispute le terrain pied à pied partout où cela devient nécessaire, et prend beaucoup d'étendue pour avoir moins à souffrir du feu de son adversaire.

L'artillerie à cheval ne doit jamais, en pareil cas, se jeter dans la ligne de cavalerie, comme cela a lieu pour l'artillerie à pied à l'égard de l'infanterie qui, par cette raison, est placée latéralement pour ne pas l'empêcher de faire feu.

La position proposée pour l'artillerie à cheval offre à la cavalerie l'avantage d'opposer une double résistance et d'éviter toute confusion si elle conserve un calme convenable. Son front couvre même son artillerie, dont les derrières et les flancs sont suffisamment en sûreté par la ligne principale et la réserve. La cavalerie et l'artillerie ne combattent jamais en même temps, mais alternativement.

La cavalerie doit éviter bien plus soigneusement le feu de l'artillerie que l'infanterie, sur laquelle il a un effet moins destructeur, et qui conserve par sa nature bien plus

long-temps sa propriété défensive : et même, lorsque la cavalerie ennemie pénètre jusque dans sa ligne, il s'y forme des masses indépendantes qui non-seulement se défendent elles-mêmes, mais encore les masses les plus rapprochées; tandis que si elle pénètre dans la cavalerie, il en résulte une mêlée et une défaite, l'artillerie ne peut plus combattre et elle est exposée à être prise, si elle n'est pas très bonne. Dans la position que nous venons de donner, elle empêche l'ennemi de s'approcher; s'il se présente une crise, la cavalerie se porte en avant et attaque; l'artillerie revient en arrière dans une position d'où elle peut tomber sur l'ennemi ou couvrir la retraite et le ralliement de la cavalerie renversée. Pour donner un exemple, nous choisirons le moment où une retraite prompte a été reconnue nécessaire.

Si dès ce moment la cavalerie ennemie a beaucoup de forces engagées et qu'elle fasse craindre une attaque générale au moment du départ, le corps de cavalerie envoie en avant une arrière-garde composée de 6 escadrons de tireurs d'élite et la quatrième section de chaque batterie. Il engage alors un vif combat de tirailleurs, et le gros de la troupe entreprend sa retraite dans l'ordre décrit précédemment. L'arrière-garde ne doit pas s'engager sérieusement, mais elle doit suivre le mouvement de retraite, dès qu'elle a repoussé les troupes ennemies qui se sont jetées en avant. Elle laisse les quatrièmes sections d'artillerie avec les troupes destinées à protéger les flancs, parce que ces dernières, lorsqu'elles ont des canons, peuvent éviter des engagements sérieux. Ainsi, un canon s'arrête de temps en temps, et après avoir laissé sa ligne de tirailleurs s'approcher, il fait feu. Cette manœuvre de l'artillerie à cheval est sans

danger pour elle, elle oblige l'ennemi à faire également avancer de l'artillerie, et, au lieu de mouvements décisifs, commence avec ses canons un combat de tirailleurs dont le corps de cavalerie profite pour son mouvement de retraite. Comme l'ennemi doit se porter en avant avec précaution, attendu qu'il ne peut découvrir si on ne lui tend point d'embûches, le corps de cavalerie pourra poursuivre sa retraite sans combat général. Dès qu'il se trouve suffisamment éloigné, il se met en colonne de marche. Les deux régiments de la réserve forment l'arrière-garde de retraite suivis de leurs escadrons de tireurs d'élite. La batterie d'artillerie à cheval de la réserve reste attachée à cette arrière-garde pour le cas où l'ennemi aurait le dessein de nous presser trop vivement ou de chercher à nous envelopper. Mais elle marche devant les deux régiments de cavalerie pour ne pas se trouver de suite engagée dans le combat et pour être plus près du gros de la troupe, s'il devenait nécessaire de s'y montrer.

Après cette arrière-garde vient la ligne de cavalerie, puis le régiment d'artillerie à cheval, ensuite les régiments destinés à couvrir la retraite (les cinquième et huitième) et les 6 escadrons de tireurs d'élite qui doivent le précéder et qui forment l'avant-garde de retraite.

Si le corps de cavalerie couvre la retraite d'un autre corps de troupes, il devra s'arrêter souvent, afin de lui donner le temps de gagner du terrain ou de traverser les obstacles qui s'opposent à sa marche. Dans cette espèce de retraite, le corps de cavalerie a l'avantage d'avoir ses derrières assurés; et les tireurs d'élite pourront rendre de grands services, en ce qu'une partie pourra mettre pied à terre et appuyée par l'artillerie à cheval occuper des positions naturellement fortifiées,

comme villages, hameaux, buissons, haies et autres accidents semblables, et retarder la marche de l'ennemi. Mais dans cette circonstance on ne doit point mettre l'artillerie à cheval en position (pour nous servir d'une expression d'artillerie); et c'est ce que la supériorité de l'ennemi indique, puisqu'il a sous la main une artillerie plus considérable que la nôtre qui pourrait l'entourer de tous côtés et l'anéantir. Par conséquent, c'est en agissant par surprise qu'elle doit chercher à produire de l'effet, c'est-à-dire en marquant sa présence par des accidents de terrain ou par les escadrons de tireurs-d'élite, et lorsque l'ennemi est à découvert, de se jeter inopinément sur ses tireurs et sur son artillerie; mais elle devra avoir attention que la cavalerie qui couvre la retraite ne puisse être atteinte par ses boulets.

Au moyen de cette attaque de l'artillerie, les tireurs d'élite qui avaient mis pied à terre auront le temps de remonter à cheval et de se rassembler, puisque le but qu'on se proposait est atteint; ils pourront par conséquent se retirer.

Si le corps de cavalerie ne peut éviter le choc, les tireurs d'élite se portent lentement en arrière aux extrémités des ailes des cinquième et huitième régiments. Les quatrièmes sections rentrent à leurs batteries. Celles-ci se retirent et traversent la ligne de cavalerie pour se dérober aux yeux de l'ennemi. Dans cette situation, on doit chercher à engager l'affaire avec de l'artillerie, les régiments nº 5 et 8 se retirent alors derrière la ligne principale; si la réserve se partage et attire à elle les escadrons de tireurs d'élite, on se trouve alors dans une disposition qui approche beaucoup de celle qui a été précédemment décrite. Le régiment d'artillerie

à cheval, couvert par la réserve, va faire une attaque de flanc sur une des ailes à la rencontre de l'ennemi. Dans cette attaque, le régiment d'artillerie traverse la ligne de cavalerie par batteries sur deux pièces de front en commençant le mouvement par le centre, la première batterie passant entre les deuxième et troisième escadrons du deuxième régiment; la deuxième batterie entre les deuxième et troisième régiments; la troisième batterie entre les deuxième et troisième escadrons du troisième régiment. Toutes ces troupes exécutent leur mouvement au galop. Les batteries se déployent en même temps en ligne à droite et à gauche devant le front, et elles marchent de toute la vitesse des chevaux à la rencontre de la ligne ennemie, jusqu'à ce qu'elles en soient à 400 pas. Là elles repoussent la charge de l'ennemi pour un feu de mitraille. Le régiment d'artillerie a besoin pour cette attaque d'une minute vingt-quatre secondes; quatorze secondes pour traverser la ligne et se déployer au grand galop; quarante-huit secondes pour le mouvement en avant (1), et vingt-deux secondes pour faire feu.

Dans le même temps, la ligne de cavalerie ennemie a

(1) Cette évaluation n'est nullement exagérée; un cheval allemand robuste et bien dressé, mais ordinaire, parcourt toujours plus de trente pieds par seconde, par conséquent plus de dix-huit cents pieds par minute. Suivant le calcul ci-dessus, il parcourrait moins de vingt-un pieds, vitesse qu'on obtient aujourd'hui facilement sur les champs d'exercice, malgré le lourd chargement des chevaux des troupes actuelles.

RÉDACTEUR.

parcouru 400 pas au trot. Si l'attaque a commencé des deux côtés à la distance de 1,200 pas, le centre de la ligne ennemie reçoit le feu à mitraille à 300 pas. Il est hors de doute qu'après les premières décharges, 600 files se trouveront hors de combat. La seconde décharge sera faite par les deux batteries des extrémités. Les deux premiers échelons des ailes, composés chacun d'un régiment, feront une charge sur les ailes de la ligne ennemie. Nous regardons cette manœuvre aussi décisive qu'elle est sans danger pour l'artillerie à cheval.

L'artillerie à cheval peut aussi se placer dans le centre de la ligne principale au lieu de se placer derrière, et masquer sa présence en serrant les intervalles de ses pièces et remplissant les vides par des cavaliers placés à hauteur de ceux du devant, comme cela est indiqué dans la tactique élémentaire. Les intervalles seront ouverts pendant le mouvement en avant (1).

Si le corps de cavalerie ne se trouve pas en force, il serait alors imprudent de prendre l'offensive. Après que la ligne principale se sera ralliée de nouveau sous la protec-

(1) Personne ne voudra comparer la manœuvre proposée ici pour l'artillerie à cheval, avec le combat de cavalerie faisant usage d'armes à feu qui était en usage et qui a encore eu lieu dans la cavalerie française pendant les derniers temps. L'artillerie à cheval se place en bataille au moins à quatre cents pas de sa cavalerie, de manière à laisser à cette dernière l'espace nécessaire pour exécuter une charge vigoureuse dans le cas où elle serait battue.

RÉDACTEUR.

tion de toute l'artillerie, on utilisera le court moment où le feu des pièces occupera l'ennemi pour commencer la retraite en mettant le corps réuni dans la position normale. Les réserves se retireront droit en arrière, laissant derrière elles le sixième escadron de tireurs d'élite qui se placera encore devant la ligne principale En même temps, elles exécuteront le mouvement de retraite par escadron avec de grands intervalles. Les quatrièmes sections des trois premières batteries précèdent les tireurs d'élite; le régiment d'artillerie se met en batterie devant la ligne de cavalerie avec de grands intervalles et en avant des 8 canons qui devaient rester près de la réserve. Pendant ce rassemblement, les 8 canons des deux réserves, qui sont encore placés à droite et à gauche de l'escadron des tireurs d'élite, font un feu vif et se retirent derrière la ligne principale, après avoir arrêté le mouvement de l'ennemi le temps nécessaire pour reprendre sans confusion le mouvement de retraite.

Les mouvements qui doivent suivre dépendent des circonstances; on les a indiqués en grande partie dans les principes développés ci-dessus.

DISCOURS

PRONONCÉS SUR LA TOMBE

DE

M. LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL

VICOMTE ROGNIAT,

LE 11 MAI 1840.

DISCOURS

Prononcé par M. le lieutenant-général vicomte Dode de la Brunerie, au nom du corps du génie.

Messieurs,

Celui dont la voix payait, il n'y a que peu de mois, dans cette enceinte consacrée par la religion, un dernier tribut de nos trop légitimes regrets pour deux collègues enlevés si prématurément au corps du génie (1), le lieutenant-général Rogniat nous appelle aujourd'hui, autour de cette tombe, pour lui rendre à son tour les mêmes hommages dus à tant de titres à sa mémoire.

(1) Les généraux Bernard et Lamy.

Une amitié de quarante-six années, vingt-cinq ans de communauté de travaux dans le sein du comité des fortifications, dont il fut le président pendant ce quart de siècle, sont des titres bien chers, mais aussi bien douloureux, qui m'imposent le triste devoir d'exprimer, dans ce dernier et solennel moment, ce que sa perte si inopinée, si inattendue, si prompte, a d'affligeant pour le pays, auquel il dévoua sa vie; pour l'armée, dont il fut une des gloires les plus pures; pour le corps du génie, qui s'est enorgueilli si long-temps de l'avoir à sa tête.

Au milieu de ces coups redoublés, dont la mort frappe incessamment les précieux débris, devenus chaque jour plus rares, des armées de la révolution et de l'empire, il semblait qu'une assez large part avait été faite au corps du génie: quatre généraux enlevés en moins de trois ans dans la force de l'âge et dans la plénitude d'activité de leurs travaux devaient paraître un tribut suffisant de cette dette inexorable de la nature (1). La Providence, dans ses impénétrables desseins, en avait autrement ordonné.

Celui d'entre nous dont la forte constitution, à l'épreuve des labeurs continus de la paix comme des plus rudes fatigues de la guerre, devait conserver long-temps l'utile coopération et le puissant appui au corps dont il était le si digne chef, a été saisi comme à l'improviste, et a succombé au bout de quatre jours de lutte, victime d'une affection inflammatoire dont son inaltérable santé et le régime le plus régulier semblaient devoir le préserver.

Ne tenant pas compte d'abord des premiers symptômes qui annonçaient l'invasion de la maladie, pour ne pas alar-

(1) Les généraux Valazé, Haxo, Bernard et Lamy.

mer une épouse chérie et si digne de l'être, il n'a pas tardé cependant à reconnaître lui-même toute la gravité d'une situation si nouvelle pour lui. Son âme forte et son caractère énergique ne lui ont pas fait défaut dans ces difficiles et derniers moments qui sont comme un reflet de toute la vie. Il a vu venir à lui la mort avec le même courage, la même résolution qui la lui avaient fait si souvent braver devant l'ennemi, pendant cette période de vingt-deux ans de guerre si pleine de périls sans cesse renaissants.

Déjà aux prises avec les paroxysmes qui la rendaient imminente, il a disposé, pour le présent et pour l'avenir, avec ce sang-froid et cette impassibilité d'âme qui formaient les traits distinctifs de son caractère. Fortifié par cette puissante intervention de la religion, dont on n'invoque jamais en vain les secours et les consolations, il y a puisé le surcroît de force qui lui était nécessaire pour envisager et prescrire lui-même tout ce que le sentiment du devoir de l'homme public, tout ce que la tendresse conjugale et les obligations de l'amitié pouvaient inspirer de plus touchant.

C'est encore un de ces enfants que la voix de la patrie en péril appela aux armes en 1793 et 1794, dont il faut aujourd'hui inscrire le nom sur les tables de mémoire. Celui du général Rogniat y occupera, à juste titre, une place distinguée. Il y est glorieusement associé aux noms les plus illustres, à de grands faits d'armes, à de mémorables phases militaires, dont lui-même s'est plu à retracer quelques épisodes.

Il n'avait pas dix-neuf ans lorsque, sorti de l'école de Metz, il commença le dur apprentissage des armes à l'armée du Rhin, dans la campagne de 1795, et notamment à la mémorable défense de la tête du pont de Kehl. C'est dans cette même armée du Rhin que, dans les campagnes de

1798, 1799 et 1800, il montra ce qu'il pourrait être un jour, et mérita le grade de chef de bataillon. Tant qu'on combattit en Allemagne, en Suisse, en Prusse, en Pologne, dans toutes ces grandes luttes contre les puissances du Nord, dont la France sortit si souvent triomphante et toujours glorieuse, Rogniat prit part, comme officier supérieur, à toutes les opérations importantes de nos armées; il assista à leurs plus grandes batailles : Iéna, Pultusk, Eylau, le virent auprès de nos maréchaux les plus célèbres. Il se fit remarquer aux siéges de Dantzig et de Stralsund, et la distinction de ses services l'éleva d'abord au grade de major, et bientôt après à celui de colonel.

C'est dans ce dernier grade que commença pour lui, dans la guerre d'Espagne, cette carrière du commandement qui lui fournit l'occasion de développer tous ses talens, et d'appliquer à la guerre de siége le fruit de ses études et de son expérience. Nommé commandant en second du génie pour le second siége de Sarragosse, la mort du brave général Lacoste, tué dans la première période de cette défense à jamais célèbre, l'investit du commandement supérieur pour tout ce qui se rattachait aux principales attaques conduites par la rive droite de l'Ebre (1).

Le colonel Rogniat y fut blessé à la main. Le succès de cette entreprise, d'une si haute importance à cette époque, valut au colonel Rogniat le grade de général de brigade et l'estime particulière du maréchal Lannes, qui voulut l'avoir pour son commandant du génie dans cette seconde cam-

(1) Le colonel Dode, plus ancien de grade, mais spécialement attaché au 5e corps d'armée, dirigeait les attaques par la rive gauche, sous les ordres directs du maréchal Lannes.

pagne d'Autriche de 1809, où la victoire parut un moment flotter indécise. Le général Rogniat qui avait eu un cheval tué sous lui à la bataille d'Essling, reçut, à la fin de cette meurtrière journée, le dernier soupir de cet illustre guerrier. Chargé ensuite d'importantes reconnaissances dans l'île de Lobau, il coopéra aux préliminaires de la bataille de Wagram, où il eut encore un cheval tué sous lui.

La paix de Presbourg conclue, il retourna en Espagne près du maréchal Suchet, dont le corps d'armée était destiné à accomplir la brillante, mais difficile mission de terminer la conquête de l'Aragon et de la Catalogne, et d'entreprendre celle du royaume de Valence. Là, de nouveaux siéges presque aussi meurtriers que celui de Saragosse offrirent au généralRogniat l'occasion de montrer tout ce que peut l'art de l'ingénieur, secondé par l'intelligence particulière au soldat français. Mequinenza et Tortose tombèrent successivement sous les habiles dispositions qu'il avait méditées.

Peu après, la prise si opiniâtrement disputée de Tarragone lui valut le grade de général de division. Ces succès non interrompus furent suivis des siéges de Sagonte, de Murviedro, et enfin de Valence dont la soumission termina cette belle partie de la guerre d'Espagne, la plus glorieuse pour nos armées.

Les éloges décernés par les maréchaux Lannes et Suchet au général Rogniat lui marquèrent sa place comme commandant du génie dans ces grandes armées que commanda en personne l'empereur Napoléon. Ce fut à côté de ce puissant génie de la guerre qu'il assista aux journées de Lutzen, Bautzen, Dresde, Leipsig et Hanau; et, après notre retour sur le Rhin, il se trouva, par suite des mouvements précipités de notre retraite sur nos anciennes frontières, renfermé dans Metz, dont la trop faible garnison ne put tenter

en faveur de la défense générale que d'impuissantes démonstrations, incapables de retarder la marche des alliés sur Paris.

La lutte réengagée un moment avec les armées étrangères, en 1815, trouva le général Rogniat à côté de Napoléon dans cette fatale journée de Waterloo, qui décida sans retour de cette grande destinée, aussi bien que de celle de la France.

La paix, ce temps de repos pour les guerriers, n'a été pour le général Rogniat qu'une suite non interrompue de nombreux travaux consacrés au perfectionnement de l'art militaire et de la science de l'ingénieur : sa grande expérience ne pouvait rester stérile pour son pays.

Président du comité des fortifications depuis 1816, membre du conseil supérieur de la guerre, membre de la commission de défense, partout dans ces situations diverses, ses lumières, ses vues profondes, sa sagacité, ont puissamment contribué à la bonne direction des affaires et aux utiles résultats qu'il s'agissait d'obtenir.

Son inépuisable activité d'esprit, la variété de ses connaissances suffisaient à tout ; et l'organe d'une institution célèbre qui l'avait apprécié et admis parmi ses membres, vous dira, mieux que je ne pourrais le faire, comment, dans aucune sphère, il n'était au-dessous de lui-même.

Les facultés de son intelligence et la facilité de son travail lui permettaient de mener de front ses devoirs d'ingénieur et d'homme politique. Personne plus que lui ne s'était préoccupé de la grande question de l'Algérie, dont l'intérêt semble s'accroître à mesure que de plus grandes difficultés s'y rattachent. Fixé sur le parti qu'il croyait le meilleur parmi tous ceux qu'on a agités, il en avait lucidement exposé le développement à la Chambre des pairs dans une de ses ses-

sions, et subséquemment dans plusieurs publications. Des documents récents trouvés dans ses papiers indiquent qu'il se proposait d'en entretenir de nouveau la Chambre dans cette session ; et c'est en se livrant à ce travail sans relâche, et avec une ardeur qui lui était naturelle, qu'il a éprouvé les premières atteintes de la maladie à laquelle il a si promptement succombé.

Quelques heures avant sa mort, entouré de sa famille éplorée, il a voulu voir, il a insisté pour serrer la main et dire un éternel adieu à ses collègues du comité des fortifications, qui étaient pour lui comme une autre famille. Nos cœurs ont répondu à cette dernière convocation dictée par le cœur ; il a rappelé tout ce qui lui restait de force pour suffire à cette dernière épreuve. Cette âme si fortement trempée a semblé puiser une grande consolation dans cette douloureuse et dernière entrevue ; l'impression touchante ne s'en effacera jamais dans le souvenir de ses camarades, inconsolables d'une telle perte.

Ma tâche, Messieurs, serait incomplétement remplie si je ne terminais ce tableau trop succinct de l'homme public que nous pleurons, par l'hommage que réclament les précieuses qualités de l'homme privé, les vertus du père de famille. Uni, en 1826, à la dernière fille de feu le maréchal Pérignon, ce vétéran de nos premières armées, dont le nom se place si glorieusement à côté de celui des Dugommier, des Joubert, il a trouvé dans ce lien le bonheur domestique qui seul manquait encore à sa brillante position. C'est vous dire tout ce qu'a dû éprouver, tout ce que ressent de douleurs inconsolables une épouse chérie, auprès de laquelle se sont écoulées quinze années d'une union sans nuages, et dont tout semblait devoir prolonger encore long-temps le cours.

La mort du général Rogniat doit être, pour sa patrie qu'il

chérissait, et qu'il avait si bien servie pendant quarante-six ans, un jour de deuil, comme elle l'est pour l'armée dont il fut une des gloires : elle est pour sa famille désolée, pour le corps du génie dont il fut si long-temps le digne chef, et pour moi son plus vieil ami, un sujet d'éternels regrets.

DISCOURS

Prononcé par M. Félix Faure, pair de France, au nom de la Chambre des pairs.

Messieurs,

Vous venez d'entendre une esquisse rapide et animée de la vie militaire de M. le général Rogniat.

Il semblerait qu'une carrière si bien remplie laisse peu de place à des services d'une autre nature; et cependant ce n'est pas seulement le militaire, c'est l'écrivain, l'homme politique, le pair de France, membre de la plus haute Cour du royaume, qui a droit à nos regrets et à nos éloges.

Parmi les nombreux écrits successivement publiés par M. le général Rogniat, on en distingue un sur la théorie des gouvernements, dont seulement le premier volume a paru en 1819.

Je regrette que les bornes qui me sont imposées ne me permettent pas d'analyser cet ouvrage, non pas seulement parce qu'il abonde en vues élevées, en observations bien faites et élégamment exprimées, mais surtout parce qu'on y trouve le développement des principes politiques auxquels l'auteur s'est montré constamment fidèle.

M. Rogniat avait entrevu, dans ses plus jeunes années, l'anarchie cachée sous le beau nom de liberté.

Plus tard, il avait pu observer et il avait parfaitement démêlé le despotisme à travers le double prestige de génie et de gloire dont il était entouré.

Dans l'ouvrage dont je parle, M. Rogniat se range parmi les partisans de la monarchie constitutionnelle; il s'y montre l'adversaire décidé et du despotisme et de l'anarchie. Il y déclare (ce sont ses propres expressions) qu'on ne le verra ni le *courtisan du pouvoir*, ni le *flatteur de la multitude*. Sa seule ambition, c'est l'*estime des hommes*, et il veut y parvenir en s'efforçant de leur être utile.

Sa vie prouve, Messieurs, s'il s'est jamais écarté de son but.

En 1819, à l'époque de la publication de cet ouvrage, il était déjà parvenu à un des grades les plus élevés de l'armée. Depuis 1811, il était lieutenant-général. Un de ses plus dignes frères d'armes vient de vous dire quelle suite de travaux et de succès lui avait mérité ce grade. Et néanmoins, malgré ces succès obtenus en *cultivant et pratiquant l'art de la guerre*, voici ce que nous lisons dans l'écrit que je cite :

« Le jour s'approche sans doute où toutes les nations civilisées sentiront que leur intérêt leur prescrit de *rester en paix*, parce que la guerre les *ruine* au lieu de les *enrichir*, parce que les conquêtes leur sont nuisibles au lieu de leur être utiles. »

Ne vous semblera-t-il pas, Messieurs, reconnaître dans ce vœu si désintéressé le présage de cette longue paix dont l'Europe a joui depuis, et qui naguère a inspiré à un homme d'état, représentant la France près un peuple allié, d'éloquentes paroles accueillies par les unanimes applaudissements de son auditoire anglais?

C'est à cette hauteur de vue, c'est à ce patriotisme éclairé,

à cette constante abnégation de lui-même, que M. le général Rogniat devait l'autorité qui s'attachait à ses discours, et la religieuse attention avec laquelle il était écouté quand il montait à la tribune de la Chambre des pairs, dont il était une des plus précieuses spécialités.

Et lorsque, par suite de nos discordes civiles, dans l'intérêt de l'ordre social ébranlé, la Cour des pairs fut obligée de subir la nécessité d'exercer des fonctions judiciaires que lui déférait la Charte, le général Rogniat, par son exactitude, sa patiente fermeté, sa modération, se fit remarquer parmi tant d'illustres militaires appelés à déployer un nouveau genre de courage auquel les préparaient mal leurs habitudes premières, et qui leur a mérité aussi toute la reconnaissance nationale.

Récemment encore, c'était le désir si patriotique de servir son pays qui lui inspirait, dans une brochure sur la colonie d'Alger, la pensée de recommander, avec tous le poids de son expérience militaire, un système de défense fondé sur des moyens bien simples. et dont la simplicité même dérobe peut-être aux yeux du vulgaire toute l'efficacité pratique.

Je voudrais, Messieurs, pouvoir ajouter quelques mots sur ce que les relations intimes de M. le général Rogniat avaient d'affectueux et de doux; citer sa conversation si facile, si instructive et si simple à la fois; parler de la sûreté de son commerce, de la fidélité de son amitié : mais je sens que je suis pressé par le temps. Ce n'est ici ni le lieu ni l'occasion. J'ose espérer que, dans une autre enceinte, une main plus habile réunira tous les traits, saisira l'ensemble et les détails d'une vie finie trop tôt sans doute, mais qui fut pleine, qui fut glorieuse, qui fut constamment utile et dévouée à la France.

DISCOURS

Prononcé par M. Becquerel, membre de l'Académie des sciences, au nom de l'Institut.

Messieurs,

Dans ce triste jour, alors que la patrie, l'armée, les sciences viennent exhaler leurs regrets sur la perte cruelle qui les frappe, je ne sais comment exprimer les pénibles impressions qui viennent m'assaillir en présence de cette tombe entr'ouverte. Celui que la mort vient de frapper fut longtemps mon chef; plus tard il devint mon ami; et c'est à ce double titre que je viens aujourd'hui vous retracer quelques-uns de ses droits à l'estime des contemporains et de la postérité. Mon affection pour l'homme privé, mon admiration pour le savant militaire, pour le guerrier, m'imposent une grande tâche, je le sais; et je crains à la fois de ne satisfaire ni ceux qui pleurent l'époux et le père, ni l'Académie des sciences, qui perd une de ses illustrations. Double devoir à remplir, dont j'aurais décliné l'honneur, si je n'étais soutenu par le mérite de celui dont j'ai à vous parler. Il y a des noms qui sont à eux seuls un éloge.

Le lieutenant-général vicomte Rogniat, pair de France, inspecteur-général et président du comité des fortifications, naquit à Saint-Priest (Isère) le 9 novembre 1776. A peine âgé de dix-huit ans, il quitte la maison paternelle, dans l'intention d'entrer dans la marine; mais une circonstance fortuite dérangeant ses projets, il se présente, en 1794, aux examens del'École du génie qui venait d'être établie à Metz, et il y est admis en qualité d'élève sous-lieutenant. L'année

suivante, il est envoyé à l'armée du Rhin en qualité de lieutenant, et, depuis cette époque, toute sa vie est consacrée au service de son pays. Il assiste à toutes les campagnes de la République dans les armées du Rhin, du Danube, d'Helvétie, et à celles des premières années de l'Empire en se faisant remarquer constamment par sa bravoure, la précision de son esprit et la solidité de ses jugements. En 1800, il est nommé extraordinairement chef de bataillon, et gagne ensuite tous ses grades sur le champ de bataille.

C'est surtout aux siéges de Dantzick et de Stralsund, en 1806 et 1807, qu'il commence à développer ses brillantes qualités qui plus tard le porteront au premier rang comme ingénieur militaire. Aussi le voit-on, dans le court espace de trois ans, devenir major, colonel et général de brigade. Au siége de Saragosse, il prend la direction des travaux d'attaque après la mort du général Lacoste, et, quoique blessé, il contribue par ses savantes dispositions à la prise de la ville. Il quitte l'Espagne, et assiste aux batailles d'Essling et de Wagram.

Napoléon ayant reconnu en lui une grande aptitude pour la guerre de siége, lui donne le commandement du génie du 3e corps de l'armée d'Espagne, sous les ordres du général Suchet, devenu depuis maréchal duc d'Albuféra, chargé de réduire les places de Mequinenza, Tortose, Tarragone, Murviedro (l'ancienne Sagonte), et Valence; le général Rogniat déploie alors les grands talents que l'on avait reconnus en lui. Ses plans d'attaque, dressés sur de larges bases, portaient l'empreinte d'un esprit à grandes vues qui marche droit au but et surmonte toutes les difficultés. Ces plans, exécutés avec audace par une armée admirablement commandée, devaient être, comme ils le furent en effet, couronnés d'un plein succès. S'écartant des règles de l'art



place les premières lignes d'attaque à portée de fusil des remparts, prévoyant que les batteries ennemies, établies pour tirer au loin, seraient impuissantes pour atteindre de près nos soldats dans les premiers instants de leur établissement. En suivant cette tactique, il frappe d'étonnement l'ennemi, ébranle sa constance, abrège la durée du siége, et épargne l'effusion de sang. De si brillants succès lui valurent le grade de général de division et la réputation d'un des premiers ingénieurs de l'Europe.

Le général Rogniat possédait le rare talent d'exalter au plus haut degré le courage des officiers placés sous ses ordres. Calme, réfléchi dans toutes les circonstances de sa vie, dans le silence du cabinet comme sur le champ de bataille, il donnait constamment l'exemple d'une entière abnégation de sa personne. Souvent je l'ai vu, dans les siéges des places de la Péninsule, franchissant la tranchée en plein jour, et attirant sur lui tous les feux de la place, se transporter sur les points où devaient être exécutés dans la nuit de nouveaux travaux d'attaque. Pour tout autre, c'eût été témérité ; pour le général Rogniat, c'était le résultat d'une pensée profonde. Il savait bien qu'en agissant ainsi, les officiers du génie, à la tête des colonnes, dans les assauts ou pendant les attaques de vive force, s'empresseraient d'imiter son exemple, afin de mériter son estime. Des places attaquées par un tel homme devaient succomber.

Napoléon, en 1813, l'appela auprès de lui, et lui donna le commandement du génie de la grande-armée. Je ne le suivrai pas dans cette immortelle campagne et dans celles de 1814 et de 1815, où je n'ai pas eu l'honneur de l'accompagner, ni dans le sein du comité des fortifications, aux travaux duquel je suis tout à fait étranger. Mais je vous le montrerai dans la vie privée, livré à des études relatives

à cet art qu'il a illustré, et qui lui ont ouvert les portes de l'Académie des sciences.

Les ouvrages du général Rogniat se font remarquer par des vues élevées, par un style ferme et concis. Ses *Considérations sur l'art de la guerre*, ouvrage remarquable qui fit une grande sensation parmi les militaires, devint l'objet d'une vive polémique. Néanmoins, les grandes pensées qui y sont developpées placèrent très-haut son auteur dans l'opinion des généraux les plus distingués.

Il fit une étude approfondie des besoins des peuples dans un ouvrage ayant pour titre : *Des gouvernements, etc.*, dont le premier volume seulement fut publié. Ce travail, écrit avec verve, est lu encore aujourd'hui avec intérêt.

La relation des siéges de Saragosse et de Tortose ; les différents mémoires qu'il a publiés sur l'armement des places, sur l'emploi des petites armes, se font également remarquer par les qualités qui distinguent les ouvrages dont je viens de parler.

L'année dernière, il publia une réponse à l'auteur de l'ouvrage intitulé *Du projet de fortifier Paris*, réponse qui n'est que le résumé succinct du grand mémoire qu'il présenta à la commission de défense, nommée en 1836, pour fortifier la capitale. Le général y a traité avec de grands développements cette importante question, à laquelle se rattachent en quelque sorte la garantie et l'indépendance nationales. L'heureuse idée de camps retranchés établis dans des positions éloignées des murs d'enceinte de Paris, trouva de nombreuses sympathies parmi les adversaires même du projet de fortification.

Un petit opuscule publié récemment et ayant pour titre : *De la colonisation en Algérie*, renferme des idées qui ont eu de nombreux partisans. Je ne dois pas oublier non plus les rapports dont il fut chargé par l'Académie des sciences, rap-

ports toujours écoutés avec le plus vif intérêt, et dans lesquels on trouve une juste appréciation des faits dont il était chargé de rendre compte, ainsi que des considérations qui indiquent la haute portée de son esprit.

Le général Rogniat, dans ses relations avec les officiers de son arme, était plein d'obligeance, et toujours disposé à leur être agréable toutes les fois qu'il pouvait concilier les exigences du service avec leurs désirs. Dans son intérieur, nous l'avons toujours trouvé bon, affectueux, et sans cesse occupé du bonheur d'une épouse chérie, fille de l'une de nos grandes illustrations militaires.

Dans ses rapports avec le monde, il portait la même bienveillance : aussi est-il du petit nombre de ces hommes privilégiés qui ont eu beaucoup d'amis et peu ou point d'ennemis. La simplicité de ses manières rehaussait encore l'éclat de sa haute réputation, et ses plus intimes amis possédaient seuls le secret de cette âme élevée, qui s'enveloppait d'une si noble modestie. Membre de cette grande famille de généraux que fit éclore le souffle puissant de Napoléon, il en a dignement soutenu la gloire, et payé une large part à l'illustration du génie militaire.

Les noms de Haxo, de Bernard et de Rogniat, réunis par une commune renommée, resteront dans la mémoire des hommes tant que survivra le souvenir des grandes choses qui ont signalé la République et l'Empire. La mort, qui les a frappés si subitement, a bien pu les enlever à l'armée, dont ils étaient l'honneur et l'exemple, à la patrie, dont ils étaient l'orgueil et le soutien : mais elle ne pourra rien contre la gloire qu'ils ont si laborieusement acquise, et contre la reconnaissance que leur vaudront les grands travaux qu'ils ont accomplis.

NOUVEAU PROJET

D'OCCUPATION RESTREINTE

EN ALGÉRIE,

PAR M. SAVARY,

Chef de bataillon du génie (1).

Décidément, la convenance si non la nécessité de restreindre notre occupation en Algérie et de fermer entièrement aux Arabes l'entrée de nos possessions dans cette province est une opinion qui se manifeste on peut dire généralement parmi les militaires.

Déjà plusieurs projets établis sur ces bases viennent d'être livrés à la publicité.

Celui de M. le général Rogniat, dont nous avons rendu compte dans le dernier numéro de ce journal, consiste, comme nous l'avons vu, à enceindre le territoire d'Alger, avec la plaine de la Mitidjah, d'un mur flanqué de tourelles, et d'abandonner Constantine.

(1) Brochure in-8°. Paris, 1840. Chez Anselin libraire, rue et passage Dauphine, no 36.

M. le chef de bataillon Savary propose au contraire d'occuper la province de Constantine et d'abandonner la province d'Alger, sinon d'y établir le Botany-Bay de la France, ce qui, selon lui, serait une vengeance digne des atrocités d'Abd-el-Kader.

Cette proposition paraîtra sans doute fort singulière à beaucoup de monde. Quoi qu'il soit, en voici les motifs par lesquels l'auteur entend justifier son système.

Il importe, selon lui, de s'éloigner des possessions d'Abd-el-Kader et du voisinage de l'empereur de Maroc, par la raison que, trop à proximité de la domination de ces deux chefs musulmans, ils seront toujours unis contre nous, et deviendraient, en cas de guerre maritime, les auxiliaires de nos ennemis, ce qui nous conduirait infailliblement à une honteuse capitulation à Alger ; tandis que, séparés de l'empire d'Abd-el-Kader par une immense étendue de pays coupée par les versants de l'Atlas, nous serions hors d'atteinte des incursions de ce chef et des entreprises de nos ennemis sur mer, et le nouveau sultan serait bientôt l'ennemi du sultan de Maroc.

« Jamais les Arabes de la province d'Alger ne viendraient nous attaquer dans la province de Constantine, qui du reste serait couverte par une ligne continue établie de la mer au sommet de l'Atlas, passant par Constantine.

» Nous pensons, continue l'auteur, qu'en beaucoup d'endroits les escarpements naturels nous suffiront : ailleurs, nous ferons soit un fossé profond couvrant un parapet, soit une muraille épaisse et élevée. Ce dernier travail même pourrait, comme les autres, être exécuté par nos soldats ; car nous voudrions que notre muraille, au lieu d'être en maçonnerie, ce qui nécessiterait des réparations continuelles, fût composée d'énormes blocs, sans mortier,

à l'instar des grandes constructions romaines : ces blocs seraient extraits au moyen de la poudre de mine, transportés et guindés les uns au-dessus des autres à l'aide de machines. On composerait ainsi de grands bastions, joints entre eux par des courtines étroites, afin qu'en cas de surprise l'ennemi ne pût pas s'y développer.

» En arrière de ces fortifications, ajoute l'auteur, nous n'aurons également rien à redouter des habitants de la province de Constantine : d'une part, ils sont de toute la régence les plus faciles à conduire ; d'autre part, s'ils se révoltaient, nous sommes au milieu d'eux, nous possédons une place imprenable qui domine tout le pays : enclos dans nos lignes, et privés de toute communication avec le dehors, ils seraient bientôt réduits à solliciter leur grâce. »

Plutôt que de déduire de ces données un chiffre, en apparence calculé, mais réellement fourni par le hasard, l'auteur aime mieux affirmer qu'il suffira de peu de millions et de peu d'années pour conduire à terme ce travail important.

L'auteur se demande ensuite si le résultat de ce travail sera en proportion de tant d'efforts, et si la province de Constantine vaut ce que nous devrions abandonner près d'Alger ?

A cela, il répond facilement et avec succès, dit-il, car à l'exception de l'étroit entourage d'Alger, il est reconnu que cette dernière province est l'une des moins fertiles de l'ancienne régence, tandis que celle de Constantine en est la plus féconde. N'était-ce pas cette province, ajoute-t-il, que les Romains avaient choisie ? Pense-t-on qu'ils se seraient attachés avec une persistance qui a duré deux siècles au terrain le moins fécond, au climat le moins favorable ?

Indépendamment des avantages que peut procurer l'agriculture dans la province de Constantine, l'auteur voit aussi ceux que lui offrira le commerce. Avec qui, s'écrie-t-il, voulez-vous commercer dans cet impasse d'Alger ? Avec des nomades que rien ne contraindra au joug de la civilisation, incapables qu'ils sont de vous fournir pour objet d'échange autre chose que peu de produits naturels !

« Dans la province de Constantine, il voit au contraire, dans son voisinage, les régences de Tunis et de Tripoli, chez lesquelles on introduirait promptement le goût de notre industrie : placées entre nous et Alexandrie, qui, pour la force des choses et sous quel maître que ce soit deviendra nécessairement un jour le grand entrepôt du commerce de l'Inde, ces régences arriveront, de toute nécessité, à l'état de civilisation complète. Ne sera-ce rien pour nous que de tenir l'une des extrémités de ce ruban continu qui s'étendra le long de la côte d'Afrique, et de nous mettre en rapport de voisinage avec un point qui sera devenu le centre du commerce de l'univers ? »

Venons présentement au projet du Botany-Bay de M. Savary.

Le territoire qu'il propose de disposer pour cet établissement, et qui serait entouré d'une enceinte susceptible d'être défendue, se compose de deux parties : le *Sahel* d'abord, habité déjà et cultivé par nos colons ; puis une portion de la plaine de la Mitidjah, qui n'appartient à personne et qui n'a point été remuée, attendu que son sol est marécageux et qu'elle est la plus exposée aux déprédations des Hadjoutes. Cette plaine serait facilement desséchée, ainsi que l'a indiqué le capitaine Grand. C'est dans cet espace formé par le pied de la partie Est du Sahel, la route

du Sahel à Bélidah, une cîme de l'Atlas, la Chiffa, le Massafran et la mer, que seraient placés nos condamnés des bagnes. Quant aux maisons de détention, on les établirait dans le voisinage, sur le penchant sud du Sahel, où il ne manquera pas de terrain encore disponible.

Toutefois l'auteur fait remarquer que ce projet d'établissement ne fait point partie intégrante de son système, lequel consiste, comme nous l'avons dit, à couper les Arabes de la province de Constantine de ceux de la régence, au moyen d'une ligne continue de fortifications allant de la mer au sommet de l'Atlas et passant par la capitale, afin qu'à l'est de cette ligne on puisse coloniser à l'aise, après la conquête bien assurée.

Quant aux autres parties de la régence, Bougie, Alger, Oran, l'auteur voudrait les garder sans entourage, seulement afin d'empêcher la piraterie. Tout ce qu'il propose de plus n'est qu'une concession aux faits accomplis.

Il résultera probablement des deux opinions opposées dont nous avons parlé au commencement de cet article, et surtout des tendances nationales, que nous garderons à la fois et la province de Constantine et celle d'Alger, mais non pour établir dans celle-ci un Botany-Bay, malgré tout le besoin qu'aurait la France d'un établissement de cette nature pour y rejeter sa hideuse population des bagnes et cet essaim de bandits dont le nombre s'étend chaque jour comme une lèpre, et fait l'effroi de la société!

R...

AVIS

A MM. LES OFFICIERS DES ARMÉES FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES.

DICTIONNAIRE

DE L'ARMÉE DE TERRE,

Ou Recherches historiques sur l'art et les usages militaires des anciens et des modernes, par le général BARDIN, auteur du Manuel d'infanterie, du Mémorial de l'officier d'infanterie ; membre de l'académie des sciences de Turin, collaborateur du complément du Dictionnaire de l'académie française, du Dictionnaire de la conversation, de l'Encyclopédie des gens du monde, etc., etc.

NOTA. L'ouvrage aura environ 3,000 pages grand in-8, à 2 colonnes, petits caractères, fondus exprès. Il sera publié en 8 parties d'environ 400 pages chacune. La pagination se suivra sans interruption, afin de donner aux souscripteurs la facilité de faire relier l'ouvrage en un ou plusieurs volumes. La première partie paraîtra fin juillet prochain ; la deuxième fin octobre suivant ; ainsi de suite, de trois en trois mois, jusqu'à la fin de la publication qui sera terminée le premier juillet 1842.

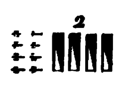
Le prix de chaque partie est fixé à 6 fr., et celui de l'ouvrage complet à 48 fr. ; prix le plus bas qu'il soit possible d'établir, eu égard au manuscrit de l'auteur qui contient l'immense quantité de 559, 269 lignes de 35 lettres environ chacune.

ON NE PAIERA RIEN D'AVANCE. La liste des souscripteurs sera imprimée en tête de chaque partie de l'ouvrage.

Il sera tiré cent exemplaires sur papier vélin dont le prix sera double.

Pl.5.

3

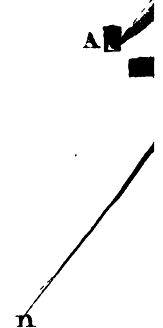






60 pi.

Pl.6.



500

Lith Pineteau .

JOURNAL
DES
SCIENCES MILITAIRES.

OPINION
DE M. LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL
Vicomte ROGNIAT
SUR
LA QUESTION DE L'ALGÉRIE,
A L'OCCASION DES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES.

Mai 1840 (1).

Messieurs,

Je le reconnais à regret, refuser mon vote aux crédits demandés pour nos possessions du nord de l'Afrique serait la chose du monde la plus inutile;

(1) Ce discours avait été écrit par M. le général Rogniat pour être prononcé à la tribune de la Chambre des pairs dans la discussion des crédits supplémentaires pour l'Algérie.

L'altération profonde que l'on remarque dans les dernières lignes du manuscrit atteste que c'est en les traçant que le général a ressenti les premières et violentes atteintes de la cruelle maladie qui devait l'enlever si soudainement.

Sa famille regarde comme un devoir de donner à ses dernières inspirations la publicité que le général leur avait destinée.

(15 mai 1840.)

une partie de ces sommes est déjà dépensée, et le reste s'englontit maintenant dans des expéditions sur lesquelles une prudente réserve m'interdit de m'expliquer, puisqu'elles sont en cours d'exécution. Mais ce qui ne sera point inutile, ce qui est de mon devoir comme pair, ce qui est notre devoir à tous, mes collègues, c'est de nous rendre compte de ce qu'ont produit les quatre cents millions déjà dépensés, les quarante mille hommes perdus jusqu'à ce jour en Afrique; c'est d'examiner ce qu'on veut, ce qu'on peut y faire à l'avenir; c'est de nous éclairer nous-même, et d'éclairer la France sur cette question importante. J'ose me jeter le premier en enfant perdu dans cette discussion, persuadé que les troupes d'élite voudront bien m'y soutenir. Heureux de l'ouvrir au sein d'une chambre blanchie dans l'expérience des affaires, qui ne craint point d'opposer sa sagesse et sa prudence aux entraînements souvent irréfléchis de la multitude, et qui, dédaignant de servir de théâtre aux luttes mesquines de l'ambition personnelle, ne s'occupe que des grands intérêts du pays.

En m'engageant dans cette discussion sur l'Afrique, je ne puis m'empêcher de vous rappeler combien cette terre de misère nous a déjà été funeste. Jadis, nous y perdîmes un grand roi et la fleur de la chevalerie française, dans de saintes, mais bien folles expéditions, presque aussi folles que nos expéditions actuelles. Plusieurs d'entre nous ont été témoins dans leur jeunesse de l'expédition d'Égypte. Oh !

celle-ci, du moins, était admirable d'avenir; elle nous plaçait dans le pays le plus fertile du monde, le plus favorable à la croissance des plantes tropicales, au sein d'une population nombreuse de serfs attachés à la glèbe, dociles et paisibles instruments de travail entre les mains d'un maître, quel qu'il soit; à douze cents lieues des riches contrées des Indes, tandis que les Anglais, obligés de doubler le cap de Bonne-Espérance, en restaient à cinq mille lieues. Tout avait été prévu, combiné, rassemblé pour la colonisation; et à sa tête se trouvait un jeune général brillant de génie, mais bien impatient. Le rôle toujours fort lent de fondateur l'ennuya; et l'échangeant pour le rôle brillant et expéditif de conquérant, il courut à la conquête de la Syrie. Dès lors, tout fut perdu; les débris de notre armée finirent par capituler.

J'arrive à notre expédition de l'Algérie, qui deviendra un jour encore plus funeste que les autres, si l'esprit de vertige et d'erreur continue à souffler sur l'Afrique. Vous vous rappelez que les débuts en ont été aussi heureux que sagement calculés. Il s'agissait de venger un affront reçu et de mettre fin à la honteuse piraterie des barbaresques. Mais, depuis trois ans, nos navires de blocus ne bloquaient rien sur cette côte de fer; le gouvernement se décida à frapper un coup décisif en enlevant ce repaire de forbans qui depuis des siècles infestaient le commerce de la Méditerranée, réduisaient les chrétiens à un

dur esclavage et contraignaient plusieurs peuples à leur payer un impôt honteux pour rachat du pillage. Cette résolution, belle, grande, hardie, généreuse, fut couronnée d'un succès brillant ; la glorieuse prise d'Alger nous coûta peu de sang ; et, pour comble de bonheur, nous trouvâmes dans la ville les trésors du dey, qui payèrent la totalité des frais de l'expédition.

Quant à la solution de ces questions : Que fera-t-on d'Alger ? Que fera-t-on de la régence ? on l'avait naturellement ajournée après le succès, lorsqu'on connaîtrait mieux le pays. Vous le savez, le gouvernement de la restauration n'eut pas le temps de prononcer. Le gouvernement de juillet n'hésita pas ; il garda et étendit la conquête du gouvernement auquel il avait succédé, quelle que fût l'imminence d'une conflagration générale en Europe.

Depuis que notre étoile, heureuse ou malheureuse, je laisse à chacun le soin de la qualifier suivant ses sentiments, depuis que notre étoile, dis-je, nous a fixés sur le sol africain, deux opinions sont en présence : L'une veut la conquête et l'occupation simultanées de toute l'ancienne régence ; l'autre voudrait restreindre l'occupation à celle de deux ou trois villes maritimes propres à servir de comptoirs pour le commerce avec les naturels. Entre ces opinions extrêmes, il ne reste que bien peu de place, je le crains, pour une opinion intermédiaire.

Examinons la première opinion, qui paraît avoir

la faveur des ministres présents et passés, à en juger d'après ces envois continuels et ces entassements de troupes sur les côtes d'Afrique, à en juger d'après la loi même des crédits supplémentaires que nous discutons, à en juger d'après ces mots de M. le président du conseil, dans une improvisation spirituelle du 21 avril 1837 : *Je sais bien qu'une occupation étendue a de graves difficultés ; mais quant à moi, l'occupation réduite a des difficultés qui équivalent à des impossibilités* ; à en juger aussi d'après ce mot d'un des plus chauds partisans de la question d'Afrique : *Nous voulons tout ou rien.* Ainsi, point de juste-milieu en Afrique ; il faut poursuivre les Arabes jusqu'au milieu des sables du Zarah, ou tout abandonner. Mais lorsqu'on propose d'occuper toute l'ancienne régence, sait-on ce qu'on veut faire, et connaît-on bien ce pays ? J'en doute ; et c'est ce qui m'oblige d'en dire deux mots.

Vous savez, messieurs, que l'ancienne régence est un pays aussi grand que les deux tiers de la France, pays obstrué par des groupes des montagnes de l'Atlas qui soutiennent généralement de vastes plateaux arides ; pays où les rivières très encaissées et dont aucune n'est navigable roulent leurs inutiles eaux au fond de ravins profonds et à travers les fentes de rochers escarpés ; pays nu, où l'on ne découvre ni arbres, ni arbrisseaux, excepté sur quelques points privilégiés ; pays dont les deux cents lieues de côtes n'offrent pas un seul bon port, une seule rade sûre ;

pays dont le sol argileux, inondé et détrempé par des pluies abondantes durant les trois à quatre mois d'hiver, est ensuite desséché et durci par des sécheresses opiniâtres de huit à neuf mois d'été; pays dont les rares et misérables habitants sont de trois sortes : les Arabes, qui, formant le grand nombre, parcourent, morcelés en tribus, les plaines, les plateaux, les collines, dans l'état nomade; les Kabayles, moins nombreux, qui se cantonnent dans les montagnes, à l'état de barbarie ; et les Maures, qui, réduits peut-être à la quarantième partie des habitants des campagnes, se renferment dans les villes ou bourgades, dans un état de civilisation imparfaite.

Le trait caractéristique de ces contrées que je vous prie de remarquer avec le plus d'attention, c'est celui que je viens de signaler, d'une sécheresse persévérante de huit à neuf mois succédant à des pluies abondantes de trois à quatre mois; car vous allez voir que de cette cause proviennent la vie nomade et les mœurs de ces tribus vagabondes qui opposent le plus de résistance au succès de nos établissements et à l'extension de notre occupation. En effet, le sol argileux de ce pays, desséché, durci et crevassé par la sécheresse sous un soleil d'été, résiste à la bêche et au soc; la culture des terres se trouve nécessairement interrompue durant les deux tiers de l'année, et même bien des jours de l'autre tiers sont perdus par la fréquence et l'intensité des pluies. D'où l'on voit combien l'agriculture doit être insignifiante, sauf

les très rares exceptions où l'irrigation des terres est possible : aussi n'est-elle qu'un accessoire. L'éducation des troupeaux devient alors l'occupation principale des habitants.

Mais voici un autre désavantage bien plus grand encore où les réduit la sécheresse sur les plateaux et en général sur une grande surface du pays. Les eaux de pluie, qui se sont rassemblées en hiver en étangs et en petits lacs, s'évaporent promptement aux rayons ardents du soleil d'Afrique ; les sources tarissent, les ruisseaux se dessèchent, et l'eau manque sur les points que l'on a cultivés. Lorsqu'on manque d'eau et que les pâturages sont épuisés dans un endroit, il faut le quitter pour aller en chercher ailleurs, et par conséquent changer de lieux ; lorsqu'on est obligé de changer de lieux, il faut vivre sous la tente, il faut renoncer aux propriétés immobilières, au partage du sol ; il faut se borner aux meubles les plus faciles à transporter, il faut réduire l'agriculture aux produits qu'on peut cacher dans des silos. Il faut n'attacher de l'importance qu'aux troupeaux qui suivent partout, qui paissent en marchant, et dont le lait offre une nourriture agréable ; il faut se contenter d'une vie pauvre et grossière, loin des arts et des aisances de la civilisation ; il faut, en un mot, vivre de privations et rester pauvre. Lorsqu'on est pauvre, on aime à piller les riches, et surtout les peuples sédentaires qui produisent et accumulent les denrées ; pour les piller, il faut faire

la guerre. Lorsqu'on n'a rien à perdre soi-même que des troupeaux faciles à dérober à l'ennemi, et qu'on a tout à gagner à la guerre, il est naturel de l'aimer; et on l'aime d'autant plus que les aventures guerrières viennent rompre l'oisive uniformité de la vie pastorale. Voyez comme tout s'enchaîne pour maintenir les Arabes dans leurs habitudes errantes, oisives, pillardes et guerrières; les lois physiques, les plus immuables des lois, dominent l'homme tout entier. Voyez aussi la chimère de ces bonnes âmes qui prétendent civiliser les Arabes!

Ne nous figurons pas ces nomades, messieurs, semblables aux nomades de l'autre extrémité de l'Afrique, les Caffres, les Hottentots, sortes de brutes reléguées au dernier degré de l'échelle des races humaines, plus près du singe que de l'Européen, qui ont la volonté, mais non la puissance de nuire. Les Arabes sont aussi intelligents que nous; les facultés de leur esprit, ils les appliquent naturellement à la seule occupation qui leur plaise et leur convienne, la guerre de rapines et de brigandages; ruse, violence, perfidie, tout leur est bon; le succès justifie tout. Maigres, souples, adroits, infatigables, leurs qualités physiques se prêtent merveilleusement à cette guerre de pillage. Habitués, de générations en générations, à coucher sur la dure, à vivre de peu, à endurer la faim et la soif, ils mènent une vie au sein du désert que nos soldats européens ne sauraient supporter. Ils combattent à cheval; et les excellentes

qualités de leurs chevaux viennent encore ajouter du prix à leurs propres qualités. Ces centaures, car ils méritent ce nom, passent partout, grimpent partout, galoppent au milieu des rochers, sur le bord des précipices ; ils accourent, pénètrent, dérobent, s'échappent et se cachent dans les plis du désert avec une vitesse et une agilité incroyables. Dans les expéditions, chaque tribu fournit son contingent ; point de distributions, chacun apporte ses vivres ; point de solde, le butin leur tient lieu de tout. Ils ont le secret de faire la guerre sans argent. M. le ministre des finances nous dira si nous leur avons dérobé ce secret en Afrique.

Tels sont les habitants de la plus grande partie des vastes contrées de l'Algérie.

Vous comprendrez facilement que ce sont de bien mauvais voisins que ces tribus turbulentes et pillardes, pour les peuplades qui cherchent à se fixer au sol, sur les points de ces contrées où l'eau ne tarit jamais, où l'irrigation est possible. Toutefois, une autre race d'hommes, les Kabayles, fort différents des Arabes, y est parvenue dans plusieurs groupes de montagnes. Ces montagnards, protégés contre les déprédations des cavaliers nomades par leurs rochers dont ils défendent soigneusement les défilés, cultivent le penchant des montagnes et les vallées dont les sources et les rivières leur fournissent constamment de l'eau, se fixent au sol, y élèvent quelques méchants villages, se livrent à quelques tra-

vaux d'agriculture; leur industrie s'étend même, particulièrement dans le groupe de montagnes qui entourent le port de Bougie, jusqu'à fabriquer de la poudre, du plomb et de mauvais fusils. Du reste, nulle police parmi eux, nulle idée de justice; une complète anarchie entre toutes leurs petites tribus qui s'agitent dans une pure démocratie, bien différentes en ceci des tribus arabes, qui font grand cas de la naissance dans le choix de leurs chefs; des guerres intestines continuelles; en un mot, ils vivent dans un état de barbarie qui dure depuis des siècles.

Les Kabayles, comme tous les montagnards, combattent à pied; au lieu de harceler l'ennemi de loin, comme les cavaliers nomades, ils s'élancent sur lui pour l'attaquer corps à corps, sans ordre, sans discipline, les plus braves en tête. Leur courage, aiguisé par le désir de conserver leurs propriétés et favorisé par l'âpreté de leurs montagnes, avait fait respecter leur sauvage et farouche indépendance, même des Turcs, qui osaient bien rarement leur aller demander des impôts.

Quant aux villes, à l'exception d'Alger et de Constantine, qui méritent ce nom par leur population, les autres ne sont que de méchantes bourgades ou villages à moitié ruinés, entourés d'un simple mur en pisé pour se préserver des ravages journaliers des nomades. Là, dans de misérables cahutes, on trouve un petit nombre d'artisans et de marchands musul-

mans, auxquels nous donnons le nom de Maures ; quelques Juifs livrés au trafic, faible et timide population, toujours dans la crainte des fiers nomades de la campagne, qui les méprisent souverainement.

Tel est le pays, telles sont les peuplades qu'on veut conquérir, qu'on veut soumettre, non pas à l'aide du temps, en nous établissant d'abord solidement dans un canton qui puisse nous servir de base d'opération, en nous faisant peu à peu des alliés dans le pays, comme on l'a toujours fait depuis qu'on a fondé des colonies sur le globe ; mais promptement, soudainement, à force de troupes et d'argent.

Personne de vous n'ignore, messieurs, que, pour conquérir et soumettre un peuple sédentaire et civilisé, il suffit de conquérir ses villes et particulièrement sa capitale. L'occupation de ces dépôts des richesses publiques et privées, de ces foyers de lumières et de civilisation, amènent la soumission des campagnes. Dans ce cas, la stratégie se donne un but d'opérations, un objectif, suivant son langage, la prise et l'occupation de la capitale ou de toute autre ville importante. Mais en Afrique, cela ne suffit pas ; vous prenez une ville : qu'importe aux Arabes, et souvent aux Kabayles ! Ils vous aideront eux-mêmes à la piller, s'ils en trouvent l'occasion.

Laissons donc notre stratégie européenne à objectif de ce côté-ci de la Méditerrannée, et cherchons d'autres moyens de soumettre les Arabes.

On en a essayé ou proposé plusieurs : d'abord, marcher sur leur territoire. Mais comme ils ne possèdent rien de saisissable, ils s'en moquent ; ils plient leurs tentes, ils les chargent avec leurs femmes et leurs enfants sur les chameaux, ils les envoient avec leurs troupeaux sur d'autres points, et ils montent à cheval pour vous tirer à la dérobée quelques coups de fusil et égorger vos traînards. Que rencontrez-vous ? A peine quelques baraques du moment ; quant à leurs denrées, graine et paille, s'ils en ont, elles sont cachées dans des silos souterrains, dont l'entrée, soigneusement dérobée, vous est inconnue. Notre armée, marchant en trois colonnes de toutes armes, un maréchal en tête, vient de traverser le pays des Hadjoutes, cette tribu de la rive gauche de la Chiffa, qui depuis dix ans vient piller jusqu'aux portes d'Alger : avons-nous pris ou détruit leurs troupeaux ou quelque chose qui ait quelque valeur ? Non. Se sont-ils soumis ? Loin de là, ils ont couru sur les derrières de nos colonnes, prendre et égorger nos soldats jusqu'aux portes du camp de Douëra. Poursuivrons-nous ces centaures alertes de déserts en déserts avec nos lourdes colonnes encombrées d'artillerie et de convois ? Nous l'avons tenté quelquefois, et cela ne nous a pas réussi. C'est une triste chose qu'un campement dans le désert, entre la faim et la soif ; c'est une plus triste chose encore qu'une marche dans le désert à la poursuite de cavaliers agiles, sobres, infatigables, qui ne font ferme nulle

part; qui voltigent sans cesse sur vos flancs et vos derrières; qui surprennent et égorgent les isolés, les traînards, les malades; qui tombent à l'improviste sur les convois et les postes détachés; qui vous atteignent à la dérobée jusque dans les rangs, sans vous donner prise sur eux; qui vous coupent l'eau et les vivres, et qui finissent par vous faire perdre, par les maladies, si ce n'est par le fer, dix hommes contre un.

Pour contraindre ces ennemis à l'obéissance, il faut s'en faire craindre; et pour s'en faire craindre, il faut pouvoir leur nuire; ce sont des vérités aussi anciennes que le monde. Or, comment nuire aux Arabes? Les Turcs employaient les razias, c'est-à-dire qu'ils surprenaient la tribu qu'ils voulaient châtier, enlevaient ses troupeaux et coupaient les principales têtes. Les Turcs réussissaient souvent à surprendre les tribus, grâce à la vitesse de leurs excellents chevaux, grâce aux intelligences qu'ils se ménageaient dans le pays, à l'aide des mêmes mœurs, de la même religion et d'une longue possession; grâce à leur perfidie dans l'art d'endormir à force de caresses et de prévenances les victimes dévouées à leur vengeance. Mais, à nous qui sommes dans des circonstances toutes différentes, les razias ne nous réussissent pas; une seule fois depuis dix ans, nous sommes parvenus à surprendre et détruire une faible tribu; cet exemple isolé n'a pas eu le retentissement de la terreur sur les autres.

On a proposé de les empêcher d'ensemencer leurs terres, en faisant battre le pays par des colonnes mobiles. Moyen tout à fait impraticable; car, le jour même où la colonne aura passé, l'Arabe reviendra ensemencer le champ qu'elle aura traversé. La colonne rétrogradera-t-elle pour arracher la semence?

On propose aussi de brûler leurs moissons. C'est un moyen bien ancien, puisqu'on le voit déjà employé dans la Bible; ce qui, au reste, prouve son efficacité. Mais il n'est praticable que durant quinze jours de l'année, et il resserre par conséquent les opérations à ces étroites limites. Qu'arrive-t-il? Ils font un simulacre de soumission, sauf à recommencer plus tard leurs courses hostiles.

A ces difficultés qu'oppose à la conquête la vie errante des Arabes, il faut ajouter leur fanatisme. Entre les Africains et nous, il existe deux religions ennemies, d'autant plus irréconciliables, qu'en consacrant, l'une la polygamie et par suite la réclusion des femmes, l'autre la monogamie et par suite la liberté des femmes, elles créent des mœurs également inconciliables. Ces religions se rapprocheront-elles un jour? Il est permis d'en douter. Ce n'est pas nous sans doute qui ferons le premier pas; depuis Abdalah-Menou qui se fit musulman pour plaire aux Égyptiens, personne d'un peu considérable parmi nous n'a fait cette folie. Les Africains, de leur côté, tiennent à leur religion avec d'autant plus de ténacité, que le Coran, ce recueil des ordres du jour de

Mahomet à son armée, leur tient lieu de code civil comme de code religieux; il règle leurs opinions, leurs mœurs, leurs fortunes; se convertir, pour un musulman, ce n'est pas simplement changer de religion, c'est entrer dans un tout autre ordre d'idées et d'existence. Voyez l'empire que donne la religion au marabout Abd-el-Kader sur les tribus de l'ouest et du midi, et jugez si les liens du fanatisme dans lesquels Mahomet avait su réunir et enlacer les tribus Arabes sont aussi relâchés qu'on l'avait dit.

Telles sont les difficultés que nous n'avions pas d'abord appréciées; aussi demandait-on au commencement peu de troupes pour l'occupation de toute l'Algérie. Trente mille hommes en Afrique, c'était le beau idéal; en 1837, on en obtint quarante mille; en 1839, on avait quarante-huit mille hommes, et vous savez qu'ils n'ont pas suffi; aujourd'hui, nous y avons ou nous y aurons incessamment soixante-quinze mille hommes. S'arrêtera-t-on là? Je ne le pense pas; dès 1838, un des hommes qui connaissent le mieux l'Afrique, le général Bugeaud écrivait dans un opuscule sur l'Algérie: « Veut-on la conquête simultanée » de toute la Régence? Il faut au moins quatre- » vingt-dix mille hommes judicieusement employés... » Mais quand cette conquête entière sera enfin obte- » nue, on aura engagé pour longtemps dans le pays » soixante à quatre-vingt mille hommes; oui, pour » très long-temps, c'est-à-dire jusqu'à ce que vous » vous soyez assimilé les habitants, jusqu'à ce que

» vous ayez changé leurs mœurs et leurs usages. »

Vous voyez, messieurs, qu'en voilà pour des siècles.

Je crois, quant à moi, que ces chiffres même, quelqu'élevés qu'ils soient, ne suffiront pas. Mais sans nous préoccuper d'un avenir plus ou moins voilé à nos yeux, ne parlons que du présent. Vous avez en Afrique, ou en route pour y aller, je le répète, soixante-quinze mille hommes à peu près, et vous êtes obligés de nourrir ces troupes, et même tous les Européens des places de la côte que vous occupez, des blés de l'Europe, des viandes de l'Europe, des fourrages même de l'Europe. Il faudrait avoir un triple bandeau sur les yeux pour ne pas voir que cette situation déplorable vous met à la discrétion de l'Angleterre; qu'elle place le ministère français, j'ai honte de le dire, à la remorque du ministère anglais. Car enfin, sur ces mille points de contact que vous avez avec les Anglais dans le monde entier, il en est sans doute où vos intérêts sont communs, mais il en est plusieurs autres où ils sont différents, où ils sont même opposés. Eh bien! que sur ces derniers il intervienne une discussion, le ministère anglais, toujours si attentif et si habile, comme on le doit être, à faire prévaloir les intérêts de sa nation, vous menacera, renforcera ses escadres de la Méditerranée, feindra une alliance avec la Russie, fera des démonstrations hostiles, et Dieu veuille que ce que je mets au futur ne soit pas au présent! Je dis, et je le dis la rougeur sur le front, il n'est aucun de

nos ministres, présents, passés ou futurs, qui ose, qui puisse refuser jusqu'au bout les exigences, même injustes, du ministère anglais, avec la conviction qu'une armée française de soixante-quinze mille hommes sera obligée de capituler un mois peut-être après que les vivres d'Europe lui seront coupés ; car toutes ces peuplades, on ne peut en douter, toujours prêtes à se soulever contre nous au premier signal, courraient aux armes et ne nous fourniraient plus rien dès qu'elles se sentiraient soutenues par l'Angleterre. Compterait-on sur la générosité anglaise ? Interrogez les Chinois, ils vous diront ce que c'est que cette générosité, eux qui vont voir interdire leurs ports et brûler leurs jonques ; pourquoi ? parce que leur empereur a fait confisquer une denrée de contrebande qui empoisonnait son peuple. Vous avez admiré que les Anglais n'aient point réclamé contre votre occupation d'Afrique. Hé ! messieurs, ils se seraient bien gardés d'empêcher une nation rivale de se suicider. Enveloppés dans le manteau de leur froide politique, ils rient de nos erreurs et de nos bévues sur une terre de misère.

Certes, je suis loin de me déclarer contre l'alliance avec les Anglais ; je pense au contraire que nous devons la conserver aussi longtemps qu'il existera entre eux et nous plus d'intérêts communs que d'intérêts contraires ; ce que je demande, c'est que nous ne restions pas à la remorque de nos alliés, et que nous nous hâtions de sortir d'une situation qui leur

donne prise sur nous. Oui, dira-t-on, hâtons-nous de sortir d'une situation vraiment intolérable; et pour y parvenir plus promptement, achevons promptement la conquête de l'Algérie. C'est dans ce sens que parla à l'autre chambre, en 1837, M. le président du conseil, avec cette facile et spirituelle élocution que nous admirons tous. Je serais fort de cet avis, si la conquête devait nous tirer d'embarras; mais je crains qu'elle ne les augmente. En vérité, je ne conçois, quant à moi, l'occupation d'un pays aride et désert, aussi étendu que les deux tiers de la France, et la soumission de peuplades féroces, vagabondes et pillardes, doublement nos ennemies et par leurs mœurs et par leur religion, à moins d'y laisser beaucoup de troupes. La conquête aura exigé cent mille hommes peut-être; ceux qui connaissent l'Afrique penseront sans doute que l'occupation n'en demandera guère moins. Rappelons-nous que quarante-huit mille hommes n'ont pas suffi l'année dernière à garder une moitié de la province de Constantine, un petit territoire autour d'Alger et sept points sur les côtes. On a été obligé d'envoyer des troupes au secours du maréchal Valée lorsqu'il a été attaqué par Abd-el-Kader. Admettons cependant, quoique je ne l'espère pas, que soixante-quinze mille hommes puissent garder l'Algérie; mais c'est rester dans la même position désastreuse qu'aujourd'hui! Nous voilà affaiblis pour long-temps, oui très long-temps de soixante-quinze mille hommes en Europe; voilà les dépenses

annuelles de l'Algérie élevées à soixante-quinze millions de francs ; et, remarquons bien ceci, tout cet échafaudage de conquêtes et d'occupations intérieures s'écroulerait à la première guerre maritime, au gré des Anglais. Ainsi s'évanouiraient les fruits attendus et des torrents de sang versé par nos braves soldats, et d'un milliard, peut-être, englouti en Afrique pour y rester à jamais enfoui par les Arabes, milliard qui, dépensé en France, y eût répandu l'activité et la vie; les populations africaines, animées d'une nouvelle ardeur par cette retraite, nous deviendraient plus hostiles encore, et nous serions moins avancés qu'aujourd'hui.

Messieurs, je le dis le cœur navré, les grandes fautes produisent les grands mécontentements, et les grands mécontentements sont les précurseurs des révolutions. Et par révolution je n'entends pas ces mesquins changements de ministres que de mauvaises passions nous imposent tous les six mois. J'entends par révolution, ces commotions politiques qui ébranlent une nation jusque dans ses fondements. Rappelons-nous que de grands désastres, suivis d'un grand mécontentement, les désastres de Russie renversèrent un trône puissant qui paraissait bien solidement assis. Si nous n'y mettons ordre, les désastres d'Afrique ne seront pas moins effroyables, et ils seront beaucoup plus honteux. Sans doute, les ministres chercheront à couvrir leurs fautes du manteau de leur responsabilité. Mais, de bonne foi, en quoi con-

siste-t-elle ? Encore si la grandeur des résultats pouvait compenser l'étendue des sacrifices ! Mais vraiment qu'avons-nous à espérer de cette conquête ? J'admets que les tribus de l'ouest, fatiguées de poursuites, consentent enfin à recevoir de notre main des scheiks pris dans leur sein, dans les familles les plus considérées, à l'exemple de quelques tribus beaucoup moins farouches de l'est ; qu'en espère-t-on, et à quoi cela nous avancera-t-il ? Croit-on lever des impôts sur ces misérables ? Mais ils n'ont que quelques chétifs troupeaux et ils ne produisent rien. C'est comme si l'Union américaine comptait enfler son trésor en levant des contributions sur les hordes sauvages qui l'entourent. Le jour où vous voudrez quelque chose de ces malheureux, ils se soulèveront ou ils s'échapperont par la fuite, comme ils faisaient sous la domination des Turcs ; et comme les Turcs vous n'aurez que ce que vous enlèverez par la violence, les armes à la main, à force de couper des têtes. Et que retiraient les Turcs de toutes ces cruautés ? Six millions au plus par an. Quelques tribus de l'est nous paient, dit-on, des impôts ; oui, de quoi payer le bournous d'investiture de leurs scheiks, peut-être. Ou je suis bien mal informé, ou les impôts levés directement sur les indigènes, y compris les Maures des villes, ne se sont pas élevés à cent mille francs depuis les dix ans que nous sommes en Afrique. Peut-être ai-je été mal informé ; en ce cas, M. le ministre des finances, qui doit savoir ce

qui rentre dans les caisses de l'État, voudra bien me détromper.

Messieurs, il est triste de le dire, la terre d'Afrique, en échange de l'élite de nos troupes et des quatre cents millions que nous y avons déjà enfouis pour ne plus les revoir, ne nous a encore produit que des grades et des bulletins. Il est vrai que les bulletins sont fort satisfaisants, et si nous additionnons le nombre d'Arabes qu'ils tuent depuis dix ans, nous verrons qu'il dépassera bientôt celui des Arabes qui peuplaient l'ancienne Régence.

Toutes ces choses frappent les yeux les moins clairvoyants, et cependant nous tendons chaque année à nous étendre davantage. J'en sais bien le secret, que vous pressentez peut-être ; quoiqu'il soit un peu délicat de sa nature, je ne crains pas de le dire publiquement devant une chambre qui n'accuse jamais les intentions. Le voici : Sur ce terrain glissant où les passions politiques ont placé et continueront à placer les ministres passés, présents et futurs, presque toute leur attention est naturellement absorbée par la nécessité de se tenir en équilibre un moment de plus : il leur en reste bien peu à consacrer aux affaires du pays. La question difficile de l'Afrique surtout, exigerait, pour une bonne solution, plus de temps qu'ils ne peuvent lui en accorder ; d'ailleurs, c'est un pays éloigné. Alors ils prennent le parti de laisser agir les gouverneurs, sans leur donner d'instructions, ou s'ils leur en

donnent, on les entortille dans un style élastique qui se prête à toute interprétation, suivant les événements. On aime mieux abdiquer que de se compromettre. Le gouverneur, surtout s'il est maréchal, et ici, Messieurs, je ne blâme personne, je ne suis que l'historien du cœur humain, nous tous nous agirions de même, le gouverneur, dis-je, cherche naturellement à étendre son commandement, à accroître le nombre des troupes sous ses ordres; et le moyen d'y parvenir, c'est d'étendre le cercle de l'occupation. D'ailleurs, fût-il un miracle de modération, il finirait toujours par céder aux instances de ses officiers, avides de gloire et des émotions du champ de bataille. On s'avance donc toujours à de nouvelles conquêtes, et l'on joint à la faute de les faire, celle de les garder.

Passons maintenant à l'examen de l'opinion opposée, opinion modeste qui restreindrait l'occupation à celle de deux ou trois villes maritimes : Alger, Oran et peut-être Bône. Ces villes seraient dans nos mains de simples comptoirs, sans territoire; car, si l'on voulait en cultiver les environs, on donnerait prise aux déprédations des Arabes, et la guerre avec tous ses inconvénients naîtrait de la nécessité de les repousser, ainsi que cela a lieu maintenant autour de ces villes. Une longue expérience de ce système a été faite par les Espagnols à Oran, et nous ne pouvons mieux faire que de consulter l'expérience qu'ils en ont faite, pour en déterminer la valeur. Vous

savez que lorsqu'ils eurent achevé de chasser les Maures d'Espagne, l'esprit de haine et de vengeance qui les animait naturellement contre eux, les entraîna à leur poursuite sur les côtes d'Afrique. Ils prirent, en 1509, Oran, qui était un repaire de pirates. Ce port, avec sa vaste rade, qui n'est qu'à vingt-cinq lieues de Carthagène, leur parut un excellent point d'arrivage et une bonne place d'armes pour leurs expéditions futures; ils s'y fixèrent, l'entourèrent de fortifications et y firent de beaux établissements. Lorsque de nombreux revers eurent calmé leur esprit belliqueux en Afrique, ils ne laissèrent plus qu'une simple garnison à Oran, et la place, sans territoire, ne fut plus qu'un comptoir armé. Mais les farouches tribus des environs refusèrent toujours de leur apporter leurs marchandises, de commercer avec eux, et leur comptoir leur coûtait plus qu'il ne leur rapportait. Afin de donner un but utile à ces dépenses, ils transportèrent à Oran leurs condamnés, et la place fut transformée en un vaste bagne jusqu'en 1792, où ils l'abandonnèrent volontairement, à la suite d'un tremblement de terre. Cette longue expérience, de près de trois siècles, me paraît fort concluante, et je ne doute pas, quant à moi, que nos comptoirs sur les côtes d'Afrique ne nous fussent aussi onéreux que ne l'était celui d'Oran aux Espagnols. Ce serait bien peu connaître, en effet, les peuplades africaines que de supposer qu'elles iront commercer avec des chrétiens, lors-

qu'elles peuvent le faire avec Tunis, et sur d'autres points des côtes occupés par leurs co-religionnaires. Leur fanatisme, leurs mœurs, la nature de leurs besoins, tout les éloigne de nous.

Et d'ailleurs, nous fût-il possible de lier des relations de commerce avec elles, quel avantage en retirerions-nous? Vous le savez, messieurs, on ne s'enrichit par le commerce qu'avec les riches. Or, les Arabes sont pauvres, et n'ont rien ou presque rien à nous donner en échange de nos marchandises, marchandises, au reste, dont ils se soucient fort peu. Ils produisent ce qui leur est nécessaire dans la vie nomade : des étoffes grossières, tissues de la main de leurs femmes avec la laine de leurs troupeaux, des tentes de feutre pétri du poil de leurs chameaux; leurs voisins les Kabayles leur fournissent de la poudre, du plomb, un peu de fer, quelques armes, du tabac, à un beaucoup plus bas prix que nous ne saurions le faire nous-mêmes. Que feraient-ils de nos objets de luxe et de tous ces meubles dont s'entoure la vie civilisée. En vérité, on les leur donnerait pour rien, qu'ils s'en trouveraient fort embarrassés, sous la tente, dans leurs migrations perpétuelles. Les quatre cents millions que nous avons déjà dépensés si follement en Afrique ont passé en partie dans leurs mains; s'est-on aperçu qu'ils aient augmenté leurs dépenses et leurs achats? Non. L'argent qu'ils se sont procuré, ils ne l'emploient pas à acheter, car ils n'ont besoin de rien; ils l'enfouissent dans des

trous dont le propriétaire a seul le secret. Le goût de thésauriser est général, depuis le dey d'Alger qui enflait sans cesse son trésor, sans jamais y toucher, jusqu'au dernier Arabe.

Ce système de comptoirs nous coûterait peu, sans doute, en se bornant à entretenir la garnison nécessaire à la défense des enceintes; mais il nous rapporterait encore moins qu'il ne nous coûterait. Ce qu'il serait raisonnable de fonder sur la côte d'Afrique, ce serait, au lieu d'inutiles comptoirs, un bon port de mer précédé d'une rade sûre, fortifié de manière à résister même à des troupes européennes, en réalisant la pensée d'un grand monarque. Il servirait de refuge et d'asile à nos escadres de la Méditerranée, sur une côte dangereuse de ce beau lac que la géographie semble nous donner, mais dont notre imprévoyance se laisse dépouiller par les Anglais qui s'y sont déjà ménagé trois stations admirables, Gibraltar, Malte et Corfou, tandis que nous nous y voyons réduits au seul port de Toulon. De notre port africain, avec une escadre légère, nous ferions la police des côtes barbaresques, en débarquant des troupes sur un point quelconque d'où serait sortie une seule barque, et en détruisant aussitôt ce foyer naissant de piraterie. Nous atteindrions ainsi le but le plus noble de notre expédition, même après avoir abandonné l'Algérie; les nations de la Méditerranée continuraient à nous bénir, à rechercher notre protection

et notre appui, et notre générosité nous grandirait dans leur estime.

A ce sujet, messieurs, permettez-moi de vous faire remarquer que ce qui manque le plus au développement de notre puissance, et cet aveu, dans la bouche d'un officier de terre, ne peut être que le fruit d'une profonde conviction, ce sont les ports militaires sur les côtes éloignées. Ils sont à la guerre maritime, dont le vaste théâtre s'étend quelquefois sur toute la surface du globe, ce que sont les places fortes à la guerre de terre. Ils sont les soutiens, les appuis, les refuges, les dépôts des escadres belligérantes; ils gardent les détroits, qui sont les défilés des mers; ils servent de base aux grandes opérations maritimes, ils leur donnent de la consistance et de la durée; aussi sont-ils indispensables à une bonne marine, et vous savez que ce sont les fortes escadres qui, aujourd'hui, donnent la puissance sur le globe, tel que le commerce l'a fait. Jamais ce beau vers ne brilla de plus de vérité :

Le trident de Neptune est le sceptre du monde.

Je vous demande pardon, messieurs, de vous parler de la nécessité des ports en général, à propos d'un seul port, mais j'éprouve le besoin de faire entendre cet accent de ma conviction.

Ainsi, messieurs, je ne suis pas de ceux qui pen-

sent qu'il soit honorable et glorieux pour la France de prodiguer ses trésors et de consumer ses forces militaires à la poursuite de quelques poignées d'Arabes; je ne crois pas non plus qu'il nous soit avantageux de nous morfondre dans d'inutiles comptoirs, dans l'espoir incertain d'un commerce qui ne nous vaudrait jamais ce qu'il nous coûterait. Entre ces deux opinions extrêmes, je ne me dissimule pas qu'il reste bien peu de place pour une opinion intermédiaire, celle de fonder une colonie sur les côtes de l'Algérie. Fonder une colonie, on m'objectera aussitôt que c'est un moyen bien lent, bien laborieux, qui exige pour son achèvement un esprit d'ordre, de suite et de constance dont la nature a été avare parmi nous, et que par conséquent cette entreprise est antipathique au caractère national. A ces objections, qui ne sont point dépourvues de fondement, je n'ai qu'une réponse à faire : c'est que toute autre manière d'occuper l'Algérie, je crois l'avoir prouvé, est ruineuse pour le présent et sans espoir pour l'avenir. Dès lors, il faut nous résoudre à cette œuvre de labeur, de temps et de patience, ou à abandonner l'Algérie, et cela plustôt que plus tard, car il y aurait de la démence à continuer de prodiguer notre sang et nos trésors à des conquêtes qu'on devrait finir par délaisser.

Toutefois, l'abandon de l'Algérie, après y avoir dépensé quatre à cinq cents millions, nous frapperait

aux yeux de l'Europe de ce ridicule qui s'attache toujours aux grandes entreprises avortées. Il permettrait aux pirates de pulluler de nouveau sur les côtes barbaresques; et d'ailleurs, je ne crois pas qu'aucun ministère osât opérer cet abandon en bravant l'opinion publique qui fait de la question de l'Algérie une question d'amour-propre, d'honneur et de dignité nationale.

D'où je conclus qu'il faut nécessairement en venir à la colonisation, mais à une colonisation restreinte qui n'exige que l'emploi de moyens bornés dont l'absence ne nous affaiblirait pas sensiblement en Europe, et qui permette l'espoir raisonnable d'élever en peu d'années les recettes au niveau des dépenses.

J'ai beaucoup réfléchi sur cette question de la colonisation, et je crois être parvenu à une solution satisfaisante. Cette solution, messieurs, ne présente rien de nouveau; elle consiste simplement à imiter l'exemple des peuples qui, jusqu'à présent, ont fondé des colonies sur des côtes barbares. Or, comment ont-ils fait? Le voici: Après avoir choisi un port de débarquement et un canton fertile, leur premier soin a été d'établir la sécurité sur le territoire qu'ils destinaient à la culture, sécurité qu'ils achetaient au prix de moyens plus ou moins dispendieux, suivant le nombre, la force et le caractère hostile des indigènes qui les entouraient. Grâce à cette sécurité, les colons avec leurs familles ont pu

s'établir dans ce canton et se livrer aux travaux de l'agriculture. De nouveaux colons, attirés par l'exemple prospère des premiers, sont arrivés, qui, à l'aide de ce premier centre de colonisation, ont étendu le cercle de culture de proche en proche sur de vastes contrées. Quant aux indigènes, on tâchait naturellement d'en tirer aide et secours pour le travail, et de se les assimiler. Mais lorsque la différence des mœurs, des habitudes, de la religion opposait une barrière infranchissable, il fallait bien que la civilisation, en s'avançant, les chassât plus loin.

Hé bien ! ce qui a réussi aux autres peuples sur tous les points du globe, doit nous réussir également, si, comme eux, nous nous montrons laborieux et constants. Il ne s'agit que de les imiter. Nous possédons le port et la ville d'Alger ; le port, amélioré et agrandi par les beaux travaux de nos ingénieurs, est suffisant aux besoins du commerce et de la colonie ; la ville offre quelques ressources. Autour de cette capitale s'étend un territoire ou fertile, ou susceptible de le devenir ; d'abord les collines du Sahel, qui offrent d'heureux sites à la petite culture et aux plantations ; ensuite, au-delà de ces collines, la vaste plaine de la Mitidja qui s'étend jusqu'au pied de l'Atlas sur environ quatre lieues de large et vingt-cinq lieues de long. Son sol fertile, enrichi des cadavres des végétaux et des insectes que les eaux roulent des montagnes, est de plus susceptible d'être

fécondé par les irrigations sur un grand nombre de points. C'est ce territoire qu'il s'agit de préserver des déprédations des Arabes, les plus rusés, les plus lestes et les plus audacieux brigands de la terre ; car, sans sécurité, point de colons, point de culture, point de colonie. On a cru y parvenir en multipliant les campset les postes retranchés. Mais il est de notoriété publique qu'on n'a pas réussi ; même durant la paix avec Abd-el-Kader, les Arabes n'ont cessé de se glisser entre nos postes, d'aller voler les troupeaux des colons et égorger nos soldats isolés, jusqu'aux portes des fermes et des camps ; et vingt-trois mille hommes n'ont pas réussi à procurer la sécurité, durant ce qu'on nomme la paix en Afrique, à un territoire de cent lieues carrées, protégé par la mer sur la moitié de son pourtour.

Tout cela est encore plus insuffisant en temps de guerre. L'hiver dernier, Abd-el-Kader a fait une incursion à la tête de plusieurs milliers d'Africains, incursion à laquelle on devait s'attendre, puisqu'un chef d'Arabes, de cette même main dont il vient de signer un traité, vous coupe la tête s'il en trouve l'occasion ; à quoi nous ont servi et nos vingt-trois mille hommes, et nos groupes de camps et de postes retranchés? Quelques colons commençaient à travailler, à élever des établissements, à prendre confiance ; on les a laissé piller, brûler, égorger. Triste vérité, après dix ans d'occupation, lorsque nous avons bientôt soixante-quinze mille hommes en Afrique, nous ne pos-

sédons pas encore une lieue carrée de terrain où un colon puisse se dire : *Je suis en sûreté*. Et dans le cours de l'hiver dernier, qu'avons-nous vu ? Un habile maréchal, à la tête de trente-deux mille hommes, ne pas pouvoir protéger ce petit territoire.

Je n'accuse personne, messieurs ; tout le monde a fait son devoir. Je n'accuse que l'insuffisance du système défensif suivi jusqu'à présent, ou plutôt, ce sont les faits qui l'accusent. Ces groupes de postes isolés ont pu être convenables peut-être pour s'avancer et occuper le territoire ; mais ils sont insuffisants pour le préserver, même en temps de paix. En effet, qu'on soit en paix avec une tribu, peu importe : quelques guerriers s'en détachent la nuit, se glissent furtivement entre deux postes, font leur coup de main et s'enfuient aussitôt dans les plis du désert. Veut-on les poursuivre : si c'est avec peu de monde, on se livre à la foi punique des tribus ; si c'est avec un fort détachement, on ne les atteint pas. Leur tribu consent-elle à les livrer ; ils trouvent un asile dans une autre plus hardie. C'est ainsi que la tribu des Hadjoutes, qui, placée sur notre flanc droit, vient nous piller depuis dix ans jusqu'aux portes d'Alger, au lieu d'être exterminée par nos nombreuses troupes, a vu doubler le nombre de ses guerriers, en recevant dans son sein les brigands, qui, attirés par l'appât du butin, abandonnent les tribus pacifiques.

Comment donc se garantir de leurs déprédations ? Messieurs, je vous le demande, comment se garan-

tit-on des voleurs ? n'est-ce pas par des murailles ou autres obstacles continus ? Or, les nomades ne sont autre chose que des voleurs, qui s'organisent plus ou moins en grand suivant les circonstances. Dans le nord de l'Afrique ils sont plus redoutables qu'ailleurs, parce que les qualités supérieures de leurs chevaux leur permettent d'accourir vite, de surprendre adroitement et de s'échapper avec rapidité ; raison de plus de ne pas laisser de brèches entre nos postes, de leur fermer toutes les portes, et par conséquent d'élever une enceinte continue. Oui, messieurs, une enceinte continue autour du territoire d'Alger ; et c'est-là l'idée extrêmement simple que j'ai développée dans un opuscule que plusieurs d'entre vous ont bien voulu accueillir avec une indulgence dont je les remercie. Je ne vous fatiguerai pas à cet égard de détails fastidieux que ne comporte pas la tribune. Je me borne à retracer à vos yeux les principaux traits d'un système défensif qui vous sont nécessaires pour en apprécier l'efficacité.

Figurez-vous d'une mer à l'autre, autour du territoire d'Alger tel que nous l'avait réduit le traité de la Taffna, moins les montagnes, le mur d'octroi de Paris, auquel on a ajouté, pour le flanquer, de petits corps de garde crénelés, en forme de tours défensives, répartis à grande portée du fusil de rempart. Ce mur d'environ vingt-cinq lieues de développement, dont seize lieues longent les derniers contreforts de l'Atlas, embrasse avec la mer un espace de près

de cent lieues carrées ou cent soixante mille hectares.

Figurez-vous de plus un poste de cinq hommes dans chaque tour défensive, au nombre de deux cents; et dans l'intérieur six camps de quatre cents fantassins et mille cavaliers chaque, répartis autour des murs, à quatre lieues de distance entre eux. Les fantassins des camps relèvent les postes des tours et les renforcent au besoin, et les cavaliers des camps font toute la nuit des patrouilles intérieures le long des murs. Ce dispositif étant une fois établi, que des partis arabes se présentent : les postes des tours tirent dessus, donnent l'alarme, et les cavaliers arabes sont arrêtés par le mur. Je ne vois pas en vérité comment ils le franchiraient. Toutefois, supposons qu'à la faveur de l'obscurité de la nuit, ils mettent pied à terre et cherchent, les uns à escalader, les autres à percer le mur entre deux tours; admettons même que les postes des tours ne s'en aperçoivent pas; mais les fréquentes rondes et patrouilles de cavalerie s'en aperçoivent, et c'est là leur rôle. Elles donnent l'alarme au camp : cavaliers et fantassins courent sur les maraudeurs qui se sont introduits dans une souricière dont ils ne peuvent plus s'échapper.

Voilà qui suffit, je pense, contre les partis arabes. Mais une armée africaine; armée, qui, quoique formée en très grande partie des troupes irrégulières des tribus, peut néanmoins être munie de quelques mauvais canons, soutenus par deux ou trois mauvais bataillons comme celle d'Abd-el-Kader. A une ar-

mée, quelque mauvaise qu'elle soit, il est nécessaire d'opposer une armée; c'est pour jouer ce rôle qu'il est indispensable d'avoir en dehors des troupes chargées de la garde de l'enceinte, une division mobile composée de toutes armes, munie surtout d'une bonne artillerie, espèce d'armée au petit pied, constamment sous la main du gouverneur, prête à agir suivant les circonstances. L'armée africaine s'approche-t-elle; on a le choix ou d'aller la combattre hors de l'enceinte, ou de l'attendre dans l'enceinte. Quant à moi, je n'hésiterais pas, je laisserais faire brèche et j'attendrais en silence, à la tête de ma petite armée, qu'une partie des forces ennemies eût pénétré; ce serait le moyen d'obtenir un brillant et décisif succès. Mais laissons à chacun la liberté de suivre son inspiration.

Le mur d'enceinte avec ses tours coûterait-il bien cher? J'en ai fait faire le devis estimatif par un officier du génie, sur les lieux : il monte à quinze cent mille francs. Pense-t-on que ce devis soit trop faible, qu'il faille en doubler le montant, comme pour les devis des architectes de Paris? Qu'est-ce, en vérité, que trois millions en présence des trois à quatre cents millions qu'on a déjà dépensés en Algérie, sans avoir obtenu même un coin de terre où l'on puisse respirer en sûreté; car nous subissons encore la honte de voir nos convalescents obligés de chercher un asile jusque dans les îles Baléares! La question de cette enceinte n'est donc pas dans la dépense, qui

ne peut pas s'élever au-delà de deux ou trois millions; elle est tout entière dans son efficacité et son utilité. Son efficacité, je viens de l'indiquer; son utilité la voici: La sûreté, première condition de toute colonie, étant bien établie sous l'égide d'une enceinte continue, nul doute que les colons n'affluent sur un territoire fertile aux portes de l'Europe; l'on n'en peut douter si l'on considère que le défaut même de sécurité n'a pas empêché plusieurs agriculteurs de se répandre dans la plaine, et de cultiver, un fusil d'une main, la bêche de l'autre, sous le fer des Arabes, jusqu'à ce qu'on les ait laissé brûler et égorger l'année dernière. J'ai dit que l'agriculture ne pouvait être que bien misérable, bien pauvre, dans des contrées desséchées et durcies par des sécheresses de huit mois, sous un soleil africain, excepté sur les points où l'irrigation du sol était praticable. Heureusement que presque toute la Mitidja est dans ce cas. Cette plaine, qui se déroule au pied de l'Atlas, sur une largeur de quatre lieues, reçoit de plusieurs rivières, d'une multitude de ruisseaux et de sources, des eaux très abondantes en hiver, rares, il est vrai, en été, dans la saison des irrigations. Mais rien n'est plus facile que de barrer les gorges d'où ces eaux découlent, de les retenir et d'en former des réservoirs pour servir à l'irrigation dans la saison sèche. Les Maures sont bien nonchalants, bien peu industrieux, et cependant ceux de Blidah ont su barrer une gorge au-dessus de la ville, et en former un bassin d'eau

qui leur sert à arroser leurs délicieux jardins d'orangers. Je cite ce fait pour montrer combien la chose est facile. Ceux qui ont voyagé dans le midi de l'Espagne, ce pays quasi africain, peuvent seuls se faire une idée des miracles opérés par l'irrigation, sous les climats chauds. J'ai vu dans le royaume de Valence des champs de luzerne, croissant sous des mûriers, se faucher onze fois par an; j'ai vu dans la vallée de Saint-Philippe les mêmes champs rapporter deux abondantes récoltes par an, l'une de riz et l'autre de froment.

Autant les eaux vives sont fertiles et salubres, autant les eaux stagnantes sont fâcheuses et insalubres. Malheureusement les bas-fonds de la plaine de la Mitidja sont empestés de marais qui, desséchés en été, laissent exhaler, par la décomposition des cadavres des insectes et des végétaux, des miasmes putrides qui étendent au loin leur influence délétère. Des nivellements ont prouvé que leur dessèchement était facile; on a de la pente pour faire écouler les eaux dans des canaux ouverts à cet effet. Mais il faut que ces dessèchements marchent de concert avec l'agriculture, afin que celle-ci entretienne les canaux et les rigoles d'assèchement, et remue la terre pour achever de l'assainir. Pardon, Messieurs, si je vous parle de tout ceci; mais j'ai voulu vous montrer qu'il est possible, facile même d'assainir toute la plaine de la Mitidja, d'y répandre l'abondance et la vie par l'irrigation, et de la transformer en un vaste

et riche jardin, couvert de la plupart des végétaux dont nous manquons en France.

L'enceinte que je propose renferme cent lieues carrées, ou 160,000 hectares. C'est tout ce qu'on peut désirer, sans doute, pour un premier noyau et un centre de colonisation; 160,000 hectares d'un terrain cultivé, c'est justement ce que comprennent toutes nos autres colonies, la Martinique, la Guadeloupe et ses annexes, l'île Bourbon, la Guyane; et, comme ces colonies nourrissent une population de 377,000 âmes de toutes classes, on a le droit d'espérer que le territoire entier d'Alger, dont la plus grande partie serait arrosée, nourrirait, à l'abri de son enceinte, trois à quatre cent mille habitants.

Chacun comprend que lorsque cette première enceinte sera remplie, il sera facile de lui accoler une autre enceinte, comme une ruche à une autre ruche, d'abord à l'ouest au-delà de la Chiffa, jusqu'à Cherchell, où les terrains sont fertiles, et ensuite vers l'est. Plus tard la colonie fera ce qu'elle jugera de son intérêt. Nous ne pouvons pas avoir la prétention de la mener toujours à la lisière. Le trop administrer paralyse et engourdit; voyez la Chine: il faut laisser marcher un enfant dès qu'il en a la force.

Toutes ces choses, il est vrai, demanderont du temps et du travail; quant à moi, je vous avouerai franchement que je ne connais pas le secret de fonder une colonie subitement et sans travail. Si quel-

ne peut être délivrée de ses ennemis maritimes que par une escadre, et que cette escadre a besoin d'un port de sûreté et de refuge contre les chances de la fortune ; qu'elle a besoin de réparer ses avaries, de se radouber, de se ravitailler et de se refaire sur les lieux même, après un combat, ou simplement après une tempête. Il faut donc un port militaire sur les côtes d'Afrique. Si le petit port d'Alger pouvait se transformer en un grand port militaire, capable de contenir toute une escadre, sans y faire une énorme dépense, il est évident que ce serait ce port qu'il faudrait choisir comme le plus à portée de protéger la colonie et d'en être protégé. Mais j'ai lieu de craindre que ce ne soit chose impossible. Peut-être fera-t-on bien de réaliser la pensée de Louis XIV et le projet de Duquesne, projet qui existe aux archives de la marine dessiné de la propre main de ce grand homme de mer, en choisissant le point de Jigelly. Dans tous les cas, les circonstances exigent que nous nous portions le plus possible vers l'est, afin de surveiller de plus près l'Égypte, qui, tôt ou tard, deviendra la pomme de discorde de la Méditerranée.

Et ici, Messieurs, permettez-moi d'offrir à vos regards cette mer qui nous intéresse de si près, et que nous négligeons cependant avec une fatale incurie. Vous apprécierez beaucoup mieux la haute importance d'établir et de fortifier un port militaire sur les côtes d'Afrique, non-seulement sous le rapport que je viens de vous signaler de la conservation

de l'Algérie, mais sous d'autres rapports plus frappants encore. Vous savez que la Méditerranée servit long-temps à lier le commerce des riches contrées de l'Inde avec l'Europe; vous savez aussi que ce commerce a enrichi successivement tous les peuples qui l'ont fait; il enrichit jadis l'antique Tyr, Jérusalem sous Salomon, l'Égypte sous les rois grecs, la ville de Palmyre; il a enrichi l'opulente Venise; et lorsque la découverte du cap de Bonne-Espérance lui fraya une autre voie par l'Océan, il enrichit un moment les Portugais, puis les Hollandais; enfin, de nos jours, il fait la richesse et la puissance de l'Angleterre qui joint au commerce de l'Inde celui de l'immense empire chinois. Depuis la découverte de la navigation à vapeur, les Anglais s'efforcent de lui faire reprendre ses antiques voies de la Méditerranée. Ils arriveraient en tous temps, à jour fixe, et ils abrégeraient de deux mille cinq cents lieues. La Méditerranée communique aux mers des Indes par deux voies, l'Euphrate et le golfe Persique, le Nil et la mer Rouge. La première voie, qu'ils ont fait reconnaître, est difficile. D'Alexandrette à l'Euphrate, il faut un chemin de fer au travers de montagnes escarpées; la navigation de l'Euphrate n'est pas sans péril, au travers des brigands qui infestent les déserts de la Mésopotamie. La Babylonie, cet antique berceau des nations sédentaires, n'est plus qu'un pays en ruine, inondé par les débordements du Tigre et de l'Euphrate; et enfin cette voie sera un jour sous la

main des Russes. Aussi préfèrent-ils la voie du Nil et du golfe Arabique, où il n'y a pour former une navigation continue qu'à rouvrir l'ancien canal du Nil à la mer Rouge ; et ils la préfèrent d'autant plus que l'Égypte, cette fertile oasis, défendue par une ceinture de déserts arides, et peuplée de deux millions cinq cent mille fellahs, espèce de serfs laborieux et dociles, attachés à la glèbe, leur servirait d'une admirable colonie intermédiaire. Aussi convoitent-ils l'Égypte avec ardeur : l'Égypte dans leurs mains, c'est la clé de commerce de tout l'ancien monde. Aussi, depuis long-temps se sont-ils assuré par Gibraltar la porte d'entrée de la Méditerranée ; en gardant l'île de Malte, ils ont confisqué à leur profit le port le meilleur et le plus fort de cette mer. De Malte ils observent et gardent la route de l'Égypte dans le détroit de la Sicile à l'Afrique. Il n'est pas jusqu'à Corfou qui ne leur serve, en maîtrisant le golfe Adriatique, à mettre l'Autriche dans leur dépendance. Tout est prêt; ils ont tout préparé dans cette mer qu'on nommait jadis un lac français ; ils s'en cachent à peine ; déjà ils commencent à s'entendre avec les Russes pour le partage des dépouilles : aux Russes Constantinople, aux Anglais l'Egypte, à nous la honte, si nous n'y prenons garde.

Nous voudrons nous y opposer, je l'espère ; mais il ne suffit pas de le vouloir dans le moment; il faut être prêt à l'avance. Or, qu'avons-nous préparé jusqu'à présent ? Pensons-nous seulement à créer un

port militaire sur les côtes d'Afrique, port qui serait si important pour faire respecter nos possessions de l'Algérie, et surtout pour secourir l'Égypte et soutenir son pacha contre les entreprises de l'Angleterre. Loin de là, n'avons-nous pas amoncelé sur une terre de famine, soixante-quinze mille hommes qui nous placent dans sa dépendance. Tandis que les Anglais s'assurent le commerce et la domination du globe, que faisons-nous ? Nous usons nos forces et nous tarissons nos trésors ; à quoi ? A poursuivre quelques poignées d'Arabes dans les déserts d'Afrique. N'y a-t-il pas de quoi rougir et gémir! Voilà, messieurs, permettez-moi de le dire, la différence qui existe entre une nation bien conduite et une nation mal dirigée.

J'insiste vivement sur la nécessité de créer un port militaire sur les côtes d'Afrique, en rappelant à ce sujet une vérité que nous semblons méconnaître ; c'est que le plus pressant besoin de notre marine est d'avoir des ports assurés sur les côtes éloignées. Les ports militaires sont à la guerre maritime, dont le vaste théâtre s'étend quelquefois sur toute la surface du globe, ce que sont les places fortes à la guerre de terre ; ils sont les soutiens, les refuges, les dépôts des escadres belligérantes ; ils leur permettent de se radouber et de réparer les dégâts des combats et ceux de la mer; ils observent et gardent les détroits, qui sont les défilés des mers ; ils servent de base aux

grandes opérations maritimes ; ils leur donnent de la consistance et de la durée. Aussi sont-ils les auxiliaires indispensables d'une bonne marine.

Messieurs, je vous demande pardon en finissant, de vous avoir exposé quelques vues fort simples sur l'Algérie, en empiétant ainsi sur le domaine du pouvoir exécutif. Mon excuse se trouve dans l'oubli des ministres de nous faire connaître leurs plans, leurs vues sur l'Algérie, leur but en affaiblissant la France de ses meilleures troupes, pour les transporter et les faire périr de faim et de misère sur une côte inhospitalière.

Jusqu'à présent, ils ne sont montés à cette tribune que pour nous demander des millions, puis des millions, et puis encore des millions; millions qu'ils enfouissent chaque année dans les sables africains, sans daigner nous dire leur secret. Apparemment que dans ce funeste drame qu'ils jouent depuis dix ans en Afrique, ils veulent surprendre notre admiration par l'imprévu d'un beau et grand dénouement.

Quoi qu'il en soit, il est temps enfin qu'ils veuillent bien s'expliquer. Une plus longue patience de notre part serait taxée d'indifférence; une plus longue réserve de la part des ministres serait taxée d'impuissance : c'est pour les mettre sur la voie que j'ai hasardé quelques idées sur l'Algérie. La principale,

celle d'une enceinte continue est bien simple ; elle est tellement naturelle et simple, que plus de trente personnes m'ont dit : « Mais j'avais cette idée ! » Je ne suis, pour ainsi dire, que l'écho du bon sens public. Oui, je le reconnais, cette idée est tellement simple que je ne puis pas y attacher de l'amour-propre; et même, je vous l'avouerai, mon amour-propre d'ingénieur souffre de descendre des hauteurs de l'art des fortifications jusqu'à un mur de parc. Pour oser lui servir d'introducteur dans le monde, j'ai eu besoin de me répéter que l'honneur d'être utile à son pays ennoblit tous les moyens. J'ai fait plus : durant deux ans et demi, j'ai supporté en silence les plaisanteries insipides de ces hommes, toujours en grand nombre, qui sont incapables d'examiner sérieusement une idée neuve, ou qu'ils croient telle. Vous voyez si j'ai fait abnégation d'amour-propre. Je suis bien loin de prétendre qu'on ne puisse trouver mieux que ce que j'ai indiqué. Que le génie de nos ministres s'évertue et qu'ils proposent quelque chose de moins onéreux, de plus raisonnable et de plus praticable, j'y applaudis et j'y souscris d'avance.

Messieurs, à défaut de talent oratoire, j'ai apporté à cette tribune toute la franchise d'un vieux militaire, sur des questions dont la solution prompte et heureuse intéresse les intérêts les plus chers de mon pays, sa dignité, sa grandeur. Je suis persuadé que

MM. les ministres, laissant aux orateurs vulgaires ces mots pompeux qui ne servent trop souvent qu'à masquer le vide des idées, et toutes les phrases vagues d'autant plus trompeuses qu'elles sont creuses, voudront bien s'expliquer dans cette discussion avec clarté et franchise, et qu'après les avoir entendus, nous ne serons pas réduits à répéter ces mots d'un homme célèbre : « Dieu donna la parole à l'homme pour cacher sa pensée. »

RECUEIL DES PRINCIPALES PIÈCES

DE LA CORRESPONDANCE

DU DUC DE WELLINGTON.

PUBLIÉ PAR J. CORRÉARD, ANCIEN INGÉNIEUR.

(*Suite.*)

A l'honorable M. Villiers, ministre de sa majesté britannique à Lisbonne.

Pombal, 1er mai 1809.

MON CHER VILLIERS,

Je suis arrivé ici aujourd'hui, et je serai demain à Coimbre. J'ai rédigé les instructions du général Mackenzie et je vous en envoie copie. Il serait fort à désirer qu'on prît des mesures pour qu'à la première crainte d'invasion l'on pût s'assurer des bateaux sur le Tage jusqu'à Salvaterra. Cela ne peut être fait que par l'intervention des autorités civiles du pays, et je vous serai obligé de vouloir bien prendre dans ce but des mesures avec le gouvernement.

Le général Mackenzie peut avoir besoin de gros calibre pour les batteries qu'il fera construire sur le Tage; je lui ai dit de vous écrire dans ce cas-là, et je vous serai obligé de vous adresser au gouvernement pour ce qu'il pourra demander. Il circule dans le pays que les Français ont forcé le passage du Tamaga le 27. — Je sais que Silveira tenait encore le 26 dans ses positions.

Croyez-moi, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

Au major-général Mackenzie.

Coimbre, 2 mai 1809.

MON CHER MACKENZIE,

Comme développement de cette partie de mes instructions qui se rapporte à la réunion des bateaux du Tage à l'approche de l'ennemi, je demande qu'il soit bien compris que ces bateaux soient ou détruits ou descendus au-dessous de Salvaterra, où la rivière est assez large pour qu'on puisse les mettre à l'abri de la mousqueterie du bord opposé. Il faudra aussi prendre la précaution de leur donner une garde.

Croyez-moi, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

A l'honorable M. Villiers.

Coimbre, 3 mai 1809.

MON CHER VILLIERS,

Je vous suis très obligé pour votre lettre du 1er.

J'enverrai un parlementaire à Soult pour l'échange des officiers anglais qui sont ses prisonniers, aussitôt que je serai prêt à lui faire connaître d'une autre manière que nous sommes ici.

Je ne sais plus rien de ce qui se rapporte à l'objet pour lequel Bayley est allé en Angleterre, si ce n'est les plus grandes politesses faites par l'officier français commandant les avant-postes au colonel Tram, lorsque dernièrement il s'est mis en rapport avec eux par un parlementaire. Un des officiers qu'il a vus a été cité par mon ami comme étant de son parti.

Je n'apprends d'aucun côté qu'un corps soit en marche pour Alcantara.

Le détachement de Truxillo, mentionné par le capitaine

Mayne, était formé d'artillerie de gros calibre destinée à Mérida ; et quelle que puisse être l'intention de l'ennemi, il ne peut être destiné à une invasion du Portugal par Alcantara. Si nous occupions Alcantara, ce gros calibre pourrait être destiné à nous enlever ce point ; mais les Français savent bien que nous ne l'occupons pas, puisque, tout dernièrement, Lapisse l'a traversé avec sa division.

Je n'ai entendu parler d'aucun mouvement sur la frontière, si ce n'est ce mouvement de cavalerie vers Caceres dont je vous ai parlé dans ma lettre d'hier.

Vous avez vu que j'indiquais la nécessité de faire parvenir au général Mackenzie la connaissance des mouvements de l'ennemi. Aussitôt que Beresford sera arrivé, je me propose de prendre avec lui des dispositions pour cet objet comme pour d'autres.

Il serait bien, toutefois, que vous pussiez correspondre avec le général Mackenzie, savoir où il aura son quartier-général à différentes époques, et demander à *Forjaz* de prier ses amis sur la frontière d'écrire à Mackenzie.

Beresford sera ici ce soir.

Croyez-moi, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

A l'honorable M. Villiers.

Coimbre, le 4 mai 1809.

MON CHER VILLIERS,

Depuis ma lettre d'hier, nous avons appris que les Français avaient forcé, le 2, le pont sur la Tamaga, et que Sil-

veira s'était retiré au-delà du Douro à Lamego : les Français paraissent aussi avoir poussé un détachement au-delà du Douro, à Ambos dos Rios.

D'un autre côté, nous apprenons d'Oporto qu'ils font sauter leurs magasins à poudre, ce qui paraîtrait indiquer le projet d'une évacuation immédiate.

Depuis ma lettre d'hier, j'ai reçu avis que je verrais demain deux personnes, au sujet de l'affaire pour laquelle Bayley est allé en Angleterre.

J'ai eu hier soir une conversation avec Beresford sur l'objet dont vous m'avez parlé avant mon départ de Lisbonne, c'est-à-dire la désignation d'une personne qui aurait le pouvoir de signer pour le gouvernement portugais et de l'engager par ses actes, si cette mesure devenait nécessaire. Je conviens entièrement avec Beresford, que c'est au gouvernement portugais à décider si ce sera lui ou moi. Je désire donc que vous arrangiez cette affaire avec Forjaz ; et j'avoue que je ne serais pas fâché que le gouvernement décidât, ou que je ne pourrai l'engager par aucun de mes actes sans le concours de Beresford, ou que Beresford seul pourra l'engager. Dans la crainte que Forjaz ne pense que nous avons quelque connaissance d'une autre convention, je ne sais pas s'il ne serait pas à propos que vous lui expliquassiez l'objet de nos conférences avec la personne qui est venue à Lisbonne. C'est, du reste, un point dont vous serez plus à même de juger que moi, par la connaissance que vous pouvez avoir de sa circonspection.

Le corps de Beresford se met en marche demain, et le mien partira le 7, si nous apprenons que Silveira s'est réellement retiré, ce dont nous n'avons aucune nouvelle officielle.

Croyez-moi, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

A Don Miguel de Pereira Forjaz.

Coimbre, le 5 mai 1809.

MONSIEUR,

J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a adressée pour m'envoyer la commission de maréchal général des armées de Portugal, dignité que m'a conférée la régence, agissant au nom du prince régent.

Je vous prie de vouloir bien me faire la grâce de présenter aux membres de la régence mes remerciements pour l'honneur brillant qu'ils m'ont accordé, et que j'espère pouvoir mériter par le zèle avec lequel je m'efforcerai d'avancer les intérêts et d'assurer la sécurité du royaume de Portugal. Je vous prie également, monsieur, d'agréer mes remerciements pour les expressions flatteuses dont vous vous êtes servi pour me faire savoir le bon plaisir de la régence.

J'ai l'honneur d'être, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

A M. W. Huskisson, Secrétaire de la trésorerie.

Coimbre, le 5 mai 1809.

MON CHER HUSKISSON,

Je vous ai promis de vous faire connaître à mon arrivée dans ce pays la situation de nos affaires financières : je suis fâché d'avoir à vous en faire un si mauvais exposé.

Au lieu de 400,000 livres sterling que vous et moi nous pensions, d'après les rapports, que je trouverais en Portugal, je n'ai pas trouvé tout à fait 100,000 livres sterling. Cet argent était en monnaie espagnole, qui n'aurait pu être mise en circulation en Portugal sans éprouver une perte considérable et sans révéler aux agioteurs de Lisbonne le fait de notre besoin d'argent, ce qui aurait élevé beaucoup les frais de l'émission des billets. J'ai donc envoyé l'or espagnol à Cadix pour y être changé contre des dollars; et je suis maintenant ici avec toute l'armée, sur le point de marcher pour attaquer Soult, n'ayant que 10,000 livres sterling, et étant pressé de demandes monstrueuses.

L'évaluation des dépenses en Portugal monte à environ 200,000 livres sterling par mois, d'après une estimation grossière. De cette somme, toutefois, une portion considérable, 50,000 livres sterling par mois, est payée par le payeur-général député, et doit être tirée par lui sur le payeur-général; une autre portion considérable dont je ne connais pas le chiffre est payée par l'ambassadeur et doit être ordonnancée par lui. Le reste des dépenses doit être, à proprement parler, défrayé par le commissaire-général.

Vous pouvez être certain que je tiendrai les dépenses au taux le plus bas possible. J'ai déjà pris des mesures pour renvoyer en Angleterre un certain nombre de bâtiments de transport : aussitôt que je pourrai un peu regarder autour de moi, ou que j'aurai quelque bonne chance, je compte les renvoyer tous.

Je pense, toutefois, d'après tout ce que j'ai appris sur la possibilité d'échanger des billets pour de l'argent à Lisbonne, à Cadix et à Gibraltar, qu'il sera nécessaire que vous envoyiez ici de temps à autre des espèces.

Je vous recommande d'envoyer 100,000 livres sterling en argent en Portugal, aussitôt que vous le pourrez après avoir reçu cette lettre ; je vous informerai de temps en temps de la nécessité qu'il y aurait d'en envoyer davantage. Le bien qui résultera certainement de l'envoi d'Angleterre d'argent monnoyé sera de nous mettre à même d'abaisser sur tous les marchés les dépenses de l'émission des billets. Cet avantage n'en est pas un faible.

Croyez-moi, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

Au major-général Mackenzie.

Coimbre, le 6 mai 1809.

MON CHER MACKENZIE,

J'ai reçu votre lettre du 3.

Vous recevrez avec cette lettre tous les ordres qui ont été donnés à l'armée. Vous regarderez comme vous étant applicable, l'ordre qui alloue un interprète à tout officier commandant une brigade à laquelle sont attachées des troupes portugaises, et vous prendrez un interprète.

Le général Beresford et le gouvernement de Lisbonne ont sur la frontière des correspondants espagnols et portugais. Des officiers sont employés à transmettre des avis au commandant en chef; le quartier-maître général vous écrira à leur sujet; ils ont tous l'ordre de correspondre avec vous.

J'ai écrit à Lisbonne pour demander qu'un service de poste journalier fût établi entre Abrantès et Coimbre, et entre Coimbre et l'armée, pendant le temps que je serai

dans le nord. Dans le cas où vous auriez quelque chose de très important à me communiquer, envoyez un officier en poste : ses frais seront payés.

Le général Beresford m'a informé qu'il avait réglé votre situation vis-à-vis du général Miranda, et il me paraît qu'il vous a fait connaître les dispositions qu'il a prises.

En cas d'approche de l'ennemi, vous aurez à diriger les troupes comme vous le jugerez convenable, sans le consulter, mais en l'informant pour sa gouverne de vos mouvements. Avant l'approche de l'ennemi, vous pourrez lui indiquer les mouvements que vous désirerez voir exécutés. S'il faisait quelque difficulté de diriger ses troupes suivant vos désirs, dites-lui que vous agissez d'après les instructions que vous avez reçues de moi.

Croyez-moi, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

Au vicomte Castlereagh, secrétaire d'État.

Coimbre, le 7 mai 1809.

MON CHER LORD,

Ma dépêche officielle de ce jour vous fera connaître l'état des choses ici. Je pense que je pourrai bientôt mettre en ordre les affaires de cette portion du pays ; je porterai alors toute mon attention du côté de Victor.

Je regarde comme probable que Cuesta et moi nous serons plus que suffisants pour lutter contre l'armée française de la Guadiana, et que nous la forcerons à la retraite. La teneur de mes instructions deviendra alors importante. A

moins qu'elles ne soient changées, je serai obligé de m'arrêter aussitôt après que j'aurai éloigné de la frontière du Portugal le danger qui la menaçait, à l'instant peut-être où, en continuant à m'avancer, je pourrais être le plus utile à la cause des Espagnols.

Je désire que les ministres du roi examinent cette question, et me laissent la latitude de pousser mes opérations en Espagne, si je juge qu'elles sont importantes pour la cause de l'Espagne, et qu'elles s'accordent avec la sûreté du Portugal.

Croyez-moi, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

Au capitaine Mudge de la M. R.

Coimbre, le 7 mai 1809.

MON CHER MONSIEUR,

J'ai reçu votre lettre d'hier soir, et je vous suis très obligé pour les journaux que vous m'avez envoyés.

Je vous serais très reconnaissant si vous vouliez avoir la bonté de débarquer à Figueira les troupes que vous avez convoyées d'Angleterre, à l'exception des hommes du deuxième bataillon du 24e régiment, que je désire qu'on envoie à Lisbonne, ce bataillon se trouvant établi sur le Tage.

Comme j'ai déjà eu de la cavalerie débarquée dans le Mondégo, j'ai lieu de craindre que vous n'éprouviez des difficultés pour débarquer celle que vous avez amenée. Nous avons trouvé que la meilleure manière d'arriver à notre but, était de faire entrer tous les bâtiments auxquels leur

tirant d'eau permettait de passer la barre, dans la rivière, où nous n'avons plus éprouvé de difficultés à débarquer. Quant aux bâtiments auxquels leur tirant d'eau ne permettait pas de passer la barre, nous en avons transbordé les chevaux sur des bateaux du pays, dont on peut se procurer un grand nombre à Buarcos et Figueira. Les chevaux ont ainsi passé la barre dans ces bâteaux, et ont été ensuite débarqués avec facilité.

Croyez-moi, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

Au vicomte Castlereagh, secrétaire d'État.

Coimbre, le 7 mai 1809.

MILORD,

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément aux intentions que j'ai exprimées à Votre Seigneurie, le 27 avril, j'ai réuni l'armée sur ce point, à l'exception du deuxième bataillon du trentième régiment qui forme la garnison de Lisbonne, et du détachement qui est placé sur le Tage, sous les ordres du major-général Mackenzie.

Toute l'armée était réunie ici le 5 du courant. Le même jour, un détachement composé d'une brigade d'infanterie anglaise, d'un escadron de cavalerie anglaise et d'environ 6,000 hommes d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie portugaises, s'est porté sur Viseu, commandé par le général Beresford. Son objet est de manœuvrer sur la gauche de l'ennemi, pendant que j'opérerai sur sa droite à Oporto avec le corps principal de l'armée anglaise et deux bataillons d'in-

fanterie portugaise. L'avant-garde anglaise a commencé son mouvement ce matin.

Depuis que je vous ai écrit, l'ennemi est resté à peu près dans les mêmes positions, aussi bien sur la frontière de l'est que dans les provinces du nord de ce royaume. Aucun changement, que je sache, n'a été apporté aux positions de l'armée française sur la Guadiana; la seule différence dans cette partie-ci, c'est que le général portugais Silveira a été battu sur la Tamaga, et que les Français se sont emparé du pont d'Amarante le 2 du courant. La possession de ce point est importante pour eux en ce qu'elle leur donne la facilité de se retirer par la province de Tra os Montes.

J'ai l'honneur d'être, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

Au major-général Hill.

Coimbre, 8 mai 1809.

MON CHER HILL,

Nous avons fait halte hier pour donner au général Beresford le temps de prendre de l'avance, et nous continuerons demain nos opérations. Vous recevrez du quartier-maître général une pièce complétement explicative de ce qu'il a été projeté que vous exécuteriez. J'ai seulement à ajouter : premièrement, que vous trouverez à Aveiro des bateaux préparés pour vous : vous n'aurez plus qu'à vous procurer des bateliers, et Douglas, que je vous envoie, vous assistera dans cette opération; secondement, que je désire que vous mouil-

liez demain soir en un point où l'ennemi ne puisse pas vous découvrir, et dans cette partie de la rivière ou du lac dont les bords sont marécageux; troisièmement, que vous devriez débarquer votre infanterie légère au-dessous de la ville où il est certain que l'ennemi ne se trouve pas, afin d'assurer le tranquille débarquement du reste de votre corps à Ovar, où il est possible que l'ennemi ait une petite patrouille.

Je vous recommande de faire cuire à Aveiro un jour de viande, pour vos hommes, pour le 10, et de les faire rafraîchir à Ovar, pendant que vous y attendrez l'avis de la marche du général Cotton et de sa cavalerie.

Après avoir communiqué avec ce général, vous partirez d'Ovar et suivrez la route qui conduit d'Ovar à Feira, jusqu'à son point de rencontre avec la grande route de Coimbre à Oporto. Là, vous ferez halte jusqu'à ce que vous soyez rejoint par la cavalerie. Mon intention est de pousser le 10 l'ennemi aussi loin que je pourrai, même jusque dans Oporto si cela est possible.

Croyez-moi, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

A l'honorable M. J.-H. Frère

Quinta de la Graciosa, le 9 mai 1809.

MON CHER MONSIEUR,

Je viens de recevoir votre lettre du 4, et je vous suis très obligé de m'avoir donné si promptement avis de la marche

de ce corps français de l'Aragon, qui est probablement envoyé au secours du maréchal Ney ou du maréchal Soult. Je n'ai encore appris d'aucune autre source que ce corps se soit approché des frontières du Portugal, et pourtant nous avons des garnisons à Chaves, Bragance, Ciudad-Rodrigo et Almeida. Il est donc possible que la marche de ce corps ait été arrêtée, ou sa destination changée.

Les troupes sous mes ordres ont commencé leurs opérations contre le maréchal Soult. Une colonne a marché par Vizeu sur Lamego, et une autre sous mon commandement est en marche sur Oporto. Cette dernière passera demain matin la Vouga, où se trouvent les postes extérieurs de l'ennemi.

Je ne pense pas que l'avis que vous m'avez communiqué, quand il viendrait à se confirmer, pût m'engager à changer mon plan, jusqu'à ce que ces forces ennemies de l'Aragon se soient rapprochées de nous.

Pour ce qui est de Soult, je ne négligerai rien de ce que je pourrai faire pour le détruire. Mais comme dernièrement il a forcé le point important du pont d'Amarante, et que depuis il s'est emparé de Villa Réal, je crains qu'il ne me soit pas possible, avec les forces que j'ai à ma disposition, de l'empêcher de se retirer en Espagne.

Il restera alors à examiner s'il sera plus avantageux au Portugal et à la cause générale que je porte mon attention sur le corps de Victor, en restant sur la défensive dans le nord du Portugal, ou bien que je suive Soult ou que j'attaque Ney en Galice, restant vers la frontière de l'est sur la défensive.

La solution de cette question dépendra beaucoup de l'effectif des forces ennemies existant en Galice et dans les provinces espagnoles qui limitent le Portugal au nord.

Si la sûreté du Portugal était sérieusement menacée de ce côté, vous verrez par mes instructions que j'en dois faire mon affaire principale, et rester dans le nord. Si, d'un autre côté, il ne restait dans les provinces espagnoles au nord du Portugal que les corps de Ney et de Soult, je pense que j'agirais plus efficacement en faveur du Portugal et de toute la péninsule en concertant un plan dont l'objet serait de forcer Victor à la retraite, ou même de le battre s'il était possible.

Je crains que les lettres que j'ai déjà écrites au général Cuesta et à don Martin de Garay ne vous aient empêché de vous servir de mon nom pour engager la junte militaire à adopter un plan d'opérations offensives dans la Manche ; de même que ma promesse de revenir, d'opérer de concert avec le général Cuesta dès que j'aurai forcé Soult à évacuer le nord du Portugal, vous a empêché de promettre mon concours comme une condition de l'adoption par les Espagnols des opérations proposées.

Si je recommandais que des dispositions fussent prises sur tous les points, c'était afin que les troupes qui ne seraient pas absolument nécessaires à la défense de divers points, pussent alors renforcer le général Cuesta, qui d'après ses propres rapports ne me paraissait pas assez fort pour défendre le point important qu'il occupe, et de la possession duquel tout me semble dépendre.

Une opération offensive dans la Manche me serait utile ainsi qu'au nord de l'Espagne, en ce que, s'il n'existait pas de réserves dans les environs de Madrid, elle détournerait le corps destiné à cette partie du pays, et qui est déjà parti de l'Aragon. Qu'il existât ou non des réserves, cette démonstration pourrait être fatale à Cuesta, au siége du gouvernement et à tous les intérêts majeurs du sud de l'Espa-

gne. Et comme les Français auraient toujours la faculté d'attirer vers Madrid le corps que l'on suppose en marche de l'Aragon, cette opération offensive ne leur donnerait que peu de craintes par la sûreté de cette capitale. En considérant la chose sous ce point de vue, j'ai supposé que cette opération réussirait, ce qui n'est nullement certain.

Toutefois, la décision à prendre sur ces divers points doit dépendre d'une connaissance exacte de la force et de la position respective des corps, connaissance que je ne possède pas, je l'avoue. J'aurais dû me retenir de donner, par votre intermédiaire, mon avis sur cette question au général Cuesta et à don Martin de Garay; mais je n'ai pas cru pouvoir convenablement me dispenser de faire connaître au général Cuesta mes projets dans le cas où je réussirais à battre Soult ou à le faire sortir du Portugal.

Je viens d'apprendre que le marquis de la Romana est dans les environs de Monterey, et je vais tâcher de me mettre en rapport avec lui sur ce point. S'il se trouve à Monterey, il est possible qu'il ait entendu parler du mouvement de ce corps français d'Aragon, et qu'il se soit rabattu sur les frontières de Portugal.

Croyez-moi, etc.

ARTHUR WELLESLEY.

AFFAIRE DE LINDENAU.

RELATION AUTRICHIENNE.

COOPÉRATION

DU TROISIÈME CORPS D'ARMÉE AUTRICHIEN AUX ORDRES DU FELD-ZEUGMEISTER COMTE IGNACE GYULAI, PENDANT LA BATAILLE DE LEIPZIG JUSQU'AU PASSAGE DE LA SAALE DU 13 AU 21 OCTOBRE 1813;

PAR

FRÉDÉRIC DE SEIDEL,

Général-major autrichien et témoin oculaire.

Extrait du Journal militaire autrichien, traduit par

M. PHILIPPE HIMLY.

Le 13 octobre 1813, le corps du général Gyulai était composé de 20 bataillons et de 13 escadrons, ensemble 18,922

hommes, 1,719 chevaux et 50 canons (1). Le quartier-général se trouvait à Weissenfels, et tous les préparatifs semblaient annoncer une attaque générale contre l'ennemi.

Par une dépêche expédiée d'Altenbourg dans la nuit du 13 au 14 octobre, le prince de Schwarzenberg fit connaître au général Gyulai que l'attaque que le général Yorck méditait contre Leipzig, serait, dans la matinée du 14, précédée d'une reconnaissance du général Wittgenstein, et que, de son côté, le général Gyulai devait en pousser une, tant sur la route de Lutzen que sur celle de Pegau.

D'après cet ordre, la 1re division légère Crenneville se porta aussitôt vers Lutzen, d'où le général Gyulai conduisit en personne une forte reconnaissance sur la route de

(1) Noms des divisionnaires, feld-maréchaux-lieutenants.	Noms des brigadiers, généraux-majors.	Désignation des troupes.	Bataillons.	Escadrons.	NOMBRE d'hom.	NOMBRE de chev.
Cte Crenneville.	Hacht.	Warasdiner-Kreutzer.	1		889	
		Warasdiner-St.-Georges.	1		1,016	
		Chevau-légers (Klenau).	«	7	915	915
		Idem (Rosenberg).	«	6	804	804
Cte Murray.	Cte Salins.	Infant. (archid. Louis.)	3		2,890	
		Infant. (de Wurzbourg.)	2		1,846	
	Weigel.	Infant. (Mariassy.)	2		1,296	
		Infant. (Gyulai.)	2		1,632	
Prince Philippe de Hesse-Homb.	Bon Csollick.	Infant. (Kottulinsky.)	3		2,293	
		Id. (Empereur.)	2		1,606	
	Grimmer.	Id. (Kollowarth.)	2		1,746	
		Id. (Frelich.)	2		1,969	
		ARTILLERIE : (10 batteries 50 pièces.)	20	13	18,922	1,719

Leipzig jusqu'au-delà de Schönau. Alors les Français, pour éviter un engagement sérieux, se replièrent, après une légère résistance, sur leur position de Lindenau.

En conséquence des dispositions prescrites pour la journée du 14, le 3e corps autrichien dut marcher jusqu'à Muschwitz, en laissant toutefois, comme garnison à Weissenfels, le régiment de Wurzbourg, un bataillon du régiment Archiduc Louis, et une demi-batterie aux ordres du général Murray; 2 autres bataillons, 1 escadron du régiment de Rosenberg, et 2 canons sous le commandement du général Salins dûrent se porter sur Naumbourg, afin de s'assurer des passages de la Saale devenus très importants pour les opérations ultérieures. Enfin un autre escadron fut détaché pour faire le service d'ordonnance. Ainsi le 3e corps, diminué de 5 bataillons et de deux escadrons, ne comptait plus, lors de l'attaque contre Leipzig, que 15 faibles bataillons et 11 escadrons.

Durant la susdite reconnaissance, toutes les autres troupes se mirent de même en mouvement vers les points indiqués. La division de Hesse-Hombourg vint camper à Muschwitz, la brigade Csollich près Rocken sur la route de Lutzen. Le corps de partisans du colonel Mensdorf prit position près Dohlen, entre Lutzen et Marck-Rannstadt. Un corps considérable de Français se trouvait près de Lindenau.

Le 15 octobre, le 3e corps reçut l'ordre de se rendre jusqu'à Lutzen, de pousser son avant-garde jusqu'à Mark-Rannstadt, de laisser 2 bataillons et une batterie pour occuper le château et le pont de Weissenfels, et 2 autres bataillons près du pont de Kosen. La division légère du Prince Maurice de Lichtenstein, ainsi que les partisans du général Thielmann furent mis sous les ordres du général Gyulai, la première formant l'avant-garde du 3e corps. On se dirigea

de Muschwitz par Staarsiedel vers Lutzen, où s'était aussi rendue la brigade Csollich, et toutes ces troupes, qui composaient le gros du corps d'armée, vinrent bivouaquer autour de la ville où se trouvait aussi le quartier-général. La division légère Crenneville, postée près de Mark-Rannstadt, fut rejointe par la division Maurice de Lichtenstein, forte de 2,657 hommes et de 1,857 chevaux. Cette division avait laissé un détachement à Zsohocher et un autre à Pristablich. Le colonel Mensdorf s'étant porté jusqu'à Schonau, entretenait, au moyen de ses partisans et de deux Pulks de Cosaques, les communications sur la gauche avec le général russe St-Priest. Les communications sur la droite furent ouvertes avec l'avant-garde du 2e corps, qui occupait Zwenkau, et dont un poste était placé à Nauendorf.

Les Français avaient considérablement renforcé leurs avant-postes en deçà de Lindenau. Vers le soir, on reçut au quartier-général les ordres pour une attaque à exécuter le lendemain, 16, contre Leipzig. Il importe de remarquer ici, que suivant ces dispositions, on ne demandait aucunement des résultats décisifs au corps de Gyulai, mais seulement des démonstrations (1).

(1) La relation officielle de la bataille de Leipzig qui parut à Vienne en 1813, à l'imprimerie impériale, contient les mêmes assertions, car voici ce qu'elle dit :

« L'attaque de l'armée principale des alliés fut exécutée de la manière suivante : Le général Gyulai avec la division légère de Lichtenstein et les partisans de Thielmann, forma ses colonnes à 7 heures du matin près Mark-Ranstadt et marcha vers Lindenau. Sa destination principale était de maintenir la communication avec l'armée de Silésie et de diviser l'attention de l'ennemi. »

On lit en effet dans ces dispositions : « Le 3e corps Gyulai « se réunira à 6 heures du matin à la division Lichtenstein « et au général Thielmann. »

Et plus loin : « La colonne de St-Priest de l'armée de « Blücher prendra probablement la même direction pour se « réunir au 3e corps. Mais dans tous les cas le général Gyu- « lai partira à 7 heures de Mark-Rannstadt; il attaquera l'en- « nemi qui se trouve devant lui et marchera sur Leipzig. La « destination la plus importante de cette colonne est de main- « tenir la communication entre l'armée principale et celle du « général Blücher et de faciliter par sa propre attaque sur « Leipzig celles des autres colonnes. Enfin, dans le cas où la « colonne du général Gyulai serait repoussée par des forces « supérieures, elle se retirerait sur Molsen et sur Zeitz. »

On ne pouvait plus compter, pour l'attaque projetée de Lindenau, sur la coopération du corps de Saint-Priest dont l'effectif égalait au moins celui de Gyulai (1), car le capitaine autrichien Marschall, expédié dans la nuit auprès du comte Gyulai, lui avait fait connaître que le général Blücher n'approuvait pas cette attaque, et que, persuadé que Lindenau tomberait de lui-même entre les mains des alliés, il ne voulait pas employer le corps de Saint-Priest à

(1) D'après le Tableau de la campagne d'automne de 1813, en Allemagne, par le général Jomini (*), le corps de Saint-Priest est évalué dans l'ordre de bataille du 17 octobre devant Leipzig, à 8,000 hommes d'infanterie, et celui de Gyulai à 7,000 hommes d'infanterie et à 1,500 chevaux, tandis que d'après les relations prussiennes le corps de St. Priest est porté à 10,000 hommes.

(*) L'auteur se trompe ; c'est M. de Butturlin, aide-de-camp de l'empereur de Russie.

des opérations sans but essentiel ; qu'en conséquence son intention était d'attirer ce corps sur la rive droite de l'Elster.

Le général Thielmann, consulté sur cette même attaque, comme ayant une parfaite connaissance des lieux, partagea l'avis du général Blücher, et il ajouta que non-seulement il serait impossible de se maintenir dans la position de Lindenau, mais encore que de ce village on ne pourrait rien entreprendre contre Leipzig. En effet, la marche sur Leipzig ne pouvant s'effectuer que par les ponts de la Luppe, de l'Elster et de la Pleisse, et sur une digue très étroite, il ne fallait pas songer à tourner sur ce point la position avantageuse de l'ennemi, qui, dans un espace aussi resserré, se fût trouvé à même de repousser avec une seule brigade l'attaque de toute une armée.

Quoique ces circonstances fussent peu propres à inspirer une grande confiance dans une entreprise exécutée d'ailleurs avec des forces aussi peu considérables, le général Gyulai, considérant qu'il s'agissait principalement d'attirer l'attention de l'ennemi, et de le contenir aussi long-temps que possible pour faciliter les attaques de l'armée principale et de l'armée de Silésie, n'hésita pas un seul instant à attaquer les Français avec toutes ses troupes disponibles. C'est dans ces intentions qu'il ordonna la marche suivante sur trois colonnes :

La première colonne, aux ordres du prince de Hesse-Hombourg, composée d'un bataillon de soldats de frontières, d'un bataillon de chasseurs, de la brigade Weigel, et de trente cosaques, devait se porter par la gauche de Mark-Ranstadt sur Leutsch par Ruckmannsdorf, Bohlitz et Ehrenberg. (Elle exécuta bien la marche prescrite, mais elle ne put, à cause des mauvais chemins, emmener de l'artillerie.) De Leutsch,

si toutefois elle se trouvait soutenue par l'artillerie de la deuxième colonne, elle devait attaquer Lindenau par le flanc.

La deuxième colonne, ayant en tête le comte Gyulai, se composait de trois bataillons, de toute la cavalerie, de trois batteries de brigade, et d'une batterie de position de 12 pièces. Elle fut dirigée par Mark-Raustadt sur la route de Schonau, où se trouvaient aussi la division de Lichtenstein, les partisans de Thielmann et de Mensdorf. Cette colonne devait faire une attaque de front vers Lindenau sur la grande route et canonner vigoureusement Lindenau, afin de faciliter, autant que possible, les attaques des colonnes des ailes. La troisième colonne, formée de la brigade Csollich et du reste de la division légère Lichtenstein, eut ordre de se porter sur Klein-Zsocher, pour marcher ensuite de même sur Lindenau.

Eu égard au petit nombre de troupes, on ne pouvait laisser en réserve près de Schonau que les deux bataillons de Kollowrath. Le général Gyulai se voyait d'autant plus contraint d'amener au combat la plus grande partie de ses forces disponibles, qu'il n'ignorait pas qu'il aurait, sur ce point, affaire à tout le quatrième corps français du général Bertrand, composé de 15,000 hommes et qui venait en outre de recevoir un renfort de 4,000 chevaux.

Déjà toutes les colonnes avaient atteint leurs positions respectives, mais on jugea nécessaire de différer l'attaque, attendu qu'on ne voyait pas encore arriver l'armée de Blücher. Comme on avait même déjà quelque inquiétude pour les derrières de la première colonne, on envoya un bataillon de la colonne du centre à Dolzig, pour garder les passages de la Luppe près de Horbourg et de Maslau, et protéger sur ce point la première colonne.

Sur ces entrefaites on reçut avis de la tour de l'Observatoire de Rannstadt, que l'armée principale était engagée au-delà de l'Elster et de la Pleisse. Cette nouvelle devint aussitôt le signal d'attaque pour le corps de Gyulai.

A peine les Français se furent-ils aperçus du mouvement en avant de la colonne principale, conduite par le général Gyulai, qu'ils débouchèrent de Lindenau sur plusieurs colonnes d'infanterie et de cavalerie, et se formèrent en deux lignes sur la hauteur de Plagwitz ; ils avaient placé en outre tout autour de Lindenau des forces considérables. Le général Gyulai les fit attaquer par sa cavalerie, qui exécuta deux charges brillantes et repoussa l'ennemi jusque sous ses batteries, près Lindenau. Comme cette cavalerie n'avait plus rien à faire de ce côté, elle se forma, en refusant son aile droite, en échelons sur la grande route, afin de protéger l'artillerie destinée à canonner Lindenau.

Pendant cet intervalle, l'infanterie se forma en colonnes d'attaque sur les deux ailes. La colonne de droite aux ordres du général Csollich attaqua le village de Klein-Zsocher qui fut emporté après la plus vigoureuse résistance, par les braves bataillons de Brooder, et le septième bataillon de chasseurs, commandé par le colonel Veyder.

La colonne se porta ensuite vers Plagwitz pour enlever également ce point important ; mais l'ennemi ayant fortement occupé ce village, et posté dans les environs des masses considérables, soutenues en outre par une nombreuse artillerie placée au-delà de l'Elster, tous les efforts des Autrichiens furent paralysés. Accueillies par un feu terrible de mousqueterie et par une grêle de balles, leurs attaques, quoique exécutées avec une grande vigueur, furent sans cesse repoussées. Enfin, poursuivi par la cavalerie française, le détachement du colonel Veyder se trouva telle-

ment serré, que ses bataillons formés en masses par divisions, étaient complétement cernés. Ce fut dans ce moment que les cosaques, restés jusqu'alors en arrière, se portèrent tout à coup en avant, et chargeant vigoureusement et en colonnes serrées (charge qu'on n'avait pas encore vu exécuter par ces troupes) la cavalerie formidable des Français, contribuèrent puissamment à la délivrance du détachement.

Durant l'attaque de Klein-Zscher, la colonne du prince Philippe de Hesse-Hombourg avait également rempli sa tâche. Tombée sur l'ennemi tout près de Leutsch, elle le repoussa et emporta le village. Cependant cette colonne eut à vaincre de grandes difficultés que présentait le terrain et que du reste on avait prévues. Le sol coupé par des fossés et couvert de bois, facilitait singulièrement la défense de l'ennemi, et on fut réduit à enlever le terrain pied à pied.

La colonne parvint enfin, après d'incroyables efforts, à s'approcher de Lindenau. Pour seconder les attaques des deux colonnes des ailes, l'artillerie de la colonne du centre, postée sur la chaussée, avait de son côté canonné vivement le village dont une partie devint la proie des flammes. D'autre part, la batterie de position de 12 avait dirigé un feu roulant contre les flancs des masses ennemies placées près Plagwitz. La cavalerie française si supérieure en nombre, et qui s'était repliée, comme il a été dit plus haut, derrière son infanterie, éprouva surtout une grande perte et fut contrainte de se retirer dans les bas-fonds de la Luppe. Mais en revanche les masses d'infanterie française ne bougèrent pas de leur position près Plagwitz (1), position qu'elles n'avaient

(1) Plagwitz n'est éloigné que de 700 pas de Lindenau, où les Français ne cessèrent de se maintenir; il était donc de la dernière

pas même abandonné, alors que les progrès de l'aile gauche du prince de Hesse-Hombourg leur devenaient si fatals.

Nous quittâmes le prince au moment où il pénétra par Lindenau dans le flanc droit de l'ennemi. Le village, qui est entouré de murs de ce côté, n'offrait que peu de passages, tandis que le côté de Leipzig, qui est ouvert, se trouvait protégé par le feu des batteries françaises placées au-delà de l'Elster. Cependant rien ne put ébranler le courage des Autrichiens, qui marchant à l'attaque avec un sang-froid imperturbable, pénétrèrent dans le village où ils furent bientôt écrasés par l'artillerie française. Attaquées ensuite par l'ennemi, qui revint sur ses pas, ces braves troupes furent hors d'état de se maintenir plus long-temps, et Lindenau fut évacué avec la même promptitude qu'il avait été pris.

Toutefois les Autrichiens revinrent à la charge, et après un combat sanglant, huit compagnies du régiment Mariassy, et le deuxième bataillon de chasseurs pénétrèrent dans Lindenau et y enlevèrent 2 canons. Mais on s'aperçut de nouveau qu'il était plus facile d'arracher ce village à un vaillant ennemi que de s'y maintenir. De son côté, l'empereur Napoléon avait senti toute l'importance de ce point, qui servait aux Français de tête de pont, et il l'avait en conséquence fortement occupé. Les batteries ennemies placées au-delà de la Luppe et de l'Elster et notamment sur la digue, balayèrent le village dans toutes les directions, et leur feu devint bientôt si efficace qu'il fut impossible d'y résister, et encore moins de s'avancer vers les deux ponts sur la Luppe,

importance de ne pas laisser les passages de leurs ponts au pouvoir des Autrichiens.

défendus en outre par de l'infanterie postée au-delà. Néanmoins les Autrichiens, rentrés dans Lindenau, parvinrent à s'y maintenir encore pendant quelque temps, en se barricadant derrière les maisons et les murs; mais ils échouèrent bientôt dans ce dernier moyen, et furent forcés de renoncer à tous les avantages qu'ils avaient déjà remportés sur l'ennemi, et de lui abandonner non-seulement le village, mais encore les canons qu'ils lui avaient précédemment enlevés. Ainsi, comme dans ces circonstances la possession de Lindenau ne pouvait offrir aux Autrichiens des avantages réels, la perte du village ne fut pas considérée comme d'une importance majeure (1).

(1) Quelques écrits publiés dans les pays étrangers ont voulu imposer aux troupes du général Gyulai une tâche qu'il eût été difficile de remplir. Suivant eux, « ces troupes auraient dû se maintenir à Lindenau et détruire de là les ponts qui conduisent à Leipzig. » Mais l'armée de Silésie de Blücher, destinée à attaquer ce jour-là Leipzig avec 110,000 hommes, n'avait pu, malgré sa quintuple supériorité sur le corps de Marmont, qui comprenait à peine 20,000 hommes, s'emparer des passages de Leipzig. Et on eût cependant voulu que Gyulai avec son corps isolé et démembré, qui ne pouvait d'ailleurs compter sur aucun secours, et qui manœuvrait dans un terrain si peu favorable à l'attaque, eût fait à un ennemi d'une immense supériorité, tout le mal que ni Blücher, ni l'armée principale n'avaient pu eux-mêmes lui causer ! Les résultats du combat du 16 octobre n'ont jamais été bien jugés, et en supposant même que Gyulai eût réussi à se maintenir plus long-temps sur ce point, il est absurde de

Tel était l'état des choses, lorsque le deuxième corps, avec lequel on était resté en communication pendant toute la journée, fit connaître le non-succès de son attaque contre

prétendre qu'il eût pu obtenir des résultats qui n'étaient nullement en rapport avec ses forces.

Parmi tant de reproches adressés à ce général, il faut principalement faire mention de ceux que contient un écrit qui parut à Berlin en 1825 sous le titre de : *Considérations sur les grandes opérations militaires et sur les batailles des campagnes de* 1813 *et* 1814 *par C. de* W*** (*Müffling*). On y lit, page 83 : « Gyulai se « trouvait avec des forces supérieures à Lindenau. »

Déjà cette assertion, ainsi que nous venons de le démontrer, n'est aucunement exacte. On lit plus loin :

« Son infanterie emporta Lindenau, et l'ennemi se retira sur « deux ponts. »

Cette assertion n'est pas plus fondée que la première, car les Français, formés en masse sur les deux rives de la Luppe, occupèrent continuellement Plagwitz, et cette circonstance seule mettait Gyulai dans l'impossibilité manifeste d'enlever les ponts. L'auteur continue :

« Le général Gyulai n'aurait-il pas pu détruire le premier « pont ? »

D'après ce qu'on vient de dire, il est inutile de répondre à la question.

« Car si le général l'eût effectué, il eût rempli sa mission de la « manière la plus brillante. »

Cette mesure, de détruire les ponts qui conduisaient à la position ennemie qu'on devait attaquer, eût sans doute paru extraordinaire au commencement d'une bataille dont le succès pa-

Connewitz, défendu par un ennemi trèssupérieur en nombre.

Ce corps se maintint néanmoins près du passage de Lössnig, car il avait reçu du grand quartier-général l'ordre d'at-

raissait encore extrêmement douteux. En pareille circonstance, il ne faut pas songer à détruire l'armée de son adversaire, à la couper ou à la cerner; on doit au contraire s'estimer très heureux de remporter un succès quelconque, et pour l'obtenir, on ne doit pas même hésiter à faire à l'ennemi un pont d'or pour sa retraite.

L'auteur dit enfin :

« Le général Blücher jugea nécessaire de tenter quelques efforts pour détruire les ponts de Lindenau. »

Cette dernière assertion n'est pas plus fondée que les autres, car on n'avait fait aucun préparatif pour cette opération, et les dispositions prescrites par le général Blücher au comte Gyulai, avant la bataille, n'en font aucune mention; il est donc évident, positif, que, dans la journée du 16 octobre, on n'a jamais eu cette intention, ni du côté autrichien, ni du côté prussien, et que Blücher pas plus que les autres généraux n'y avait aucunement songé. Supposons maintenant que le général prussien ait réellement jugé convenable de détruire ces ponts; pourquoi alors a-t-il refusé constamment d'envoyer vers Lindenau le corps de Saint-Priest offert au général Gyulai par le généralissime, et dont Blücher eût pu se passer si facilement? S'il est vrai que la ruine de l'armée française ne dépendait que de la destruction de ces ponts, et qu'il ait été possible de l'effectuer, cette négligence ne doit être imputée qu'à l'armée de Silésie, qui malgré l'ordre qu'elle avait reçu, n'a jamais voulu prêter la main, sur ce point, aux opérations des Autrichiens.

tendre l'issue des événements à l'aile droite, avant de pénétrer plus avant.

Par contre, on n'avait reçu aucune nouvelle de ce qui

Le général Jomini (*), ce modeste et savant auteur du Tableau de la campagne d'automne de 1813, qui n'avait qu'une connaissance imparfaite du véritable état des choses, et du théâtre de la guerre sur ce point, est tombé dans la même erreur. Il suppose, lui aussi, mais à tort, que Gyulai avait emporté Lindenau et Plagwitz le 16, et rejeté le 4e corps français dans la plaine derrière le Kühturn (tour des vaches) et derrière la Luppe, et il ajoute :

« C'en était fait de l'armée française, si Gyulai eût rompu « le pont de Lindenau. Aussi Napoléon qui craignait cet acci- « dent envoya-t-il l'ordre d'emporter ce pont à tout prix. L'ordre « fut exécuté, et les Autrichiens furent chassés et repoussés dans « leur position primitive. »

Nous devons faire remarquer ici que ces ponts étaient revêtus de maçonnerie, et que dans le cas même où l'on aurait pu s'en rendre maître, il eût fallu beaucoup de temps et de grands travaux pour les détruire.

Cependant le général Jomini continue ainsi :

« La prompte reprise de Lindenau par les Français a donné à « croire à bien des militaires que Gyulai avait reçu l'ordre de ne « point s'obstiner à défendre le village et surtout de n'en pas rom- « pre les ponts. Nous ignorons jusqu'à quel point cette supposi- « tion est fondée, mais nous croyons que la prudence conseillait « en effet de ne pas placer l'armée française dans l'alternative de

(*) L'auteur du Tableau de la campagne d'automne de 1813, est M. de Butturlin, et non le général Jomini.

s'était passé à l'armée de Silésie. Les patrouilles qu'on y avait envoyées n'étaient pas encore de retour. Comme le général Blücher avait mandé la veille au comte Gyulai par le capitaine Marschall, que les corps de Langeron et d'York, forts de 40,000 hommes, et celui de Sacken fort de 20,000, arriveraient dans la soirée du 15, les deux premiers à Skeuditz, et le dernier à Gross-Kagel, on était donc au quartier-général du troisième corps, parfaitement rassuré sur cette partie du champ de bataille où devaient se rassembler des forces si imposantes, et on pouvait naturellement s'attendre aux plus beaux résultats.

Cependant la canonnade fut entretenue vivement sur

« vaincre ou de mourir, et qu'il y avait d'autant moins d'incon-
« vénients à lui laisser la route de Mark-Ranstadt ouverte, que
« cette voie de salut était étroite, coupée d'une infinité de ponts,
« et en un mot un véritable défilé où son artillerie et ses équipa-
« ges devaient s'engouffrer. »

Les résultats nous ont prouvé au moins en partie la justesse de cette dernière observation.

L'auteur du Récit sur la coopération du 3e corps autrichien à la bataille de Leipzig, n'est point dépositaire des documents militaires laissés par le général Gyulai ; mais ayant été son aide-de-camp pendant plusieurs années, il a été à même dans les dernières campagnes contre les Français, de se rendre un compte exact des opérations de son général. C'est par ce motif, comme aussi pour d'autres raisons, qu'il se croit autorisé à donner dans la suite des éclaircissements sur les événements qui ont eu lieu pendant les campagnes antérieures de ce guerrier, et de rectifier ainsi beaucoup de jugements erronés et téméraires.

toute la ligne. Le prince de Hesse-Hombourg se jeta dans les prairies de la Luppe, et quoiqu'il lui fût impossible de pénétrer plus avant de ce côté, attendu que l'ennemi avait détruit les passages, il chercha néanmoins à contenir les Français par le feu de ses tirailleurs.

Vers les cinq heures du soir, on vit soudain régner une nouvelle activité sur toute la ligne ennemie. Les Français, protégés par un feu bien nourri, tentèrent deux fois de pénétrer dans Klein-Zoscher; mais la brigade Csollich, renforcée par un bataillon du régiment de Frohlich, et soutenue en outre par son artillerie et par une brillante charge de Cosaques, aux ordres des colonels Orlow et Bock, les repoussa chaque fois avec perte.

La nuit fit enfin cesser le combat, et le troisième corps prit les positions indiquées ci-après : la chaîne d'avant-postes du colonel Mensdorf s'étendait de Klein-Zscher jusqu'à Leutsch. Ce premier village fut occupé par le bataillon du régiment de Frohlich venu de Dolzig; Schonau le fut également par un autre bataillon de ce régiment et par le bataillon de Warasdiner-Kreutzer, ainsi que par une 1/2 batterie. Deux compagnies du bataillon Saint-Georges s'établirent à Leutsch, et les quatre autres du même bataillon à Barneck. Toutes les autres troupes vinrent bivouaquer près Mark-Rannstadt.

Le troisième corps, affaibli tant par ses nombreux détachements que par les troupes qu'il avait laissées pour garder les passages de la Saale, éprouva une perte de 2,000 hommes, sans qu'on lui eût fait un seul prisonnier, preuve irrécusable de la bravoure autrichienne. Aussi le général Gyulai a-t-il parfaitement rempli sa tâche. Il a contenu le corps de Bertrand, forcé l'ennemi à détacher beaucoup de monde, enlevé Leutsch et Klein-Zscher, et en se rendant

maître des prairies de la Luppe, il est parvenu à rétablir la communication avec l'armée de Silésie.

Quoique de brillantes actions eussent illustré le vaste champ de bataille, elles ne purent cependant amener un succès décisif. L'empereur Napoléon avait dirigé son attaque principale contre l'armée de Bohême, dont plusieurs corps se trouvant près de la route de Naumbourg à Erfurth, auraient pu inquiéter sa retraite. Sur l'aile droite et au centre, un combat s'engagea autour des villages de Dolitz, Wachau et Liebertwolkwitz, à la suite duquel les Français furent repoussés jusqu'à Markcleberg et Wachau. Ainsi l'armée de Silésie fut victorieuse sur le fameux champ de bataille de Breitenfeld, et les Français, contraints à fuir derrière la Parthe, furent poursuivis jusqu'aux faubourgs de Leipzig.

L'ennemi se tint tranquille pendant toute la nuit; cependant, dans la matinée du 17 octobre, on apprit par les avant-postes qu'il faisait mine de vouloir attaquer. En conséquence, les troupes qui occupaient le camp de Mark-Ranstad se tenaient prêtes à marcher sur Schonau. Mais le silence s'étant bientôt rétabli aux avant-postes, elles ne quittèrent pas le camp.

Pendant cette alerte, le prince de Schwarzenberg envoya s'assurer des événements survenus la veille à l'aile gauche et notamment à l'armée de Silésie; il annonça en même temps que les efforts de l'ennemi dirigés contre l'aile droite avaient entièrement échoué, et que la division Bianchi lui avait enlevé 8 canons. En retour, on apprit que le général Meerveldt, commandant le deuxième corps, avait été pris par les Français, et le général Lederer, qui le remplaça, informa le comte Gyulai, que les corps de Colloredo et de Benningsen devaient exécuter une attaque dans l'après-midi du 17 octobre. L'ordre qu'avait reçu la brigade Meesery

de se rendre à Grobern, semblait confirmer cette nouvelle.

Cependant aucune disposition pour le 17 n'était encore parvenue au comte Gyulai. Ce ne fut qu'à une heure 1/2 que le capitaine Schulenbourg arriva au quartier-général avec une dépêche du prince de Schwarzenberg qui prescrivit au troisième corps de passer sur le champ la Pleisse et de marcher sur Grobern. Le général Gyulai dirigea aussitôt ses troupes sur Krautheim et Gautsch. Les troupes légères du prince Maurice de Lichtenstein et les partisans de Thielmann se tinrent en observation devant Lindenau, tandis que Klein-Zschocher, Leutsch et Barneck continuaient à être occupés par les chasseurs autrichiens.

L'ordre de rapprocher le corps de Gyulai de l'armée principale était une bonne mesure, et tout à fait conforme aux besoins du moment. Car Gyulai, trop faible pour remporter seul un succès quelconque sur l'ennemi, et même pour entraver sa retraite, pouvait au contraire devenir très utile sur le point décisif. Mais son corps était à peine en marche depuis une heure, que les dispositions dont nous venons de parler furent changées, et à 3 heures moins un quart, lorsqu'il voulait suivre son avant-garde, on lui remit un autre ordre, d'après lequel il ne devait remplacer la division Aloys de Lichtenstein sur la rive droite de la Pleisse, qu'après avoir été remplacé lui-même par le général Saint-Priest. Cet ordre était daté du 17 octobre, des hauteurs de Grobern.

Après l'arrivée de cette dépêche, on reçut aussi les dispositions pour le 17, qui fixaient l'attaque de l'armée principale pour deux heures après midi. Les corps de Gyulai et de Lederer devaient attaquer à la même heure, ou se borner à de simples démonstrations s'ils ne pouvaient se porter en

avant. Mais comme cette nouvelle instruction n'était parvenue qu'à 3 heures après midi, le moment de l'attaque était passé, et les troupes étaient déjà en marche sur Grobern. En outre, le temps pluvieux et orageux qu'il faisait alors, ne permit pas d'observer les mouvements de l'armée principale, et on ignorait absolument si, de son côté, elle avait réellement attaqué l'ennemi. Le général Gyulai, qui ne devait plus compter que ses troupes arriveraient à temps aux points indiqués, se décida néanmoins à attaquer l'ennemi avec les faibles forces dont il pouvait disposer. A cet effet, il ordonna aux chasseurs, aux troupes légères et aux postes de cavalerie, d'avancer sur toute la ligne. La brigade Csollich, qui s'était approchée de Krautheim, retourna à Klein-Zsocher, où elle arriva à l'entrée de la nuit. Quoique l'orage se fût dissipé, un silence absolu régnait sur toute la ligne de bataille; on aurait cru qu'aucune des attaques projetées n'avait été exécutée. En conséquence, on fit cesser le feu des tirailleurs, et la brigade Csollich vint bivouaquer près de Gross-Zsocher pour assurer les communications avec l'armée principale. Les autres troupes entrèrent peu à peu pendant la nuit dans leurs anciennes positions. La division Crenneville seule ne revint pas; car elle avait gagné Grobern, où elle s'était campée. Le contre-ordre ne lui étant pas parvenu à temps, elle reçut une nouvelle instruction de retourner dès la pointe du jour à Gross-Zsocher.

Le troisième corps autrichien et le corps russe de Langeron employèrent toute la journée du 17 octobre à se préparer à de nouveaux combats, tandis qu'un repos général régnait sur le reste du vaste champ de bataille. La colonne française du général Arrighi fut attaquée à Eutrisch par le corps de Langeron et repoussée jusqu'aux portes de Leipzig.

Benningsen, Colloredo et le prince royal de Suède arrivèrent dans la soirée avec leurs troupes sur le champ de bataille.

Si la nuit fut tranquille, la matinée devint orageuse. Le 18 octobre, on apprit de bonne heure que l'ennemi débouchait avec des forces nombreuses de Lindenau et qu'il se précipitait sur nos avant-postes. Gyulai, faisant aussitôt avancer toutes ses troupes, les forma en bataille, de manière à ce que l'aile droite fût appuyée à Klein-Zsocher, et l'aile gauche aux hauteurs de Schonau. L'artillerie de réserve fut envoyée à Eytra pour y passer l'Elster si le cas l'exigeait. En attendant, l'ennemi continua vivement à faire replier nos avant-postes. Un brouillard épais avait jusqu'alors caché tous ses mouvements. Mais le soleil ayant commencé à paraître, on remarqua que des colonnes françaises se portaient vers Klein-Zsocher, occupé par le premier bataillon de chasseurs autrichiens, et l'on vit en même temps les têtes de deux autres colonnes, dont l'une suivait la route de Lutzen et l'autre celle de Mersebourg. Une forte colonne de cavalerie française se déploya à Schonau et fondit sur notre aile gauche.

Quelle que fût l'intention de l'ennemi, en exécutant ce mouvement, il dut singulièrement inquiéter le général Gyulai : car des trois divisions qui composaient son corps d'armée, celle du général Murray avait été détachée en grande partie sur la Saale, et celle du comte Crenneville était restée sur la rive droite de l'Elster. Quant aux bataillons dont il pouvait encore disposer, ils étaient déjà réduits le 16, au cinquième de leur effectif, et ce qui en restait était épuisé par les marches et les contremarches des journées précédentes (1).

(1) Et c'est avec ces faibles troupes que l'auteur des *Considéra-*

Dans ces circonstances critiques, le comte Gyulai jugea convenable, avant que sa communication avec l'armée de Silésie fût entièrement interceptée, de prévenir Blücher, des attaques dirigées contre lui, afin que ce général poussât le corps de Saint Priest sur les flancs de l'ennemi pour arrêter ses progrès. Le général Gyulai prévint également la division Murray, qui occupait Weissenfels et Naumbourg de se tenir sur ses gardes contre les attaques des Français.

Revenons maintenant aux mouvements du corps français, composé de l'infanterie du général Bertrand et d'un corps considérable de cavalerie. Ces troupes avaient continué leurs attaques contre Klein-Zsocher avec tant d'impétuosité que le troisième bataillon de Kottulinsky aux ordres du lieutenant-colonel Arbter ne put résister plus long-temps. Les Français, avançant sur trois colonnes, forcèrent les chasseurs de se replier dans les prairies, et firent prisonniers la plus grande partie du bataillon ainsi que son brave commandant. Mais le lieutenant-colonel Arbter parvint à se faire jour jusqu'à l'entrée du village, où il se défendit avec le courage du désespoir ; jusqu'au moment où, blessé d'une balle, il tomba de cheval. Alors les Français débouchant de tous les côtés, firent prisonnier le lieutenant-colonel mourant, ainsi que 300 hommes presque tous grièvement blessés.

Durant ces entrefaites, on vit arriver un bataillon du régiment de l'Empereur, commandé par le major Breda ; mais l'ennemi était déjà en marche vers Klein-Zsocher. Cependant, comme ce bataillon avait été soutenu par un feu d'artillerie bien nourri, il parvint à arrêter momentanément les

tions sur les campagnes de 1813 *et* 1814, aurait voulu que Gyulai enveloppât et anéantît le 4e corps français !

progrès de l'ennemi, et il occupa les barricades de Gross-Zscher. Près de ce village s'était formée en masse par bataillons, la brigade Csollich, qui n'était plus composée que de trois bataillons.

Comme la colonne française s'avançait de plus en plus sur la route de Lutzen vers Mark Ranstadt, sans que nos faibles troupes pussent l'en empêcher (1), on attira l'aile gauche vers l'Elster; ce mouvement protégé par la cavalerie de Lichtens-

(1) Nous revenons encore sur les *Considérations sur les campagnes de* 1813 *et* 1814.

L'auteur, en parlant de la marche sur la Saale du 4e corps français, commandé par le général Bertrand, s'exprime ainsi, page 87.

« Il aurait pu se faire que le général Gyulai enveloppât et battît complétement le petit corps de Bertrand dans les plaines « entre Leipzig et Lützen. »

L'auteur, en écrivant ces lignes, n'avait aucune connaissance de l'état des choses, et il ne s'est pas même rappelé qu'il avait dit page 86 :

« Bertrand, victorieux, pouvait envoyer un renfort de « 10,000 hommes de Lindenau, pour soutenir l'attaque des « Français contre la grande armée alliée. Il y avait donc alors « encore possibilité pour l'empereur Napoléon de vaincre. »

Et voilà que tout à coup ce *petit corps* peut détacher 10,000 hommes le jour d'une bataille.

Tous les témoins oculaires pourront certifier que ce prétendu *petit corps* s'élevait à son départ de Leipzig de 24 à 30,000 hommes, et quoique l'auteur prétende « que la marche de ce « corps de Lindenau à Weissenfels était une mesure singulière

tein, et les partisans de Thielmann, fut exécuté sans grande perte. Mais le bataillon de chasseurs resté à Leutsch ne put rejoindre son corps d'armée. Coupé sur tous les points de ses communications, et ne pouvant échapper aux poursuites des Français qu'en franchissant la Luppe et l'Elster, il rejoignit l'armée de Silésie. Le même sort eût été réservé au régiment Frohlich, placé au-delà de la route de Lutzen, si on était parvenu à lui faire traverser cette route.

Pendant que les troupes de Gyulai étaient aux mains avec un ennemi si supérieur en nombre, le capitaine Adelstein de l'état-major-général porta au comte l'ordre de passer sur-le-champ la Pleisse, afin de rejoindre l'armée principale. Le général Crenneville ayant appris cette nouvelle en route, fit halte avec sa division à Gautsch. L'aile gauche se mit en

« que rien ne saurait justifier. » Nous nous permettons de ne pas être de son avis. En effet, Napoléon, justement inquiet pour sa ligne de retraite, s'était rendu le 18 à 3 heures du matin à Lindenau auprès du général Bertrand, pour lui donner les instructions relatives à sa marche sur Weissenfels, sur la manière de balayer la plaine de Lutzen, et de s'assurer du passage de la Saale; instructions qui furent exécutées ponctuellement par ce général. On ne saurait donc douter, sans accuser le génie de Napoléon, qu'il n'eût mûrement examiné toutes les circonstances, et qu'il n'eût mis dans les mains de Bertrand tous les éléments nécessaires pour vaincre l'ennemi. Le succès de cette importante mission a d'ailleurs prouvé la réalité de ce que nous venons d'avancer.

L'auteur continue :

« Mais Gyulai n'a pas jugé à propos de poursuivre ce petit « corps, etc. »

marche, et le front fut d'abord occupé par la cavalerie de Lichtenstein, et ensuite par les partisans de Thielmann. Quant à la brigade du général Csollich, dont les mouvements avaient été dirigés jusqu'alors avec tant d'habileté, elle resta encore quelque temps dans sa position, et parvint, à l'aide d'un feu bien nourri, à contenir l'ennemi et à faciliter le départ du corps d'armée. Après cela cette brigade franchit également l'Elster, et on ne laissa sur la rive gauche que de la cavalerie et quelqu'infanterie légère.

Cependant, comme l'ennemi avançait rapidement sur la

Puisque notre auteur se croyait appelé à juger les opérations qui ont eu lieu sur ce point du champ de bataille, il eût dû faire sa critique avec bonne foi, sans y mêler de l'ironie. Son blâme n'est nullement fondé, et nous regrettons qu'il se soit si peu pénétré de la maxime qu'il a mise en tête de son ouvrage: « *La critique est aisée, et l'art est difficile;* » autrement il aurait profondément médité son sujet, avant de juger aussi légèrement.

On lit plus loin: « La question est de savoir si après le départ du 4e corps français on n'eût pas pu enlever et détruire le pont de Lindenau? »

L'infanterie de Gyulai était partie. Qui donc aurait dû enlever et détruire ces ponts? Étaient-ce les partisans restés en arrière? la cavalerie de Lichtenstein et de Thielmann? ou bien l'auteur s'imagine-t-il que Napoléon n'aurait pas rempli par d'autres troupes le vide qu'avait laissé dans sa ligne de bataille le départ du corps de Bertrand, et qu'il se serait ainsi privé de la seule voie de salut qui lui restait?

Le style de l'auteur est aussi très curieux, quand il veut dé-

route de Lutzen vers Mark-Rannstadt, on était à peu près certain qu'il allait se porter sur la Saale et opérer sa retraite. Le comte Gyulai donna connaissance de ce mouvement au grand quartier-général, où on ne s'attendait pas encore à recevoir une nouvelle d'une si grande importance. La journée du 16 n'avait d'ailleurs produit aucun changement sur l'ensemble des opérations, et comme Napoléon avait, dans la nuit du 17 au 18, resserré toute sa ligne de bataille, il

montrer que l'armée principale est redevable à l'armée de Silésie de ne pas avoir été battue.

Il dit, page 84 : « Au moment où Blücher attaqua le maré-« chal Marmont, celui-ci était en marche de Leipzig pour se porter « contre l'armée principale près Liebertwolkwitz. Si ce maréchal « n'avait pas été arrêté par Blücher, Napoléon aurait eu 20,000 « combattants de plus, et l'armée principale des alliés eût proba-« blement été battue. C'est donc Blücher qui aurait battu le ma-« réchal Marmont près de Moeckern. »

L'auteur pense-t-il donc sérieusement que l'empereur de Russie aurait donné 60,000 Russes au brave Blücher uniquement pour que l'armée de Silésie demeurât simple spectatrice de la bataille de Leipzig, et ne pût pas même tenir en échec les 20,000 hommes de Marmont ?

Cependant l'auteur veut bien convenir, page 86 « que Gyulai « avait tout aussi bien contribué avec ses faibles forces à la vic-« toire de Leipzig que Blücher lui-même. »

En cela il a raison, car c'est Gyulai qui arrêta le 16 le corps de Bertrand à Lindenau, et empêcha ainsi Napoléon de pouvoir lui faire prendre part à l'attaque contre l'armée principale des alliés. *Suum cuique !*

avait naturellement, par cette manœuvre, augmenté ses forces. Ces préparatifs donnaient à penser qu'une nouvelle bataille sanglante, qui nécessiterait la réunion de toutes les forces des alliés, allait avoir lieu, et c'est pourquoi on avait cherché à ramener les troupes de Gyulai vers l'armée principale.

Mais comme la retraite des Français devint de plus en plus probable, on jugea que la présence du troisième corps n'était plus nécessaire, sur la rive droite de la Pleisse, et les troupes reçurent ordre de s'arrêter à Gautsch. Gyulai fit occuper le point de passage de Krautheim.

Peu de temps après, ce général reçut une lettre du prince de Schwarzenberg, dans laquelle, vu le changement de l'état des choses, celui-ci s'exprimait ainsi : « La présence du « corps de Gyulai sur la rive gauche de l'Elster est de la « plus haute importance, attendu qu'il ne s'agit pas de battre « l'ennemi, mais bien de l'observer, et d'assurer la route « qui conduit à Zeitz et à Pégau. Dans le cas où Gyulai se« rait forcé à la retraite, il occuperait Pegau, romprait le « pont, et défendrait le village jusqu'à la dernière extrémité. « On retirerait alors l'infanterie de Naumbourg, et le capi« taine Zadubsky, du régiment de chevau-légers Rosenberg, « se tiendrait au-delà de la Saale pour détruire le pont de « Kosen, si les circonstances l'exigeaient; il se replirait en« suite sur Saalfeld, la mission de cet officier étant d'obser« ver les mouvements de l'ennemi sur la Saale et d'en « rendre compte. »

D'après ces dispositions, Gyulai, qui n'avait pas perdu de vue un seul instant l'ennemi sur l'Elster, ordonna à sa cavalerie de le poursuivre sans relâche. Pendant que celle-ci exécutait cet ordre, on reçut une seconde dépêche du prince de Schwarzenberg dont voici le contenu : « L'ennemi, qui

« se voit pressé de tous les côtés, se portera probablement « sur Naumbourg. Le général Gyulai fera son possible pour « le prévenir sur ce point et pour gagner la position de Ko- « sen, dont il défendra le pont jusqu'à la dernière extrémité. « Toute la cavalerie autrichienne et le corps de Meerveld « seront concentrés demain 19 de bon matin près de Pegau, « pour prendre de là la direction de Naumbourg que le gé- « néral pourra seul leur indiquer. Si le comte Gyulai était « pressé de trop près par l'ennemi, il se retirerait sur Zeitz et « ferait filer les équipages sur Altenbourg. Dans le cas où la « position de Kosen ne serait plus tenable, on brûlerait le « pont afin d'éviter tout échec. »

En conséquence de cet ordre, les corps de partisans de Thielmann et de Mensdorf furent dirigés vers Naumbourg, et la division de Hesse-Hombourg, sur Pegau. Le reste du corps d'armée devait suivre ses troupes à deux heures du matin. D'après les rapports du général Salins, il occupait encore le 18 Naumbourg, Cambourg et Dornbourg, où il avait fait rompre les ponts. Il était encore maître du pont de Kosen, qui était gardé par une compagnie et deux canons.

Les résultats de cette journée décidèrent du sort des deux armées. Le combat commença de grand matin sur toute la ligne. Les Français furent défaits à Probstheide et à Konnewitz. Le prince royal de Suède était arrivé à Paumdorf. Blücher avait franchi la Parthe, et à trois heures après-midi la victoire s'était déclarée pour les alliés. Napoléon abandonna sa position autour de Leipzig, et ne songea plus qu'à ses moyens de retraite. Vers le soir, les Français furent repoussés de tous les points sur Leipzig.

Le 19 octobre, à 2 heures du matin, les troupes qui se trouvaient encore au camp de Krautheim et de Gautch, mar-

chèrent également sur Pegau. Elles y arrivèrent en même temps que les corps de Lederer et de Nostiz, et se rendirent avec le restant du corps de Gyulai à Naumbourg. Mais le général Nostiz, commandant la cavalerie de réserve, reçut bientôt une dépêche du prince de Schwarzenberg, datée du quartier général de Rotha, du 18 octobre, dans laquelle on lit le passage suivant :

« D'après les ordres envoyés aux généraux Gyulai et « Lederer, le deuxième corps autrichien et la cavalerie de « réserve devaient se réunir, le 19, de bon matin, à Pegau ; « mais comme les mouvements de l'ennemi ne se sont pas « encore développés, le feld-maréchal juge convenable de « révoquer son ordre, et en instruit en même temps le gé- « néral Lederer. »

Comme le général Gyulai ne reçut aucune communication de ces nouvelles dispositions qui le regardaient d'une manière si spéciale, il est hors de doute que la dépêche fut égarée. Cette circonstance et le manque de nouvelles des événements survenus à l'armée principale, engagèrent le général Lederer à revenir sur ses pas avec le deuxième corps, et à rejoindre l'armée principale.

Quoique le général Gyulai dût également penser qu'il recevrait quelque ordre relatif aux changements à faire dans les dispositions concernant son corps d'armée, il ne crut cependant pas devoir les attendre plus longtemps, d'autant moins que le général Murray avait mandé de son côté qu'il avait quitté Weissenfels, après avoir rompu le pont, et s'était retiré à Zeitz, où était aussi arrivé le général Salins, venant de Naumbourg, sans que celui-ci eût pu faire détruire préalablement le pont de Kosen, qui, étant construit en pierres de taille, aurait exigé trop de temps pour le faire sauter. Le général Salins voulut attendre à Zeitz les compagnies qu'on

avait laissées à Friebourg, Kosen, Cambourg et Dornbourg.

Comme les passages près Naumbourg étaient entièrement découverts, le comte Gyulai partit avec son corps pour s'y rendre par Teuchern. Le général Murray et la brigade Salins reçurent également ordre de se porter à Teuchern. Mais la tête du corps de Gyulai était à peine arrivée à Dobergast, qu'elle rencontra une colonne de cosaques, dont les équipages étaient embarrassés dans un défilé étroit, ce qui empêcha la colonne de continuer sa route.

Dans cette circonstance, le général Gyulai apprit avec une vive satisfaction que le général Thielmann s'était rallié au colonel Mensdorf, à 3 heures après-midi, à Grobitz, à une lieue de Naumbourg, et qu'il était entré à 8 heures du soir dans cette ville, où il avait encore trouvé les cinq compagnies laissées par le général Salins, ainsi que l'escadron du capitaine Zadubski et deux canons. Après que le défilé de Dobergast eut été entièrement évacué, le général Gyulai partit le 20 octobre dès la pointe du jour. La division légère Lichtenstein, formant l'avant-garde, se porta sur Naumbourg, et fut suivie immédiatement par les autres troupes.

Cependant l'empereur Napoléon avait déjà quitté Leipzig, le 19 octobre, à 10 heures du matin. Alors les alliés emportèrent la ville d'assaut. Tout ce qui avait échappé de l'armée française, du champ de bataille, se pressa sur la route de Lindenau pour gagner Erfurth, Hanau et le Rhin.

Gyulai, à peine en marche pour Naumbourg, reçut une lettre du général Langenau, datée de Pegau du 19 octobre à minuit, dans laquelle ce général lui ordonnait, au nom du prince de Schwarzenberg, d'occuper Naumbourg aussi promptement que possible, de s'emparer des passages sur la Saale, et d'employer toutes les forces dont il disposait pour

atteindre un but si important. Dans cette dépêche, il est dit : « Qu'il faudra déloger l'ennemi à tout prix de Naumbourg, « si la ville est encore occupée par lui ; qu'on enverra au « comte Gyulai, à Naumbourg, les pontonniers et les pon- « tons dont on pourra disposer, afin d'y rétablir sur-le-champ « le pont, dans le cas où il serait détruit ; qu'on enverra « en outre dans la journée de demain, au troisième corps, « une forte colonne russe, et la cavalerie du comte Nostiz, « tandis qu'une autre colonne autrichienne se dirigera par « Zeitz sur Naumbourg. »

Gyulai se hâta donc de devancer ses colonnes allant à Naumbourg, afin de se convaincre par lui-même de l'état des choses, qu'il ne trouva cependant pas si inquiétant qu'il le croyait. Vers le soir, arrivèrent aussi près de Naumbourg les 2 divisions d'infanterie de Hesse-Hombourg et de Murray, et dans la nuit les 4 brigades de cavalerie du comte Nostiz. Toutes ces troupes vinrent bivouaquer autour de la ville.

Pendant les différents mouvements de ces journées, les détachements que le comte Gyulai avait envoyés pour observer l'ennemi, avaient fait éprouver à celui-ci sur plusieurs points des pertes considérables. Ainsi, par exemple : le général Scheiter, avec les 2 régiments de chevau-légers Rozenberg et Vincent, ayant plusieurs fois répandu l'alarme chez l'ennemi, dans la nuit du 19 au 20 octobre, celui-ci laissa sur la route de Weissenfels un grand nombre de voitures qu'il ne put emmener.

On apprit bientôt que plusieurs colonnes françaises étaient arrivées à Weissenfels, et cherchaient à jeter un pont sur la Saale, pour se diriger vers Friebourg, attendu qu'elles avaient été forcées d'abandonner la grande route par la marche du corps de Gyulai, de Pegau sur Naumbourg. Le général

Blücher avait atteint de son côté Mersebourg; l'ennemi avait été repoussé des deux routes principales, et il ne lui restait plus que de mauvais chemins à parcourir pour opérer sa retraite.

A Naumbourg, le général Gyulai reçut les ordres du grand quartier-général du 20 au 22 octobre, d'après lesquels l'armée devait marcher vers Erfurth sur 2 colonnes : la première était composée du 3e corps (Gyulai), de 4 brigades de cavalerie (Nostiz), de la 2e division légère (Maurice de Lichtenstein), des gardes et réserves russes, et des deux corps de Wittgenstein et de Kleist. La deuxième colonne comprenait le 1er corps (Colloredo), le 2e corps (Lederer). La réserve d'infanterie autrichienne, et le 4e corps (Klenau). — Le 3e corps, la division Lichtenstein, ainsi que le général Nostiz, devaient se rendre le 20 à Naumbourg, le 21 à Eckartsberg, et le 22 à Buttelstadt. Les gardes russes et réserves devaient se porter le 20 à Teukern, le 21 à Hassenhausen, et le 22 à Eckartsberg. Les 1er et 2e corps de la deuxième colonne et l'infanterie de réserve devaient se diriger le 20 à Zeitz, le 21 à Eisemberg, et le 22 à Iéna. Le 4e corps resta le 20 à Kraschwitz, arriva le 21 à Grossen, et le 22 à Iéna. Le quartier-général était le 20 à Zeitz, le 21 à Eisemberg, et le 22 à Iéna.

Ces dispositions furent bientôt suivies d'un autre ordre, dans lequel le prince recommandait de nouveau d'atteindre Naumbourg dans la journée et de s'assurer dans tous les cas du pont de Kosen. On y lit encore : « Gyulai ne continuera « sa marche sur Eckartsberg qu'après l'arrivée de la tête de « la colonne russe ; mais il y enverra son avant-garde dès la « pointe du jour. »

Au reçu de cet ordre, l'avant-garde de Gyulai avait déjà occupé Kosen, ainsi que le pont de la Saale, et le gros de

son corps allait aussi s'y rendre à la pointe du jour du 21, lorsqu'on vit arriver des ordonnances qui firent connaître que de fortes colonnes françaises venant de Friebourg, marchaient vers Kosen, en longeant l'Unstrutt. D'autres rapports, arrivés des avant-postes placés au-delà de la Saale, annoncèrent également qu'ils étaient attaqués par un ennemi supérieur en nombre. Alors le général Gyulai ordonna à la division légère Lichtenstein et à la brigade Salins de se porter sur-le-champ sur Kosen, et lui-même s'y rendit au galop, pour y faire ses préparatifs de défense. Il se convainquit bientôt que l'ennemi, favorisé dès la pointe du jour par un épais brouillard, avait atteint les hauteurs placées près de Neukosen (1) au-delà de la Saale, chassé nos avant-postes et canonné vigoureusement le pont qui était occupé par une compagnie de Warasdiner, et par les partisans de Mensdorf. Il y eut en ce moment une alarme, et les quatre compagnies du régiment archiduc Louis, ainsi que le colonel Veyder avec deux bataillons de chasseurs qui se trouvaient à Schulpforte et à Saale Altenbourg, accouraient pour se porter à la rencontre de l'ennemi, lorsque le comte Gyulai arriva sur le point menacé. Satisfait des mesures de défense qu'on avait prises, il fit passer la Saale au colonel Veyder avec le restant de ses chasseurs et le bataillon Brooder, pour soutenir les troupes qui étaient aux mains avec les Français.

Durant ces entrefaites, l'ennemi reçut des renforts considérables, et enleva en partie Kosen aux Autrichiens. Déjà,

(1) Neukosen est situé sur la rive gauche de la Saale, au pied d'un monticule escarpé, et il est séparé d'Alt-Kosen par cette rivière.

il se précipitait vers le pont, lorsqu'on vit accourir la brigade Salins; mais le défilé étant très étroit, on ne put y déployer beaucoup de troupes. Un bataillon archiduc Louis fut aussitôt envoyé à la rencontre des Français, et les rejeta sur les hauteurs. Un autre bataillon occupa Neukosen.

L'ennemi avait pour lui tout l'avantage du terrain, car la rive gauche de la Saale domine la rive droite, et les hauteurs formant un demi-cercle, commandent le pont, en même temps que Neu et Altkosen.

Il était de la plus haute importance pour les Français de s'emparer du défilé et de détruire le pont, afin d'assurer leur retraite et d'empêcher les alliés d'avancer. Dans ce but, ils avaient placé sur les points les plus avantageux, plus de 20 pièces de gros calibre qui tiraient dans la direction des défilés étroits d'Altkosen, gardés par les Autrichiens, et ils avaient occupé en outre la crête des hauteurs avec des masses imposantes d'infanterie.

Dans cet intervalle, tout le troisième corps autrichien étant arrivé, le reste de la brigade Salins, qui était encore en réserve, fut envoyé pour soutenir les autres bataillons. Ce général employa tous ses efforts pour fortifier sa position dans Alt et Neukosen.

Le général Gyulai plaça son infanterie hors la portée de canon de l'ennemi, au pied des hauteurs sur les deux côtés de la route, de manière que la brigade Grimmer pût soutenir celle du général Salins, qui se trouvait dans le défilé. La cavalerie du troisième corps, qu'on ne put employer à cause des inégalités du terrain, fut placée dans un bas-fond derrière l'infanterie, et celle de la division Lichtenstein, sur la hauteur en avant de Flemmingen.

On ne cessa de se battre avec le plus grand acharnement pour l'occupation de Kosen. L'ennemi fit plusieurs fois rele-

ver ses troupes. Malgré cela, les tirailleurs autrichiens avancèrent sous un feu meutrier sur l'aile droite; plusieurs détachements parvinrent à atteindre presque la crête des hauteurs escarpées; mais là ils furent accueillis par des masses d'infanterie française qui les repoussèrent et les écrasèrent avec des blocs de rochers.

Les détachements de l'aile gauche furent plus heureux. Ils avaient occupé un fossé, d'où ils dirigèrent un feu violent contre l'ennemi. Mais celui-ci, voulant les en déloger à tout prix, commença à canonner notre position avec toute son artillerie, et se précipita en même temps en masse sur notre aile gauche. Repoussée par la supériorité du nombre, cette aile se jeta sur le village de Neukosen, où elle fut encore poursuivie par l'ennemi. Il était déjà maître du pont, quand le comte Gyulai, comprenant le danger de sa position, se mit à la tête d'un bataillon du régiment de Wurzbourg, marcha au pas de charge à la rencontre des Français, et les rejeta avec une grande perte au-delà du pont, avant qu'ils pussent même le rétablir.

Alors les Autrichiens fondirent de tous les côtés sur l'ennemi, qui, sous la protection de sa formidable artillerie, se replia dans sa position première, après avoir été contraint d'abandonner aux troupes victorieuses de Gyulai le défilé important du village de Kosen, disputé si long-temps aux Autrichiens par trois corps français (1).

(1) L'auteur du tableau de la campagne d'automne de 1813 a été mal informé du résultat du combat de Kosen. Il dit : « Le « même jour (le 21), Gyulai eut une affaire très chaude près de « Naumbourg. Le général avait fait couper par un détachement

La nuit fit enfin cesser ce combat sanglant. Au bout de quelques heures, l'ennemi, qui eut environ 1,000 hommes tant tués que blessés, abandonna les hauteurs de Neukosen. Gyulai le suivit de près vers Eckardsberg, et lui fit le lendemain 22 octobre encore 400 prisonniers parmi lesquels se trouva un aide-de-camp du prince de Neuchâtel.

« le défilé de Kosen. Ce défilé, qui présente la position la plus « formidable du côté de Naumbourg, n'est susceptible d'aucune « défense contre un ennemi débouchant de la rive gauche de la « Saale. Aussi le général Bertrand, que Napoléon y envoya pour « protéger sa retraite, n'eut-il pas de peine à en chasser les Au- « trichiens. Une fois les ennemis maîtres du défilé, il était diffi- « cile de les en déloger. En vain Gyulai en ordonna-t-il l'atta- « que à plusieurs reprises ; tous les efforts des Autrichiens y « échouèrent devant une seule division, celle de Guillemi- « not, etc. »

Cette version n'est pas exacte. Il est bien vrai que les troupes de Gyulai avaient été plusieurs fois repoussées du défilé et même une fois du pont; mais revenues sans cesse à la charge, elles enlevèrent de nouveau à l'ennemi et le pont et le défilé, et se maintinrent non-seulement dans leur position de Neukosen, mais encore dans le terrain qui s'étend de la rive gauche de la Saale jusqu'aux hauteurs escarpées et garnies de vignes. L'auteur de ce récit est d'autant plus à même de certifier ce fait, qu'en sa qualité de premier aide-de-camp du comte Gyulai, il avait deux fois passé le pont dans la chaleur du combat, pour porter des ordres verbaux au colonel Mensdorf qui se trouvait alors à Neukosen dans une situation assez difficile. En effet, si Neukosen n'eût pas été si vaillamment défendu par les troupes du colonel, et si l'ennemi eût pu rester seulement pendant quelques heures dans le

En revanche, le corps d'armée de Gyulai, qui avait su se maintenir sur un point si important pour les opérations subséquentes des alliés, avait essuyé des pertes non moins sensibles. La brigade de Salins eut à elle seule 800 tués ou blessés, et le fameux septième bataillon de chasseurs, commandé par le brave colonel Veyder, déjà réduit dans les combats précédents à la moitié de son effectif, eut encore à Kosen cinq officiers de blessés, dont deux moururent à la suite de leurs blessures (1).

défilé, il eût certainement détruit le pont pour mieux assurer sa retraite.

Les soi-disant bulletins de l'armée imprimés au quartier-général d'Elleben, à deux lieues d'Erfurth, sous la date du 26 octobre 1813, renferment également des faits inexacts sur le combat de Kosen. Ce n'est pas seulement une arrière-garde de l'ennemi qui avait été placée sur les hauteurs de Neukosen, mais tout le restant de l'armée de Napoléon, qui, n'ayant plus qu'une seule communication ouverte de Fribourg à Erfurth, devait s'efforcer d'atteindre à tout prix avant les alliés les points d'Eckardsberg et d'Auerstadt, et les empêcher autant que possible de déboucher du défilé. C'est pour cela que les Français renouvelèrent trois fois leurs troupes sur les hauteurs. Napoléon, qui s'y trouva en personne, n'arriva que le soir à Eckardsberg.

(1) Ce bataillon perdit, dans l'espace de onze jours, 19 officiers. Son digne commandant, quoique grièvement blessé à Leipzig, ne quitta pas ses chasseurs et les conduisit à l'ennemi avec son courage et son sang-froid ordinaires.

COMBAT DE HANAU.

La bataille de Hanau ayant suivi immédiatement celle de Leipzig, nous avons cru qu'il était convenable d'ajouter au récit de celle-ci la traduction du tableau historique du combat de Hanau, d'autant plus que ces deux écrits, en allemand, sont dus au même auteur, le colonel prussien de Plotho.

Dans sa retraite vers les frontières de la France, après la bataille de Leipzig, l'armée française trouva à Hanau, près de Francfort, toute l'armée bavaroise avec plusieurs divisions des armées russes et autrichiennes, qui, occupant une position forte et retranchée, pensaient arrêter les Français et leur fermer entièrement tout retour dans leur patrie.

La position occupée par les troupes alliées leur donnait d'immenses avantages : elle était considérée comme doublant réellement leurs forces.

Le général bavarois de Wrede, malgré sa bravoure et ses talents militaires, dut céder au génie supérieur de Napoléon. Les troupes alliées, après une résistance assez vigoureuse, furent battues et renversées par les troupes françaises qui leur passèrent sur le ventre.

L'auteur lui-même reconnaît que les Français arrivèrent le lendemain à Francfort sans que l'ennemi ait osé les poursuivre.

On ne peut partager l'opinion de cet écrivain qui

blâme le général de Wrede. Les dispositions de ce général furent très bien entendues, et il montra une grande valeur dans cette action. L'auteur pense qu'il aurait dû s'établir dans le défilé de Wertheim et non devant Hanau, mais ce défilé était facile à tourner; Napoléon était trop sagé pour s'engager dans un tel passage, si l'ennemi l'avait occupé.

L'esprit de parti se montre trop à découvert dans le récit de la bataille de Hanau et dans celui de la bataille de Leipzig.

(*Note de l'éditeur.*)

COMBAT DE HANAU,

LIVRÉ LE 30 OCTOBRE 1813.

TRADUIT DE L'ALLEMAND DE **PLOTHO**

PAR **P. HIMLY.**

Le général de Wrede avait été instruit depuis plusieurs jours que l'armée française tout entière effectuait sa retraite dans sa direction. Quoiqu'il ne se jugeât pas en état de fermer cette retraite par la route de Francfort, il se décida néanmoins à lui tenir tête avec 36 à 40,000 hommes. Son principal but était de l'affaiblir par de vigoureuses attaques de cavalerie dans la plaine de Hanau, et de l'accueillir ensuite avec un feu d'artillerie bien nourri, lorsqu'elle déboucherait de la forêt. Par conséquent l'avant-garde eut ordre de se replier sur la position principale de Hanau, aussitôt que l'ennemi l'aurait attaquée, tandis que la troisième division bavaroise viendrait former l'aile gauche de la première ligne.

Voici quel était l'ordre de bataille.

L'aile droite, composée de la deuxième division bavaroise (comte Beckers), était postée sur les deux rives de la Kinzig, depuis la métairie du Neuhof jusqu'au bois de Bulau, et en ligne égale avec la maison dite Rodenbacher Haus, située sur la chaussée. La brigade autrichienne (Klenau) était

placée derrière le pont de Lamboy comme soutien de cette aile.

Le centre comprenait la division autrichienne (Bach), qui, dans le cas où elle serait repoussée, devait se réunir à la troisième division bavaroise (Lamotte) et à la brigade du général Volkmann, de manière que cette infanterie occupait l'espace qui se prolonge entre la rive droite de la Kinzig jusqu'à la grande route de Gellenhausen, ayant en face la forêt de Lamboy.

L'aile gauche était formée de la cavalerie bavaroise et autrichienne; elle était placée sur plusieurs lignes, à gauche de la route de Gellenhausen, vers les forêts de Bruchkobel et de Pappenwald. Sur les derrières de l'aile gauche et sur la grande route de Friedberg se déployaient les cosaques et les corps de partisans des généraux Tschernischef et Orlow-Denissow.

La réserve se tenait derrière la rive gauche de la Kinzig, le long du ravin de Rodenbach, et la brigade de grenadiers du général Diemar occupait l'intérieur de la ville de Hanau.

Aussitôt que la garnison française forte de 2,000 hommes eut, à 2 heures du matin, commencé à opérer sa retraite par Prengesheim et Bonamels, la première division bavaroise (comte Rechberg) parut et occupa dans la journée la ville de Francfort.

Déjà, à 8 heures du matin, l'ennemi attaqua vigoureusement les avant-postes de la troisième division bavaroise; et, quoiqu'ils fussent très faibles, non-seulement ils se maintinrent à Ruckingen jusqu'à 10 heures, mais ils repoussèrent encore avec succès plusieurs attaques. Alors la division française (Charpentier), une division de la jeune garde (Friant), le deuxième corps de cavalerie (Sébastiani) et l'ar-

tillerie sous les ordres du maréchal Macdonald s'avancèrent vers Ruckingen. En ce moment, on envoya le premier bataillon du huitième régiment de ligne bavarois pour renforcer les avant-postes; mais ceux-ci furent néanmoins forcés de céder à la supériorité de l'ennemi; et, d'après les ordres précédemment donnés, ils effectuèrent une retraite habilement couverte par la deuxième brigade du général Deroy et par le 2e régiment de chevau-légers.

Vers midi, toutes les troupes d'avant-garde étaient rentrées en ligne de bataille. La cavalerie s'était déployée sur l'aile gauche dans la plaine et au centre; dans l'espace compris entre Hanau et la forêt de Lamboy étaient placées, sous les ordres du général autrichien Strotnick, 60 pièces de canon qui devaient accueillir l'ennemi débouchant de la forêt, tandis que la cavalerie l'empêcherait de se former.

Il était midi, lorsque l'armée française, forte de 60,000 hommes, dont 12,000 de cavalerie, déboucha en masses serrées de la forêt de Lamboy. Elle dirigea sa première attaque contre le centre; mais les 60 pièces placées sur ce point déroutèrent par l'activité de leur feu tous ses projets, et lui firent éprouver une perte considérable.

L'empereur Napoléon, reconnaissant l'impossibilité de se faire jour de ce côté, ordonna une attaque sur l'aile droite. Elle fut exécutée par 2,000 chasseurs du deuxième corps d'armée sous les ordres du général Dubreton; mais elle n'eut pas plus de succès que les autres, et les Français furent rejetés dans la forêt. Le combat continua ainsi jusqu'à 3 heures de l'après-midi. Le feu de l'artillerie devenait de plus en plus vif; toutes les tentatives des Français pour déboucher du bois furent repoussées, bien qu'ils combattissent avec une admirable patience et un courage héroïque.

L'empereur Napoléon, qui n'avait nullement l'intention de gagner une bataille, ni le temps d'en attendre l'occasion, ne s'occupait plus que des moyens d'accélérer sa retraite. Comprenant qu'il n'avait d'autre parti à prendre que de se faire jour sur un point quelconque, et voulant exécuter à tout prix ce projet, il fit avancer en colonnes serrées son infanterie, à la tête de laquelle marchait la division de la vieille garde (Curial), tandis que toute sa cavalerie, y compris celle de la garde, exécuta une charge décisive sur le centre des alliés. Malgré le feu terrible de l'artillerie austro-bavaroise, ce corps d'armée se forma sur trois lignes, et la première, se précipitant aussitôt sur la cavalerie qui lui faisait face, repoussa plusieurs escadrons et se tourna ensuite vers l'infanterie pour enfoncer la ligne de bataille; mais, de son côté, la cavalerie de l'aile gauche des alliés, se rassemblant promptement, tomba sur celle des Français, et le général Tschernischef exécutant une attaque de flanc, elle fut de nouveau repoussée.

Derrière ces lignes de cavalerie, Napoléon fit placer, sous les ordres du général Drouot, une batterie de 15 pièces de gros calibre; et voyant le bon effet qu'elle produisait, il en fit porter le nombre jusqu'à 50. Aussitôt que la cavalerie des alliés fut à la poursuite de celle de l'ennemi, cette batterie commença son feu, et l'artillerie de l'aile gauche des alliés, manquant de munitions, et ne pouvant lui répondre, resta exposée ainsi que les autres troupes à un feu meurtrier.

Ce fut alors que le général de Wrede ordonna à son armée de se retirer sur la rive gauche de la Kinzig. La retraite eut lieu par l'aile gauche et par rang de bataille. La ville de Hanau resta seule occupée par la brigade de grenadiers autrichiens du général Diemar. L'armée prit position dans les

environs, derrière le Lehrhof et la route d'Aschaffenbourg, ayant cette ville en face. L'aile gauche passa la Kinzig sur un pont de la ville, et le centre de l'aile droite sur le pont de Lamboy.

Ce passage ne s'opéra pas sans un grand désordre, et beaucoup de soldats disparurent sous les flots. Un bataillon du régiment d'infanterie autrichienne, Iordis, et quelques centaines de Bavarois, ayant été poussés par la cavalerie ennemie vers le moulin dit Herrenmuhle, se dirigèrent de ce point vers les retranchements de Hanau où plusieurs d'entre eux trouvèrent la mort. La cavalerie protégea cette retraite, aussi honorable pour les chefs que pour les soldats.

31 OCTOBRE.

La moitié de la nuit seulement fut calme, et une grande partie de l'armée française marcha à la hâte sur Francfort. Mais tout à coup, vers les deux heures du matin, l'autre partie, dans l'intention sans doute de couvrir la retraite et d'occuper l'armée austro-bavaroise, commença à bombarder Hanau, et bientôt les maisons de la ville situées près du pont de la Kinzig devinrent la proie des flammes. L'ennemi attaqua en même temps les troupes qui défendaient le pont de Lamboy; les braves grenadiers autrichiens repoussèrent plusieurs fois ses attaques; mais pour arracher la ville à une entière destruction, la brigade autrichienne Diemar reçut ordre de l'évacuer, et les Français l'occupèrent à 8 heures du matin.

Déjà, le matin, l'armée alliée avait, par la route d'Aschaffenbourg, pris position de manière que son aile gauche fût placée non loin de la ville de Hanau, et son aile droite

près le pont de Lamboy. Ce fut là que le quatrième corps français (Bertrand) attaqua l'aile droite des alliés avec tant d'énergie qu'elle fut rejetée sur les rives du Mein. Mais des renforts étant arrivés à temps sur le point menacé, l'ennemi fut attaqué à son tour, et on reprit tout le terrain perdu. Les régiments autrichiens Jordis et archiduc Rodolphe se distinguèrent dans cette circonstance. Au dehors des portes d'Aschaffenbourg et de Steinheim, la cavalerie engagea aussi quelques combats. Les Français prirent plusieurs fois l'offensive, mais toujours sans succès. Des deux côtés la perte fut considérable, et le feu d'artillerie dura longtemps.

Vers quatre heures de l'après-midi, le général de Wrede, fatigué de ces attaques réitérées, ordonna enfin à ses troupes de se porter en avant, d'emporter d'assaut la ville de Hanau et de rendre par là le combat décisif. Lui-même se met à la tête de 6 bataillons autrichiens, et leur donne ainsi l'exemple de la plus grande bravoure et du plus grand dévouement. Bientôt la porte de Nuremberg est emportée d'assaut : le général, à la tête d'un bataillon de grenadiers et au milieu d'un feu terrible, saute le premier dans le fossé, escalade le rempart, et un bataillon du régiment (archiduc Rodolphe) ouvre le pont-levis barricadé de la porte de Nuremberg. Soudain, toute l'infanterie y pénètre ; le régiment de hussards Sczekler, se précipitant au galop à travers la ville, la balaye, et les troupes le suivent en colonnes serrées vers le pont de la Kinzig. A l'issue du faubourg, on se battit encore avec un acharnement incroyable.

Le pont était resté occupé par l'ennemi, qui s'était formé au-delà, en nombreuses colonnes serrées, et lançait sans cesse des grenades et des bombes sur les alliés. Le général de Wrede, toujours à la tête des troupes, les conduisit sur le

pont; mais à peine en eut-il atteint le milieu, qu'il fut grièvement blessé. Les Français se défendaient avec une grande opiniâtreté; le pont était couvert de morts; enfin, on l'emporta à la baïonnette.

Alors le général autrichien Fresnel prit le commandement en chef; il fit passer la Kinzig à la nage à des hussards autrichiens qui sabrèrent l'ennemi et le forcèrent à la fuite; cependant celui-ci, étant déjà parvenu à mettre le feu à la partie du pont construite en bois, empêcha par là notre infanterie de le poursuivre. Néanmoins, dès qu'on fut maître de la ville, l'aile droite de l'armée alliée s'avança et repoussa les Français par le pont de Lamboy.

L'empereur Napoléon, qui avait campé pendant la nuit du 30 au 31 octobre dans les bois de Lamboy, se mit en route à 11 heures du matin avec sa garde. Ces troupes ne passèrent pas à Hanau, mais elles prirent des chemins détournés par Wilhemsbad et Hochstadt, de manière qu'elles ne rejoignirent la grande route qu'aux environs de Mainnankers. L'arrière-garde française, sous les ordres du maréchal Mortier, forte de 14,000 hommes, campa dans la nuit du 30 près de Gellenhausen et se porta de là, dans la journée, sur Hanau. Pendant sa marche, elle fut attaquée par les généraux Platow et Orlof qui lui firent 3,000 prisonniers, outre une perte assez considérable en morts et blessés.

Le général Rechberg envoya des détachements de cavalerie sur les routes de Hanau et de Hochst; le major Karwinsky, du cinquième régiment de chevau-légers bavarois, qui commandait l'avant-garde de la première division, ayant reçu avis que l'ennemi se disposait à détruire plusieurs ponts sur la Nidda, fit promptement avancer de la cavalerie qui tomba à Rodelheim sur l'arrière-garde française compo-

sée de deux escadrons de chasseurs de la garde, et la repoussa vivement.

La tête de l'armée française entra dans la journée, à onze heures du matin, à Francfort. Sa cavalerie légère et ses chasseurs occupèrent aussitôt les avenues du pont du Mein. Mais la première division bavaroise, qui s'était retirée jusqu'à Sachsenhausen sur la rive gauche du Mein, et en avait en partie démoli le pont, voulut disputer le passage à l'ennemi en l'accablant du feu de son artillerie.

Dans cette intention, le général Reichberg chargea le colonel Théobald de défendre avec la première brigade le pont et tout le côté de Sachsenhausen ; cette défense fut exécutée avec tant d'intelligence, que les avant-postes de l'ennemi furent repoussés avec une perte considérable. Celui-ci fit alors avancer son artillerie et canonna vigoureusement le pont, les moulins qui l'avoisinent, les batteries bavaroises, Sachsenhausen; et, indépendamment de cela, ses tirailleurs firent encore, des maisons à proximité, une fusillade roulante.

Du côté des Bavarois, le feu ne fut pas moins vif.

Vers le soir, les Français tentèrent de nouveau d'emporter le pont avec un détachement d'infanterie; mais un feu de mousqueterie bien nourri accueillit les assaillants, et les Bavarois, les attaquant en outre à la baïonnette, les repoussèrent jusque dans la ville. La nuit fit cesser le combat.

Telle fut l'issue de la bataille de Hanau. Cette sanglante affaire doit avoir coûté aux Français au moins 15,000 hommes en tués, blessés et prisonniers. La perte de l'armée austro-bavaroise s'élevait à 9,237 hommes.

La marche rapide du général de Wrede de Braunau vers le Mein est un témoignage irrécusable de son zèle à remplir son devoir, comme de son dévouement à la cause

commune. On a pu apprécier également cet esprit vif et entreprenant qui l'avait déjà fait remarquer dans ses premières armes. Mais pourquoi ce général avait-il tant à cœur la prise de la place de Wurzbourg ? Elle ne devenait cependant, vu sa faible garnison de 2,000 hommes hors d'état de nuire, qu'une chose accessoire, et elle faisait perdre à l'armée austro-bavaroise trois jours d'un temps précieux, pendant lesquels on eût pu obtenir des résultats d'une bien plus haute importance. En effet, cinq bataillons eussent été suffisants pour cerner la ville, et l'armée devait marcher le 24 d'Offenheim jusqu'à Grünfeld, se porter le 25 à Aschaffenbourg, et arriver le 26 à Gellenhausen pour y occuper le défilé de Wertheim. Ce défilé est situé entre Schlüchtern et Gellenhausen; il est formé par la Kinzig qui coule au milieu dans une vallée profonde et bordée de montagnes escarpées qui se rapprochent ou se séparent alternativement. La nature semblait indiquer cette position pour l'entière destruction de l'armée française; car si on eût amené sur ce point toute l'artillerie, et si l'armée se fût placée sur les hauteurs qui forment la vallée, nul doute que l'ennemi serait resté sans aucune issue. Il est bien entendu que l'armée de Bohême l'aurait poursuivi sur la grande route, et si on eût de plus employé les trois jours passés sous Wurzbourg à ajouter sur ce point les obstacles de l'art à ceux de la nature; car, conjointement avec l'armée de Bohème, le temps eût suffi pour ces travaux. Qu'on juge des grands résultats qu'on aurait obtenus!

Cependant, le 29 octobre, jour où la brigade autrichienne du général Volkmann s'était avancée d'Aschaffenbourg à travers la forêt d'Altenhausen, et portée par Hayler jusqu'à Gellenhausen, il eût été peut-être encore temps d'entreprendre cette marche décisive avec l'armée austro-bava-

roise, et de la faire exécuter par la brigade autrichienne, qui, quoique faible et se trouvant dans une position peu avantageuse, eût néanmoins retardé de plusieurs heures la marche de l'armée française.

Maintenant, que le général de Wrede se soit, devant Hanau, opposé directement et en ligne de front à l'armée française infiniment supérieure en nombre, c'eût été sans doute un trait de valeur et de hardiesse ; mais le général n'aurait pu empêcher la retraite des Français ; et, d'après tous les rapports autrichiens et bavarois, on avait prévu ce cas : il paraîtrait même que les troupes avaient déjà éprouvé de grandes pertes sans avoir atteint un but quelconque.

L'armée austro-bavaroise n'aurait-elle pas dû également s'arrêter de suite sur la rive gauche de la Kinzig, et y amener toute son artillerie? Et si sa cavalerie se fût cachée dans la forêt de Bruchkob, qu'elle fût tombée à l'improviste sur celle de l'ennemi; si celui-ci eût été poursuivi sur la grande route par un feu roulant, et qu'il eût été forcé encore de passer devant Hanau sous un feu meurtrier, il eût certainement essuyé une perte aussi considérable que celle qu'on lui a fait éprouver; mais la perte de l'armée austro-bavaroise eût été bien moins forte.

Il est vrai que le général de Wrede devait croire avec raison que l'ennemi était vivement poursuivi du côté de Schluchtern par l'armée de Bohême, et il devait s'attendre aussi que les Français, se trouvant entre deux feux, arriveraient en grand désordre devant sa ligne de front, et qu'il n'aurait pas eu, comme cela est arrivé, à batailler pendant deux jours, jusqu'à ce que le corps des partisans du général Platow, fort seulement de 1,200 chevaux, eût poursuivi leur arrière-garde.

L'armée austro-bavaroise a combattu avec un courage

héroïque; mais l'élite de l'armée française ne lui a certainement pas cédé en valeur, et se voyant si près de la patrie, elle a compris qu'il ne s'agissait plus que de se tracer des chemins pour y arriver.

Cependant le général en chef de Wrede n'aurait pas dû s'exposer en personne comme il l'a fait. Emporté par l'impétuosité do son caractère, il se trouvait toujours le premier dans les postes les plus périlleux, et on le vit même souvent combattre comme un simple soldat. Bien que cette conduite soit digne d'admiration, elle n'est cependant pas celle qui convient à un général en chef, à qui son rang élevé impose des devoirs plus importants à remplir, et le comte de Wrede est peut-être d'autant plus à blâmer que, depuis longtemps, il n'avait plus à faire preuve dans les combats et de son énergie et de sa bravoure personnelle. Il devait à la patrie compte de ses jours; car l'Allemagne serait bientôt en deuil de ses meilleurs généraux, si tous voulaient, comme lui, affronter toute espèce de danger.

FOURNEAUX A MANCHE.

ÉTABLISSEMENT DES FOURNEAUX A MANCHE DANS LES PRINCIPALES PLACES DE GUERRE.

Les fourneaux à manche sont aujourd'hui tellement multipliés, qu'on en rencontre dans la plupart des grandes villes. On les voit fonctionner au milieu des quartiers les plus populeux de la capitale, dans les localités les plus resserrées, sans offrir plus d'inconvénients, sans être, de la part des habitants, l'objet de plus de réclamations que les forges et une foule d'autres établissements industriels

Les fourneaux à manche peuvent en peu de temps et à peu de frais être construits et transportés d'un point sur un autre. Si on les établissait dans une place de guerre, l'entrée d'une casemate, d'un magasin, d'un blindage ou d'un abri quelconque pour l'atelier de moulerie suffirait à leur installation. En cas de siége, lorsque le front d'attaque serait déterminé, rien ne serait plus facile que de les transporter sur les points les moins exposés aux coups de l'assiégeant.

Si de pareils moyens de production en fer coulé étaient

établis dans les principales places de guerre, nous pensons qu'il en pourrait résulter des avantages qui méritaient de fixer sérieusement l'attention.

Sous le rapport de l'économie ces avantages seraient immenses. En appliquant les fourneaux à manche à la fabrication des projectiles, on les produirait sur les lieux mêmes de la consommation, à meilleur prix, en évitant les frais de transport et en les confectionnant en grande partie au fur et à mesure des besoins. Il faut à la France plus de 15 millions de boulets, bombes et obus coûtant plus de 80 millions de francs. Dans le système actuel, il faut que cet approvisionnement soit confectionné à l'avance, et la rouille, exerçant des ravages inévitables sur cet énorme amas de projectiles, en met chaque année une partie au rebut, de sorte que les sacrifices de l'État sont sans termes.

Sous le rapport militaire. Les projectiles étant de seconde fusion et coulés en partie au moment du besoin, seront d'excellente qualité et toujours en parfait état de conservation; leurs dimensions pouvant dès lors être rendues plus précises, la durée des bombes à feu, la portée et la justesse du tir seront notablement accrues.

La défense des places tirerait indubitablement de ces nouveaux moyens de nouveaux secours que nous indiquerons plus tard.

ÉCONOMIE RÉSULTANT DE L'APPLICATION DES FOURNEAUX A MANCHE A LA FABRICATION DES PROJECTILES.

D'après le travail de la commission d'armement du royaume, il faut à la France, non compris le service de la marine :

Boulets de 36 et 24	4,031,000
— 18 et 16	3,219,000
— 12 et 8	2,918,884
Bombes de 12°	1,455,000
— 10°	595,000
— 8°	947,000
Obus de 8°	1,194,000
— 6°	145,000
— 24	280,660
— 12	60,000
Grenades de rempart à main	582,160
Total	15,427,644

Ces 15,427,644 projectiles pèsent ensemble 287,057,540 kilogrammes.

Le prix moyen des projectiles, non compris les frais de transport, est généralement dans les hauts fourneaux de 25 fr. le quintal métrique pour les boulets, et 29 pour les projectiles creux. Le capital absorbé pour un tel approvisionnement au complet s'élèverait donc à plus de 80 millions de francs. D'après les pièces à l'appui du budjet de 1835, la valeur des projectiles manquant était évaluée à 58,427,504 fr.

En peu d'années la rouille fait perdre aux projectiles leur sphéricité, leur diamètre et leur poli si nécessaire à la conservation des bombes à feu et à la justesse du tir. Les couches d'oxyde se superposant les unes sur les autres, s'en détachent en écailles et finissent par rendre le projectile tellement irrégulier qu'il est hors de service.

Cette dégradation est rapide sur les bords de la mer et dans les lieux bas et humides. Une commission chargée, en 1822, de vérifier les projectiles existants, en trouva une telle quantité à réformer, qu'on fut effrayé du vide qui en résul-

terait dans nos approvisionnements ; on se résigna à en conserver une grande quantité qui n'étaient plus dans les limites de tolérance usitées, et dont l'emploi serait, sous beaucoup de rapports, regrettable.

On s'est efforcé de remédier à l'oxydation des projectiles ; on a proposé des enduits hydrofuges, des emmagasinements à couvert, des silos, des appareils galvaniques; mais en présence de l'immensité des quantités sur lesquelles il fallait opérer, ces propositions, et beaucoup d'autres, ont paru ou trop dispendieuses ou inexécutables, et jusqu'à présent aucune n'a été jugée admissible.

Il faut ajouter encore à ces causes de perte que, si par suite d'une innovation dans la forme d'une bouche à feu ou de l'abandon d'un calibre, on est obligé de renoncer à des projectiles existants, le gouvernement est réduit à vendre comme caffût ou vieille fonte les objets réformés, et qu'il n'en retire pas alors le tiers de la valeur qu'il en a donnée.

La suppression des canons de 6 et de 4 sous la restauration, l'adoption du calibre de 30 pour la marine sont des exemples récents de pareils changements.

La substitution des fourneaux à manche aux hauts fourneaux pour la fabrication des projectiles permettrait d'en établir l'approvisionnement sur des bases toutes différentes. Les fourneaux à manche, donnant la facilité de couler les projectiles sur les lieux mêmes de la consommation, on pourrait, avec leur secours, réduire l'approvisionnement en projectiles confectionnés, en raison de l'activité qu'il serait possible d'imprimer à ce moyen de fabrication. Le reste de l'approvisionnement se composerait de matières premières, dont la quantité varierait suivant les ressources

de la localité, les circontances, les prévisions du gouvernement.

Examinons quelles seraient les dépenses et les ressources de ce mode d'approvisionnement.

1° DÉPENSE RELATIVE A LA CONSTRUCTION D'UN FOURNEAU A MANCHE.

L'AIDE-MÉMOIRE DES OFFICIERS D'ARTILLERIE donne, page 42 (édition de 1836), la description d'un fourneau à manche; ce fourneau est de faible capacité, sans appareil à air chaud, établi enfin tel qu'ils étaient à l'origine de leur introduction dans les arts.

Suivant l'AIDE-MÉMOIRE, avec ce fourneau, on coule de deux en deux heures au plus. On consomme 50 kil. de coke pour 100 kil. de caffûts; chaque coulée est de 130 kil.; on refond en un jour 650 kil.; le déchet est de 8 à 16 p. 0/0. La cuve supporte 24 coulées sans réparation, et autant après avoir été réparée.

« Les fourneaux à manche, ajoute l'AIDE-MÉMOIRE, peuvent être d'une grande ressource dans une place assiégée. On les emploie à refondre les caffûts, les projectiles de l'ennemi. Il convient que la fonte soit grise, parce qu'elle blanchit au fourneau, surtout lorsqu'elle est fondue à plusieurs reprises. »

De semblables fourneaux à manche ont déjà été employés par l'artillerie à la confection des boulets, et notamment en 1815, à Toulouse. L'opération fut lente, et comme on ne composait la refonte que de caffûts provenant de projectiles coulés dans le midi en fonte blanche de leur nature, les produits se montrèrent naturellement moins carburés et

plus cassants que dans leur état primitif. Ces mauvais résultats ont été cités comme objection contre l'application des fourneaux à manche à la fabrication des projectiles.

Mais les fourneaux à manche ont reçu depuis cette époque des perfectionnements qui, on peut le dire, ont changé la face des choses dans l'art du fondeur. Si on compare les résultats que nous allons présenter à ceux que nous avons extraits de l'AIDE-MÉMOIRE, on verra quels avantages immenses peuvent amener les progrès dans l'industrie du fer; combien ces progrès méritent d'être suivis, et combien il faut se garder d'établir des condamnations définitives sur des non-réussites occasionnées par l'imperfection temporaire des moyens d'exécution.

Les fourneaux à manche perfectionnés sont munis d'un appareil à air chaud qui diminue la consommation du combustible et le déchet, en même temps qu'il accélère la fusion dans une proportion d'autant plus considérable que cet appareil est mieux entendu. La capacité des nouveaux fourneaux à manche a été aussi beaucoup agrandie; il en existe à Paris qui descendent par heure jusqu'à mille kilog. de fonte.

Le fourneau à manche avec appareil à air chaud représenté planche VII, et dont nous allons donner la description, existe en Belgique à la fonderie de Liége où il a été adopté après examen comparatif des constructions de ce genre les plus perfectionnées; nous le considérons comme le meilleur exemple qu'on puisse prendre dans l'état actuel des choses.

Le devis suivant des dépenses de construction de ce fourneau à manche n'est pas un aperçu théorique; c'est celui des dépenses réellement occasionnés pour un premier établissement à la fonderie de Liége, et dont nous transcrivons

l'état tel qu'il nous a été communiqué par le directeur de cette fonderie.

Le fourneau à manche se compose :

FOURNEAUX.

	kil.	
6 plaques à brides pesant ensemble	1,876	3,890 kil.
1 plaque hexagone	298	
2 colonnes avec trois tubulures à clé	716	

APPAREIL A AIR CHAUD.

1 plaque circulaire portant l'appareil	240	1,340.
4 supports	84	
2 anneaux creux	620	
12 colonnes	396	
Total		4,230 kil.

DÉPENSE DE CONSTRUCTION.

	fr.	c.
Les différentes pièces en fonte composant le fourneau et son appareil à air chaud, pesant ensemble 4,230 kil. à raison de 35 fr. le quintal métrique, ont coûté	1,480	50
Ajustage des différentes parties, percement des trous, confection des boulons	270	»
240 briques réfractaires pour l'intérieur du fourneau à 0 fr. 20 c.	48	»
150 briques réfractaires pour la maçonnerie de dessus	30	»
1,000 briques ordinaires à 12 fr. le mille	12	»
Main-d'œuvre et ciment	32	50
Fer forgé pour boulons	40	»
A report	1,913	00

Report	1,913	00
Tôle	10	»
Assemblage et montage du fourneau et de son appareil	35	»
Total	1,958	»

MARCHE ET DÉPENSES DU FONDAGE.

Pour mettre en activité le fourneau à manche de la fonderie de Liége, on le charge de petits morceaux de gueuse de 10 à 15 kilogrammes mêlés de caffûts et projectiles de rebut, dont la proportion varie suivant la nature de ces vieilles fontes; on donne le vent, et une heure après on commence à couler; une fois la fusion en train, on descend 500 kil. de fonte par heure.

Au moyen de l'appareil à air chaud, et aussi par suite des bonnes dispositions de ce fourneau à manche, la dépense en coke se réduit à 17 kil. pour 100 kil. de fonte et le déchet à 4 1/2 p. 0/0.

On a vu que le fourneau à manche décrit dans l'Aide-mémoire, exige 50 kil. de coke pour cent kil. de fonte, et donne un déchet de 8 à 16 p. 0/0.

FABRICATION DES PROJECTILES.

Recherchons maintenant quelle serait, avec un semblable fourneau à manche, la dépense de la fabrication des projectiles.

En adoptant pour les frais de main-d'œuvre et les dépenses d'outillage les prix établis dans les hauts fourneaux qui se livrent à cette fabrication, et, pour la fonte, les caffûts et le coke, les prix moyens dans le commerce, on aura les évaluations suivantes pour mille kilog. de projectiles.

	fr.	c.
1/3 en fonte en caffûts à 12 fr. le cent	40	»
2/3 — en gueuse à 20 —	133	»
Déchet 4 1/2 p. cent	7	80
170 kil. de coke à 4 fr. le cent	6	80
Sable et entretien de l'outillage	3	»
Façon et moulage	2	50
Total	193	10

La proportion de 1/3 en caffûts pour 2/3 en fonte neuve pourrait être augmentée si les caffûts étaient en fonte grise : la proportion du 1/3 en caffûts est celle usitée dans les fonderies lorsqu'il s'agit de mouleries et d'objets d'arts. Les projectiles ainsi obtenus (on en a acquis la preuve à la fonderie de Liége), sont, sous tous les rapports, infiniment supérieurs à ceux provenant des hauts fourneaux en première fusion.

Il faudrait ajouter aux frais ci-dessus ceux du rebattage des boulets; mais cette opération, qui peut être utile dans les hauts fourneaux pour faire reconnaître les produits de mauvaise qualité qu'on est exposé à avoir en première fusion, serait superflue avec les fourneaux à manche dont la qualité de fonte peut être appréciée à l'avance. Le rebattage n'étant plus nécessaire comme épreuve, il convient de le rejeter comme nuisible à la conservation des boulets; car, avant de procéder à ce rebattage, il faut faire chauffer le projectile à une assez haute température, opération qui convertit sa surface en fer forgé qu'on sait être beaucoup plus oxydable que la fonte (1).

(1) Les Anglais ont depuis long-temps renoncé au rebattage des boulets qu'ils considèrent comme diminuant la force de co-

Les boulets provenant des fourneaux à manche seront simplement ébarbés et réparés ainsi qu'on le pratique pour les projectiles creux. Ils conserveront ainsi la couche carbonée que laisse le moulage à leur surface, ce qui les préserve pendant un certain temps de l'action de la rouille.

Toutefois, si on persistait à maintenir le rebattage, rien n'empêcherait d'y procéder avec les fourneaux à manche comme dans les hauts fourneaux; malgré cette dépense additionnelle, le prix resterait encore inférieur à celui payé dans les dernières usines, où, nous l'avons déjà mentionné, les boulets coûtent généralement 250 fr. les mille kilog., et les projectiles creux 290, non compris les frais de transport.

Cette économie présentée par les fourneaux à manche par rapport aux hauts fourneaux peut surprendre au premier abord, mais elle s'explique en considérant que l'emploi des fourneaux à manche à la confection des projectiles n'ajoute à la première fusion que les dépenses du combustible et du déchet, dépenses que les perfectionnements des fourneaux à manche ont, comme on l'a montré, considérablement réduites, et qui, dans les évaluations données, ne s'élèvent qu'à 14 fr. 60, tandis que, par l'adjonction d'un tiers de caffût, la dépense de la fonte est diminuée de 26 fr.

Quant aux chiffres de ces évaluations, ils sont certainement plutôt exagérés qu'au-dessous de la réalité. Le gouvernement est loin de retirer 12 p. 0/0 de ses vieilles fontes. Dans le nord, où se trouve la plus grande partie de nos places, le coke ne s'élèverait pas à 4 fr. le 0/0; et si on y

hésion de la fonte. Lorsque les boulets sont sortis du moule et refroidis, on coupe leurs bavures et on lisse à froid dans un tonneau en fonte tournant autour de son axe.

faisait usage de fontes belges ou anglaises, éminemment propres à la refonte que nous proposons, il est à remarquer que le trésor rentrerait par les droits de douane dans une grande partie de la dépense relative à la fonte. On peut estimer que, dans ces localités, généralement assez éloignées des hauts fourneaux où l'on coule les projectiles, le gouvernement au moyen des fourneaux à manche les établirait à moitié prix.

Il reste maintenant à examiner si, avec le seul secours des fourneaux à manche, on pourrait donner à la production des projectiles une activité suffisante pour alimenter nos approvisionnements.

Nous avons dit que le fourneau à manche de la fonderie de Liége, après une heure de feu, mettait sa fonte en fusion et fournissait, à partir de ce moment, 500 kilog. de fonte par heure.

La cuve peut soutenir 24 coulées sans réparation, et autant après avoir été réparée.

Afin d'avoir une fabrication non interrompue, il conviendrait, dans les grandes places et sur les lieux rapprochés des plus fortes consommations, d'établir à côté du fourneau à manche un second fourneau que desservirait la même soufflerie.

Au moyen de cette disposition, on coulerait sans interruption; l'un des fourneaux étant en marche tandis que l'autre serait en réparation.

On obtiendrait ainsi 12,000 kilog. de fonte en 24 heures, et en un mois une place pourrait voir son approvisionnement augmenté de plus de 300,000 kilog. en projectiles.

Il est évident qu'on pourrait accroître les moyens de fabri-

cation, soit en multipliant les fourneaux à manche, soit en recourant à des fourneaux d'une plus grande capacité.

Il reste maintenant à organiser les ateliers de moulerie; on va voir qu'il serait facile de les établir de manière à suivre une production plus active que celle que nous avons énoncée et qui paraît déjà plus que suffisante.

Dans les hauts fourneaux, un chef mouleur, avec quatre aides, moule par jour 1,000 kilog. de projectiles, il faudrait donc douze groupes semblables pour suivre la production du fourneau à manche marchant sans interruption.

Or, les chefs mouleurs doivent être seuls des ouvriers exercés; dans les hauts fourneaux, des enfants sont promptement formés à servir comme aides; dans les places, des soldats, les premiers travailleurs venus, y seraient bientôt initiés. On n'aurait à s'occuper que de l'entretien et de l'instruction d'un certain nombre de chefs mouleurs qu'on ajouterait au personnel des autres ouvriers et employés existant dans l'artillerie.

On voit, d'après ces données tirées de l'expérience, qu'au moyen de fourneaux à manche on pourrait être assuré de faire face aux plus grandes consommations, et qu'on pourrait par conséquent réduire les approvisionnements en projectiles confectionnés aux nombres strictement nécessaires pour satisfaire aux premières consommations de la guerre.

Quant à l'approvisionnement en matières nécessaires à la production ultérieure des projectiles, il est évident qu'on devrait le fixer suivant la situation des places, les ressources du pays où elles sont placées et les circonstances. Dans les villes du nord où le charbon de terre est en usage, on aurait peu à s'occuper des approvisionnements en coke; pour les places qui ont des communications faciles et assurées avec

des hauts fourneaux, on limiterait l'approvisionnement de précaution en fonte à ce qui serait nécessaire pour alimenter la marche des fourneaux à manche jusqu'à l'arrivée de nouvelles matières.

Si le système de fourneaux à manche que nous proposons était adopté, les objections contre les difficultés de la réparation des affûts en fer disparaîtraient; et quels avantages la défense ne retirerait-elle pas de la possibilité de pouvoir enfanter un matériel sur les points mêmes qu'il doit armer, et de pouvoir ensuite le recréer dans le cours du siége de ses propres débris! Avec les moyens de création que nous signalons naîtraient des combinaisons nouvelles spéciales aux localités. Des ornières en fonte sillonneraient les remparts et tous les abords des ouvrages. Des grues mobiles, des crics et d'autres engins puissants, créés par l'introduction du fer dans la mécanique, viendraient prêter aux travaux de l'armement leur concours, que l'artillerie ne s'est pas encore hasardée à appeler, faute de moyens de création et de réparation. Enfin, les projectiles mêmes de l'ennemi viendraient en aide aux assiégés pour riposter aux assaillants.

Les approvisionnements de précaution en fonte pourraient encore recevoir des applications utiles pendant la paix. Rien n'empêcherait de donner aux gueuses et aux boustats des formes qui en permettraient l'emploi dans le service.

Les constructions temporaires seraient soutenues par des appuis en fonte; des gueuses serviraient de chantier pour recevoir les bouches à feu. Les boustats pourraient être coulés en forts grillages qu'on élèverait sur des appuis en fonte, pour servir de bases à claire-voie aux piles de boulets à travers lesquels circuleraient ainsi l'air et la pluie; tandis qu'en contact avec le terrain, ils sont dans la condition la plus défavorable à leur conservation.

Une foule d'autres applications provisoires qu'il serait trop long d'énumérer se présenteraient pour utiliser les approvisionnements de réserve en fonte.

Nous terminerons en faisant remarquer que l'introduction des fourneaux à manche dans le matériel des places de guerre ne serait pas seulement désirable pour les intérêts militaires et du trésor, mais aussi pour ceux de l'industrie. En répandant sur la surface de la France des moyens de production en fer coulé, on favoriserait puissamment la propagation de ce métal dans les arts, l'agriculture et les constructions de toutes espèces. Lorsque les fourneaux à manche ne seraient pas dans la nécessité de travailler exclusivement pour les besoins de la guerre, ils s'occuperaient de ceux du commerce. Avec leur secours, les usines de toute nature ne tarderaient pas à s'améliorer ; des engrenages en fer, des machines perfectionnées viendraient bientôt remplacer des moyens imparfaits encore communément en usage ; les forces productives s'accroîtraient aussi dans beaucoup de pays que la difficulté de l'exécution et l'absence de bons exemples condamnent à rester étrangers aux progrès des arts mécaniques, source de tant de richesses et d'accroissement de bien-être pour les peuples.

DESCRIPTION DU CUBILOT A AIR CHAUD EXISTANT A LA FONDERIE DE LIÉGE.

Figure première. Élévation du cubilot vu du côté de la coulée, lequel est placé sur un massif et construit en briques ordinaires, recouvert d'une plaque b hexagone en fonte,

avec rebord, et recevant l'extrémité inférieure des six plaques dd réunies au moyen de boulons à écrous.

Le dessus se termine par une plaque ronde *e*, ayant une ouverture au centre de 0, 52, de même diamètre que l'intérieur du cubilot, portant aussi un rebord hexagone f en saillie, s'emboîtant entre les plaques d d, formant l'extérieur du cubilot (voyez la fig. 3). Sur la plaque *e* sont fixés les quatre supports gg, soutenant l'appareil à air chaud composé de deux anneaux creux hh, divisés chacun en douze ouvertures recevant les colonnes ii, également creuses, maintenues aux anneaux h par leurs brides avec des boulons à écrous.

KK, maçonnerie servant à concentrer la chaleur sortant du cubilot sur l'appareil à air chaud.

L, ouverture à charger (voyez la fig. 3).

m, tubulure pour l'entrée de l'air froid.

n, tubulure pour la sortie de l'air chaud, communiquant aux colonnes oo et aux robinets P,P,P, portant chacun une clé q, pour intercepter à volonté l'entrée du vent dans le cubilot lorsqu'on veut changer de tuyère (fig. 1).

rr, tuyères mobiles de forme conique en tôle dont le petit diamètre est de 0, 05 (fig. 2).

On souffle ordinairement aux premières tuyères de dessous pour les petites charges d'environ 200 kilog., et lorsqu'on a des objets à couler qui exigent une plus forte quantité de fonte, on fait alors arriver le vent à la deuxième ou à la troisième tuyère. Le fourneau peut contenir 1,000 kilogrammes de fonte en fusion.

L'intérieur du cubilot est cylindrique sur 0, 52 de diamètre et 1^{m}, 96 de hauteur intérieure, construit en briques réfractaires avec des ouvertures pour l'entrée des tuyères.

Le fond est couvert d'une couche de sable s de 0, 10 d'é-

paisseur, allant en pente vers le trou de coulée et jusqu'à l'extrémité de la rigole T en-dessous de laquelle se place la cuillère à transporter le métal aux moules.

V, maçonnerie sur laquelle repose une plaque v en fonte portant la rigole.

Fig. 2, coupe horizontale sur la ligne AA dans laquelle on voit la forme des briques réfractaires z.

Y, espace rempli avec des fragments en briques réfractaires liés avec du ciment.

Fig. 3. Coupe verticale sur la ligne EE de la figure 2.

Fig. 4. Plan de l'anneau creux supérieur de l'appareil avec les ouvertures à la face de dessous pour les douze colonnes et une tubulure M pour l'entrée du vent froid.

L'anneau de dessous porte 2 tubulures n n pour la sortie de l'air chaud.

RATELIER D'ARMES EN FONTE EN USAGE EN BELGIQUE.

On fait usage en Belgique de rateliers d'armes en fer et fonte remarquables par leur élégance.

Ce ratelier est représenté planche VIII, fig. 1.

Un ratelier pour 600 fusils se compose de 3 grands profils en fonte (fig. 1) pesant chacun 156 kilog. — Ensemble	468 kil.
24 supports de crosse en fonte (fig. 2), pesant chacun 26 kilog. — Ensemble	624
2 cussons en fonte (fig. 3) pour les profils extrêmes, pesant chacun 9 kilog. — Ensemble	18
24 tringles en fer forgé (fig. 4), pesant chacune 3 kilog. — Ensemble	72
Total.	1,182

Le prix total d'un semblable ratelier est de 500 francs.

CHANTIER EN FONTE POUR BOUCHES À FEU.

On a construit à la fonderie de Liége, pour bouches à feu, des chantiers en fonte, représentés planche VIII.

Fig. 5. Élévation et projection horizontale du chantier en fonte.

Fig. 6. Dés en pierre pour fixer et soutenir le chantier.

Si on adoptait les fourneaux à manche dans les places de guerre, on pourrait consacrer l'approvisionnement de réserve en fonte à de semblables chantiers, et couler même en fonte les dés qui sont en pierre.

CHAINES EN FER,

SUBSTITUTION DES CHAINES EN FER AUX CORDAGES EN USAGE DANS L'ARTILLERIE.

Depuis que l'Angleterre en a donné l'exemple, les câbles et les chaînes en fer sont préférés dans toutes les marines aux cordages en chanvre. L'expérience a fait justice des préjugés existants sur la facile rupture des câbles en chaîne dans les temps de gelée et par les à-coups. Les vaisseaux munis de câbles-chaînes ne craignent pas aujourd'hui de

jeter l'ancre dans des parages où ils n'auraient pas osé stationner auparavant; parmi des glaçons, sur des bancs de coraux contre lesquels les anciens câbles en chanvre se seraient coupés. Maintes fois on a vu des bâtiments braver impunément sur leurs câbles-chaînes des tempêtes, des coups de vent, tandis que ceux qui en étaient dépourvus étaient mis en péril par la rupture de leurs câbles en chanvre.

La supériorité des chaînes sur les cordages est pour la marine un fait désormais tellement constaté par l'expérience, qu'on se hâte d'introduire les chaînes dans le gréement dès que la possibilité en est offerte. Des bâtiments nouveaux, tels que le *Véloce*, destinés à marcher à la voile et à la vapeur, ont même été disposés de manière à recevoir leur gréement entièrement en fer.

La substitution des chaînes aux cordages suit une marche également progressive dans les autres arts : c'est rarement qu'on rencontre aujourd'hui pour les travaux du commerce ou de l'architecture dans Paris des engins tels que chèvres, grues, treuils et cabestans faisant encore usage de câbles en chanvre.

Il en est de même pour les attelages ; les traits en fer se montrent partout où le luxe n'en proscrit pas l'emploi.

Jusqu'à ce jour l'artillerie n'a pas participé à ce mouvement. Pour ses attelages, pour ses manœuvres, dans ses batteries comme dans ses équipages de pont, elle est restée à l'usage des cordages avec une persévérance d'autant plus regrettable que la durée et la résistance dans le service sont pour elle des conditions de salut et de puissance.

Or, on sait combien ces conditions sont peu remplies par des cordages en chanvre si prompts à se détériorer par les frottements et les influences atmosphériques. Nous en citerons quelques exemples qui prouveront l'importance d'in-

roduire quelques améliorations dans cette partie jusqu'à ce jour trop négligée du matériel des armées.

1° DES PROLONGES.

La facilité d'enlever, de remettre l'avant-train des voitures de notre nouveau système d'artillerie de campagne, la possibilité de franchir avec ces voitures sur l'avant-train les fossés et tous les obstacles de terrain avaient fait considérer les mouvements à la prolonge comme d'une utilité très secondaire, et on s'était peu occupé de disposer cette prolonge de manière à assurer sa conservation dans le service.

Mais lorsque les événements de 1830 vinrent fixer l'attention sur l'emploi du nouveau matériel à la guerre, les officiers qui avaient la plus grande expérience des combats se sont généralement élevés avec force contre un abandon trop absolu de la prolonge; ils remontrèrent qu'en renonçant à l'usage de se mettre en batterie à la prolonge, l'artillerie perdrait son audace et sa fermeté en présence de l'ennemi; qu'elle ne pourrait en attendre l'approche à trop petite portée sans courir le risque de tomber entre ses mains, dès qu'elle n'aurait plus la possibilité d'enlever ses pièces au galop immédiatement après sa dernière décharge.

Pendant le cours d'une inspection générale des nombreuses batteries cantonnées dans l'est de la France en 1831, M. le général Tirlet, désirant consacrer le principe de l'usage de la prolonge dans certaines circonstances, ordonna que les batteries manœuvrassent en sa présence avec ce cordage déployé. Partout, aux premiers coups de colliers, toutes les

prolonges rompirent; il avait suffi qu'elles restassent exposées pendant quelques mois sur les flèches pour les mettre complétement hors de service.

On eut recours à des prolonges neuves, mais on constata que leurs frottements contre l'anneau du bout de crosse du nouveau système, ainsi que sur les cercles de roues en amenait promptement la rupture.

C'est en présence de ces faits que l'auteur de cet écrit proposa de remplacer la prolonge en chanvre par une chaîne prolonge, et afin d'alléger et de simplifier, d'employer à cet usage la chaîne d'enrayage allongée et disposée convenablement.

Cette proposition ayant été agréée, on procéda, en 1832, à l'arsenal de Metz, à la construction d'une CHAÎNE-PROLONGE par la réunion de plusieurs chaînes d'enrayage, et on obtint les résultats suivants :

CHAINE-PROLONGE ET D'ENRAYAGE.

La chaîne-prolonge, formée par la réunion de plusieurs chaînes d'enrayage, fut portée, comme les prolonges en chanvre, à six mètres de longueur, et munie à ses extrémités du T et de la maille longue en usage.

POIDS. — Ainsi établie, la chaîne-prolonge pesait 18 kil.

La prolonge en chanvre pèse	6 kil.	11, 50
La chaîne d'enrayage	5,50	
Différence		6k, 50

Pour l'excès de poids de la chaîne-prolonge sur les agrès qu'elle remplace.

PRIX. — La chaîne-prolonge est revenue, à l'arsenal de Metz, à 1 fr. le kil. — Pour 18 kil. 18 fr.

La prolonge en chanvre coûte	10 fr.	15 fr. 50
La chaîne d'enrayage	5 fr. 50	
Différence		2 fr. 50

Pour l'excès de prix de la chaîne-prolonge sur les agrès qu'elle remplace.

Il convient de remarquer que, malgré cette différence de prix, l'avantage d'économie serait en faveur des chaînes-prolonges, dont la durée serait à peu près sans terme, tandis que celle des prolonges en chanvre n'atteint pas trois mois de service.

RÉSISTANCE. — Les chaînes d'enrayage n° 2 pour les voitures de campagne doivent supporter une tension de 2,000 kil. sans se déformer.

A l'arsenal de Metz, ensuite à celui de Douai, il fut très difficile d'obtenir par la réunion des chaînes d'enrayage une chaîne-prolonge satisfaisant à cette épreuve; les anneaux autres que ceux de jonction rompaient fréquemment; il faudrait, comme nous le dirons plus tard, avoir recours à d'autres combinaisons pour obtenir des chaînes-prolonges d'une résistance assurée.

Toutefois, faute de meilleurs éléments, on se borna à Metz ainsi qu'à Douai aux chaînes d'enrayage existantes dans les arsenaux, et le succès fut complet.

A Metz, on commença par éprouver la chaîne-prolonge en la fixant à un affût de 12 chargé de son canon, et dont on cala les roues. L'avant-train, attelé de six chevaux fut acculé sur la flèche; puis on le fit, à plusieurs reprises, enlever avec tout l'ensemble et la vigueur possibles; des chevaux s'abattirent, les roues franchirent les cales, mais la

chaîne-prolonge résista parfaitement à ces à-coups sans présenter d'altération ni de déformation dans ses mailles.

Après cette expérience préalable, la chaîne-prolonge fut remise à la commission qui avait été chargée de l'expérimenter comparativement avec des prolonges en chanvre.

Trois affûts avaient été consacrés à ces épreuves qui furent poussés à outrance jusqu'à rupture des affûts ou des prolonges. Deux affûts du nouveau système étaient munis l'un de la chaîne-prolonge, l'autre de la prolonge ordinaire en chanvre; le troisième affût était du système Gribeauval, qu'on avait voulu comparer avec les premiers sous le rapport de la facilité des manœuvres à la prolonge.

Le procès-verbal de ces épreuves, clos le 7 novembre 1832, a été adressé à M. le ministre de la guerre par l'inspecteur-général qui, dans sa lettre d'envoi, consignait les conclusions de la commission ainsi qu'il suit:

« Dans les expériences faites sur des terrains difficiles, des terres nouvellement labourées, la chaîne-prolonge a une supériorité décidée sur toutes les prolonges en cordes; celles-ci, quoique neuves, se sont rompues dans le système Gribeauval comme dans le nouveau; des roues ont été brisées, des voitures versées en cage, la chaîne-prolonge a triomphé sans rupture de toutes ces épreuves.

« D'après ces résultats, la commission chargée de statuer sur les avantages de la chaîne-prolonge a jugé:

« 1° Que la chaîne-prolonge offre plus de sécurité dans le service, et ne peut qu'être insensiblement altérée par l'usage, qui détériore promptement celles en corde;

« 2° Que si elle vient à rompre, on peut la réparer facilement et promptement au moyen de faux anneaux faisant partie de l'assortiment de la pièce;

« La commission pense que la chaîne-prolonge étant con-

stamment en mouvement, on n'a pas à craindre sa rupture plus fréquente par l'étonnement du fer dans les grands froids que sous une douce température;

« 3° Qu'elle offre des moyens d'enrayage plus puissants que dans l'état actuel des choses, en permettant d'enrayer les deux roues, ou bien, après l'enrayage ordinaire, de faire un manchon autour d'une jante avec la partie restante servant à caler la roue si la partie enrayée vient à rompre;

« 4° Enfin, la commission conclut que l'adoption de la prolonge en chaîne serait une amélioration.

« Les faits dont j'ai été témoin dans ces épreuves comparatives, ajoutait l'inspecteur-général dans sa lettre d'envoi des procès-verbaux d'expérience, ont déterminé en moi une opinion conforme à celle de la commission. Je pense que l'adoption d'une prolonge en chaîne semblable à celle dont il est ici question, permettrait de manœuvrer à la prolonge avec les affûts du nouveau système plus facilement même qu'avec ceux Gribeauval munis de prolonges en cordes.

« L'avantage des manœuvres à la prolonge dans plusieurs circonstances est incontestable; la prolonge permet d'attendre l'ennemi de près, de lui lancer les décharges les plus meurtrières, en courant moins de risque d'exposer la pièce à tomber entre ses mains. Je pense donc qu'on doit chercher par tous les moyens possibles à doter le nouveau matériel de cet avantage, et la prolonge en chaîne pourrait remplir cette condition d'un manière à la fois simple et peu dispendieuse, car elle a été établie à l'arsenal de Metz à raison d'un franc le kilogramme.

« Il a en outre été constaté que la chaîne-prolonge s'applique tout aussi facilement qu'un câble aux manœuvres de force qu'on peut avoir à exécuter dans une batterie de

campagne. On a, sans difficulté et sans inconvénient, au moyen de cette chaîne, relevé un affût versé en cage, et transporté un canon brêlé sous l'avant-train. »

Les résultats satisfaisants des épreuves de Metz n'ayant pu donner lieu à aucune détermination à l'égard des prolonges, M. le général Tirlet, dans une de ses inspections suivantes, fit renouveler ces épreuves à Douai par une commission qui, dans un rapport en date du 6 octobre 1834, a pleinement confirmé la supériorité sous tous les rapports de la prolonge en chaîne sur celle en chanvre.

Comme il est vraisemblable qu'une amélioration aussi palpable et aussi facile à obtenir sera tôt ou tard acceptée, nous ajouterons aux renseignements ci-dessus quelques données nouvelles acquises par l'établissement de la chaîne-prolonge de l'affût de campagne en fer, décrit dans cet ouvrage.

FABRICATION ET RÉSISTANCE DES CHAÎNES-PROLONGES.

La fabrication des chaînes demande une habileté spéciale; il est en France très difficile de s'en procurer de bonne qualité dans le commerce; nous avons dit que dans les arsenaux les ouvriers d'artillerie n'avaient pu, à Douai comme à Metz, arriver que très difficilement à produire des chaînes satisfaisant aux conditions d'épreuve imposées à leur échantillon de fer.

Pour la fabrication de la chaîne-prolonge adaptée au nouvel affût en fer, nous avons eu recours à l'usine de Guerigny dans laquelle se fabriquent les câbles et les cor-

dages de la marine royale, de manière à ne rien laisser à envier à l'étranger.

L'effort que peut produire un cheval étant estimé à 400 kilog., si les six chevaux d'un attelage d'artillerie agissaient avec un parfait ensemble, la prolonge subirait une tension représentée par un poids de 2,400 kilog.

Quoique cet effort simultané ne puisse guère avoir lieu dans la pratique, il convient cependant de le considérer comme une limite au-dessus de laquelle la chaîne-prolonge doit résister sans se déformer.

La résistance de certaine qualité de fer à l'extension dépasse 40 kilog. par millimètres carrés de la section; mais pour les chaînes la marine a préféré un fer doux, nerveux, extensible, d'une résistance absolue moindre, mais plus certaine; la force de ces qualités de fer est estimée seulement à 33 kilog.

En adoptant pour la chaîne-prolonge un fer rond de 12 millim., on était, d'après cette donnée, assuré d'une résistance à la rupture excédant 3,000 kilog.

En adoptant pour longueur des mailles celle des chaînes d'enrayage, 0, 40, on a trouvé que ces mailles étaient amenées, sous une tension de 3,200 kil., à une largeur intérieure de 0, 165 qu'on a adoptée pour la largeur intérieure de la maille, comme celle de plus grande résistance à la déformation contre l'extension.

La résistance à la rupture de la chaîne a été constatée ensuite à la presse hydraulique à environ 28 kilog. par millimètres carrés de la double section du fer d'un maillon, ou à une tension d'environ 6,400 kilog.

En estimant que, dans la pratique, pour cause de chocs et autres circonstances, une chaîne ne doit être soumise qu'à la moitié des efforts représentés par la résistance d'épreuve,

on voit que la chaîne-prolonge établie sur ces bases présente toutes les garanties désirables contre la rupture.

On a allégué contre les chaînes en fer qu'en cas de rupture leur réparation était difficile, tandis qu'avec les câbles et cordages on pouvait aisément réunir par un nœud les parties rompues.

Cette objection, qui a été repoussée par la commission de Metz, ne peut pas longtemps soutenir examen. Il est évident qu'au moyen d'un S suffisamment recourbé aux extrémités, ou de faux anneaux en fer doux, on peut rejoindre provisoirement les parties rompues d'une chaîne beaucoup plus aisément et plus promptement que celles d'un cordage épais en chanvre au moyen d'un nœud que le peu de longueur des brins restant ne permet pas toujours d'exécuter.

La chaîne étant ensuite réparée à la forge, est remise en parfait état de service, tandis que le cordage renoué est perdu.

TRAITS EN FER.

Une paire de traits en chanvre pèse 2 k. 50 et coûte, terme moyen, 3 fr. 50.

Une paire de traits en fer pèserait 3 k. et coûterait environ 3 francs.

Quand, en 1834, on ordonna à Lafère des épreuves comparatives sur les affûts en fer, il devint impossible d'enlever ces lourds fardeaux avec les traits existants dans les attelages d'artillerie. Ces traits, dont les plus vieux dataient de 1831, rompaient aux moindres efforts, et, pour éviter des ac-

cidents, on dut renoncer à les employer et en acquérir de neufs.

Les commandants de batterie ne soupçonnaient pas que, malgré les soins pris pour leur conservation, ces traits eussent pu être à ce point affaiblis; ils avouaient qu'ils se seraient mis avec confiance en campagne avec ces moyens détériorés à leur insu, et que, sur un champ de bataille, au milieu des terres labourées ou délayées, ils auraient été exposés à être cruellement déçus dans les moments critiques où l'artillerie a besoin de toute sa célérité pour échapper à l'ennemi.

Des traits en chaîne faits avec l'espèce de fer employé à la fabrication des chaînes de la marine, éprouvés à la presse hydraulique à un effort supérieur à celui qu'ils sont appelés à supporter, présenteraient toute sécurité de durée et de résistance.

Dans les pays où l'industrie du fer est avancée, presque tous les traits de voitures de transport et de roulage, même ceux des chevaux employés à la culture, sont aujourd'hui en fer; ces pays sont en général ceux qui produisent aussi le chanvre; d'où provient la préférence donnée au fer, si ce n'est de l'économie que l'intérêt privé est toujours habile à apprécier?

Il a fallu, en 1830, acquérir des traits en chanvre pour plus de 50,000 chevaux; les sommes considérables affectées à ces achats sont depuis longtemps perdues. Si elles eussent été consacrées à la confection de traits en fer, elles seraient encore représentées par un matériel ayant conservé toute sa valeur.

CINQUENELLES ET AUTRES CORDAGES EN CHANVRE POUR ÉQUIPAGES DES PONTS.

Si les cinquenelles, les cordages d'ancres et les amarres employés par l'artillerie pour les équipages de ponts étaient remplacés par des chaînes, il en résulterait plusieurs avantages :

1° *Plus de sécurité dans le service.*

Suivant Trégold, on peut estimer la résistance des câbles en chanvre, en multipliant le carré de leur circonférence en pouces anglais par 120 : le produit représente en livres anglaises l'effort qu'ils peuvent supporter.

En appliquant cette règle à la cinquenelle de 54 millimètres (2 pouces de diamètre), on trouve qu'elle peut soutenir un effort de 2340 kil.

Nous avons prouvé que, dans la pratique, on peut estimer la résistance d'une chaîne de 12 millimètres à plus de 3,000 kil.

Or, le poids d'une pareille chaîne est d'environ 3 kil. par mètre courant ; celui d'un câble de 0,054 étant de 2 kil. 20 pour la même longueur, on voit que la différence du poids ne saurait nuire aux manœuvres relatives à l'établissement d'un équipage de pont.

Mais un câble en chanvre, alternativement mouillé et séché, perd si rapidement sa résistance, qu'on est exposé à le voir rompre sous le moindre effort après un temps de service très court.

La résistance d'une chaîne peut être considérée comme à peu près inaltérable, au moyen de quelques soins faciles pour la garantir de l'oxydation.

2° *Plus de facilité dans les manœuvres.*

On sait que les câbles en chanvre, gonflés par l'humidité, chargés de vase ou roidis par la gelée, deviennent très difficiles à manier.

3° *Économie.*

Les câbles en chanvre coûtent généralement plus de 1 fr. le kil., tandis qu'il est facile d'obtenir des chaînes en fer à ce prix. On voit, par la différence du poids 3 kil. par mètre courant pour le fer, et 2 kil., 20 pour le chanvre, que le faible surcroît de dépense pour une chaîne en fer serait bientôt compensé par la supériorité de durée.

CONCLUSION.

La substitution de chaînes en fer à la plupart des cordages en usage dans l'artillerie serait une notable amélioration, tant sous le rapport du service que sous celui de l'économie.

Mais, nous le répétons, la fabrication des chaînes, comme celle des canons et des diverses parties des armes portatives, et en général de tous les articles de l'art du forgeron et de la serrurerie, exige des ouvriers exercés au genre de travail, et une étude particulière des conditions à remplir.

Si de nouvelles expériences devaient être entreprises pour apprécier la force des chaînes comparativement à celle des cordages, il faudrait que l'artillerie organisât quelques ateliers spéciaux pour la fabrication des chaînes, ou qu'elle eût provisoirement recours aux établissements de la marine.

Les épreuves qui seraient faites avec des chaînes exécutées par les premiers ouvriers venus présenteront toujours, ainsi qu'on l'a éprouvé pour les chaînes d'enrayage, des mailles mal soudées ou dont le fer est altéré, et qui, dans le service, ne tardent pas à céder bien au-dessous de la résistance de réception.

L'emploi de pareilles chaînes ne pourrait évidemment qu'accroître les préjugés et retarder le progrès.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE DEUXIÈME VOLUME DE LA 3e SÉRIE.

N° 4.

PLANCHES.

Pl. XVI. Four à réverbère de la fonderie de Gospel-oak (Angleterre).

N° 5.

PLANCHES.

Nº 6.

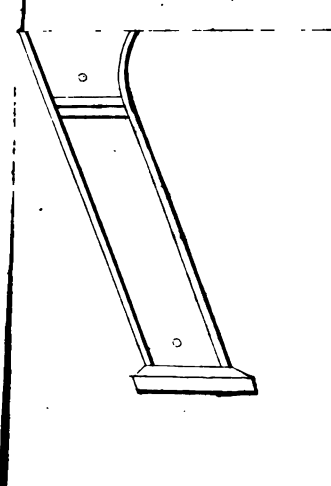
Affaire de Lindenau. Relation autrichienne.

PLANCHES.

FIN DE LA TABLE DU TOME 2e DE LA 3e SÉRIE.

PL. VII.

PL. VIII.



E. Le Mage sc. r. Mont. S. Geneviève 2


Stanford University Libraries
3 6105 015 330 413

